



**CM**  
AHIERS  
MARXISTES

Berte - Brocorens - Bruyninckx  
De Caluwé - Dupret - Gillis - Godinot  
Harribey - Lapeyre - Paye - Szoc  
Van Keirsbilck - Wallenborn

mai - juin 2007 235

**Critiques de la (dé)croissance**

---

## **Les Cahiers Marxistes**

Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité ; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

---

### **Abonnement** (5 numéros)

pour la Belgique	30 EUR
pour l'Union européenne	35 EUR
hors Union européenne	40 EUR

au compte **001-1047600-76** des CM  
av. Derache, 94 b. 6, 1050 Bruxelles,  
ou carte VISA/MASTERCARD

Tél/fax : 0032-2-650.49.21.

E-mail : [cmarx@ulb.ac.be](mailto:cmarx@ulb.ac.be)

[www.ulb.ac.be/socio/cmarx](http://www.ulb.ac.be/socio/cmarx)

---

### **Comité de rédaction**

Mateo Alaluf, Jacques Aron, Claire Billen, Francis Bismans, Albert Carton, Barbara Delcourt, Pascal Delwit, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Nadine Plateau, Maggy Rayet, Claude Renard, Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

### **Rédacteurs en chef**

Pierre Gillis & Michel Godard

### **Secrétariat, mise en page & couverture**

Thomas Perissino

Les *Cahiers Marxistes* sont publiés avec le soutien du GReMSS de l'Institut de Sociologie de l'ULB.

## Sommaire

• <i>Edito</i>		3
• Réchauffement climatique - clap dernière	<b>Edgar Szoc</b>	7
• Le pic du pétrole : un nouveau défi pour la civilisation	<b>Patrick Brocorens</b>	15
• Indicateurs statistiques alternatifs	<b>Marielle Bruyninckx et Claude Berte</b>	31
• Décroissance et altermondialisme : une nécessaire convergence	<b>Emmanuelle De Caluwé</b>	45
• Décroissance : <i>apocalypse now</i> ?	<b>Xavier Dupret</b>	63
• La croissance, cela ne se mange pas !	<b>Frédéric Lapeyre</b>	79
• Pour la décroissance de la consommation	<b>Jean-Baptiste Godinot</b>	93
• Sept propositions pour une économie économe	<b>Jean-Marie Harribey</b>	119
• L'économie et la thermodynamique	<b>Pierre Gillis et Grégoire Wallenborn</b>	139
• Ce qui compte, c'est surtout le contenu de la croissance	<i>interview de Felipe Van Keirsbilck</i>	157
• « <i>Ennemi combattant</i> » ou ennemi du gouvernement ?	<b>Jean-Claude Paye</b>	167
• <i>Lectures</i>		179



## Critiques de la (dé)croissance

A l'heure où les changements climatiques inquiètent mondialement, de même que de multiples pollutions et des pénuries annoncées en matière énergétique, nous sommes bien amenés à détourner Jacques Prévert : *Il y a ceux qui croissent / Il y a ceux qui ne croissent pas / Il y a ceux qui croient croître /...et il y a ceux qui croa-croa.*

Mais nous ne sommes pas sur la piste du corbeau, avec ce cher Toine Culot, plutôt sur celle de la grenouille avec Jean de La Fontaine, celle qui voulant se faire aussi grosse que le bœuf, *«chétive péclore, s'enfla si bien qu'elle creva».*

Point n'est besoin de poursuivre *«Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages...»* et de sacrifier aux séculaires appels des riches et des curés à la frugalité des pauvres, à leur *«modestie»*, comme ils disent.

Cela, c'est le côté agaçant, moralisateur et éculé de certains des appels à la décroissance, avec parfois en prime un arrière-fond de mystique de la Nature-déesse. Ou des réminiscences de François d'Assise, Malthus, Proudhon, Thoreau, Chef Seattle, selon, et quelques bribes d'ethnologie de bon cœur voire l'une ou l'autre recette de cuisine.

Le côté positif des appels à la décroissance, globalement si l'on ose dire et décidément, c'est qu'ils rouvrent le débat proprement politique : des débats plutôt, sur ce que la cité doit se donner comme objectifs socio-économiques, comment elle doit cadrer les entreprises notamment.

## Des enjeux réels

S'il y a eu – hélas – quelques soi-disant disciples de Marx pour s'essayer à la voyance, les principaux courants du marxisme n'ont évidemment pas imaginé des problèmes d'épuisement des ressources naturelles qui ne se posaient pas jusqu'il y a quelques décennies. Ils ont insisté sur le fait qu'hormis les fluctuations spéculatives, la valeur des matières premières dépendait et dépend du travail nécessaire pour les produire et transporter – comprendre de l'exploitation des carriers, mineurs, paysans et autres ouvriers, camionneurs et marins sous toutes les latitudes, au Sud bientôt plus qu'au Nord. Tandis que les pollutions et autres nuisances étaient et sont combattues du point de vue de la santé des travailleurs.

Depuis une vingtaine d'années, les questions relatives au climat – CO<sub>2</sub> et réchauffement – et à l'épuisement du pétrole – devenu moyen de production déterminant et omniprésent (après le charbon et la vapeur) – se sont imposées comme problématiques majeures<sup>1</sup>. Les deux premiers articles du présent numéro, sous la plume d'**Edgar Szoc** et **Patrick Brocorens** s'emploient à nous en indiquer les termes, la première question – celle du réchauffement – ayant récemment été fortement médiatisée.

La question de la croissance est donc posée. Celle de la décroissance va de pair. Essayons de les poser bien<sup>2</sup>.

## Critiques du Sud

Un des enjeux du débat sur la croissance concerne les « indicateurs » retenus pour rendre compte de son évolution, notamment le PIB – Produit intérieur brut. Il ne faut certes pas renoncer à la vieille discussion sur le travail productif, c'est redevenu évident à mesure que le développement des services est requis et que se posent de multiples questions de nuisances, pollutions et autres dysfonctionnements<sup>3</sup>. Mais au plus directement discutable, l'article de **Marielle Bruyninckx** et **Claude Berte** présente la double qualité de nous informer sur le développement d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB, et de

1. Revoir notre n°180, *La terre, trop humaine planète*, d'août 1991. Par exemple pour une explication du rapport CO<sub>2</sub> – températures, un des trois articles consacrés alors à l'effet de serre.
2. Plusieurs des contributions à ce numéro ont été rédigées par des intervenants au séminaire du GReMSS des 29 mai, 12 et 26 juin et 10 juillet 2006 à l'ULB.
3. Classique : la société est-elle plus riche si se multiplient les accidents de voitures ? Moins riche à mesure du temps perdu dans les embouteillages ?...

mettre en évidence les propositions mobilisant les femmes, et celles du Sud spécifiquement.

C'est que proposer «la décroissance» au Sud apparaît proprement scandaleux, comme le disait en substance Christian Comélieu lors d'une conférence à Bruxelles<sup>4</sup>. L'article d'**Emmanuelle De Caluwé**, plutôt d'inspiration «décroissante», s'efforce de définir les termes possibles d'une convergence avec les altermondialistes, tout en proposant une série de pistes «concrètes».

A l'opposé, la contribution de **Xavier Dupret** invite plutôt à une analyse – indispensable – du capitalisme mondialisé, en soulignant que la décroissance est déjà là dans de nombreux pays du Sud et qu'elle affecte la grande masse de la population. Contre les stratégies néolibérales prônées et mises en œuvre par les appareils impériaux (BM, FMI, OMC), il plaide en somme pour le droit au travail et à la récupération au Sud des plus-values pour l'investissement productif local.

Enfin, dans un quatrième registre, **Frédéric Lapeyre** nous propose une autre approche, celle d'un développement auto-centré et populaire, socialement contrôlé et protégé. Contre les pratiques avérées de la croissance inégale et inégalitaire, contre le discours de la mondialisation marchande qui prétend se soucier de la pauvreté en imposant sa vision marchande et libérale de la croissance, variante «quartiers de fruits de la croissance» du discours des «miettes du gâteau».

## Critiques du Nord

Au pivot du numéro, le lecteur trouvera une sorte d'exposé doctrinal d'ensemble «de la décroissance» sous la plume de Jean-Baptiste Godinot, qui a bien voulu assumer l'effort de synthèse – décroissance du nombre de pages... – des idées généralement mises en avant et de la structure argumentaire développée par «le mouvement» et pour lesquelles il s'engage. «*Décroissance de la consommation*» annonce-t-il en titre, formule raccourcie emportant «des ressources naturelles non renouvelables». Son exposé est structuré comme opérationnel – principes, objectifs, conditions, moyens – et invitation à assumer le tournant, en épingle à cheveu.

Le lecteur appréciera les complémentarités possibles, nous avons ensuite demandé une contribution de **Jean-Marie Harribey**, qui plaide depuis

4. A la 37<sup>e</sup> Ecole urbaine de l'ARAU – voir les notes de lecture en fin de ce numéro.

au moins dix ans pour une «*économie économe*». L'originalité du propos tient aux liens opérés : décroissance et réduction du temps de travail, décroissance et réduction des inégalités de revenus. Avec un retour sur la valeur travail.

Suffisait d'y penser ? Plus que cela, il s'agit de revendications du mouvement ouvrier, d'une possible dynamique sociale. Il est vrai qu'elles ont peu à voir avec le blairisme dominant. Pas plus qu'avec une doctrine économique dominante qui nie la valeur travail autant que la nature, d'un même mouvement.

Nous concluons provisoirement sur deux points. Le premier concerne le fond et l'usage scientiste de la «*bio-économie*» de Nicholas Georgescu-Roegen, gourou fondateur généralement invoqué par les décroissants. Nos camarades physiciens **Grégoire Wallenborn** et **Pierre Gillis** nous indiquent en somme que le détour par une prétendue «*quatrième loi de la thermo-dynamique*» (élaboration de NGR) n'est ni utile ni fondé. La réalité des problèmes suffit bien.

Le second concerne la complicité alléguée du mouvement ouvrier dans le discours aveugle de la croissance : notamment la doctrine du gâteau (à faire grandir), de son partage (à ne pas changer) et celle des miettes (qui doivent tomber de la table des bouffeurs). Avec **Felipe Van Keirsbilck**, nous revisitons l'Accord sur la productivité (1954), ce qui n'était pas exactement la même chose, ni ne peut être confondu avec «*la compétitivité*» imposée par la vision néolibérale après 1995, et préparée dans les années 1970. Il n'empêche que la question du «*contenu de la croissance*», selon les termes de Felipe VK, a trop souvent été perdue de vue. Il s'agit aujourd'hui, plus que jamais, de plus d'égalité et de plus de solidarité : il y en a qui vont devoir décroître plus que d'autres.

**Michel Godard**

Hors thème, nous publions un deuxième article de Jean-Claude Paye sur les coups d'état juridiques opérés aux *USA* au nom de la lutte contre «*le terrorisme*». Bush a montré le chemin, Onckelinkx suit : nous sommes dans l'Empire, autant le savoir.



## Réchauffement climatique - clap dernière !

Edgar Szoc\*

Depuis sa création en 1988, le GIEC – Groupe (d'experts) intergouvernemental sur l'évolution du climat fournit le socle scientifique des négociations menées au sein des institutions internationales en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Du premier rapport de 1990 est issue la convention-cadre sur le climat de l'ONU. Le deuxième, publié en 1995, a débouché sur le processus d'élaboration du protocole de Kyoto. Alors que la sortie annoncée pour cet été du quatrième rapport se fait devant une opinion désormais beaucoup plus sensibilisée à la question climatique, le processus d'opérationnalisation politique semble, lui, dans l'impasse sur le plan international.

Mis en place par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le GIEC se compose de trois groupes de travail et d'une équipe spéciale. Le Groupe de travail I évalue le progrès des connaissances scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat. Le Groupe de travail II s'occupe des questions concernant la vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives de ces changements et les possibilités d'adaptation à celles-ci. Le Groupe de travail III évalue les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer de

\* Journaliste à l'agence Alter et à *Démocratie*.

toute autre manière les changements climatiques. L'équipe spéciale s'occupe, quant à elle, des inventaires nationaux de gaz à effet de serre.

L'article ci-après s'attache essentiellement à reprendre les grandes conclusions des rapports des deux premiers groupes de travail, adoptés dans le cadre de l'élaboration du quatrième rapport du GIEC. Consacrés respectivement à l'étude des bases scientifiques de la mesure et de la compréhension du réchauffement (adoption à Paris en janvier 2007) et à ses impacts socio-économiques (adoption à Bruxelles en avril 2007), ces deux rapports viennent d'être complétés par les recommandations et solutions envisageables (adoption à Bangkok en mai 2007) pour constituer le quatrième rapport complet<sup>1</sup>.

## Constats et prévisions

En termes de constat, le rapport du Groupe I indique que la concentration atmosphérique mondiale du dioxyde de carbone, le plus important des gaz à effet de serre, a crû d'une valeur pré-industrielle d'environ 280 particules par mètre cube (ppm) à 379 ppm en 2005, un niveau qui sort clairement de la fourchette constituée par les fluctuations naturelles de ces 650 000 dernières années (de 180 à 300 ppm)<sup>2</sup>. Quant au niveau des mers, il s'est élevé en moyenne de 3.1 mm par an au cours de la décennie 1993-2003, ce qui constitue une accélération de la tendance observée sur une période plus longue : de 1961 à 2003, la moyenne d'élévation n'était en effet « que » de 1.8 mm. Sur le réchauffement proprement dit, le rapport confirme les grandes tendances connues : l'augmentation totale de température moyenne entre la période 1850-1899 et la période 2000-2005 est de 0.76 degré, avec la « *circonstance aggravante* » que onze des douze dernières années figurent parmi les douze années les plus chaudes depuis 1850. Rien de nouveau jusqu'ici : si le rapport de 2001 insistait sur la réalité du changement climatique en lui-même (marginalisant ainsi les quelques « négationnistes » qui s'attachaient encore à en contester la réalité), c'est désormais le caractère anthropique du phénomène, son lien avec les activités humaines, qui est « certifié ». Celui-ci est établi avec un très haut niveau de certitude (que le panel évalue à au moins 90 %), alors que le rapport précédent (2001) la jugeait seulement « probable » (soit un niveau de certitude d'au moins 66 %), selon l'utilisation extrêmement rigoureuse et codifiée que le rapport fait de ce type d'adjectifs. Si la partie climatologique de ce quatrième rapport constitue donc bien un approfondissement du rapport précé-

1. Les textes des différents rapports sont consultables sur le site du GIEC : [www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch)
2. Voir l'article de Georges PEETERS, « Les chauds-froids de la planète : la traque des archives », *CM* n°180, août 1991, « La Terre, trop humaine planète ? ».

dent, reposant sur des données désormais plus nombreuses et plus exhaustives, une modélisation plus fine et un appareillage statistique plus complet, il reste fondamentalement en ligne avec le rapport de 2001. La réception médiatique dont il a fait l'objet – multiplication de couvertures, de cahiers supplémentaires, de numéros spéciaux et autres «*coalitions climat*» – est particulièrement soutenue comparativement au rapport de 2001 et ne s'explique donc pas tant par la nouveauté radicale de ce qui y est annoncé que par le travail de sensibilisation préalable à sa sortie. C'est ce que confirme par exemple le climatologue Jean-Pascal van Ypersele, une des chevilles ouvrières du rapport (vice-président du Groupe II) dans un entretien au *Soir*, du 3 avril 2007 : «*Il n'y a pas énormément de différences. Lors des auditions au Parlement flamand et au Sénat fédéral, j'ai commencé avec des diapos et des graphiques qui auraient pu se trouver dans le dernier rapport. Ils n'y auraient vu que du feu. J'ai également diffusé un extrait du rapport d'une commission du Bundestag de 1988 sur la protection de l'atmosphère et qui donnait des chiffres sur l'évolution de la température d'ici 2100. Il n'était pas très différent de ceux que nous produisons actuellement et évoquait l'urgence de réduire les émissions de plus de 50 %, la nécessité d'une vision à long terme,...* On savait l'essentiel il y a 20 ans, pour ne pas dire 30. Le cœur du problème était déjà là, pour ceux qui voulaient bien en prendre connaissance».

En termes de prévisions, la fourchette d'évolution donnée comme probable d'ici à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle est une augmentation de la température globale de 2 à 4.5 degrés (et une très grande improbabilité d'une valeur inférieure à 1.5 degré<sup>3</sup>). Si les prédictions sont bien évidemment fonction d'une quantité de facteurs non maîtrisables (au premier rang desquels les changements de caps politiques, économiques ou technologiques que pourrait/devrait induire une lecture sérieuse des rapports et des recommandations qui devraient être adoptées en 2007), elles se sont avérées particulièrement fiables jusqu'à présent. Le premier rapport du GIEC datant désormais de 17 ans, il fournit le recul nécessaire à l'évaluation partielle de ses anticipations. Il prévoyait, par exemple, une hausse de la température moyenne entre 0.15 et 0.3 degré par décennie, ce qui correspond à l'évolution détectée depuis lors et renforce la confiance dans la qualité des modèles de simulation, à court terme au moins. A beaucoup plus long terme, le rapport rappelle également que les effets des émissions de gaz à effet de serre se feront ressentir pendant au

3. Parler d'un réchauffement de, par exemple, 2.5 degrés est évidemment simplificateur dans la mesure où le réchauffement observé n'est pas uniforme sur l'ensemble de la planète. Il est ainsi beaucoup plus marqué sur l'Arctique – le pôle Nord – qu'ailleurs, et sur les continents que sur les océans.

moins un millénaire, du fait des échelles de temps associées aux processus climatiques et aux rétroactions – et ce même si les concentrations de gaz à effet de serre étaient stabilisées.

La conséquence directe la plus redoutable est l'élévation du niveau des océans qui, selon les scénarios, devrait se situer dans une fourchette de 20 à 60 cm d'ici à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, présageant une situation encore plus grave à plus long terme. En effet, lors de la dernière période au cours de laquelle les températures polaires étaient substantiellement plus élevées qu'actuellement – de 3 à 5 degrés, il y a environ 125 000 ans – le niveau des mers était supérieur de 4 à 6 m par rapport au niveau actuel.

Outre le réchauffement et la montée du niveau des océans, l'émission de CO<sub>2</sub> a de nombreux autres effets directs. Parmi ceux-ci, l'acidification de l'océan qui se sature progressivement en CO<sub>2</sub>, ce qui pourrait s'avérer particulièrement nuisible aux organismes à coquille (coraux par exemple) et à ceux qui en dépendent. Plus généralement, dans le scénario très probable d'une augmentation de la température moyenne mondiale située au-dessus de 2.5 degrés, le rapport prévoit un risque d'extinction pour 20 à 30 % des espèces animales et végétales connues, sans que les conséquences systémiques d'une disparition de cette ampleur ne puissent évidemment être prévues.

Le rapport casse en outre la patte au canard de l'arrêt du *Gulf Stream* (duquel résulterait un refroidissement brusque de l'Atlantique Nord et de l'Europe). Il est en effet très peu probable que la circulation thermohaline dans l'Atlantique nord subisse une grande transition brusque, au cours du XXI<sup>e</sup> siècle en tout cas.

## Impacts, adaptation et vulnérabilité

Quant au rapport du Groupe de travail II consacré aux impacts humains, à l'adaptation et la vulnérabilité, il souffre, de l'aveu même du GIEC de la disparité dans la qualité et la quantité de données selon les zones géographiques, et notamment de leur rareté pour les pays en voie de développement. Au-delà de cette remarque méthodologique, le rapport constate que *«de nombreux systèmes naturels sont déjà touchés par les changements climatiques régionaux, particulièrement les augmentations de température»*. Une des constantes dans les effets du réchauffement réside dans l'accroissement d'une série d'inégalités préexistantes. Ainsi, les projections du débit annuel moyen des rivières et de la disponibilité en eau montrent-elles une augmentation de 10 à 40 %, aux hautes latitudes et dans certaines zones tropicales humides et une diminution de

10 à 30 % dans certaines zones sèches des latitudes moyennes et tropicales arides, dont certaines déjà en manque d'eau actuellement. De même les rendements agricoles devraient-ils augmenter légèrement dans les régions de moyennes et hautes latitudes (tant que le réchauffement local n'y dépasse pas les trois degrés (seuil à partir desquels les rendements commenceraient à décroître), mais aux latitudes plus basses, et particulièrement dans les régions tropicales et celles connaissant des périodes sèches, le rapport du GIEC anticipe des rendements agricoles décroissants – et ce même pour de faibles augmentations de température locale. Toutes choses étant égales par ailleurs, les risques de famine s'en trouveraient augmentés.

Le rapport tente d'ailleurs d'anticiper les effets différentiels, continent par continent, des changements anticipés. Ainsi, parmi les rares estimations en termes de PIB, le GIEC estime à environ 5 à 10 % du PIB les coûts de l'adaptation à la hausse du niveau de la mer (et à elle seule) pour les pays africains. Mais c'est aussi au sein des continents eux-mêmes que de fortes disparités se feront jour par rapport à la situation actuelle. Une augmentation des rendements agricoles dans l'Est et le Sud-ouest de l'Asie jusqu'à 20 % est ainsi anticipée, alors que ces mêmes rendements pourraient décroître jusqu'à 30 % en Asie centrale et du Sud, d'ici à la moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Quant à l'Amérique du Nord, un changement climatique modéré pendant les premières décennies du siècle donne une projection pour les rendements agrégés des cultures non irriguées montrant une augmentation de 5 à 20 % (avec, toutefois, une variabilité importante entre les régions).

Ce ne sont là que quelques exemples des modifications profondes que le réchauffement climatique prévisible devrait avoir sur les activités humaines. L'encadré ci-après, issu du GIEC lui-même en fournit une liste plus détaillée en forme de tableau synthétique.

Les signaux sont désormais on ne peut plus clairs et peuvent constituer le versant scientifique du discours sur les limites de la croissance – qui alterne sans cesse avec le registre plus éthique de l'aliénation. Loin des incantations iréniques à la réconciliation de l'écologie et de l'économie de marché sous les auspices des gisements d'emplois durables de l'éco-construction et des énergies alternatives, la perspective annoncée du réchauffement pourrait aussi donner à penser un autre rapport au travail et à la production.

Exemples d'impacts majeurs par secteur

Phénomène et direction des tendances (WGI SPM)	Probabilité des tendances futures basée sur les projections pour le XXI <sup>e</sup> siècle utilisant les scénarios SRES (WGI SPM)	Agriculture, sylviculture et écosystèmes	Ressources en eau	Santé humaine	Industrie / habitat / société
Des journées plus chaudes et nuits froides en diminution ; des journées très chaudes plus fréquentes sur la plupart des régions terrestres	Pratiquement certain*	Productions accrues dans des régions froides ; productions diminuées dans des régions chaudes ; invasions d'insectes plus fréquentes	Effets sur les ressources en eau dépendant de la fonte de la neige ; accroissement du taux d'évapotranspiration	Réduction de la mortalité humaine suite à une diminution d'exposition au froid	Demande énergétique réduite pour le chauffage ; accrue pour le refroidissement ; qualité de l'air en déclin dans les villes ; "perturbat" du trafic ; effets sur le tourisme d'hiver
Canicules/vagues de chaleur ; augmentation de fréquence sur la plupart des régions terrestres	Très probable	Productions réduites dans des régions chaudes dues au stress de chaleur ; augmentation du danger de feux de forêts	Besoins accrus d'approvisionnement en eau ; problèmes de qualité de l'eau ; ex. algues	Risque accru de mortalité liée à la chaleur en particulier pour les personnes âgées, les malades chroniques, les enfants en bas âge et les personnes isolées	Réduction de la qualité de vie pour les habitants des régions chaudes sans logements appropriés ; impact sur les vieux, les très jeunes ou sans moyens ; perturbation du commerce
Événements de fortes précipitations ; augmentation de fréquence sur la plupart des régions	Probable	Dommages aux cultures ; érosion du sol, incapacité de cultiver la terre due à l'infiltration d'eau dans les sols	Effets nuisibles à la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines ; contamination d'approvisionnement en eau ; peut-être diminution des pénuries d'eau	Risque accru de décès, d'accidents, de maladies infectieuses des voies respiratoires et de la peau ; désordres traumatiques liés au stress	Perturbations des agglomérations, du commerce, du transport et des sociétés dues aux inondations ; pressions sur les infrastructures urbaines et rurales ; pertes de propriétés

Augmentation des Régions touchées par la sécheresse	Probable	Dégradation des terres arables, diminution de la production, dommages et pertes de récoltes ; décès accrus du bétail ; risque accru de feux de forêts	Stress hydrique plus répandu	Plus grand risque de pénurie alimentaire et en eau ; risque accru de malnutrition ; de propagation des maladies liées à l'eau et à la nourriture	Pénuries d'eau pour les agglomérations, l'industrie et les sociétés ; potentiels de génération d'hydroélectricité réduit ; potentielles migrations de populations
Augmentation de l'activité des cyclones tropicaux intenses	Probable	Dommages aux récoltes ; arbres déracinés ; dégâts aux récifs coralliens	Pannes de courant causant des ruptures d'approvisionnement en eau	Risque accru de décès et de blessés, de propagation de maladies liées aux aliments et à l'eau ; stress post-traumatiques	Perturbati <sup>o</sup> par inondations et vents violents ; fin de couverture des risques par les assurances privées dans les secteurs vulnérables ; potentielles migrations ; pertes de propriétés
Augmentation de la fréquence d'évaluation extrême du niveau de la mer (exclus les tsunamis)	Probable**	Salinisation des eaux d'irrigation et des eaux de puits	Diminution de la disponibilité d'eau douce due à l'intrusion d'eau de mer	Risque accru de décès et d'accidents par la noyade dans les inondations ; effets sur la santé liés à la migration	Coûts de protection côtière comparés aux coûts de la relocalisation d'occupation des sols ; mouvements de populations potentiels et infrastructures ; voir aussi les cyclones tropicaux ci-dessus

Source : GIEC, *Quatrième rapport d'évaluation du GT II, Résumé à l'intention des décideurs*, Traduction provisoire non officielle, [www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch)

\* Réchauffement des jours et des nuits les plus extrêmes chaque année.

\*\* Les extrêmes de niveau de la mer dépendent du niveau de la mer moyen et des systèmes météorologiques régionaux. Ils sont définis comme les 1 % les plus élevés des valeurs horaires du niveau de la mer observés à une station pour une période de référence donnée.





# Le pic du pétrole : un nouveau défi pour la civilisation

Patrick Brocorens\*

Durant six générations, le pétrole a servi de moteur à l'édification de la civilisation moderne, si bien qu'actuellement pratiquement tout objet acheté en magasin a nécessité la consommation de pétrole. Le Belge consomme 6.8 litres de pétrole par jour. Cependant, les jours du pétrole abondant et bon marché arrivent rapidement à leur terme.

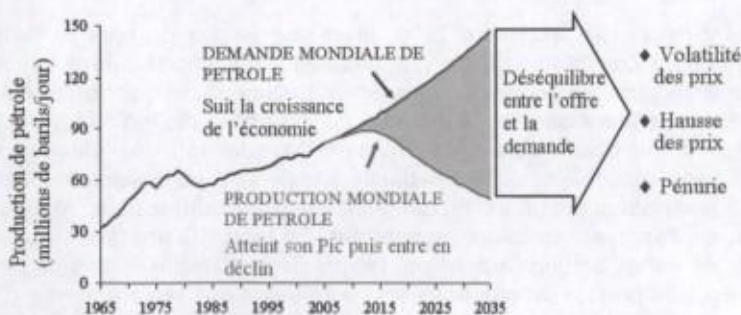
## Le pic du pétrole

Durant le premier semestre 2006, alors que le prix du baril de pétrole augmentait constamment, de nombreuses explications furent données pour expliquer ces hausses : la guérilla au Nigéria, la guerre en Irak, le dossier nucléaire iranien, le manque de capacités de raffinage, etc. De temps à autre, un journaliste soulevait la question de l'étendue des réserves de pétrole et de leur capacité à satisfaire les besoins mondiaux, mais invariablement un expert éteignait ces préoccupations en répondant que les réserves prouvées permettent de tenir 40 ans au niveau de consommation actuel. Cependant, l'expression «*Il reste 40 ans de pétrole*» est trompeuse, car elle nous donne l'illusion que les problèmes d'approvisionnement ne surviendront que dans plusieurs décennies, alors

\* Service de Chimie des matériaux nouveaux. Université de Mons-Hainaut. Le lecteur désireux de consulter le détail des références de cet article les trouvera dans l'article de Patrick Brocorens, «*Pic du pétrole et pic du gaz*», Université de Mons-Hainaut, février 2007, [http://mail.materianova.be/pub/Pic\\_du\\_Petrole\\_BrocorensP\\_Fevrier\\_2007.pdf](http://mail.materianova.be/pub/Pic_du_Petrole_BrocorensP_Fevrier_2007.pdf)

que cette vision optimiste n'est valable que s'il est possible d'extraire le pétrole aussi rapidement qu'on le désire. Ce n'est pas le cas. Pour des raisons géologiques, le débit d'un champ de pétrole passe par un maximum – un pic – lorsqu'environ la moitié des réserves extractibles ont été produites, puis il diminue progressivement jusqu'à zéro. Ce schéma bien connu est observé depuis des décennies à l'échelle de champs de pétrole individuels ou de pays producteurs. Il ne s'agit donc que d'une question de temps avant de l'observer à l'échelle mondiale. Lorsque la production mondiale de pétrole atteindra son pic, il restera encore des réserves considérables de pétrole mais la vitesse d'extraction de ce pétrole ne pourra augmenter. Le pic signifie aussi que la production va par la suite décliner avec les années. Or, dans le même temps, la demande en pétrole ne cesse d'augmenter. Elle est stimulée par le décollage industriel de la Chine, de l'Inde, et de nombreux autres pays émergents, ainsi que par la globalisation, laquelle se manifeste par une croissance continue des transports de biens et de personnes d'un point à l'autre de la planète. Une fois le pic franchi, un déséquilibre croissant apparaîtra entre une demande qui augmente et une production qui diminue chaque année, entraînant tout d'abord volatilité et hausse des prix, et ensuite des pénuries (Graphique 1). Du point de vue de l'économie, le moment où il n'y aura plus de pétrole importe donc peu. Ce qui compte, c'est le moment où il y en aura moins.

**Graphique 1 - Modèle d'évolution de la production et de la demande mondiale de pétrole aux alentours du pic de production (situé en 2015 pour les besoins de l'illustration)**



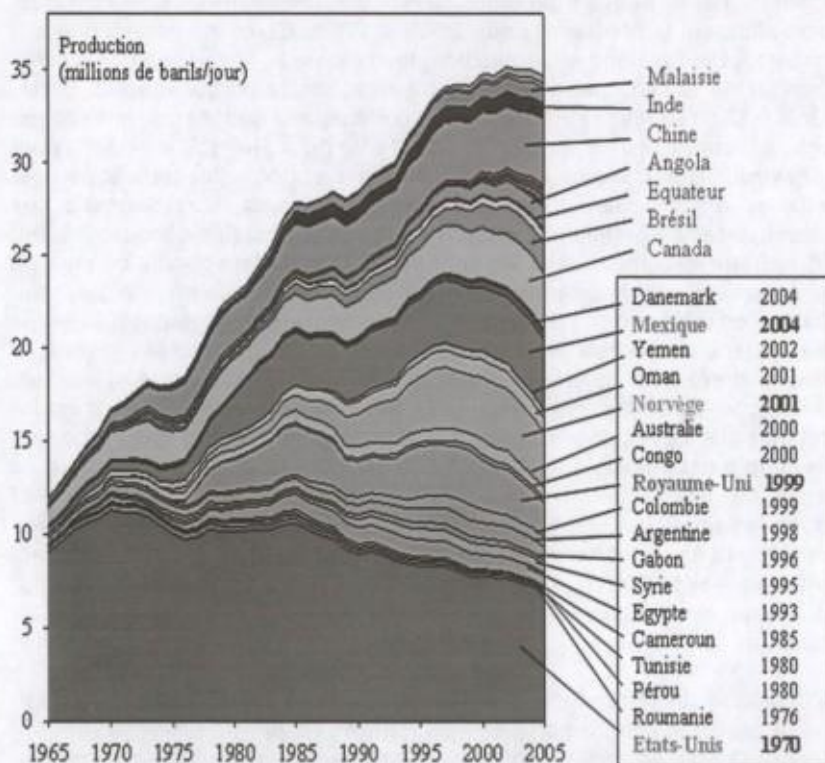
## Les indices d'un pic imminent

Estimer la date du pic du pétrole est ardu, car il faut estimer l'évolution de la production des gisements actuels et futurs dans leurs différentes étapes de développement. Néanmoins, un aperçu du défi posé aux pétroliers pour repousser le pic mondial au-delà de 2015 fut donné en 2003 par Jon Thompson, alors président de la division exploration d'Exxon Mobil. Selon lui, sans des investissements continus, la production mondiale de pétrole et de gaz déclinerait à un taux moyen de 4 à 6 % par an, alors que la demande en ces combustibles fossiles augmente de 1 à 2 % par an. Chaque année, de nouveaux gisements doivent donc être mis en production assez rapidement pour à la fois combler le déclin des champs existants et satisfaire la hausse de la demande. Entre 2003 et 2015, l'industrie pétrolière devra trouver, développer et produire un volume nouveau de pétrole et de gaz égal à 80 % de la production de pétrole de l'année 2003. Il s'agit donc d'une tâche énorme, et bien que les compagnies pétrolières internationales parlent de l'abondance du pétrole et disent qu'elles peuvent produire davantage, les chiffres de leur production affirment le contraire. Entre 2001 et 2005, Exxon ne parvint que difficilement à maintenir sa production, les nouveaux développements à l'étranger ne faisant que compenser la chute de la production aux Etats-Unis (-33 % en 5 ans). Pour d'autres compagnies pétrolières, le bilan est moins honorable : -5 % pour Shell, -18 % pour Repsol, et -15 % pour Chevron. Le problème auquel elles font face et dont elles parlent peu est qu'elles ont de plus en plus de mal à renouveler leurs réserves, les découvertes de pétrole n'étant plus au rendez-vous. Les découvertes ont atteint leur maximum dans les années 1960 et se font depuis de plus en plus rares. Wood Mackenzie, un groupe de consultance en énergie, relevait qu'en 2003 les 10 premiers groupes pétroliers engagèrent 8 milliards de dollars en recherches, mais celles-ci furent décevantes puisqu'ils découvrirent pour moins de 4 milliards de dollars en pétrole et en gaz. Alors que les découvertes diminuent, les coûts des campagnes d'exploration et de développement ne cessent d'augmenter, à la fois parce que le pétrole est de plus en plus difficile d'accès, mais aussi par manque de main-d'œuvre et de matériel, après des années de sous-investissement dans les années 1990. Face à cette réalité, les compagnies pétrolières préfèrent se concentrer sur le développement de leurs champs existants ou forer à Wall Street, là où il est encore possible de trouver à coup sûr des réserves pétrolières via des opérations de fusion et d'acquisition de concurrents.

L'évolution de la production de nombreux pays producteurs est également préoccupante. Selon Chevron, sur les 48 principaux pays producteurs, 33 sont en déclin confirmé, au premier rang desquels se trouvent

les Etats-Unis. Ce pays a atteint son pic en 1970. Il produisait à l'époque 11 millions de barils par jour, c'est-à-dire environ ce que produit actuellement l'Arabie Saoudite. Et ni les prix élevés du pétrole dans les années 1970, ni les avancées technologiques, ni les réserves considérables de pétrole de l'Alaska et du Golfe du Mexique mises en exploitation à partir des années 1980 et 1990, n'ont permis de relancer la croissance de la

**Graphique 2 - Evolution de la production de pétrole de 35 pays représentant 40 % de la production mondiale, et date du pic des pays en déclin (cadre). Ce groupe de pays a vu sa production planifier en 2000, puis entamer son déclin en 2005 avec une vitesse globale de -1.1 %/an, les pays dont la production est en hausse n'arrivant plus à compenser les baisses des pays ayant franchi leur pic. La vitesse globale de déclin est appelée à augmenter, avec le basculement de gros producteurs comme la Grande-Bretagne en 1999, la Norvège en 2001, et le Mexique en 2004, et des vitesses de déclin supérieures à 5 % par an pour ces trois pays**



production une fois le pic franchi. Depuis 1970, la production des Etats-Unis a baissé de 40 %. A travers le monde, chaque année ce sont de nouveaux pays qui basculent dans leur phase de déclin (Graphique 2).

Tout espoir de repousser dans le futur le pic mondial repose principalement sur le Moyen-Orient. La caractéristique principale de la production des pays de cette région est qu'elle est concentrée dans un nombre extrêmement réduit de gisements dits «super géants». Ce sont les gisements les plus vastes de la planète, et grâce à leur taille et d'autres caractéristiques, ils sont les plus faciles à découvrir, à mettre en exploitation et ont la durée de vie la plus longue. Or, en 2005 et 2006, les Koweïtiens et les Saoudiens annoncèrent que leurs champs «super géants» entraient en déclin. En Arabie Saoudite, il s'agit de 8 champs de pétrole qui fournissent fidèlement depuis 40 à 60 ans plus de 90 % de la production du pays et qui sont supposés contenir plus de la moitié des réserves du pays, et leur déclin est rapide (5 à 12 % par an). En d'autres termes, chaque année, 500 000 à 1 million de barils/jour de nouvelles capacités doivent être mises en production juste pour maintenir la production à niveau. Il s'agit d'une révélation quasiment inimaginable de la part d'un pays détenteur d'un quart des réserves prouvées de la planète et toujours considéré comme l'un des derniers producteurs tampons capables d'ouvrir ou de fermer le robinet à la demande. Cette révélation est cependant restée largement inaperçue, puisqu'elle est restée cantonnée à quelques revues pétrolières telles que *Oil Review Middle East* ou *Petroleum Intelligence Weekly*, ainsi qu'au site de l'Administration de l'information de l'énergie américaine. Si les Saoudiens échouent à maintenir leur production, ou même à l'augmenter comme le réclament les pays consommateurs, les conséquences seront incalculables. L'excédent de capacité de production qui sert de filet de protection contre les chocs géopolitiques aura disparu, et le pic mondial du pétrole sera rapidement atteint, aucun autre pays n'étant capable de prendre la relève.

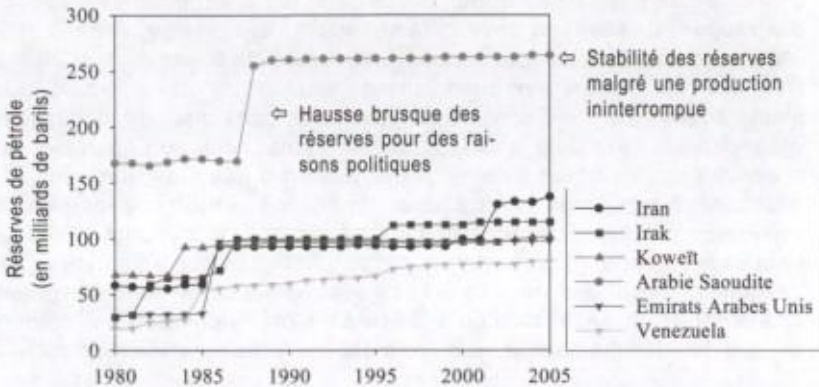
Le cas du Mexique pourrait nous éclairer quant à l'évolution possible de la production de pétrole saoudienne. La production mexicaine est également dominée par un champ «super géant» appelé Cantarell, lequel fournit 60 % du pétrole du pays. La production de Cantarell débuta en 1979, mais la production commença à décliner avec la baisse de la pression à l'intérieur des réservoirs. En 1997, la compagnie nationale des pétroles mexicains développa un plan d'injection d'azote dans le gisement pour maintenir une pression élevée et renverser la tendance à la baisse. L'opération fut un succès, la production doublant entre 1995 et 2004. Cependant, si les techniques d'injection d'eau ou de gaz dans les gisements permettent de maintenir des débits élevés à court terme, elles conduisent à des déclinés beaucoup plus rapides à long terme. Cantarell

a atteint son pic en 2004 et est aujourd'hui en déclin précipité, si bien que les Mexicains estiment que la production va baisser de 35 et 75 % entre 2005 et 2008. Cet effondrement de production n'est pas de nature à rassurer quant à l'évolution de la production des champs saoudiens, qui sont exploités par des techniques similaires et pourraient connaître un même déclin brutal et précipité. L'évolution catastrophique de la production mexicaine constitue un avertissement sérieux lancé en direction des pays consommateurs. En effet, l'équivalent de 30 % des exportations mondiales de pétrole provient de seulement 10 champs de pétrole répartis entre le Mexique, l'Arabie Saoudite et le Koweït, et qui fournissent de 60 à 90 % de la production de ces pays. Ces gisements sont à présent en phase d'essoufflement ou de déclin, et des chutes rapides telles qu'observées au Mexique dans plusieurs de ces champs «super géants» seraient difficiles à combler, car il n'existe pas d'autres champs de taille similaire pour prendre la relève. Le dernier champ «super géant» ayant été découvert en 1968, il est peu probable qu'on en découvre encore. Les découvertes de champs géants de plus de 500 millions de barils sont également sur le déclin, avec pour la première fois en 2003 aucune découverte de ce type. Et bien que 500 millions de barils constituent un volume considérable, cela ne représente que 6 jours de consommation à l'échelle de la planète.

Il peut paraître surprenant que des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) comme l'Arabie Saoudite ou le Koweït rencontrent des difficultés à produire suffisamment de pétrole, alors que le Moyen-Orient est supposé détenir des réserves considérables, soit 65 % des réserves prouvées officielles mondiales. Cependant, les chiffres de l'OPEP sont plus que douteux. Dans les années 1980, avec l'effondrement des prix du pétrole lors du contre-choc pétrolier, les pays de l'OPEP instaurèrent un système de quotas de production pour éviter d'inonder le marché. Ces quotas furent liés aux réserves, un pays ayant de grosses réserves pouvant produire davantage qu'un pays ayant de faibles réserves. Ce qui alors semblait avisé se transforma rapidement en une «guerre des quotas» où 6 pays sur les 11 que compte l'OPEP effectuèrent les uns après les autres des augmentations colossales de leurs réserves, allant de 42 à 197 %, dans le but de s'attribuer des quotas de production supérieurs. Cette guerre des quotas gonfla les réserves mondiales officielles de pétrole de pas moins de 300 milliards de barils, soit une quantité équivalente à 30 % de ce qui a été consommé dans toute l'histoire de l'humanité jusqu'à aujourd'hui. Tout cela est connu. En 2004, l'Agence internationale de l'énergie (IEA - *International Energy Agency*) signalait qu'entre 1985 et 1990, les réserves de l'OPEP augmentèrent de plus de 40 % à la suite des négociations en cours concernant les quotas de production, et non parce que de nouvelles réserves furent décou-

vertes, très peu d'activités d'exploration ayant été entreprises à cette époque. Mais ce n'est pas tout. Bon nombre de ces pays déclarent des réserves dont les chiffres restent inchangés pendant des années, et ce malgré une production continue et l'absence de découverte significative (Graphique 3). En 2004, l'IEA signalait que pendant 20 ans, les chiffres de l'OPEP ne changèrent pratiquement pas. Or, pendant cette période, 218 milliards de barils furent extraits. Ainsi, si on soustrait des chiffres officiels de l'OPEP les réserves apparues pour des raisons politiques et celles extraites du sous-sol depuis 1985, les réserves de l'OPEP baissent de plus de moitié.

**Graphique 3 - Historique des réserves prouvées de pétrole de six pays de l'OPEP. Les points douteux concernant les réserves de ces pays sont illustrés pour l'Arabie Saoudite**



A combien se montent réellement les réserves de l'OPEP ? A 766 milliards de barils comme l'indiquent les chiffres officiels de 2005, ou à 318 milliards de barils comme obtenus après correction ? Personne ne le sait réellement, les données pétrolières de ces pays étant des secrets d'Etat. Et comme il n'est pas possible d'ajuster correctement les chiffres, personne ne les ajuste. Tout le monde utilise les chiffres officiels tout en croisant les doigts pour que tout ce pétrole existe bel et bien. Ainsi, bien que l'IEA souligne les contradictions des chiffres officiels de l'OPEP, elle les utilise tels quels dans ses prévisions à long terme concernant l'approvisionnement mondial en pétrole. Plus grave encore, les attentes de l'IEA pour le Moyen-Orient sont démesurées. En 2004, elle estimait que cette région devait augmenter sa production de 172 % entre 2002 et 2030 pour satisfaire la demande mondiale.

L'*IEA* n'est pas la seule agence des pays occidentaux à effectuer des prévisions astronomiques. En 2004 également, l'Administration de l'information de l'énergie américaine (*EIA - Energy Information Administration*) prévoyait une augmentation des capacités de production saoudienne de 137 % dans les 20 ans. Mais quelle est la validité de prévisions faites sur la base de chiffres non crédibles, alors même que la production de ces pays commence à montrer des signes de faiblesse ? Que valent des prévisions effectuées à partir de chiffres invérifiables, alors qu'elles se sont révélées fausses pour des pays tels que la Norvège ou la Grande-Bretagne, pour lesquels les données sont parmi les plus transparentes, accessibles, et abondantes au monde ?

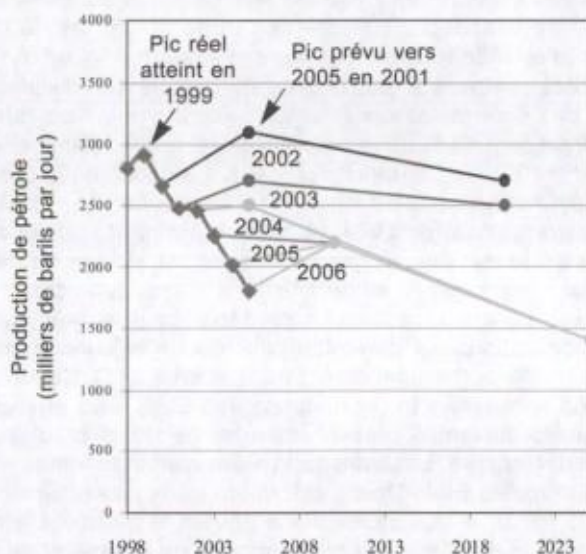
En effet, les problèmes qui entachent les prévisions des agences occidentales ne se limitent pas au Moyen-Orient. Depuis l'an 2000, on a vu de nombreux pays franchir leur pic de production largement en avance par rapport au scénario prévu. Par exemple, la Norvège, Oman, et le Mexique ont franchi leur pic pétrolier avec respectivement 5, 9, et 26 ans d'avance par rapport aux prévisions de l'*EIA*. Plus grave encore, plusieurs années (de 1 à 5 ans) se sont écoulées sans que ces pics n'aient été reconnus, l'exemple le plus ahurissant étant celui de l'Australie, qui a atteint son pic 30 ans à l'avance par rapport à des prévisions de l'*EIA* effectuées 5 ans après le franchissement du pic. Et lorsque les pics de production ont été reconnus, les taux de déclin furent encore trop souvent sous-estimés. Ainsi, les productions pétrolières norvégiennes et britanniques battent des records à la baisse, déclinant de respectivement 7 % et 10 % par an, si bien qu'à présent les prévisions de l'*EIA* courent derrière les déclins sans jamais vraiment les rattraper (Graphique 4).

Dans tous ces exemples, les agences occidentales se sont très lourdement trompées dans leurs estimations de la date du pic, dans la reconnaissance qu'un pic a été franchi, et dans les taux de déclin qui ont suivi le pic. Si ce fut le cas pour tous ces pays, peut-on se fier aveuglément aux prévisions de l'*EIA* et de l'*IEA* concernant le pic mondial ? Il est probable que non, mais c'est pourtant la politique suivie par les gouvernements des pays consommateurs. Pendant des années, lorsque le pétrole coulait à flot, personne ne se posait vraiment de questions quant à la validité des chiffres des réserves, ni si les prévisions effectuées sur plusieurs décennies seraient respectées, car toute demande supplémentaire était accueillie immédiatement par une hausse de la production. Mais lorsque le pétrole se fera plus rare et plus cher, il est probable que l'humanité voudra alors savoir combien de pétrole il lui restera pour effectuer la transition vers le monde de l'après-pétrole. Les désillusions risquent d'être à la hauteur de notre aveuglement.



L'IEA ne prévoit aucun pic avant 2030, mais de nombreux experts estiment à présent qu'un pic pétrolier mondial se produira dans l'intervalle 2005-2020. Nous pourrions déjà y être, car depuis 2005 la production mondiale de pétrole stagne. Et ce n'est qu'après avoir dépassé le pic et avoir constaté que la production a décliné pendant plusieurs années que nous confirmerons avec certitude quand a eu lieu le pic.

**Graphique 4 - Evolution de la production de pétrole en Grande-Bretagne entre 1998 et 2005, comparée aux prévisions des rapports International Energy Outlook 2001 to 2006 de l'Administration de l'information de l'énergie américaine (EIA). En 2001, le pic était prévu en 2005 alors qu'il a eu lieu en 1999. Depuis, les prévisions furent révisées plusieurs fois à la baisse pour «rattraper» la réalité**



## Le jumeau du pic du pétrole : le pic du gaz naturel

La situation du gaz est tout aussi préoccupante, car un nombre significatif de producteurs-clés assurant 50 % de la production mondiale sont entrés en déclin de façon largement inattendue, la plupart après l'an 2000 : les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, et les principaux gisements russes. Il est important de se rendre compte qu'un

grand nombre de consommateurs, d'hommes politiques, et d'industriels ne s'imaginent pas qu'un pic du gaz puisse arriver si tôt, car l'opinion générale est que le pic du gaz se produira bien après celui du pétrole. Or, là aussi, les prévisions des agences des pays consommateurs ont été désastreuses. Le déclin du gaz britannique et le déclin du gaz nord-américain sont survenus respectivement avec au moins 10 ans et 28 ans d'avance par rapport aux prévisions de l'*IEA*.

Ces développements sont d'autant plus préoccupants qu'ils ne sont pas encore pleinement pris en compte par les gouvernements et les industriels. Ainsi, selon les prévisions 2004 de l'*IEA*, la consommation mondiale de gaz naturel devrait quasiment doubler d'ici 2030. En 2004, le Bureau du plan belge prévoyait dans un scénario de référence que la consommation de gaz naturel en Belgique augmenterait de 84 % entre 2000 et 2030. En se basant sur les prévisions trop optimistes de l'*EIA*, les compagnies d'électricité américaines ont construit à un rythme effréné de nouvelles centrales à gaz, dépensant plus de 100 milliards de dollars au cours des 6 dernières années. Mais aujourd'hui, alors que les centrales à gaz totalisent 42 % de la puissance électrique installée, elles fournissent à peine 19 % de l'électricité du pays. Le déclin de la production nord-américaine de gaz affecta lourdement l'industrie. Des flambées de prix se produisirent en 2000, 2003, et 2005, entraînant la délocalisation des industries gourmandes en gaz vers l'étranger et la perte de 3.1 millions d'emplois. Malgré qu'elle ait débuté il y a 7 ans, cette crise reste largement ignorée. La crise se développe dans l'ombre précisément grâce à ces délocalisations qui permettent de réduire la consommation au même rythme que l'approvisionnement (-6.5 % en 5 ans). Cependant, les délocalisations accroissent la dépendance des Etats-Unis envers les transports, puisqu'ils doivent à présent importer ce qu'ils produisaient auparavant sur leur territoire. Les transports étant consommateurs majoritairement de pétrole, les Etats-Unis s'enferment dans un cercle vicieux où la crise du gaz renforce leur dépendance envers le pétrole. L'arrivée du pic du pétrole les mettra face aux pics jumeaux du pétrole et du gaz. L'Europe ne peut qu'être inquiète de ces développements, car avec ses gisements de pétrole et de gaz en déclin, et les approvisionnements russes incertains, l'Europe est sur la même pente que les Etats-Unis.

## Des alternatives limitées

En Belgique, la moitié du pétrole est utilisée par les transports, le reste est consacré au chauffage domestique et à la pétrochimie. A l'heure actuelle, aucune alternative aux carburants liquides n'a été mise en place dans le domaine des transports. Or, la plupart des énergies renouvelables (énergie éolienne, hydroélectricité, cellules solaires, géothermie,

énergie marémotrice) ne produisent pas de carburant liquide mais de l'électricité. Le pétrole n'étant quasiment pas utilisé pour produire de l'électricité, toutes ces sources renouvelables n'auront qu'une influence limitée sur la consommation de pétrole.

Seuls les **biocarburants** font exception, et forment une source renouvelable de combustible liquide et de matières premières pour l'industrie chimique. Cependant, les biocarburants ne pourront remplacer qu'une quantité limitée de pétrole sous peine de voir les prix de l'alimentation flamber, la nourriture et les carburants étant en compétition directe.

A l'heure actuelle, la consommation mondiale de céréales est déjà supérieure à la production, et si aucune pénurie ne s'est produite jusqu'à présent, c'est parce que nous puisons sur les stocks accumulés durant les années 1980 et 1990. A présent que les stocks ont fondu, les prix flambent (orge, +50 % en 2006 ; sucre, +100 % depuis 2004), et entraînent déjà des crises sociales dans les pays les plus pauvres, l'exemple le plus illustratif étant celui du Mexique. L'alimentation mexicaine tourne autour de la tortilla, dont la base est le maïs. Or, en 2006 cinquante millions de tonnes de maïs furent transformées en bioéthanol aux Etats-Unis, soit 20 % de la production du pays, et cette proportion pourrait grimper à 50 % en 2007. Une telle demande se traduit par une flambée du cours du maïs sur les marchés internationaux (+100 % en 2006). Le prix de la tortilla suivit, avec des hausses atteignant les 200 % dans certaines régions du Mexique, ce qui entraîna des manifestations de protestation à Mexico fin janvier 2007 et menace à présent de relancer l'inflation.

Il est évident que ces phénomènes déstabilisateurs pour la société et l'économie s'accroîtront à mesure que les biocarburants seront développés et que les énergies fossiles s'épuiseront, d'autant plus que la population mondiale grossit de 75 millions d'habitants par an. Et même en ne tenant pas compte des problèmes de compétition nourriture-carburant, les biocarburants agricoles ne pourront remplacer qu'une faible proportion du pétrole consommé. Ainsi, en admettant qu'on puisse couvrir 10 % des terres cultivables de Belgique par du colza, seuls 25 litres de biodiesel pourraient être obtenus par habitant et par an. La production de biocarburants requiert également des quantités importantes d'énergie. Dans un litre de bioéthanol de maïs, de 60 à 100 % de l'énergie est de l'énergie fossile déguisée qui a été fournie sous forme d'engrais, de pesticides, et pour le transport, la distillation du bioéthanol, etc.

Les sources de pétroles non conventionnels tels que les **sables bitumineux** sont vastes mais requièrent des quantités importantes d'énergie pour en extraire le pétrole. Selon une estimation, l'extraction du pétrole

des sables bitumineux canadiens consommerait deux à trois fois les réserves canadiennes de gaz naturel, or la production de gaz naturel décline en Amérique du Nord. D'autres études montrent que l'exploitation de ces sources conventionnelles ne retardera pas l'arrivée du pic mondial, mais ne fera que freiner le déclin.

Le **charbon** est sale et émet plus de gaz à effet de serre que le gaz et le pétrole. Le monde a 170 ans de charbon au niveau de consommation actuel. Mais si la consommation augmente de 2.5 % par an, les réserves tombent à 67 ans. La croissance au cours des 5 dernières années a été bien plus élevée (5 % par an), et si on utilise le charbon pour remplacer le gaz et synthétiser des carburants liquides, et si on tient compte que le charbon aura aussi son pic de production, un pic mondial du charbon pourrait se produire dans environ 30 ans.

L'**hydrogène** est souvent cité comme étant le carburant du futur. Mais l'hydrogène n'est pas une source d'énergie, c'est une façon de la stocker. Etant donné qu'il faut plus d'énergie pour produire l'hydrogène que l'hydrogène n'en restituera jamais, il reste à trouver une source d'énergie abondante et bon marché pour produire cet hydrogène. De nombreux défis technologiques et économiques restent également à résoudre pour savoir si l'hydrogène sera un jour économiquement viable et accessible à tous ou réservé à une minorité fortunée.

La contribution du **solaire** et de l'**éolien** augmente rapidement, mais il s'agit encore de sources d'énergie marginales en Belgique (0.03 %) et en Europe (0.34 %). Remplacer la production belge d'électricité par de l'éolien nécessiterait dans le cas le plus optimiste l'installation de 17 700 éoliennes de 2MW, soit planter une éolienne tous les 1 300 mètres sur toute l'étendue du pays. Certains problèmes technologiques liés à l'intermittence de la production doivent également être résolus pour pouvoir augmenter la part de marché de ces technologies de manière significative.

Les problèmes de remplacement du gaz naturel sont tout aussi impressionnants. Le gaz naturel est essentiellement utilisé dans la production d'électricité, le chauffage domestique et la production de chaleur pour la grosse industrie (verrerie, briqueterie, sidérurgie, chimie), ainsi que comme matière première pour l'industrie chimique, en particulier la production d'engrais azotés. Le renchérissement du gaz naturel menace donc aussi directement l'agriculture, c'est-à-dire la sécurité alimentaire des populations et le développement des biocarburants.

## Le défi du pic du pétrole

Etre surpris par l'arrivée du pic du pétrole sans qu'aucune préparation n'ait été entamée ou même pensée aura des conséquences désastreuses. Il n'existe en effet aucune solution miracle au déclin de la disponibilité mondiale en pétrole. S'impose plutôt une combinaison de solutions qui devront être déployées en parallèle : énergies alternatives, économies d'énergie, et adaptation de notre mode de vie. Le succès de la transition vers un monde de l'après-pétrole dépendra du temps dont nous disposons pour mettre en place les solutions car ce travail se réalisera à l'aide du pétrole qui nous reste. Les éoliennes, les panneaux solaires, et toutes sources alternatives d'énergie dépendent actuellement des énergies fossiles pour être produits, de même que les méthodes permettant des économies d'énergies telles que l'isolation des bâtiments ou le remplacement des appareils et véhicules gourmands en énergie, ainsi que certains changements de mode de vie tels que la relocalisation des commerces au centre des villes ou la construction de lignes de transport en commun.

La facilité à mettre en place les solutions dépendra également de la situation financière de l'Etat, des entreprises, et des particuliers, c'est-à-dire au final de l'état de l'économie. Or, historiquement, le développement et la croissance économique d'un pays sont allés de pair avec une consommation accrue d'énergie. Il est donc légitime de se demander quelle sera l'évolution de l'économie dans un monde en décroissance énergétique. Un élément de réponse est donné dans un rapport de la *National Commission on Energy Policy & Securing America's Future Energy* datant de 2005. Ce rapport, *Oil Shockwave*, prévoit qu'une baisse soutenue de seulement 4 % de l'approvisionnement en pétrole pousserait les prix du pétrole au-delà de 160 dollars le baril, plongeant l'économie mondiale en récession. Un déclin léger de la production de pétrole pourrait également réduire rapidement notre disponibilité en carburants. Trois facteurs vont jouer en ce sens.

Le premier facteur est lié à la totale dépendance de la Belgique vis-à-vis des pays exportateurs de pétrole pour son approvisionnement. Or, une fois qu'un pays exportateur entre en déclin, ses exportations déclinent plus rapidement que sa production, car le pays satisfait avant tout sa demande intérieure avant d'exporter les surplus. L'Indonésie en est l'exemple typique. En 1998, 40 % de sa production était exportée. Six ans plus tard, ses exportations étaient tombées à zéro. Cette chute brutale s'explique à la fois parce que la production a décliné de 20 % mais aussi parce que la consommation intérieure du pays a augmenté. Ironiquement, bien que l'Indonésie appartienne à l'OPEP, elle est un importateur net de pétrole depuis 2005. La sortie de l'Indonésie de

l'OPEP, si elle avait lieu, constituerait un événement politique majeur, en adressant un signal d'avertissement supplémentaire envers les gouvernements des pays consommateurs sur la réalité du pic du pétrole.

Le deuxième problème vient de la quantité croissante d'énergie qu'il faut dépenser pour extraire le pétrole. Après le pic mondial, le volume de pétrole utilisable pour faire tourner l'économie diminuera donc plus rapidement que la production mondiale, puisqu'une partie de plus en plus importante du pétrole extrait sera dépensée dans le processus d'extraction. Cette tendance s'accroîtra avec la mise en production de gisements plus difficiles d'accès et de pétroles de moindres qualités tels que les sables bitumineux.

Pour finir, la hausse continue du nombre de consommateurs réduira rapidement la disponibilité individuelle en pétrole. La demande en pétrole est, entre autres, soutenue par la croissance du parc automobile mondial (+2,5 % par an). Selon Yves Mathieu, ingénieur de l'Institut français du pétrole, un pic mondial pourrait survenir dès 2006-2009, suivi d'un déclin de la production de 1,2 % par an. Ce léger taux de déclin entraînerait tout de même une baisse de 30 % de la disponibilité en carburant par véhicule d'ici 2015. Dans le cas favorable où le pic mondial serait repoussé au-delà de 2020, la production de pétrole augmenterait trop peu (+5 à 6 %) pour satisfaire tous les automobilistes, ce qui entraînerait de toute façon une baisse de 15 % de la disponibilité en carburant par véhicule d'ici 2015. Autrement dit, à partir de 2009, une tension extrêmement forte sur les carburants existera même si le pic mondial est repoussé au-delà de 2020.

Étant donné les risques encourus, les incertitudes entourant les chiffres des réserves restantes et les vitesses de déclin une fois passé le pic de production, nous n'aurons droit qu'à un nombre limité d'essais-erreurs pour mettre en place des solutions une fois le pic franchi. Il est donc capital d'entamer la transition le plus tôt et le plus rapidement possible, alors que l'économie est saine et le pétrole encore abondant et bon marché. Chaque étape de préparation effectuée aujourd'hui se révélera bien moins coûteuse en termes financiers et sociaux que toute étape effectuée demain. Le temps presse, car une étude sponsorisée par le Département de l'Énergie américain a estimé qu'il fallait se préparer vingt ans avant que le pic ne se produise si on voulait éviter des conséquences économiques désastreuses. Cependant, il est plus vraisemblable que la mobilisation ne s'effectue qu'après avoir franchi le pic et non avant, et ce pour essentiellement quatre raisons. Premièrement, la date du pic de production ne peut être prédite avec exactitude ; le pic ne peut être remarqué qu'après coup. Deuxièmement, le franchissement du pic de production et les premières années de déclin seront vraisemblablement accompagnés d'une volatilité importante des prix. À des prix élevés

succéderont des prix bas, donnant l'illusion que le problème n'était que temporaire. Troisièmement, tout conflit pour le contrôle des ressources pétrolières ayant lieu au moment du pic donnera l'illusion que les problèmes sont purement géopolitiques et non géologiques. Finalement, et c'est là le principal obstacle, la nature humaine sera un frein incroyable à tout changement. Bien que la date exacte soit difficile à déterminer avec précision, le déclin de la production mondiale de pétrole arrivera toujours trop tôt pour le citoyen, l'homme d'affaire, ou le responsable politique. Pendant six générations, l'humanité a construit un mode de vie basé sur la réalité d'une énergie abondante et bon marché. Cette réalité est pour beaucoup un acquis ou même un droit immuable dont on imagine difficilement qu'il puisse un jour disparaître. Beaucoup ne peuvent d'ailleurs pas concevoir un monde sans pétrole. Le pic du pétrole engendrant des conséquences allant à l'encontre de l'expérience quotidienne de la majorité des gens, la première réaction face au pic du pétrole sera de refuser de croire qu'un pic puisse se produire «maintenant». Ensuite suivront les revendications et les luttes acharnées pour s'opposer à toute évolution et maintenir en l'état la situation qui nous est familière. Pendant ce temps-là, il est probable que bien peu de réelles solutions soient proposées ou acceptées volontairement par la population, alors que l'épuisement des ressources et ses conséquences ne feront que s'aggraver. Un changement radical de mode de pensée et de perception de la réalité est donc un préalable nécessaire à toute forme d'action constructive. Mais ce ne sera pas suffisant car chacun d'entre nous peut se sentir impuissant dans cet environnement nouveau aux repères inexistantes.

Evoluer de la paralysie à une attitude active et positive ne pourra se faire que via des efforts conséquents d'information et d'éducation. Les discussions sur les conséquences et les solutions possibles devraient être permanentes et les préparatifs menés à l'échelle individuelle, familiale, communale, régionale et nationale. Une refonte de l'aménagement du territoire, des investissements massifs en transports en commun, en économies d'énergie, et en production d'énergie renouvelable devraient être entamés sans tarder afin d'atténuer le plus possible les effets du pic du pétrole. Le plus tôt possible sera le mieux, car chaque jour de passé, ce sont 84 millions de barils de pétrole en moins dont nous disposons pour effectuer la transition.

## **Appel à la mobilisation générale**

A l'heure actuelle, parmi les hommes politiques belges, il est probable que la grande majorité ne connaît pas la notion de pic du pétrole, ou n'en connaît pas les enjeux. Le pic du pétrole n'est au programme d'aucun parti politique, contrairement à son cousin le réchauffement climatique.

Or, bien qu'étant liés, ces problèmes sont différents dans leurs conséquences. Résoudre le problème du réchauffement climatique consiste essentiellement à trouver un rythme de décroissance de la consommation d'énergie fossile qui soit compatible avec le maintien d'une économie saine. Il ne fait aucun doute que le pic du pétrole sera suivi d'une décroissance de la disponibilité en pétrole, mais il n'est pas sûr que le rythme de ce déclin puisse être absorbé sans générer une crise économique. Une diminution trop rapide de la disponibilité en pétrole et en gaz pourrait donc inciter les gouvernements à abandonner les projets de séquestration du CO<sub>2</sub>, qui sont coûteux en énergie et en ressources financières, et à se ruer vers des alternatives catastrophiques telles que les biocarburants agricoles ou d'autres sources d'énergies fossiles, mobilisables rapidement et facilement substituables au pétrole, mais bien plus polluantes, telles que le charbon et les sables bitumineux. La diminution de la disponibilité en énergie qui suivra les pics pétroliers et gaziers rendra également plus difficile la gestion des conséquences du réchauffement climatique.

Toutes ces raisons font qu'un plan pour effectuer la transition vers le monde de l'après-pétrole est nécessaire de toute urgence. En Belgique, ce plan fait défaut. C'est pourquoi, dix scientifiques de l'Université de Mons-Hainaut et moi-même avons envoyé aux principaux partis politiques et bourgmestres belges une *Résolution* reconnaissant le défi posé par les pics du pétrole et du gaz et l'urgence pour la Belgique d'établir un plan de préparation et de réponse au déclin imminent de la disponibilité en pétrole et en gaz. Les exemples à travers le monde montrent que la commune est le niveau de pouvoir le plus prompt à se mobiliser une fois qu'il a pris conscience du problème. Citons Portland aux Etats-Unis ou Kinsale en Irlande. Nous espérons ainsi que les communes seront les initiatrices d'une dynamique de réflexion et d'action qui se propagera rapidement à l'ensemble de la Belgique et de l'Europe. Je suis confiant qu'en s'y mettant tous ensemble rapidement, nous serons à la hauteur du défi du pic du pétrole.

*«Les entreprises, les gouvernements, et chaque citoyen de cette planète doivent faire partie de la solution aussi sûrement qu'ils font partie du problème.»*

- Chevron



## Indicateurs statistiques alternatifs

Comment intégrer la part des femmes dans l'évaluation du développement humain au Sud ?

Marielle Bruyninckx et Claude Berte\*

### La notion de développement humain

Au cours des années 80, la croyance dans la capacité des marchés à réduire la pauvreté s'est progressivement accentuée dans les milieux économiques et politiques, arguant dans la foulée qu'une relation directe allait s'établir entre l'augmentation des capitaux et l'évolution du développement humain au sens large. Cet optimisme a entraîné une forte libéralisation des échanges et l'introduction de nombreuses privatisations dans le monde occidental<sup>1</sup>, accélérant ainsi le processus de mondialisation qui, s'il ne date pas – contrairement à une idée reçue – du XX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, a connu, dans les vingt dernières années de celui-ci, une

\* Marielle Bruyninckx dirige le Service de développement humain et traitement des données à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Mons-Hainaut. Elle est également Vice-Présidente du Conseil supérieur de statistique et, jusqu'il y a peu, Vice-Présidente de la Commission universitaire pour le développement. Claude Berte est assistant dans le Service de développement humain et traitement des données.

1. Aho, *Le Développement humain – Concepts*. Programme des Nations Unies pour le Développement humain. Consultable sur [www.cf.undp.org/RMDH/presse/Rappel%20Concept%20DH.ppt](http://www.cf.undp.org/RMDH/presse/Rappel%20Concept%20DH.ppt)
2. R. BÉNICHI, *Histoire de la Mondialisation*, Vuibert, Paris, 2003.

avancée spectaculaire. Les conséquences ont été dramatiques pour un certain nombre de régions du monde, provoquant un nouvel accroissement des inégalités sur la scène internationale. Sans doute, cette recherche d'accumulation de richesses a-t-elle fait oublier que le véritable objectif du développement humain devait être centré sur la personne humaine en tant que telle, en vue de lui permettre d'élargir ses choix dans divers domaines (économiques, sociaux et politiques) et de se mouvoir dans un environnement qui lui permet d'avoir une vie longue, caractérisée par une bonne santé et la capacité d'exercer sa créativité sur le monde qui l'entoure. C'est en tout cas l'optique qui a prévalu pour définir ce qu'est le développement humain depuis Aristote jusque dans les écrits mêmes de penseurs et/ou d'économistes classiques provenant d'horizons parfois très différents comme Adam Smith, David Ricardo, Robert Malthus, Karl Marx et John Stuart Mill<sup>3</sup>. Afin de revenir au centre de ces préoccupations «humanistes», un certain nombre d'avancées ont vu le jour dès le début des années 90, proposant ainsi une vision du monde alternative, axée non plus exclusivement sur l'augmentation du capital économique, mais bien davantage sur celle du bien-être de l'homme, d'où qu'il provienne.

## La mesure du développement humain

C'est dans cette perspective que le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD<sup>4</sup> tente d'établir, depuis une quinzaine d'années, un bilan annuel de l'état du développement humain. La version 2005 examine également les progrès réalisés dans la poursuite des huit «Objectifs du millénaire pour le développement» (OMD) que les Etats membres des Nations Unies se sont engagés à atteindre d'ici 2015<sup>5</sup>. Si certaines avancées ont été mises en évidence, il apparaît néanmoins que la lutte contre la pauvreté et pour l'allègement de la dette doit être plus que jamais poursuivie. Une implication forte de l'ensemble des Etats membres s'impose particulièrement au niveau de la nature des échanges commerciaux avec les pays du Sud ainsi qu'en matière d'aide publique

3. PNUD, *Rapport arabe sur le développement humain 2002*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 2002.
4. Le PNUD est le réseau mondial de développement des Nations Unies. L'objectif de ce programme est la transmission aux pays de connaissances, d'expériences et de ressources en vue de les aider à mettre en œuvre leurs propres solutions aux défis de développement qu'ils rencontrent. Voir *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 2005.
5. NATIONS UNIES, *Les objectifs du Millénaire pour le développement*, Rapport 2005, New York, 2005.

au développement. L'amélioration de l'accès préférentiel des pays en développement aux marchés internationaux peut en effet jouer un rôle important dans leur développement.

En vue de mesurer de façon objective le développement humain, les économistes ont longtemps favorisé l'analyse de l'évolution du Produit national brut (PNB)<sup>6</sup> par habitant qui établit le classement de la Banque mondiale<sup>7</sup>. Cependant, il s'est rapidement avéré qu'il était discutable de centrer l'évaluation du développement sur des considérations exclusivement économiques, de résultat au sens, et dans le cadre d'une économie de marché. De ces réflexions est née l'idée de construire un indicateur synthétique permettant de rendre compte de réalités économiques, mais aussi de certains éléments relatifs à la justice sociale et au bien-être. L'Indicateur de développement humain (IDH) du PNUD peut, à cet égard, être considéré comme le premier grand indicateur alternatif international<sup>8</sup>.

## Les indicateurs du PNUD

### Indicateur de développement humain (IDH)

L'Indicateur de développement humain (IDH) a fait son apparition dans le premier rapport mondial sur le développement humain du PNUD, en 1990. Il constitue un indice composite destiné à l'évaluation du développement humain, incorporant des indicateurs relatifs à trois critères essentiels : longévité/santé, éducation et niveau de vie. Le premier est mesuré sur base de l'espérance de vie à la naissance ; le deuxième est relatif au taux d'alphabétisation des adultes et au taux brut de scolarisation combiné du primaire, du secondaire et du supérieur ; tandis que le

6. Le PNB est la valeur totale de la production finale de biens et de services des acteurs économiques d'un pays au cours d'une année. Il comprend le Produit intérieur brut (voir *infra* - note 9) et les revenus nets provenant de l'étranger ([www.becompta.be](http://www.becompta.be)).
7. A l'origine, la Banque mondiale a été créée en 1945, principalement afin de favoriser la reconstruction de l'Europe et du Japon à la suite de la seconde guerre mondiale. Elle s'inscrit aujourd'hui dans une volonté affirmée de lutte contre la pauvreté et d'encouragement de la croissance économique des pays en voie de développement ([www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)). Son rôle et son fonctionnement sont régulièrement critiqués par certains courants altermondialistes.
8. J. GADREY et F. JANY-CATRICE, « Développement et progrès social : quels indicateurs choisir ? », in *Alternatives économiques*, 211, 2003, pp. 70-74.
9. Le PIB est une manière d'apprécier la richesse d'un pays et le niveau de vie de ses habitants. C'est la somme des valeurs ajoutées de l'ensemble des branches de production. Il se compose du produit intérieur marchand (biens et services échangés) et du produit intérieur brut non marchand (services fournis par les administrations publiques et privées à titre gratuit ou quasi gratuit). [www.becompta.be](http://www.becompta.be).

troisième se calcule à partir du Produit intérieur brut (PIB)<sup>9</sup> par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) en dollars *US*<sup>10</sup>. La détermination de la valeur de l'IDH permet de positionner chaque pays dans une liste, réactualisée chaque année<sup>11</sup>. Par ailleurs, une qualité de vie et un développement humain insuffisants constituent un des critères auxquels doit répondre un pays pour être considéré comme relevant de la liste des Pays moins avancés (PMA). Cinquante pays sont actuellement étiquetés comme tels<sup>12</sup>, les trois quarts d'entre eux étant situés en Afrique. Ces cinquante pays représentent, ensemble, sept cent millions d'habitants.

### Indicateur de pauvreté humaine (IPH)

Cet indicateur constitue une tentative de réponse à certaines critiques formulées à l'égard de l'IDH et se décline sous deux formes : l'une concerne les pays en développement (IPH-1) et l'autre, certains pays de l'OCDE<sup>13</sup> (IPH-2). S'il s'attache aux mêmes trois dimensions fondamentales que l'IDH, c'est cependant sur base des «*carences ou manques observables*»<sup>14</sup> que l'IPH évalue le niveau de développement humain au sein d'un pays donné. C'est ainsi la probabilité de décéder à un âge précoce (inférieur à 40 ans) qui permet d'estimer le dénuement en matière de longévité, et la difficulté d'accès au monde de la lecture et des communications qui renseigne sur les déficits d'ouverture au savoir. Enfin, le pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale et le fait de ne pouvoir accéder de manière régulière à des points d'eau aménagés informent sur la difficulté à pouvoir prétendre à un niveau de vie décent<sup>15</sup>.

### Genre et développement

On le sait, les femmes se trouvent fréquemment dans une situation de précarité plus importante que les hommes. Par ailleurs, l'investissement

10. Le PPA est le nombre d'unités d'une monnaie étrangère nécessaire pour acheter les mêmes montants de marchandises et services sur un marché d'un pays donné qu'un dollar permettrait d'acheter aux *USA*. Voir PNUD, *op. cit.*, 2005.
11. Le classement contenu dans le rapport 2005 du PNUD inclut 177 pays dont 57 ont un développement élevé, 88 un développement moyen et 32 un développement faible.
12. CNUCED, *Rapport sur les pays les moins avancés - 2004*, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, Nations Unies, New York et Genève, 2004.
13. Organisation de coopération et de développement économiques. Elle compte 30 pays en son sein.
14. PNUD, *op. cit.*, 2005, p. 354.
15. PNUD, *op. cit.*, 2005.

prioritaire des familles en matière d'éducation, bien souvent centré sur les garçons, ne fait qu'augmenter les disparités salariales, sociales et de bien-être liées au genre.

Aujourd'hui encore, le regard porté sur le développement considère de manière peu satisfaisante l'impact économique de l'activité des femmes. Le rôle joué par ces dernières sur ce plan est peu valorisé et insuffisamment mis en évidence dans les statistiques internationales. Il est en effet difficile de quantifier l'impact économique des tâches reproductives et du travail informel dans lesquels elles s'inscrivent le plus souvent, du moins dans les pays moins avancés. Pourtant, le lien entre la situation de la femme dans un pays donné et le niveau de développement de celui-ci a maintes fois été démontré. La diminution des inégalités entre hommes et femmes, en plus d'œuvrer dans le sens d'une plus grande justice sociale dans le respect des droits humains universels, a véritablement un effet multiplicateur tant sur le bien-être familial que sur le niveau général de développement humain d'un pays. Donner aux femmes, et aux filles la possibilité d'accéder plus facilement à l'éducation, de développer des compétences dans le domaine de la santé, de s'investir autrement sur le marché du travail et de participer à la vie politique sont des moyens destinés à leur permettre d'exercer pleinement leurs compétences, dans l'intérêt de la société dans son ensemble<sup>16</sup>. La prise en compte de cet aspect n'est pas neuve : depuis 1979, avec la Convention CEDEF<sup>17</sup>, qui a établi le cadre juridique de l'égalité des droits entre hommes et femmes, sous le haut patronage de l'ONU, plusieurs institutions internationales ont participé à l'instauration de politiques axées sur le genre, à travers des recommandations et la création d'outils méthodologiques. Cependant, c'est seulement en 1995 que la prise en compte de la problématique «genre» a véritablement été systématisée à partir de la création d'indices dits «sexospécifiques» au sein du Programme des Nations Unies pour le développement : l'ISDH et l'IPF<sup>18</sup>.

16. DGCD, *Note stratégique Egalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes*, Service public fédéral Affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement, Direction générale de la Coopération au développement, 2002.
17. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
18. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain - 1995*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 1995.

## Prise en compte du genre dans les indicateurs du PNUD

### Indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH)

L'ISDH a été introduit pour la première fois dans le Rapport mondial sur le développement humain de 1995. Il a pour objectif de traduire les inégalités liées au genre dans les trois domaines à partir desquels l'IDH est calculé. Son calcul nécessite davantage d'étapes que celui de l'IDH, mais repose sur les mêmes dimensions que celui-ci. Il repose sur le principe de l'aversion pour l'inégalité à travers l'introduction d'un coefficient permettant de donner des pénalités aux différences de traitement entre hommes et femmes dans une société donnée. Sa valeur est inférieure ou égale à celle de l'IDH : plus l'écart entre les deux indices est grand, plus les différences entre les hommes et les femmes sont patentées à l'égard des facteurs à partir desquels l'IDH est mesuré<sup>19</sup>.

**Tableau 1** – Comparaison des rangs des pays au niveau du PIB et de l'IDH et différence de classement entre ISDH et IDH

	Classement sur 177 pays		Différence de classement IDH-ISDH
	PIB	IDH	
Suède	20	6	2
Luxembourg	1	4	-3
Burkina Faso	155	175	0
Guinée équatoriale	28	121	-1
Afrique du Sud	52	120	1
Botswana	61	131	0
Angola	126	160	0
Oman	41	71	-4
Pakistan	130	135	-4
Yémen	166	151	-4
Arabie Saoudite	44	77	-5

Source : PNUD, 2005

Comme on peut le voir dans le tableau 1, la comparaison des valeurs du PIB et de l'IDH met clairement en évidence les inégalités au niveau de l'accès aux richesses au sein de certains pays. La différence de classement IDH-ISDH<sup>20</sup> souligne également des disparités remarquables, cette fois axées sur le genre : un nombre positif traduit une situation relative-

19. PNUD, *op. cit.*, 1995.

20. Préférée ici, car le nombre de pays pour lesquels l'ISDH est calculé est inférieur à 177.

ment meilleure des femmes par rapport aux hommes (en classement relatif par rapport aux autres pays) ; un nombre négatif exprime, quant à lui, le contraire.

### **Indicateur de participation des femmes (IPF)**

L'IPF est un indicateur centré sur les opportunités qui sont ouvertes aux femmes dans les domaines politique et économique. Il est en soi un indicateur positif. Il se présente sous forme d'un indicateur composite mesuré à partir des différences entre les hommes et les femmes dans trois domaines : la représentation parlementaire, la participation à la vie économique et la maîtrise des ressources économiques. La représentation parlementaire est approchée à partir des pourcentages respectifs de sièges parlementaires occupés par les hommes et les femmes dans le pays concerné. La participation à la vie économique est appréhendée pour sa part à travers les taux respectifs d'hommes et de femmes qui occupent des fonctions de représentation, de direction et d'encadrement extérieur, et ceux ayant trait à l'occupation des postes de cadres et de fonctions techniques. Enfin, la maîtrise des ressources économiques est évaluée grâce à l'estimation de la part respective des revenus du travail de l'homme et de la femme. Celle-ci se base sur le rapport des salaires non issus de l'agriculture entre les hommes et les femmes, le pourcentage d'hommes et de femmes au sein de la population active, et le PIB par habitant<sup>21</sup>.

### **Critique des indicateurs du PNUD**

Malgré les nombreuses avancées que la création de ces indices a permis de réaliser en matière de développement humain, et plus particulièrement dans la prise en compte de la problématique de genre dans l'évaluation de celui-ci, un certain nombre de critiques ont été émises à leur encontre : la non-considération d'un certain nombre de dimensions pourtant liées au développement humain telles que les droits, la gouvernance, l'environnement ou encore la liberté ; le manque de fiabilité de certaines données collectées à l'échelle internationale ; la difficulté à mesurer précisément les changements à court terme ; le manque de précision dans la définition de certains indicateurs induisant un recueil de données souvent qualitativement différent d'un pays à l'autre (par exemple, la définition de l'alphabétisation) ; la difficulté d'utilisation concrète des résultats des études et le maintien de l'utilisation du PIB au sein de certains calculs<sup>22</sup>.

21. PNUD, *op. cit.*, 2005.

22. AHO, *Le Développement humain. Concepts, op. cit.*

Plus particulièrement, en ce qui concerne spécifiquement les disparités liées au genre, plusieurs gouvernants se montrent à présent davantage attentifs aux données statistiques dans ce domaine, mais réclament de manière concomitante des informations plus précises quant aux actions à privilégier à partir de leur étude. Cette prise de conscience semble étroitement liée aux dispositions prises par les nombreux pays présents à la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995. Celle-ci avait débouché sur un programme d'action destiné à donner plus de pouvoir aux femmes :

*«Le programme d'action [...] vise à accélérer l'application des Stratégies prospectives d'action [...] pour la promotion de la femme et à éliminer tous les obstacles qui empêchent les femmes de jouer un rôle actif dans tous les domaines de la vie publique et privée en participant pleinement, et sur un pied d'égalité, à la prise de décisions dans les domaines économique, social, culturel et politique. Elle repose donc sur le principe du partage des pouvoirs et des responsabilités entre hommes et femmes dans les foyers, sur les lieux de travail et, plus largement, au sein des communautés nationales et internationales»<sup>23</sup>.*

Cette demande d'outils statistiques aptes à permettre l'établissement de zones prioritaires d'intervention pour lutter contre les disparités entre hommes et femmes est particulièrement nécessaire sur le continent africain, dans lequel, nous l'avons dit précédemment, trente-cinq pays sont repris actuellement sur la liste des pays moins avancés (sur cinquante dans le monde). Afin donc de tenter d'apporter des réponses aux critiques émises à l'égard des indicateurs classiques du PNUD et de développer des stratégies adaptées au contexte africain pour lequel les données récoltées sur la scène internationale sont souvent lacunaires (et particulièrement en ce qui concerne la polarité hommes/femmes)<sup>24</sup>, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), organe émanant des Nations Unies, a mis au point l'indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA).

## **Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)**

Cet indice a été introduit par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) lors de la deuxième journée du Forum pour le développement de

23. NATIONS UNIES, *Rapport de la quatrième conférence mondiale sur les femmes – Beijing 4-15 octobre 1995*, New York, 1996.
24. Sur la scène internationale, on dispose, par exemple, de peu de données pour le calcul de l'IPF dans les pays africains.



l'Afrique (ADFIV) en 2004, et a été approuvé par les ministres et experts présents à la septième Conférence régionale africaine sur les femmes (Beijing +10). Il a été évalué dans douze pays africains<sup>25</sup>. Il vise à donner un aperçu objectif des avancées réelles du continent africain à propos du statut de la femme, suite aux engagements pris à cet égard par les gouvernements lors de la Conférence de Beijing en 1995 et leur ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En effet, si de nombreux pays ont marqué leur accord en ce qui concerne le plan d'action faisant suite à cette conférence internationale, c'est parfois en y adjoignant un certain nombre de réserves laissant présager des problèmes futurs quant à leur engagement sur cette nouvelle voie. Jusqu'alors, seuls les bilans périodiques fournis par les gouvernements africains permettaient de se faire une idée des avancées en la matière. La création de l'IDISA veut élargir cette ouverture dans une perspective communautaire en assurant la promotion de la coopération inter-départementale au sein des ministères et en suscitant l'émulation au niveau des Etats africains par la confrontation de l'état d'avancement de pays ayant des caractéristiques de base relativement semblables, tels qu'on les trouve sur le continent africain. Il constitue un indice précisément conçu pour l'Afrique, pour plusieurs raisons : il prend en considération les chartes et documents africains qui ont un impact sur les relations de genre ; il s'appuie sur la nature des relations hommes/femmes spécifiques en Afrique ; enfin, les données nationales y sont prioritairement utilisées afin de combler les manquements de celles recueillies sur le plan international et les aménagements à réaliser dans le calcul de cet indice se font en fonction des conclusions des tests réalisés dans divers pays du continent africain. La création de l'IDISA s'inscrit donc dans une perspective pragmatique, dans un souci de fournir aux Etats africains des données réalistes sur l'impact des mesures qu'ils ont d'ores et déjà prises pour rétablir une plus grande égalité entre hommes et femmes, et de permettre d'identifier clairement les axes prioritaires sur lesquels devront s'exercer les politiques futures de leurs gouvernements<sup>26</sup>.

L'IDISA, dont l'élaboration prend en compte l'apport des différents travaux théoriques ayant amené la création des indicateurs classiques du

25. Ces pays sont les suivants : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Ethiopie, Egypte, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Tanzanie et Tunisie. Le souhait du CEA est d'étendre l'utilisation de l'IDISA à tous les pays africains. En 2006-2007, 26 nouveaux pays devraient être couverts (cf. *Le Monde selon les femmes, Genres et indicateurs de développement*, Actes du 8 mars 2006, Bruxelles, 2006).

26. CEA, *Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique*, Commission Economique pour l'Afrique, Addis-Abeba, 2004.

PNUD, se compose de deux parties : l'Indice de la condition de la Femme (ICF) et le Tableau de bord de la promotion de la Femme en Afrique (TBPFA). Ces deux volets comportent chacun trois rubriques pour lesquelles il est possible d'obtenir des données tant chez les hommes que chez les femmes. La première a trait au pouvoir social à travers des indicateurs relatifs à l'éducation et à la santé : elle renvoie de manière explicite aux capacités. La deuxième s'intéresse au pouvoir économique et a donc pour objet les opportunités qu'ont les hommes et les femmes dans une société donnée. Elle prend notamment en compte le concept de «*budget-temps*», visant à évaluer la contribution invisible des femmes à la population active. Enfin, le troisième touche au pouvoir politique, soit la capacité d'influencer et de contribuer aux résultats par la participation à l'organisation, aux sphères de négociation et au vote dans le cadre du pouvoir politique formel, mais aussi informel. Le TBPFA prend en compte également une quatrième rubrique qui vise à quantifier les droits de la femme, thématique dont ne tiennent absolument pas compte les indices classiques du PNUD. La différence importante entre l'ICF et le TBPFA a trait au type de données récoltées. Si l'ICF se veut un relevé quantitatif de données relatives à un certain nombre de critères pertinents pour le monde africain et s'inscrit donc dans le prolongement du principe de base des indicateurs classiques du PNUD, le TBPFA constitue, au sein d'un indice composite, une innovation fondamentale et, jusqu'à présent, unique au monde, en tentant de «*chiffrer*» des données non plus quantitatives, mais qualitatives<sup>27</sup>.

### **Indice de la condition de la Femme (ICF)**

Si les principes qui ont guidé la construction des grandes catégories dont l'ICF est constitué repose sur le même modèle théorique de base que celui de l'ISDH, à travers la «*vision*» de l'économiste indien Amartya Sen, il n'en demeure pas moins beaucoup plus élaboré, car il se fonde sur une liste de 42 indicateurs, eux-mêmes regroupés en 7 composantes et 12 sous-composantes. Ceux-ci ont été établis en deux temps : d'abord par un groupe de travail composé d'experts, tant africains qu'européens, relevant de plusieurs disciplines concernées par cette problématique, à savoir des statisticiens, des économistes, des spécialistes du genre et du développement et des praticiens du développement social. Par la suite, les résultats de ce groupe de travail ont été présentés au Conseil consultatif régional, organe chargé de la validation des indicateurs choisis. La même démarche sera observée en ce qui concerne le TBPFA. Les composantes retenues l'ont été dans le but que soient prises en compte les dimensions fondamentales à même de mesurer les diffé-

27. CEA, *op. cit.*

rences entre les sexes, dans la spécificité du contexte africain. En plus de l'identification de secteurs prioritaires d'intervention, l'ICF permet également de mettre en évidence la faible occurrence de données dans plusieurs pays quant à certaines problématiques, et d'ainsi inciter les pays à une meilleure récolte de données. La pondération des composantes constitutives de l'ICF se base sur l'appartenance du critère à l'une ou l'autre composante ou sous-composante et permet ainsi de ne pas accorder de poids plus important à certains types de données plutôt qu'à d'autres. Chaque indicateur de l'ICF se calcule de manière simple par le ratio du résultats obtenu pour les hommes et les femmes : lorsque celui-ci vaut 1, il n'y a pas de différence en fonction du genre ; plus celui-ci s'écarte de 1, plus les différences sont importantes pour l'indicateur considéré<sup>28</sup>.

### **Tableau de bord de la promotion de la Femme en Afrique (TBPFA)**

Le TBPFA prend en compte, quant à lui, des données d'ordre qualitatif, en s'axant, notamment, sur les domaines qui ne peuvent faire l'objet d'une quantification classique, dont les droits de la femme, sur divers plans, à la fois juridiques (à travers la ratification ou non de chartes et déclarations diverses), mais aussi culturels et religieux. Il s'intéresse aussi à des aspects souvent considérés comme ayant trait au domaine privé, tels que les violences faites aux femmes (harcèlement sexuel, traite des femmes, violence au foyer,...). Le calcul se fait à partir d'une échelle qualitative à trois points (0, 1 et 2), et les résultats sont indiqués sur un tableau à double entrée avec, sur l'axe horizontal, les rubriques de base (droit des femmes, pouvoir social, pouvoir économique et pouvoir politique) et sur l'axe vertical, les points précis qui font l'évaluation, composés de questions dont la mesure ne peut pas se faire de manière quantitative ou qui repose sur le traitement qualitatif de dimensions déjà prises en compte par l'ICF. Le TBPFA permet à la fois une comparaison globale et par critère entre les pays africains<sup>29</sup>.

### **Avantages et inconvénients de l'IDISA**

La combinaison des résultats obtenus par un pays pour les deux indices constitutifs de l'IDISA donne un aperçu assez exhaustif du niveau atteint par ce pays dans le domaine de l'égalité entre les genres, et permet de cibler, de manière précise, les secteurs primordiaux sur lesquels axer les

28. CEA, *op. cit.*

29. *Ibid.*

politiques futures prenant en compte la dimension de genre. Ses principaux avantages sont la prise en compte conjointe de données quantitatives et qualitatives dans la constitution d'un indice composite, ce qui constitue une première sur la scène internationale ; l'introduction de données qui n'étaient pas utilisées auparavant comme le budget-temps ; sa facilité d'utilisation aux endroits où elles sont le plus utiles (le monde politique, mais aussi les bureaux travaillant sur la notion du genre et les ONG) en évitant le recours à des coefficients mathématiques complexes comme c'est le cas pour l'ISDH, par exemple ; la possibilité de recueil de données plus récentes que celles présentes sur la scène internationale grâce à la consultation de données « nationales », facilitée par une recherche de synergie entre institutions. Néanmoins, l'IDISA comprend encore certaines lacunes, notamment en ce qu'il ne mesure que l'écart entre la situation des hommes et des femmes dans un pays, sans prendre en compte la situation socio-économique générale de celui-ci : il est donc nécessaire de l'utiliser conjointement aux indices déjà existants, tels que l'IDH ou l'IPH. De plus, certaines données restent, malgré tous les efforts entrepris, difficiles à obtenir sur la scène nationale, celles relatives au budget-temps notamment. Enfin, la notation fait encore souvent l'objet de désaccords entre les parties en présence, ce qui atteste de la nécessité de penser plus en profondeur les modalités du cadre dans lequel elle s'inscrit. Une idée intéressante pour limiter les mésententes serait, par exemple, d'augmenter le nombre de catégories de cotation, par trop imprécises à l'heure actuelle en ce qui concerne certains indicateurs<sup>30</sup>.

## Conclusion

Comme on l'a vu dans cet article, un certain nombre d'avancées ont été entreprises depuis le début des années 90 afin de proposer un modèle de société alternatif non plus centré exclusivement sur la recherche du profit, dont ne jouissent que quelques-uns, mais bien davantage sur l'augmentation du bien-être de l'homme comme valeur fondamentale et universelle. Dans cette mouvance, la prise en compte des disparités entre hommes et femmes n'a fait que croître et dépasse désormais le stade des intentions pour s'orienter vers des moyens, des actions à même d'œuvrer pour une plus grande égalité entre les sexes. C'est particulièrement vrai sur le sol africain à travers la création de l'IDISA, non plus axé, comme ses prédécesseurs sur des dimensions relatives au développement économique, comme le font encore les indicateurs du PNUD en appuyant en partie leur calcul sur le PIB. Même s'il reste encore des lacunes dans sa conception, que ne manqueront pas de réduire,

30. Le Monde selon les femmes, *Genres et indicateurs de développement*, Actes du 8 mars 2006, Bruxelles, 2006.

nous l'espérons, les travaux futurs à son sujet, la création de l'IDISA, indice créé spécifiquement pour l'Afrique, n'en demeure pas moins une avancée intéressante dans la réflexion spécifique sur la condition de la femme. Il peut, à ce titre, être considéré comme un pas en avant à même de favoriser le développement humain de l'Afrique au sens large de par la dynamique que l'évolution du statut de la femme est à même d'impulser au développement d'une société dans son ensemble, en plus d'œuvrer dans le sens d'un plus grand respect des droits de l'Homme.

Gageons que de telles avancées inspireront les chercheurs et experts dans d'autres régions du monde en vue d'une avancée qualitative dans l'instauration d'indices composites synthétiques à même d'évaluer le développement humain dans d'autres contextes géopolitiques que ceux du continent africain, dans le respect de la logique dans laquelle ce concept a été introduit historiquement.



# Décroissance et altermondialisme : une nécessaire convergence

Emmanuelle De Caluwé\*

Au-delà de la décroissance comme mode de consommation responsable, fusent aujourd'hui les idées de la décroissance comme une possible voie vers la réduction des inégalités de répartition des richesses et du pouvoir à travers le monde. Les échecs des politiques de développement constatés depuis plus d'un demi-siècle amènent à remettre celles-ci fondamentalement en question, ce que proposent précisément les partisans de la décroissance. Folie pour les uns, utopie ou encore nécessité pour d'autres, la décroissance suscite moult questions autour de la notion de «développement» et de ses dérivés.

## Aux sources du développement

Chaque année, depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale, nombre d'institutions travaillent à la classification des pays selon divers indicateurs. De fait, en 1949, pour la deuxième fois en peu de temps dans l'Histoire, le monde est officiellement divisé en deux : d'un côté, les nations «développées» et de l'autre, les «sous-développées».

Cette nouvelle vision apparaît dans un discours de Harry S. Truman, alors président des Etats-Unis : *«... il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance*

\* Architecte, licenciée en coopération au développement. L'auteure a travaillé pendant près de cinq ans dans une ONG d'éducation au développement.

*scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'Histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens. (...) Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques<sup>1</sup> les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut. Notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux»<sup>2</sup>.*

L'augmentation de la production, et par là-même la croissance économique, devient alors intimement liée au développement, dont l'ère est désormais ouverte. Les peuples du monde connaîtront le bien-être grâce à elle. Depuis ce moment, les différentes logiques de développement, tout en provenant d'inspirations très diverses et souvent contradictoires<sup>3</sup>, sont basées sur les idées-clés que sont la croissance et le progrès pour le bien-être. Nous ne nous attarderons pas sur tous les modèles qui se sont succédé jusqu'à aujourd'hui, mais retiendrons qu'à travers eux, s'est assise la croyance au couple inséparable : développement et croissance. Ainsi, la croissance du produit intérieur brut par habitant est associée à l'amélioration du bien-être, et ensemble elles définissent le développement.

## Les indicateurs du développement

Depuis le discours de Truman, ce sont les indicateurs économiques qui permettent de ranger les pays sur l'échelle du développement, dont le Produit national brut (PNB) qui est le plus usité. Quarante ans plus tard, l'idée de bien-être exclusivement associée à la possession matérielle est

1. C'est-à-dire «non communistes» dans le contexte de la guerre froide - note EDCW.
2. Cité et traduit dans Gilbert RIST, *Le développement - Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996, pp. 118-120.
3. D'après la sociologie du développement du belge Guy Bajoit, on peut citer le modèle de la modernisation, celui de la révolution d'approche marxiste, celui du conflit ou des mouvements sociaux, etc. La grille de ses modèles peut être consultée à l'adresse [http://www.iteco.be/article.php3?id\\_article=30](http://www.iteco.be/article.php3?id_article=30).



reconsidérée. Et en 1990, sur l'initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Indice de développement humain (IDH) voit le jour pour mesurer le degré de développement, sur base des recherches menées par l'économiste indien Amartya Sen<sup>4</sup>.

Le développement est alors qualifié d'humain, dans le sens qu'il dépend conjointement de l'accès aux biens matériels, à la santé, et à la connaissance. Dès ce moment, le développement, «humanisé», n'est plus réduit à la seule donnée économique qu'est l'augmentation du PNB.

Cet élargissement des facteurs inclus dans le calcul du niveau de développement d'un pays perturbe quelque peu l'ordre établi sur l'échelle existante. Ainsi, l'île de Cuba, soumise au blocus économique étatsunien depuis 1960, ne montre pas un PNB par habitant très élevé. Par contre, si l'on tient compte des données sociales telles que le niveau d'éducation et l'accès aux soins de santé, Cuba gagne des places. Ainsi, dans le rapport annuel du PNUD de 2005, Cuba fait partie des pays à IDH les plus élevés, et arrive en cinquième position parmi les pays d'Amérique du Sud, après l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et le Costa Rica.

## Et si le développement est durable...

Les catastrophes industrielles et écologiques de plus en plus fréquentes depuis cinquante ans ont mené à l'émergence d'une vision amplifiée du développement : le «*développement durable*». Cette expression apparaît pour la première fois officiellement en 1987, dans le *Rapport Brundtland* de la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement.

Le développement durable repose sur l'idée d'une conciliation entre le progrès économique et social et l'équilibre naturel de la planète : «*un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs*». Réconcilier trois sphères s'ignorant depuis la révolution industrielle – l'économie, le social et l'environnement – c'est le défi qu'ont relevé plus de cent chefs d'Etat en 1992, lors du «*Sommet de la Terre*» à Rio, afin de faire en sorte que le XXI<sup>e</sup> siècle soit celui du développement durable.

Bien qu'ici la notion de développement soit élargie à d'autres champs que le seul champ économique, n'est pas remise en cause la condition

4. Lire son ouvrage *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, Paris, 2000. Voir également dans ce numéro des CM l'article de Marielle Bruyninckx et Claude Berte.

de la croissance comme nécessaire au développement, autant d'ailleurs qu'au développement «humain».

## Quelques chiffres évocateurs de l'échec des politiques de développement

Qu'il soit économique, durable ou humain, le «développement» n'est toujours pas parvenu à sa fin la plus noble : sa disparition ! Au contraire d'ailleurs, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de nombreux chiffres officiels issus d'instances des Nations Unies ou étatiques montrent un réel accroissement de la pauvreté et des inégalités sociales, principalement dans le pays dits «du Sud», mais également dans les pays occidentaux. Les chiffres sont éloquentes : aujourd'hui, 20 % de l'humanité consomment 80 % des richesses économiques mondiales. Au début des années 1960, les 20 % les plus pauvres l'étaient trente fois plus que les 20 % les plus riches. Aujourd'hui, on parle d'un écart de un à quatre-vingts<sup>5</sup>. A l'heure actuelle, une personne sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour et n'a pas accès à l'eau potable, et près d'une sur deux avec moins de deux dollars. Une sur trois ne dispose pas d'équipements sanitaires. Une sur six souffre de malnutrition. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans augmente en Afrique sub-saharienne. Et la liste n'est pas exhaustive... Ces constats ne peuvent pourtant plus être motivés aujourd'hui par la croissance démographique : partout dans le monde, elle tend à diminuer ou au moins à se stabiliser depuis les années 1980 !

Pourtant, selon les Nations Unies, il suffirait de quatre-vingts milliards de dollars par an pendant dix ans pour satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité entière. Une somme qui peut paraître énorme en chiffres absolus. Mais à y regarder de plus près, elle semble assez «dérisoire», sachant que, pour l'année 2001, elle représente «à peine le tiers de ce que les pays du Sud remboursent pour leur dette extérieure publique ; un quart du budget militaire annuel des Etats-Unis ; 9 % des dépenses militaires mondiales ; 8 % des dépenses publicitaires annuelles dans le monde ; la moitié de la fortune des quatre personnes les plus riches de la planète»<sup>6</sup>.

5. Jean-Marie HARRIBEY, *Quel développement pour une société solidaire et économe ?* *Éléments pour le débat*, texte destiné au Conseil scientifique d'Attac France, 2004. Voir aussi sa contribution à ce numéro des CM.
6. D'après le CADTM (Comité d'Annulation de la Dette du Tiers-Monde).

Face à ces constats déplorables, quelles seraient les pistes envisageables pour rééquilibrer les rapports de force et pour enrayer les inégalités ? Certains ont envisagé de ré-imaginer le « développement », puisant dans les fondements de « l'après-développement », appelé aussi modèle de « l'identité culturelle ».

## L'idéologie du développement

Le binôme « développement-croissance », enfoui dans la conscience collective, a engendré plusieurs échos très critiques. Gilbert Rist, professeur à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement à Genève, remonte à l'Antiquité gréco-romaine pour situer les fondements occidentalocentrés du « développement ». Selon lui, le développement n'est rien d'autre qu'un « ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence, qui pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services), destinées, à travers l'échange, à la demande solvable ». En cela, Gilbert Rist considère le développement comme la religion contemporaine communément admise de tous, que ce soit en Occident ou ailleurs.

Les idées sous-tendues par le développement font (presque) l'unanimité et témoignent d'une ambition universaliste et extensive : le progrès et la science font avancer l'humanité de manière linéaire, par le biais de la croissance économique. Pour Serge Latouche, un des auteurs phares du mouvement de l'après-développement, le développement ne serait pas la solution, mais bien le problème ! Il avance qu'au vu de la situation actuelle, il s'agit désormais d'inventer de nouvelles cultures : « [...] Cet objectif peut s'appeler l'umran (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, swadeshi-sarvodaya (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou bamtaare (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs (...) »<sup>7</sup>.

Les perceptions de Rist ou de Latouche ne sont pas uniquement l'apanage de penseurs occidentaux. D'autres venus d'ailleurs<sup>8</sup> rejoignent l'idée que les peuples doivent tous avoir ce droit de souveraineté à définir d'une part leurs propres besoins, et d'autre part à formuler eux-mêmes les moyens de les satisfaire. Le sociologue du développement

7. Les Toucouleurs sont un peuple d'Afrique de l'Ouest, vivant au Sénégal, au Mali et en Mauritanie. Voir Serge LATOUCHE, « En finir, une fois pour toutes, avec le développement », in *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

8. On peut citer le Sénégalais Emmanuel N'Dione, l'Iranien Majid Rahnama, le Mexicain Gustavo Esteva, l'Indienne Vandana Shiva, etc.

Guy Bajoit présente cette approche dans son tableau précité des différents types de développement, sous l'appellation «*modèle de l'identité culturelle*». L'idée est en effet de valoriser les ancrages culturels menacés par la mondialisation «*macdonalisante*» et même d'arrêter la mise en place de projets de développement qui contribueraient à cette même mondialisation culturelle. Privilégier avant tout la richesse des réseaux sociaux plutôt que les biens matériels... En somme, arrêter de «*développer*» !

Les exemples illustrant ce modèle foisonnent à travers le monde, comme celui des tontines en Afrique de l'Ouest. Il s'agit de groupes de personnes à faibles revenus qui, n'ayant pas accès aux crédits classiques proposés par les institutions financières, s'organisent collectivement pour placer de petites sommes d'argent régulièrement dans un pot commun. A une fréquence déterminée par le groupe, chacun à tour de rôle bénéficie de la somme totale issue du pot commun. Souvent, la tontine fonctionne également pour financer des fêtes de mariage d'une personne du groupe, ou encore comme une mutuelle de santé. A travers cet exemple, on s'aperçoit que des populations s'adaptent à l'environnement mondialisant qui les exclut du «*développement*». Tout en préservant une forte dynamique de liens sociaux et un ancrage culturel puissant.

## Identité culturelle et décroissance

Cette rupture conceptuelle dans l'histoire du développement rejoint une autre rupture, apparue elle dans l'histoire de l'économie, à travers la «*décroissance*». Le mot est utilisé pour la première fois par Nicholas Georgescu-Roegen, économiste et statisticien d'origine roumaine, dans un recueil de textes intitulé *La Décroissance*<sup>9</sup>. Écrit dans les années 1970, le texte avant-gardiste repose tout d'abord sur la prise en compte de la disponibilité limitée des ressources naturelles dans le système économique. La question des ressources naturelles en économie est fondamentale car elle touche de près celles de la matière et de l'énergie...

Depuis Adam Smith, le système économique repose sur l'équation selon laquelle la production augmente proportionnellement soit à la croissance de la quantité de travail, soit du stock de capital, soit de l'utilisation des ressources naturelles. «*Cette théorie admet surtout que l'on peut augmenter indéfiniment la production en réduisant à volonté les ressources*

9. Nicholas GEORGESCU-ROEGEN, *La Décroissance*, recueil de textes rassemblés et traduits par Jacques Grinevald et Ivo Rens, Sang de la Terre, 1995.

10. Cf. Mario BONAIUTI, «*A la conquête des biens relationnels*», in *Objectif décroissance - Vers une société harmonieuse*, Parangon, 2003.

*naturelles, à condition qu'augmente suffisamment le stock de capital*»<sup>10</sup>. Cette théorie économique moderne trouve ses racines dans un contexte pré-industriel, où la question de la limite des ressources naturelles ne se pose pas. «*Production et consommation forment les deux termes réversibles d'un modèle qui trouve toujours son point d'équilibre. Cette réversibilité équivaut à évacuer la dimension naturelle, et donc temporelle, du processus économique. Dans ce type de pensée, le phénomène économique n'affecte pas le système écologique ou du moins son impact ne laisse aucune trace qui révèle une modification irréversible du système écologique, c'est-à-dire de l'espace réel dans lequel se déroulent tous les processus économiques*»<sup>11</sup>. Aujourd'hui pourtant, le problème est posé : d'un côté, les ressources naturelles deviennent rares et de l'autre, l'humanité se trouve face à de graves problèmes de pollution.

Georgescu-Roegen nous rappelle que la vie dépend de deux facteurs : le flux de l'énergie solaire et le stock terrestre qui constitue la matière. Et la matière est transformée en énergie, sans possibilité de réversibilité. Le deuxième principe de la thermodynamique en physique, qui a donné la loi de l'entropie, en est la preuve scientifique énoncée au début du XIX<sup>e</sup> siècle par l'ingénieur Sadi Carnot. Cette loi n'est pas assimilée dans l'équation de l'économie moderne. En effet, c'est l'entropie qui crée la rareté. «*Dans un environnement fini, limité, comme celui de notre planète, on peut dire que la vie biologique est un système ouvert qui bénéficie de l'énorme flux d'énergie solaire ; mais la civilisation humaine, en transformant la matière, poursuit l'évolution à un autre niveau, dans un système clos où le processus d'augmentation naturelle de l'entropie peut être freiné ou accéléré, mais non renversé*»<sup>12</sup>.

Concrètement, Jacques Grinevald résume ainsi le programme bio-économique proposé par Georgescu-Roegen :

- *«cesser la production d'instruments de guerre ;*
- *diminuer graduellement la population mondiale jusqu'au niveau où elle peut être nourrie par une agriculture organique ;*
- *éviter tous les gaspillages d'énergie actuellement maîtrisée ;*
- *débarasser l'Homme de sa tendance morbide à produire et à consommer des gadgets, des marchandises sophistiquées, du genre grosses automobiles ;*
- *débarrasser l'Homme de cette maladie de l'esprit qu'est la mode et qui fait qu'on préfère la dernière invention, la nouveauté du jour ;*
- *produire des biens durables ;*

11. Cf. Jacques GRINEVALD, «L'économie de la décroissance», in *L'Ecologiste*, vol. 3 n°2, automne 2002.

12. *Ibid.*

- *renoncer au cercle vicieux de l'homme qui prend le matin un appareil à raser plus vite pour arriver plus rapidement à l'atelier où il fabrique un nouvel appareil à raser plus vite*<sup>13</sup>.

Si l'ouvrage-clé de Georgescu-Roegen a plus de trente ans à ce jour, il n'a fait parler de lui de manière significative qu'à partir des années 90. Il s'inscrit logiquement dans le mouvement de l'écologie politique de la même époque, dont les idées semblent avoir été édulcorées par le temps. Mise en avant par Jacques Grinevald et Ivo Rens, notamment, la décroissance prend dès lors du sens aux yeux de ceux qui critiquent de façon virulente les préceptes du développement.

## **Définir la décroissance aujourd'hui, une affaire complexe**

Le mouvement de la décroissance est pluriel et c'est ce qui fait sa richesse et son intérêt. Mais en même temps, considéré de l'extérieur, il peut paraître déstructuré, ou parfois confus. Preuve en est quand il s'agit de s'accorder sur une définition commune du mot, ou même sur l'utilisation en tant que telle du mot. Certains privilégient plutôt *«l'objection de croissance»*, expression à caractère moins négatif.

Si l'on considère la décroissance comme une croissance négative – concrètement une diminution de la production des biens et des services – alors elle serait synonyme de récession. Pourtant dans les textes, jamais on n'évoque la décroissance sous cet angle de la récession. De manière générale, cette vision a en effet des connotations négatives et fait allusion à des périodes difficiles dans différents endroits du monde, qu'il s'agisse de la crise de 1929 aux Etats-Unis, de la Période spéciale à Cuba au début des années 90, de la crise économique russe fin des années 90, ou encore de la récession en République démocratique du Congo pendant plus de dix ans, dès 1990...

D'autres approches valorisent la décroissance comme une nouvelle philosophie de vie, avec pour principe fondamental la *«simplicité volontaire»* ou la frugalité. On les retrouve chez des auteurs comme François Schneider, Bruno Clémentin ou Vincent Cheynet en France. Il s'agit ici de *«désirer autrement»* comme le dit le philosophe argentin Miguel Benasayag : *«Comment peut-on trouver le vélo plus désirable que la voiture individuelle ? Comment cultiver un potager peut-il être plus désirable que de consommer des légumes achetés en grande surface ? Comment, pen-*

13. *Ibid.*

*dant trois heures et demie par jour, faire autre chose que regarder la télé peut-il être plus désirable que de la regarder ?*»<sup>14</sup>.

Serge Latouche, professeur d'économie à l'Université de Paris-Sud, voit la décroissance comme un « *slogan provocateur qui vise à rompre avec la langue de bois de la croissance, du 'toujours plus', alors qu'on sait très bien que la croissance nous amène droit dans le mur* »<sup>15</sup>. La décroissance suggère « *l'idée d'une remise en cause, d'un changement de cap des sociétés de croissance qui se sont laissé phagocytter par des économies de croissance, c'est-à-dire des économies qui n'ont d'autre objectif que la croissance pour la croissance illimitée de la production, de la consommation par tous les moyens, sans tenir compte des contraintes de l'environnement, des problèmes que cela pose* »<sup>16</sup>.

Dès lors, on distinguera deux visions de la décroissance : d'une part la vision physico-économiste proposée par Georgescu-Roegen – alors proche du phénomène de récession – et, d'autre part, celle d'un mode de vie lié à une consommation responsable à un niveau très local.

## Décroissance et Cuba

Pour illustrer la décroissance définie comme récession économique, prenons l'exemple cubain, pendant la Période spéciale du début des années 90. La guerre froide est terminée et provoque un bouleversement de l'échiquier mondial, particulièrement ressenti par les nations fortement liées à l'un des deux blocs depuis l'après deuxième guerre mondiale. Cuba vit sa rupture avec l'ex-URSS qui avait jusqu'alors assuré l'approvisionnement de l'île en pétrole notamment. La « *Période spéciale* » est celle des restrictions et d'une importante austérité où, du jour au lendemain, l'économie de l'île est complètement paralysée : plus de pétrole, plus de combustibles, plus de médicaments, plus à manger... Le PIB chute de 35 % et les importations de 80 % au cours de la même période. Cuba s'ouvre alors au tourisme, autorise la libre circulation du dollar et fait appel aux investisseurs étrangers : la croissance économique reprend. C'est également à ce moment qu'augmente le désir d'exil de nombreux Cubains désillusionnés.

Si la Période spéciale cubaine représente un quotidien très difficile pour la plupart des Cubains, elle est également l'exemple probant de la créa-

14. Cf. Site Internet sur la décroissance (consulté en août 2006) - [http://www.decroissance.info/Foire-aux-questions-#question\\_43](http://www.decroissance.info/Foire-aux-questions-#question_43)

15. Extrait de l'émission radio *Face à l'Info* (La Première) du 7 juin 2006.

16. *Ibid.*

tivité humaine et de la modernité. Ainsi, pour chaque petite chose du quotidien, les Cubains se sont mis à inventer, à imaginer, pour satisfaire leurs besoins fondamentaux<sup>17</sup>. Exemple tout simple, en l'absence prolongée de briquets et d'allumettes dans les magasins : pour créer une étincelle, les familles cubaines frottent des tiges métalliques trempées dans l'alcool contre les fils dénudés, après avoir sectionné les câbles électriques de leur réseau domestique de 110 volts ! Belle inventivité...

Si la période de récession cubaine laisse de mauvais souvenirs pour une grande partie de la population, elle est une formidable source d'idées pour toutes les populations occidentales qui ont une empreinte écologique insoutenable<sup>18</sup>. La notion de décroissance est dès lors intéressante à envisager comme voie de la « *simplicité volontaire* » : comment vivre mieux en produisant moins, en consommant moins et en rejetant moins de déchets ?

## Interdépendance Nord-Sud

Comme le montre le cas de Cuba, il n'est pas envisageable de considérer un ensemble isolé, il est impératif de l'approcher dans son contexte, et dans une perspective globale, ce qu'on appellera ici l'interdépendance Nord-Sud. De la même façon, parler de décroissance et de développement n'a de sens que si les mêmes questions sont posées pour l'ensemble de l'humanité. Dans le monde contemporain, tout est lié comme les très nombreux éléments qui interagissent dans un vaste système dont l'équilibre est fragile.

Quels sont les mécanismes communs qui mettent à mal l'équilibre social et écologique, dans les pays occidentaux comme dans les pays dits du Sud ? Ces mécanismes communs sont les fondements du système néolibéral, qui n'ont comme ultime fin que le profit économique. Lutter contre les causes du « mal-développement », où qu'il se manifeste, doit se réaliser à plusieurs échelles différentes. A l'échelle individuelle, on parlera de « *consommation responsable* », de « *simplicité volontaire* » ou de décroissance, tandis qu'à une échelle plus large, d'autres changements sont indispensables.

17. Pour prendre connaissance des multiples inventions cubaines en Période spéciale, lire « Cuba Especial », *Quinoa*, 2002.

18. Exprimée en hectares, par année et par personne ou nation, l'empreinte écologique est la portion de la terre vivante nécessaire pour assurer notre subsistance (alimentation, logement, transport) et absorber les déchets que nous produisons.



Nous commencerons par aborder la notion de consommation responsable à l'échelle locale et envisagerons par la suite les réformes à l'échelle globale. Chaque idée sera illustrée d'un exemple qui met en lien une problématique locale et des enjeux globaux.

## Consommation responsable

C'est avant tout «*décoloniser son imaginaire*», pour reprendre l'expression de Serge Latouche, «*se désencombrer l'esprit*»... Il s'agit de résister à tout ce que propose insidieusement le système dominant en place, ce qui n'est pas mince affaire ! Les changements de comportement sont probablement les plus difficiles à mettre en œuvre, car ils nécessitent d'inventer de nouveaux modes de fonctionnement de la société. A travers quelques actes quotidiens assurant la satisfaction des besoins fondamentaux, nous explorerons les pistes valorisant la consommation responsable ou la simplicité volontaire, réduisant par là l'empreinte écologique.

## Se déplacer

Les déplacements contemporains les plus courants dépendent principalement du pétrole, fer de lance de l'économie actuelle. Outre le problème de sa rareté grandissante, l'or noir est la raison non avouée de multiples conflits d'aujourd'hui et également une grande source de pollution. Dès lors, il va sans dire que limiter ou abandonner le transport en avion devient intéressant à différents niveaux ; de même que privilégier le vélo, la marche à pied, ou les transports en commun pour les plus grandes distances. A Bruxelles, 46 % des trajets en voiture concernent des distances de moins de 5 kilomètres et 69 % des déplacements s'effectuent en automobile...

Diminuer les déplacements en transports dépendant du pétrole, c'est aussi moins polluer, donc diminuer l'émission des gaz à effet de serre, par là le réchauffement climatique, et donc diminuer la fonte des glaces et la montée du niveau des mers. L'exemple de Tuvalu est révélateur. Ce tout petit archipel de Micronésie disparaîtra dans les deux générations qui viennent. Les 11 000 Tuvaluens devront alors trouver d'autres terres où s'installer. Cet exemple n'est pas unique, on pourrait également évoquer le cas du Bangladesh, où des millions de personnes seraient amenées à se déplacer car un tiers du territoire est menacé. Ces inquiétudes sont telles qu'il est question aujourd'hui d'ouvrir le débat sur la notion de réfugié environnemental au sein des Nations Unies. Ainsi, outre l'origine «ethnique», la religion, les convictions politiques, la nationalité, les changements climatiques seraient peut-être un jour pris en compte dans les textes de la Convention de Genève... Selon une étude

des Nations Unies d'octobre 2005, environ 50 millions de personnes se seront exilées pour cause de dégradation de l'environnement d'ici 2010 !

## Se nourrir

Si la grande distribution a été une révolution pour la ménagère – il y a quelques décennies, avec la prolifération des grandes surfaces – elle comporte de nombreux travers. Tout d'abord, elle profite aux multinationales de la distribution alimentaire, puissantes dans la bulle financière et influentes dans la sphère politique. Par ailleurs, on ne se soucie pas de l'impact environnemental des transports. L'objectif étant de satisfaire le consommateur, tout est fait pour que n'importe quel fruit ou légume soit disponible toute l'année. Ainsi, qu'une pomme vienne de Belgique ou d'Argentine, pourvu qu'il y ait des pommes... Mais quel aura été le coût environnemental du transport sur plusieurs milliers de kilomètres ?

Si l'on regarde du côté de la productivité, de plus en plus de produits contiennent des OGM ou ont été fabriqués avec des pesticides, dont certains sont désormais reconnus comme nocifs. Outre qu'on ne sait pas encore si les OGM ont des effets néfastes sur la santé humaine, les conséquences négatives de l'utilisation d'OGM sont assez nombreuses pour s'en éloigner : *business* des entreprises multinationales agro-alimentaires, dépendance de plus en plus grande des agriculteurs qui doivent acheter chaque année de nouvelles semences aux multinationales de l'agro-*business*, etc. Au niveau des pesticides, on peut constater comme effets non seulement l'épuisement des sols, une grande consommation de pétrole mais aussi de nombreux risques pour la santé humaine<sup>19</sup>.

Enfin, le circuit de la grande distribution provoque une quantité incommensurable de déchets, dont la gestion augmente la pollution, en dépit du recyclage.

S'alimenter de façon responsable passe nécessairement par une relocalisation de la production. De nombreux produits du terroir sont à (re)valoriser dans nos contrées. Il devient même de plus en plus facile de s'approvisionner sans passer par la grande distribution en s'inscrivant dans le réseau de la filière courte. Les expériences de groupes d'achats communs sont de plus en plus nombreuses. Des groupes de personnes s'auto-organisent pour acheter directement aux producteurs locaux ou à une coopérative distributrice de produits locaux. Les avantages de cette filière sont nombreux : pas de bénéfices faits par des intermédiaires ou par

19. Cf. Dominique BELPOMME, *Ces maladies créées par l'homme*, Albin Michel, 2004.

les géants de la publicité, moindre pollution si les produits sont cultivés selon les critères de l'agriculture biologique, création de liens sociaux, participation citoyenne à l'organisation de telles initiatives, valorisation de savoir-faire oubliés, alimentation saine, etc. Pour les produits alimentaires non produits localement, le commerce équitable labellisé reste une alternative également, malgré ses limites encore peu dévoilées.

## S'habiller

Le vaste chantier qu'est celui du vêtement ne laisse pas indifférent, au même titre que le champ de l'alimentation, pour le même type de raisons d'ailleurs : impacts négatifs de la grande distribution. Par ailleurs, le travail des enfants dans les usines de fabrication de vêtements est monnaie courante et, dans les cas où les travailleurs du vêtement sont adultes, les droits sociaux de ces derniers sont fréquemment bafoués.

Comparables à la filière courte dans l'alimentation, des alternatives existent pour se vêtir. Sans s'attarder sur le sujet, on peut déjà citer la piste de la seconde main dont les bénéfiques sont parfois investis dans des projets de développement<sup>20</sup>, ou la confection maison qui laisse le choix de porter des vêtements complètement adaptés à ses propres goûts et mensurations !

## Habiter

La manière d'habiter porte aussi à conséquence dans divers domaines. Le chauffage domestique est l'un des principaux responsables de l'émission de gaz à effet de serre (de même que l'industrie et les transports polluants, comme vu plus haut). Une bonne isolation thermique, l'enfillement de vêtements chauds plutôt que l'augmentation du thermostat, l'utilisation des énergies renouvelables (solaire, de la biomasse), le recyclage et/ou le filtrage de l'eau (de pluie), l'attention portée au réel besoin d'éclairage et l'extinction des feux quand ceux-ci ne sont pas nécessaires, l'utilisation de matériaux (peintures, isolants) non polluants, etc. sont autant de pistes pour adapter son habitat.

Pour ce qui est du mobilier, on ne dira jamais assez : «vive la récup' !». Récupérer, rafistoler ou bricoler prend certes plus de temps que de s'approvisionner à petit prix dans les magasins d'une multinationale du *kit*, critiquable à divers égards et non des moindres : non-respect des droits sociaux des travailleurs dans les usines délocalisées et parfois exploita-

20. Comme c'est le cas des boutiques Oxfam en Belgique.

tion d'enfants, développement de produits polluants, *etc.*<sup>21</sup> De même que pour les vêtements, la seconde main ou la confection maison offrent d'autres «façons de».

Si l'on va (encore) plus loin, l'habitat groupé ou communautaire permet l'économie de nombreuses choses : appareils ménagers, eau, électricité, *etc.* Certains ont pris le parti de construire eux-mêmes leur habitat en matériaux durables, non polluants et locaux, comme la terre et paille par exemple.

## Se soigner

Si les propositions décrites ci-dessus sont déjà proposées par de nombreuses associations<sup>22</sup>, beaucoup reste à faire dans le domaine de la santé ! S'interroger sur la manière de se soigner, c'est avant tout remettre en question la grande dépendance des populations occidentales vis-à-vis des firmes pharmaceutiques. L'approche de la médecine est basée principalement sur l'approche curative, alors qu'une médecine préventive ne peut que faire la mouche aux multinationales du médicament. Pour rappel, Hippocrate disait, il y a plus de 2000 ans : «*Que ton aliment soit ta seule médecine !*». Manger sainement aide à prévenir de nombreuses maladies et donc à éviter de devoir se soigner. A cela il faut ajouter la dépense physique et le contrôle du stress.

De nombreuses sociétés choisissent aussi pour médecine l'utilisation de ressources locales, comme les plantes. Quand les médecines alternatives (phytothérapie, aromathérapie, homéopathie, *etc.*) ne sont pas le fonds de commerce de charlatans, elles peuvent soigner autrement et enrayer cette dépendance «maladive» des consommateurs occidentaux aux anti-dépresseurs, calmants et autres compléments alimentaires produits par de puissantes multinationales.

Acheter ses médicaments à ces multinationales de la santé, c'est contribuer à leur succès économique, ainsi qu'appuyer les mesures qu'elles peuvent prendre pour, à tout prix, sauver l'idée de profit maximal<sup>23</sup>.

21. Cf. Olivier BAILLY, Denis LAMBERT et Jean-Marc CAUDRON, *Ikea, un modèle à démonter*, Oxfam-Magasins du Monde & Luc Pire, 2006.
22. Voir les actions menées par Nature et Progrès.
23. Voir l'article de Martine BULARD, «Les firmes pharmaceutiques organisent l'apartheid sanitaire», *Le Monde Diplomatique*, janvier 2000.

## Travailler

A écouter Serge Latouche, il ne faudrait plus travailler que deux heures par jour pour adopter le comportement du parfait «décroissanteux»... Au-delà du chiffre qui fait sourire ou fait peur à de nombreuses personnes, travailler moins permet de dégager du temps pour justement en consacrer à d'autres activités «lentes», de bricolage, de cuisine, de marche à pied, de couture, de construction, etc. Et comme ces activités lentes ne coûtent presque rien, le «décroissanteux» n'est pas pauvre économiquement : il a assez d'argent pour vivre simplement.

En matière de services, les Systèmes d'échange local (SEL) permettent à qui veut de fournir un service et de profiter de services tout à fait gratuitement. Une heure de couture égale une heure de cours de français ou de *baby-sitting* : tout s'échange à partir d'une monnaie fictive. Comme les groupes d'achats communs, les SEL valorisent l'ancrage du lien social qui fait souvent défaut dans les sociétés «matérialisées» et individualistes.

## Eduquer

Ces quelques mesures (la liste n'est pas exhaustive !) ne peuvent se concrétiser sans passer par la «*décolonisation de l'imaginaire*» déjà évoquée. Cela signifie nécessairement repenser l'institution de l'éducation et l'éducation en dehors de l'institution. L'idée ici n'est pas de réformer tout le programme national de l'éducation, mais de pointer quelques idées-clés dans le domaine. A commencer par l'importance de conscientiser tout citoyen à aiguiser son esprit critique face aux *mass media* et à la publicité, qui véhiculent tout ce qui va spécifiquement à l'encontre d'une attitude de «*simplicité volontaire*». Il y a quelques années, la société Knorr faisait sa publicité pour les soupes-minutes en sachet, sur les petits écrans, comme suit : l'image d'un bulldozer en pleine action qui dévastait le potager d'une famille modèle précédait celle de cette même famille réunie autour d'une piscine... Les parents et enfants pouvaient dès lors passer du bon temps dans l'eau, plutôt que d'en «perdre» à cultiver des légumes !

Dans le même sens, quoi de plus juste aujourd'hui que de mettre en exergue les valeurs de solidarité, de respect et de participation, plutôt que d'inculquer, dès le plus jeune âge, l'idée de compétition ? La tâche est lourde (et vaine ?...), mais capitale pour ne pas laisser emporter les plus jeunes générations par cette vague tentante et puissante qui brise insidieusement tout esprit critique. Pour paraphraser Isabelle Stengers, l'idée est de lutter contre ces petites phrases quotidiennes qui semblent

si anodines : « *Il faut bien que...* », énoncées par ceux que la philosophe prénomme « *les petites mains* » du système capitaliste...<sup>24</sup> Sans cette remise en question de notre fonctionnement participant au succès du système dominant, il est difficile de se mettre en action, pour participer ou organiser toute forme d'alternative à ce système.

## Au niveau plus global

Si des changements de comportement sont nécessaires à l'échelle individuelle et concrétisés par l'apport du mouvement de la décroissance, ils ne sont pas suffisants ! Ils sont entièrement complémentaires de mesures à prendre à une échelle globale, dont quelques-unes, capitales, sont présentées ci-dessous<sup>25</sup>.

- Envisager les droits humains comme des droits indivisibles, qu'ils soient politiques, sociaux, économiques ou culturels. Aucune forme de changement n'est envisageable à long terme si un peuple ne détient pas les moyens financiers pour se nourrir, pour scolariser ses enfants et d'abord pour « fabriquer » une société civile de résistance.
- Démocratiser le système des institutions internationales : que les décisions prises au sein de l'OMC ne soient pas liées aux intérêts puissants des acteurs privés de l'agro-business. Que les instances financières et commerciales mondiales soient subordonnées au système onusien. Que le vote cesse d'être censitaire au sein du FMI et de la Banque mondiale. Que les conseils exécutifs du FMI et de la Banque mondiale soient réorganisés, en augmentant le nombre de sièges destinés aux pays du Sud, pour équilibrer la balance du pouvoir. Que cesse l'ingérence des instances financières internationales dans la gestion des Etats nationaux via la Banque mondiale et le FMI. Que soit créée une organisation mondiale de l'environnement, qui absorberait et regrouperait le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, certaines activités de la FAO et celles d'autres organisations telles que la Commission du développement durable.
- Redéfinir le financement du développement : comme déjà écrit plus haut, le PNUD estime qu'une dépense annuelle de 80 milliards de dollars sur une période de dix ans garantirait à tout être humain la satis-

24. Cf. Philippe PIGNARRE et Isabelle STENGERS, *La sorcellerie capitaliste : pratiques de désenvoûtement*, La Découverte, 2005.

25. D'après, entre autres, des propositions d'Attac et du CADTM.

faction de ses besoins fondamentaux. Cette somme pourrait provenir de diverses sources possibles si la volonté politique suit :

- Annulation de la dette publique des pays du Sud : le remboursement de la dette publique externe représente pour les pays du Sud une dépense d'environ 200 à 250 milliards de dollars, soit deux à trois fois le montant nécessaire à la satisfaction des besoins humains fondamentaux, tels qu'ils sont définis par les Nations unies.
- Taxation des transactions financières : une taxe de 0.1 % sur toutes les transactions financières de par le monde permettrait de récolter quelque cent milliards de dollars annuels.
- Augmentation de l'Aide publique au développement (APD) pour atteindre le taux de 0.7 % du PIB.
- Impôt sur le patrimoine des plus grosses fortunes.
- Repenser l'approche du «développement» en arrêtant de conditionner l'aide financière.
- Diminuer le pouvoir de la bulle financière : en contrôlant les mouvements de capitaux, en supprimant les paradis fiscaux et levant le secret bancaire, pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale, le détournement de fonds publics et la corruption.

Ces quelques propositions posées à l'échelle globale sont complémentaires et ne peuvent être dissociées les unes des autres. A un autre niveau, elles sont tout autant complémentaires des mesures qui peuvent être prises à un niveau très local, dans la perspective de «*simplicité volontaire*». Malheureusement, ce dernier lien est difficile à établir. Pour cette raison, les acteurs d'alternatives locales et globales ont tout intérêt à travailler ensemble en vue de défendre une même cause.

Bien souvent, les auteurs de la décroissance n'évoquent pas d'actions alternatives à mener directement à un niveau très global : ils proposent toute une série de pistes concrètes locales amenant à des changements locaux et, dans une moindre mesure, globaux. De même, les grands altermondialistes du global ne connaissent pas, ne s'intéressent pas ou parfois même dénigrent les fervents partisans de la décroissance...

## Conclusion

Une répartition plus juste des richesses et du pouvoir à travers le monde ne peut être envisagée que si des mesures globales sont décidées et mises en application, ce que ne semblent pas tellement proposer les penseurs du mouvement de la décroissance. De plus, les alternatives concrètes propres à la décroissance ne semblent convaincre qu'une petite minorité de personnes, dans quelques pays occidentaux. La question

de savoir comment étendre ces alternatives à une majorité de la population semble encore sans réponse...

Ceci étant, le mouvement pluriel de la décroissance présente de nombreux intérêts et non des moindres. Il ouvre le débat sur une certitude ancrée depuis plus de trois cents ans dans le fonctionnement du monde, celle du bienfait de la croissance économique associée à la magie de la main invisible. Adam Smith élaborait alors l'équation sur laquelle repose exclusivement le modèle économique d'aujourd'hui. Entendue comme simplicité volontaire ou consommation responsable, la décroissance propose concrètement de nombreuses alternatives à mettre en place à un niveau local. Elle ne peut qu'être valorisée dans la réduction indispensable de l'empreinte écologique actuelle, surtout dans les espaces géographiques les plus polluants, situés principalement aux Etats-Unis et en Europe, mais aussi en Chine depuis que le pays a pris sa place dans l'économie mondiale.

Si la décroissance est devenue aujourd'hui matière à débattre en Occident, elle reste fort abstraite et est même parfois rejetée avec virulence par certaines populations du Sud qui ne connaissent le niveau de vie consumériste que virtuellement, à travers le petit écran. Il n'en demeure pas moins que ce sont ces mêmes populations qui vivent (encore) dans un système économique fort localisé, riche de savoir-faire ancestraux, malgré une mondialisation galopante. Ce sont aussi ces mêmes populations qui n'ont souvent d'autre choix que de fonctionner en réseaux sociaux, permettant dès lors d'assurer une réponse collective aux besoins fondamentaux. En ce sens, ces adaptations créatives ne peuvent que servir de modèles et de sources d'apprentissage à la majorité de la population occidentale «pollueuse» pour qu'elle réduise son empreinte écologique et retisse le lien social. *«Décoloniser l'imaginaire»* prend dès lors tout son sens, de même que la question suivante : qui a à apprendre de qui aujourd'hui ?, en somme qui «développe» qui ? Affaire à suivre...



## **Décroissance : *Apocalypse now* ? Petit détour par les faits**

Xavier Dupret\*

Promue à grands renforts d'effets de manche médiatiques, la décroissance est aujourd'hui un thème à la mode. L'analyse, après avoir résumé le cœur du paradigme décroissant, prendra appui sur des données factuelles pour tenter de faire le point sur les points qu'il serait peut-être possible et utile de dresser entre le souci de protection de l'environnement et la critique anticapitaliste. Les éléments factuels évoqués dans cet article ont principalement trait au rapport capital-travail tel qu'il semble s'établir dans la nouvelle division internationale du travail. Cette donnée est singulièrement absente des thèses plaçant pour la décroissance. Examen.

### **Décroissance dans les grandes lignes !**

La décroissance désigne un concept politique, économique et social qui entend mettre à mal le consensus politique actuel assignant aux sociétés modernes la croissance économique comme finalité de leur fonctionnement. Selon les partisans de la décroissance, l'augmentation de la production de biens et de services engendre une augmentation des dégâts causés à l'écosystème et au système climatique. Ils mettent en évidence que des ressources naturelles comme le pétrole, le cuivre et l'uranium

\* Chercheur au Gresea - Groupe d'études pour une stratégie économique alternative.

sont présentes en quantités limitées sur la Terre et que par conséquent, le fait d'accroître leur consommation ne fera qu'accélérer leur épuisement.

Le mouvement de la décroissance récuse que le produit intérieur brut voire l'Indice de développement humain constituent les principaux indicateurs de développement. Selon les partisans de la décroissance, ces données statistiques fort limitées ne portent que sur la seule sphère économique exprimée en termes monétaires mais perdent de vue la vie des individus et l'impact écologique des sociétés.

Dans le domaine de l'écologie, le mouvement de la décroissance utilise le concept d'empreinte écologique. Pour les décroissants, si tous les habitants du monde adoptaient le mode de vie en vigueur en Occident (Japon inclus), ils épuiseraient l'ensemble des ressources naturelles de la planète.

## Quatre hypothèses

La théorie de la décroissance soutenable s'appuie sur quatre hypothèses centrales<sup>1</sup>.

- Le fonctionnement des économies modernes est fortement dépendant de ressources épuisables dont la consommation s'accélère.
- La croissance du PIB a un impact écologique manifeste.
- La mesure de la richesse en termes de production de biens et services est aveugle à d'autres données qualitatives. La bonne santé des écosystèmes est aussi une richesse tout comme l'égalité, la démocratie ou les relations interpersonnelles.
- Les pays riches, dont le développement est essentiellement basé sur l'augmentation de la consommation, seraient oublieux de la dégradation de richesses plus essentielles (qualité de vie, de l'air, de l'eau,...) et minimiseraient les frustrations ressenties par les *have not* (tous ceux qui au Nord comme au Sud n'ont pas accès aux biens de consommation).

Attention : la décroissance soutenable ne constitue nullement pour ses partisans une finalité en soi. Il s'agit plus fondamentalement d'un chemin à emprunter pour que nos sociétés jouissent d'une qualité de vie supérieure et permettent aux générations futures d'en profiter à leur tour.

1. K. MAYUMI, «The Origins of Ecological Economics : The Bioeconomics of Georgescu-Roegen», Routledge, Londres, 2001.

De toute façon, on n'a pas le choix ! Les décroissants considèrent en effet que la décroissance s'imposera, tôt ou tard, vu la raréfaction des ressources naturelles et proposent donc d'anticiper cette échéance fatidique de manière à affecter le moins possible notre qualité de vie. La décroissance sera ainsi soutenable et permettra un respect maximal de notre environnement afin de ne pas entraver le développement humain *sensu lato*.

Finalement, rien de neuf sous le soleil depuis le Club de Rome et les invitations à la croissance zéro. Sinon... c'est l'Apocalypse....

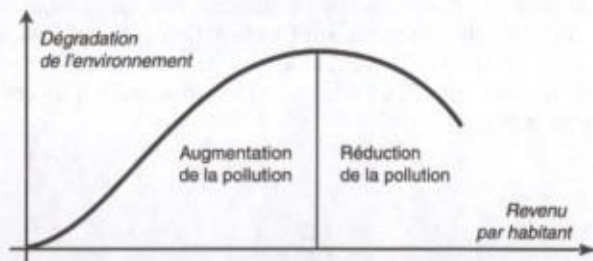
## Examen rationnel du dogme

Rapprocher les postulats de la Banque mondiale en ce qui concerne les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) avec l'activité de plaidoyer des décroissants serait de fort mauvais goût. Du moins si l'on envisage l'exercice du point de vue du contenu de ces propositions qui sont de fait fort divergentes. En revanche, du côté de la forme, on pointera certaines similitudes.

Alors qu'elles sont diamétralement opposées sur le plan politique, ces deux visions du monde se confondent dans un même zèle missionnaire à promouvoir LA seule option possible pour le plus grand bien du genre humain. Le citoyen lambda est dès lors sommé d'y croire. Exclut donc le raisonnement et l'argumentation ? Revenons à nos esprits car les faits s'avèrent plus complexes.

Les sociétés humaines, au fil de leur développement, sont-elles inexorablement vouées à se consumer ? C'est en gros la question à laquelle les théories de la décroissance nous renvoient. En cette matière, la courbe de Kuznets propose des constats divergents de ceux exposés par les décroissants.

### La courbe de Kuznets



Selon cette théorie, on peut repérer que beaucoup d'indicateurs de santé comme l'eau ou la pollution de l'air montrent une courbe en U inversé au début du développement économique. En début de modernisation (en fait, d'industrialisation), on se soucie peu de l'environnement et de la hausse de la pollution.

Après un certain seuil, lorsque l'économie parvient à répondre à certains besoins primaires, on se soucie davantage de la protection de la nature. D'où un renversement de tendances. La société consacre alors plus de moyens à la réduction de la pollution. Par ailleurs, l'augmentation de la productivité conduit les systèmes de production à utiliser moins de ressources pour créer une unité de PIB. Certains faits observés au cours de l'histoire semblent corroborer partiellement cette théorie. Ainsi, l'utilisation du dioxyde d'azote a fortement diminué avec les années. Il n'est cependant pas possible d'étendre ce type de constats à des éléments comportant un effet plus global sur l'environnement.

Il est vrai que la consommation d'énergie, l'utilisation du capital foncier et l'usage des ressources (ce que l'on appelle l'empreinte écologique) ne diminuent pas en proportion de l'augmentation du revenu. Par exemple, tandis que dans les pays riches le ratio énergie par unité de PIB diminue, la masse totale d'énergie consommée continue d'augmenter.

En outre, la qualité de l'eau douce et la fertilité des sols posent de plus en plus problème au Nord. En revanche, les courbes de Kuznets permettent de pointer des évolutions positives dans certains domaines comme la pollution de l'air. Par contre, l'augmentation du PIB *per capita* n'a pas permis de répondre à des questions aussi cruciales que le renouvellement des sols ou la biodiversité.

Cependant, on notera que ces faits n'invalident pas forcément cette théorie. C'est que l'échelle des courbes diffère selon le facteur étudié. Pour tel ou tel facteur polluant, il se pourrait que nous nous trouvions dans la partie ascendante de la courbe de Kuznets. Pour d'autres, nous sommes déjà entrés dans la pente descendante de la courbe. Pas de quoi pratiquer, pour autant, la politique de l'autruche car certaines mutations imposées à notre environnement sont irréversibles (ainsi, les modifications climatiques). Ceci dit, ce petit exercice de distanciation devrait permettre d'examiner les données concernant la croissance d'un œil à la fois critique et circonspect.

## La croissance : pas forcément un facteur de progrès !

Dans un rapport de mai 2006, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se montrait optimiste au sujet des économies africaines<sup>2</sup>. En soi, c'est déjà une nouvelle. Selon les experts de l'OCDE, l'Afrique ne se débrouillerait pas trop mal. Avec des taux de croissance de 5 % en 2004 et 2005. Embellie appelée à se confirmer au cours de l'année 2006 puisque l'OCDE prédisait une croissance de 5.8 % pour cette année.

A ce son de cloche étonnamment afrooptimiste a succédé un singulier bémol en provenance de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La CNUCED, dans son *Rapport 2005 sur le commerce et le développement*, met en exergue les faces cachées de la croissance en Afrique (en fait, dans les pays les moins avancés<sup>3</sup>). Un des points négatifs de la croissance retrouvée réside dans son incapacité à créer de l'emploi.

La CNUCED observe que la croissance économique tant vantée par les pontes (occidentaux) de l'OCDE n'a pas permis de réduire la pauvreté de façon significative ni d'augmenter le niveau de vie des populations au sein des pays les moins avancés, la croissance n'y contribuant pas à une sérieuse augmentation du taux d'emploi. Faute d'industries.

## Industrialisation en rade, progrès social au placard !

Les pays pauvres exportent pour l'essentiel des matières premières. Dès lors, quand la bourgeoisie de ces pays bénéficie d'une hausse du PIB,

2. OCDE - Centre de développement, «Perspectives économiques en Afrique, in *L'Observateur de l'OCDE*, n°249, mai 2006.
3. En 2000, le Conseil économique et social de l'ONU a retenu quatre critères pour déterminer la liste des PMA :
  - revenu par habitant basé sur une estimation moyenne du produit intérieur brut par habitant pendant trois années ; s'il est inférieur à 900 USD, le pays est retenu pour la qualification de PMA ;
  - retard dans le développement humain basé sur un indice composite incluant des indicateurs de santé, nutrition et scolarisation ;
  - vulnérabilité économique basée sur un indice composite incluant des indicateurs sur l'instabilité, la production et les exportations agricoles, le manque de diversification de la production, et le handicap d'être un petit pays ;
  - démographique : ne pas dépasser 75 millions d'habitants.

elle importe pour sa consommation des produits fabriqués dans le monde dit développé. Effet nul sur l'emploi local.

Pour remédier à ce gênant état de choses, la CNUCED avance que la seule méthode permettant de créer les conditions pour une croissance durable au Sud consiste à fabriquer des produits finis sur place afin de stimuler le taux d'emploi. En effet, la fabrication de produits manufacturés et leur exportation génèrent davantage de revenus que l'exportation de matières premières. Les pays africains producteurs de coton gagneraient donc à exporter des vêtements plutôt que du coton. Sur papier, c'est si simple.

Dans la réalité, c'est un rien plus compliqué. L'idéologie dominante est libre-échangiste. Et sa mise en œuvre à pas forcés a pour cadre l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce qui mine les efforts de décollage des nations pauvres. Explication économique par les «*industries naissantes*» – ce petit détour par les théories économiques examinant le phénomène de la dépendance est éclairant. «*Or (...) a été produit et répété un argument auquel on accorde souvent peu d'importance relative mais qui, interprété avec exigence, réintroduit dans l'univers libéral la considération de la structure, la relation de puissance et l'intérêt particulier de l'ensemble national par rapport à l'intérêt commun. C'est l'argument des industries naissantes* (ndlr : à protéger en tempérant le libre-échangisme)»<sup>4</sup>. Qu'est-ce à dire ? «*L'argument des industries naissantes (...) faisait éclater la logique libérale. (...) Il dénonce l'inégalité des structures industrielles qui s'est, en effet, montrée redoutable aux nations les moins pourvues*»<sup>5</sup>.

Inégalité des structures dont témoigne l'actuelle configuration du tissu productif dans les PMA. A côté des petites entreprises appartenant au secteur informel, on retrouve des filiales des multinationales hautement capitalistiques découplées du reste de l'économie et contribuant peu au développement.

Finalement, plus que la croissance, c'est le règne du tout au marché qu'il convient de passer au crible de la critique. Question de priorités, questions d'urgences aussi. La CNUCED entend, pour sa part, promouvoir le

4. F. PERROUX, *Indépendance de la nation*, Union Générale d'Éditions, Paris, 1969, p. 13.

5. *Ibid.*, p. 5. En clair, l'argument des «*industries naissantes*» part du constat factuel que plus un pays est développé, plus il produit, et que plus il produit, plus il bénéficie de rendements d'échelle. Face à cela, les industries naissantes du Tiers-monde ne sont pas concurrentielles car leurs coûts unitaires sont plus élevés. Il faut les protéger au décollage

développement à l'avenir de deux secteurs, l'industrie et les services qui auront la mission d'absorber les nouveaux citadins, exilés du monde rural. C'est que l'agriculture subit un déclin au sein des PMA. Les exploitations sont de très petite taille et le matériel est peu performant. Dans de telles conditions, nul ne s'en étonnera : la productivité agricole n'a pas augmenté.

Au contraire, au cours des vingt dernières années, elle a diminué de 9 %. Les paysans sans terre partent vers les villes où l'industrie a réduit son activité (pas assez compétitive vis-à-vis des importations). C'est ce qui explique l'augmentation constante du chômage et l'explosion de la pauvreté. De plus, dans les pays les moins avancés, le secteur des services est encore peu développé. Et puisque les ruraux représentent quelques 70 % de la population de ces pays, leur exode vers les villes sera évidemment lourd de conséquences. Un séisme à côté duquel notre XIX<sup>e</sup> siècle risque de passer pour un épiphénomène. En cause, au Sud, un manque de PME, le déclin du secteur industriel et une absence de relais du côté du secteur tertiaire. La critique du productivisme vue à travers le prisme de la décroissance passe à côté de cette donnée.

Les profits des uns sont synonymes de productivisme au Nord (avec effets collatéraux sur le volume de l'emploi) et au Sud de destruction des industries nationales. Dans ces conditions, critiquer la croissance (et non le modèle de croissance), c'est s'en prendre, comparaison usée jusqu'à la corde, au thermomètre. C'est que sciemment ou non (au fond, peu importe), la décroissance apparaît comme une idéologie d'accompagnement du déclin de la croissance économique. Tout se passe comme si constatant que la croissance est en berne, les décroissants nous recommandaient de faire contre mauvaise fortune bon cœur. En lieu et place de produire une critique du capitalisme réellement existant. La décroissance a déjà eu lieu !

Le 15 novembre 2005, en réponse à une autre lettre datée du 8 novembre et signée par 62 entreprises multinationales, le *Financial Times* publiait une lettre ouverte<sup>6</sup> que quelque 150 personnalités et mouvements sociaux du monde entier (dont plus de la moitié du Tiers-monde) adressaient aux gouvernements qui allaient se réunir à Hong Kong pour un énième sommet de l'OMC, un énième bras de fer Nord-Sud autour de la libéralisation/marchandisation intégrale des économies de tous les pays du monde. Les signataires de l'appel du *FT* dénoncent notamment comme inexact un argument défendu par lesdites multinationales et leurs

6. Cette lettre de réponse, qui n'existait qu'en anglais et en espagnol, a été traduite par le GRESEA. Pour plus d'informations, visitez le site [www.gresea.be](http://www.gresea.be).

porte-voix selon lesquels la libéralisation mondiale du commerce serait «*un stimulant puissant pour la croissance économique mondiale, la création d'emploi et un plus grand choix pour les consommateurs*».

En effet, un rapport émanant du *Center for Economic Policy Research (CEPR)*<sup>7</sup> compare la moyenne des taux de croissance dans 175 pays entre 1960-1979 et 1980-2000 en les répartissant en cinq groupes selon leur revenu par habitant au début de chacune des périodes. Dans les quatre groupes de tête, les taux de croissance moyens chutent de plus de moitié, passant de moyennes comprises entre 2.4 et 3.1 % pendant la période 1960-1979 à des moyennes oscillant entre 0.7 et 1.3 % pendant la période 1980-2000. Seul le taux du groupe correspondant aux produits intérieurs bruts par habitant les plus bas a faiblement augmenté, passant de 1.7 à 1.8 %, alors que ce groupe inclut la Chine et l'Inde.

Les chiffres émanant de l'Organisation internationale du travail expriment la même réalité : la croissance moyenne du PIB par habitant a chuté de 3.6 % en 1961 à 1 % en 2003<sup>8</sup>.

L'Amérique latine a connu les revers de fortune les plus dramatiques. Entre 1960 et 1979, la croissance totale dans la région a augmenté de plus de 80 %, soit une croissance annuelle moyenne de 4 %. Cette même croissance s'est réduite à 11% pour la période 1980-2000 et à 3 % pour 2000-2005. Il s'agit des pires performances économiques de l'histoire contemporaine de l'Amérique latine, même en incluant la grande dépression des années 1920-30.

Les entreprises mondiales motrices prétendent que la libéralisation future du commerce serait à même de renverser cette tendance. En réalité durant les vingt-cinq dernières années, sous l'impulsion de quelques quatre-vingt programmes du Fonds monétaire international, l'Amérique latine a déjà entrepris une libéralisation générale et globale du commerce des biens et des services sous-tendue par une privatisation totale des entreprises publiques. Entre 1980 et 2000, période de libéralisation accrue du commerce, la contribution moyenne de ce dernier au produit intérieur brut est passée de 40 à presque 60 %. Et la croissance n'a tout simplement pas suivi.

7. CEPR, «Tableau comparatif du développement : 26 années de diminution du progrès», septembre 2005, [www.cepr.net](http://www.cepr.net).

8. OIT, «Une globalisation juste», Commission mondiale sur les dimensions sociales de la mondialisation, 2004.



Un second argument des multinationales consiste à faire valoir que la libéralisation du commerce conduira inévitablement à des créations d'emplois supplémentaires. Si nous scrutons le résultat des recherches menées par le *CEPR*, entre 1990 et 2002, le chômage a augmenté dans 7 des 9 régions. En Asie du Sud-Est, le taux de chômage a presque doublé, passant de 3.6 % en 1990 à 6.5 % en 2002. De façon similaire, pendant cette période, le chômage s'est accru de presque 50 % en Amérique latine. Et même en Asie orientale, région qui inclut la Chine, le chômage a presque doublé, passant de 3.6 % en 1990 à 6.5 % en 2002. Par ailleurs, bien que les 200 plus grandes entreprises multinationales comptent pour un quart de l'activité économique mondiale, elles emploient moins de 1 % de la force de travail globale.

## Travail, capital et nature

Sous-emploi et taux de croissance déprimé n'ont en rien été synonymes jusqu'à présent de préservation de l'environnement, qu'on se le dise ! Ce qu'il conviendrait de remettre davantage en cause, c'est l'aveuglement libre-échangiste qui conduit à « booster » la profitabilité des entreprises transnationales. La montée du commerce au niveau mondial (transferts de propriétés et échange de marchandises) pourrait également s'intituler extension de la sphère de circulation du capital. Cette extension n'implique en rien une diversification et une amélioration des productions. Mais un gonflement des profits et... des capitaux.

En fait, 49 des 62 entreprises qui ont signé la lettre précitée du 8 novembre priant les gouvernements de libéraliser davantage le commerce mondial sont reprises dans le *Forbes 2000* qui évalue leurs profits combinés à 109.29 milliards de dollars et leur valeur boursière totale à 2 180.5 milliards de dollars.

Au passage, joli décalage entre les performances réelles de ces sociétés et le cours de leurs actions. Situation intenable car elle n'est en rien porteuse d'innovations dans la sphère réelle de l'économie. En fin de compte, n'y aurait-il pas lieu de réintroduire le souci environnementaliste à l'intérieur d'une critique anticapitaliste conséquente ? L'amélioration de la productivité en lien avec l'investissement productif pourrait contribuer à réduire l'empreinte écologique de nos sociétés. C'est ainsi que le Département de l'énergie américain prévoit une diminution de l'intensité énergétique mondiale de 1.8 % par an sur la période 2003-2030<sup>9</sup>. Cette hypothèse contredit la prévision postulant une corrélation directe entre augmentation de la consommation d'énergie et croissance de la production.

9. *International Energy Outlook 2006*, p. 15.

A vrai dire, les économies développées sont en voie de tertiarisation depuis une vingtaine d'années. Là où le bât blesse, c'est une fois de plus au Sud. Quelques chiffres résument fort bien la situation. Dans le Tiers-monde, une armée de réserve a vu ses effectifs surabonder car «*la productivité (y) augmente plus vite que les salaires de 50 %*»<sup>10</sup>. La décision d'investissement dans le Sud repose donc essentiellement sur le critère «*coût de la main d'œuvre*». Ce qui provoque un dévoiement de la définition de la productivité. «*La croissance de la productivité baisse, surtout dans l'industrie. La mondialisation a certes permis une formidable baisse des salaires. Le capitalisme et ses porte-parole la nomment hausse de productivité parce qu'ils appellent ainsi toute hausse des profits par rapport au capital avancé. Mais la mondialisation a permis cette hausse des profits par augmentation de la plus-value sous sa forme absolue, c'est-à-dire sans guère de machinerie plus perfectionnée ni emplois supplémentaires, sans investissement de productivité, si ce n'est le coût des délocalisations*»<sup>11</sup>.

La main d'œuvre surexploitée, jolie cible pour les partisans d'un mieux-vivre planétaire ! Car ce travail acheté à vil prix, c'est celui qu'on peut employer dans les procès de fabrication les moins innovants et donc les moins économes en énergie. Dans cette configuration des rapports de forces entre le capital et le travail, le profit se faisant fondamentalement sur une rémunération à la baisse du facteur travail, il n'est, en effet, nul besoin d'améliorer les systèmes de production pour augmenter la part des profits.

Même au Nord, ce type de pratiques gagne du terrain. Tant pis pour l'environnement. Le CEPR estimait dans un communiqué de presse du 20 novembre 2006 que si «*l'Europe adoptait les pratiques US et augmentait son temps de travail annuel au niveau de celui des Etats-Unis, (...) elle consommerait 30 % d'énergie en plus*»<sup>12</sup>. Pour mémoire, les salaires horaires sont notoirement plus élevés sur le vieux continent qu'au pays de l'oncle Sam.

Par conséquent, on pointera donc une dimension occultée par les tenants de la décroissance : les tendances du capitalisme contemporain à toujours moins satisfaire les besoins collectifs (cf. les privatisations et

10. François HOUTART, *Dé légitimer le capitalisme - Reconstruire l'espérance*, Ed. Colophon, Bruxelles, 2005, p. 22.

11. Tom THOMAS, *La crise chronique du capitalisme*, Ed. Contradictions, Bruxelles, 2004, p. 126.

12. CEPR, Long US Work Hours Are Bad for the Environment, Study Shows, novembre 2006 - traduction libre de l'auteur.

le lot d'exclusions qu'elles génèrent), à négliger l'investissement socialement et écologiquement utiles et à lui préférer le travail acheté à vil prix. En clair, la proposition d'alternatives aux modèles actuels d'accumulation gagnerait à moins se centrer sur la croissance (qui n'est jamais en soi qu'un indicateur statistique) et au contraire à privilégier l'identification des lacunes inhérentes à un fonctionnement économique basé avant tout sur le caractère privé tant de l'accumulation des richesses que du contrôle des moyens de production.

## Quand la croissance n'est pas synonyme de progrès

La dénonciation des caractéristiques destructrices et entropiques du système économique globalisé et de la modernité en général doit-elle nous amener à passer le progrès social par pertes et profits ? *Has been, le progrès ?* En cette matière (comme en d'autres), le risque est grand de voir des intellectuels (occidentaux pour la plupart) négliger les aspirations à un mieux-être du milliard d'Africains en proie à une mortalité infantile de 89 ‰, soit près de vingt fois le score de la Belgique dans le domaine (4.62 ‰)<sup>13</sup>.

Pour se convaincre que la remise en cause du progrès social comme objectif fondamental assigné aux politiques de développement s'avère pour le moins malvenue, mentionnons seulement que *«l'écart entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres du monde s'élargit, en raison d'une stagnation du développement humain en Afrique subsaharienne (...)*»<sup>14</sup>. Ne pourrait-on pas au contraire remobiliser le progrès social comme prisme essentiel de décodage des rapports entre économie et société ? Dans ces conditions, serait-il *in fine* possible de jouer le progrès contre la croissance ?

Des éléments semblent plaider en ce sens. Illustration au moyen d'une analyse critique du plaidoyer du FMI et de la Banque mondiale en faveur des investissements des multinationales dans le Tiers-monde, l'investissement direct étranger (IDE)<sup>15</sup>.

13. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2006.

14. PNUD, *ibidem*.

15. Concernant les investissements directs étrangers, nous nous sommes tout particulièrement appuyés sur l'article «Les investissements directs étrangers» rédigé en octobre 2003 par René De Schutter pour la revue *Liaison Energie - Francophonie*.

## IDE, PIB, croissance et poudre aux yeux...

La vulgate néolibérale insiste sur la nécessité d'ouvrir les espaces économiques nationaux aux flux d'investissement étrangers afin de stimuler la croissance du PIB. C'est dans cette optique que la Banque mondiale consacrait son rapport 2003 intitulé *Global Economic Prospects and the Developing Countries* au thème alléchant : «investir pour ne pas 'louper' les occasions de la mondialisation»<sup>16</sup>. L'entièreté du rapport décrivait les conditions nécessaires à la création d'un «climat» favorable aux investissements. En théorie, le rapport visait tous les investissements, qu'ils soient d'origine interne ou externe. En réalité, la consigne de la Banque mondiale aux nations prolétaires consistait surtout en un vibrant plaidoyer en faveur de la libre circulation des investissements étrangers. Evidente, l'équation «laisser faire, laisser passer = renforcement de la croissance» ? Pas si sûr...

Pour s'en convaincre, posons-nous de manière abrupte la question de la signification concrète d'un point de vue socio-économique des flux d'IDE pour un pays en voie de développement. Pour prendre un exemple classique, on ne peut en effet tenir pour équivalentes la création par une entreprise étrangère d'une toute nouvelle entité de production créant des emplois nouveaux et augmentant le potentiel industriel d'une nation et le rachat par une compagnie transnationale d'une entreprise publique faisant l'objet d'une privatisation. Car dans ce dernier cas de figure, le rachat par une entreprise étrangère peut aboutir à des diminutions d'emploi, voire carrément à une suppression d'activité ! Dans les deux cas, il s'agit pourtant d'un IDE<sup>17</sup>. Du pareil au même au niveau comptable.

Ainsi, l'essentiel du chiffre élevé d'IDE<sup>18</sup> en Afrique en 2001 (9 milliards de dollars) provient de la République d'Afrique du Sud et s'explique quasi uniquement par le transfert de propriété de la société diamantaire DeBeers à son *holding* luxembourgeois... Bien entendu, nous ferons remarquer que si, à coup sûr, cette opération a induit un changement majeur dans le fonctionnement interne de la DeBeers, on ne peut évidemment pas en dire de même pour l'Afrique du Sud et encore moins pour l'Afrique subsaharienne prise dans son ensemble !

16. Traduction libre du titre officiel *Investing to Unlock Global opportunities 2003 - Global Economic Prospects and the Developing Countries*, Banque mondiale, 2003, p. 219.

17. A ce sujet, il est fort instructif que la CNUCED et la Banque mondiale expliquent la diminution des IDE vers les pays en développement par le fait que les privatisations se font plus rares, tout ce qui pouvait être privatisé étant déjà passé entre les mains des acteurs privés.

18. *World Investment Report 2001*, CNUCED, juillet 2001.

Mais pourquoi les IDE, un ressort important à ce qu'il paraît de la croissance au Sud, peuvent-ils entraîner un accroissement du PIB, dûment enregistré comme une recette par les comptabilités nationales, alors qu'il n'en résultera aucune amélioration ni de la qualité de vie des populations ni des capacités productives de la nation ? La réponse à cette question nécessite que nous nous interrogiions sur les limites inhérentes au PIB comme indicateur de référence en matière de développement des collectivités humaines.

## PIB : à manipuler avec précaution

Comme nous l'avons vu avec l'exemple des IDE, pour qu'une activité économique soit intégrée dans le PIB, il faut qu'elle donne lieu à un flux monétaire, un échange marchand<sup>19</sup>. Ceci est logique dans la mesure où le PIB est une estimation de la production globale à travers la somme des valeurs ajoutées pour une époque et un territoire donnés.

Il s'en suit qu'un certain nombre d'activités productives de valeurs d'usage ne sont pas intégrées dans le calcul du PIB (qui par contre, inclut les salaires des fonctionnaires comme si ces derniers représentaient – et c'est inacceptable d'un point de vue théorique et pratique – un coût pur) puisqu'elles ne donnent pas lieu à un échange monétaire et marchand. Ainsi en va-t-il du secteur informel et de l'ensemble des productions domestiques pourtant, dans bien des cas, essentielles au bien-être collectif. *De facto*, on constatera que l'addition de flux monétaires ne renseigne que très peu sur le caractère socialement souhaitable des productions ayant donné lieu à échange. Par conséquent, les décroissants concluent à bon droit que le PIB et son taux de croissance ne constituent pas par définition des indicateurs normatifs à maximiser au titre d'une stratégie de développement. A moins de décréter *urbi et orbi* que sont satisfaites, échange marchand oblige, les conditions de la concurrence pure et parfaite (atomicité, libre entrée des opérateurs sur le marché, divisibilité et homogénéité des produits échangés, information parfaite et mobilité des facteurs de production), improbable cas de figure qui n'existe, au demeurant, que dans les manuels d'économie politique.

De plus, en additionnant aveuglément des valeurs ajoutées, le calcul du PIB ne permet pas d'établir un distinguo entre les productions à caractère final (dont les objectifs sont poursuivis pour eux-mêmes en vue de dégager un supplément de satisfaction) et activités à caractère intermé-

19. Pour la rédaction de ces lignes, nous avons emprunté l'essentiel de l'argumentaire à Christian COMELIAU, *La croissance ou le progrès - Croissance, décroissance et développement durable*, Seuil, collection Economie humaine, Paris, 2006, pp. 44-51.

diaire (dont un des buts pourrait consister à atténuer une insatisfaction résultant de la mise en œuvre de la production « ailleurs » dans l'économie). Voilà pourquoi on ne trouve nulle trace dans le PIB de l'apport, par exemple, des réseaux de solidarité intra-familiale (fondamentaux en Afrique notamment) alors qu'une activité de dépollution sera, pour sa part, enregistrée.

Concluons-en avec Christian Comeliau<sup>20</sup> « *qu'un supplément de production n'est nullement en soi le seul moyen d'atteindre une satisfaction accrue dans la collectivité, non seulement à cause de la nature des biens concernés, mais aussi parce qu'un réagencement (institutionnel ou spatial) des mêmes quantités peut parfois permettre un supplément de satisfaction et surtout parce que la collectivité peut poursuivre d'autres objectifs (de justice sociale, par exemple) qui n'impliquent pas nécessairement accroissement de production* ». Ainsi, par exemple, la réduction des inégalités dans la répartition des revenus comme objectif politique pourrait-elle s'accompagner, selon Comeliau, d'une moindre productivité des facteurs de production et à tout le moins d'une « désintensification » du travail par exemple.

De la remise en cause par les décroissants du caractère exclusivement monétaire des agrégats retenus pour le calcul de la production à la remise en question du caractère strictement quantitatif de l'estimation du bien-être, il devient limpide que c'est la place assignée au marché dans la (non)régulation contemporaine de l'économie qui pose problème. Problème qui n'est pas que théorique<sup>21</sup>, loin de là. Retour au Sud...

## Imbuvable marché, socialisation et décroissance

En 1977, lors de la première Conférence des Nations Unies sur l'eau, l'accès à l'eau potable est reconnu comme un des droits humains fondamentaux. Aujourd'hui, on peut juste constater qu'il y a loin de la coupe (théorique, juridique et droit de l'homme) aux lèvres des consommateurs bien réels... Par exemple, ceux de Cochabamba, la troisième ville de Bolivie.

20. *Op. cit.*, p. 45.

21. Les « alterdénoncateurs » de la religion du marché prévalant au sein des organisations internationales en tant que religion consulteront avec utilité les écrits d'un philosophe allemand qui, en son temps, écrivait : « *Il n'est venu à l'idée d'aucun de ces philosophes de se demander quel était le lien entre la philosophie allemande et la réalité allemande, le lien entre leur critique et leur propre milieu matériel* » (Karl MARX, *L'idéologie allemande*, rééd. trad. fr. Editions sociales, Paris, 1962, p. 25).

A Cochabamba, la distribution et l'assainissement de l'eau ont été privatisés en 1999 au profit du groupe Aguas del Tunari. C'était une condition *sine qua non* à l'octroi d'un prêt par la Banque mondiale au gouvernement bolivien. Résultat des courses : le prix de l'eau a doublé peu de temps après la privatisation. Evidemment, les citoyens de Cochabamba se sont mobilisés massivement. Si massivement qu'en 2000 le gouvernement bolivien a en fin de compte cédé. La municipalité de Cochabamba redevenait l'unique opérateur (public) pour la distribution de l'eau.

Récapitulons du point de vue du PIB et des institutions financières internationales : lorsque la municipalité de Cochabamba a privatisé la distribution de l'eau au profit d'une multinationale, c'était un investissement direct étranger, une entrée de capitaux, bon ça ! Peu importe que peu de temps après, le prix de l'eau double. Dans un triple contexte d'échange marchand généralisé, de capitalisme non régulé et de monopole privé, l'affaire était pourtant courue d'avance.

Triste vérité d'évidence sur laquelle vient s'échouer le radeau de la critique décroissante. Car remettre en cause la validité d'un capricieux indicateur – censé, avec bien des imperfections, mesurer les écarts de production dans le temps – n'est que d'un faible secours pour les habitants de Cochabamba qui, en guise de qualité de vie, veulent d'abord (qu'on leur pardonne !) boire et manger comme des êtres humains. Pas du luxe ! Et ils n'attendent pas pour le faire qu'au Nord, on se décide à vivre autrement. Ceci dit sans vouloir offenser nos amis décroissants !

En revanche, les habitants de Cochabamba entrevoient d'un bon œil toute forme de «réagencement institutionnel» (comme par exemple, la municipalisation de l'eau) leur permettant de subvenir à leurs besoins. Ce qui passe entre autres choses par l'achat de quantités d'eau identiques à des prix raisonnables, donc moins intéressants pour le marché, Aguas del Tunari et le PIB. Situation cocasse : les habitants de Cochabamba en deviendraient presque décroissants sans le savoir.

Alors, convertis, les Indiens ? A condition que les décroissants mettent de l'eau dans leur vin. Si les Cochabambinos se retrouvent alignés sur la même position que les décroissants, c'est tout simplement parce que leurs besoins fondamentaux en eau (décrits comme un droit humain fondamental par la communauté internationale) appellent une solution économique leur garantissant les prix les plus bas possibles, ce qui suppose une intervention des pouvoirs publics en vue de subsidier la production.

Cela s'appelle la socialisation. Et évidemment, elle n'est pas du tout inscrite dans les gènes du capitalisme. Ce dernier, au contraire, vise l'accumulation permanente, précisément la croissance sans fin dénoncée par les décroissants. Cette obligation de fonctionnement contraint le capitalisme à chercher sans cesse de nouveaux marchés à exploiter et de nouvelles productions à valoriser. A l'opposé, dans le cadre de la socialisation, les entreprises ne sont plus dirigées afin de dégager le profit maximum mais de façon à rencontrer l'intérêt commun de l'entreprise, de ses travailleurs et des consommateurs de la production finale. En ce sens, toute socialisation rencontre *de facto* les prescrits des décroissants puisqu'elle sort des paquets de production de la sphère de l'échange marchand. Donc de l'accumulation. En clair, plus un système économique est socialisé, moins il est, par définition, tenté de vouloir croître à l'infini.

Conséquence ultime : la décroissance ne peut s'obtenir pour elle-même sans médiation. Mais au contraire incidemment, au titre des conséquences inévitables d'une vigoureuse politique de socialisation conçue comme le vecteur indispensable à la promotion du progrès social et de son corollaire, l'égalité<sup>22</sup>.

Pour terminer, citons une dernière fois Christian Comelieu : *«la maximisation du taux de croissance globale, mesurée en termes de PIB ou de revenu national, ne peut pas et ne doit pas constituer le critère principal de progrès des sociétés. Elle est cependant aujourd'hui – et restera sans doute pour un temps non négligeable – un élément important de ce progrès, et donc de beaucoup de stratégies de développement»*<sup>23</sup>. Les habitants de Cochabamba ne mettront pas tous les décroissants dans le même panier !

22. Sinon des parts, du moins des rapports pour paraphraser Claude Levi-Strauss.

23. *Op. cit.*, p. 290.



# **La croissance, cela ne se mange pas !**

## De la place de la croissance dans les stratégies de développement

Frédéric Lapeyre\*

Il y a actuellement une contre-offensive intellectuelle de grande ampleur visant à renforcer le dispositif de justification du projet néolibéral d'intégration à l'économie mondialisée à partir de l'idée de l'existence d'un enchaînement vertueux libéralisation, croissance et réduction de la pauvreté<sup>1</sup>. Cet enchaînement justifierait le versant prescriptif du discours dominant, et notamment la place centrale de la croissance dans les stratégies de développement. La priorité déclarée, c'est désormais qu'il y ait moins de pauvres. Il ne peut exister d'objectif plus consensuel que celui là, mais il n'est invoqué que pour justifier des politiques axées sur la seule promotion des conditions de la croissance et pour éviter toute politique volontariste de nature redistributive qui pourrait, assure-t-on, mettre en péril «les conditions» de la croissance.

C'est pourquoi la question des inégalités qui était au cœur des débats sur la réduction de la pauvreté dans les années 1970 est trente ans plus tard la grande absente des Objectifs du Millénaire pour le Développement, cette grande initiative réformatrice de la Communauté

\* Institut d'Etudes du Développement – Université Catholique de Louvain.

1. F. LAPEYRE, «Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté», dans Comélieau C. (dir.), *Le défi social du développement*, Khartala, Paris, 2006.

internationale pour tenter de donner une dimension humaine à la mondialisation. Plus grave encore, le glissement des politiques de développement vers des politiques de «*lutte contre la pauvreté*» permet d'écarter toute réflexion critique liée à la redistribution et aux modèles de croissance et de réaffirmer le caractère central de l'objectif de croissance dans la formulation des politiques de développement, car comme le soutient haut et fort le discours dominant «*la croissance est bonne pour les pauvres*»<sup>2</sup>. *The Economist* va même plus loin lors d'un numéro dont la couverture portait le titre provocateur : «*Est-ce que les inégalités ont de l'importance ?*»<sup>3</sup>. Dans son éditorial, on trouvait une attaque frontale à propos de toutes tentations régulatrices face à la montée des inégalités, car des mécanismes de contrôle social sur l'accumulation pourraient affecter la vitalité de l'économie mondiale. Le contrôle des flux de capitaux, la régulation du marché du travail, les systèmes de protection sociale étendus ou encore une fiscalité lourde sur les plus riches sont présentés comme autant d'éléments qui sapent les bases de la croissance et qui condamnent les pauvres à leur sort. Il n'y a désormais plus qu'une voie possible pour le développement, celle qui consiste à saisir les opportunités offertes par l'économie mondialisée pour accélérer la croissance.

La négation de la pluralité des possibles paralyse le débat sur la question de la rationalité d'ensemble de la mondialisation néolibérale en cours. L'idée de convergence inévitable et désirable dans le cadre de processus d'intégration signifie qu'il n'y a plus de facteurs «raisonnables» de conflits – entre régions ou entre groupes sociaux – sur la nature du projet de développement à mettre en œuvre. Celui-ci s'impose de lui-même à travers le processus de mondialisation et se traduit par une logique d'adaptation permanente aux normes de l'économie mondialisée en termes de compétitivité, flexibilité et employabilité. Telle est l'utopie globalitaire du discours néolibéral sur la mondialisation qui s'impose au début des années 1990<sup>4</sup>.

L'enjeu fondamental de la déconstruction de la doctrine dominante est de problématiser la question du lien entre croissance et développement. Si les fruits de la croissance sont répartis équitablement et si celle-ci bénéficie aux pauvres alors on peut justifier une politique centrée sur la promotion de la croissance. Si par contre les pauvres sont exclus des effets

2. F. LAPEYRE, «La mondialisation néolibérale face à la question des inégalités et de la pauvreté», *Critique économique*, n°11, 2003.
3. *Economist (the)*, «Does Inequality Matter?», 16 juin 2001, p.11.
4. J-P. PEEMANS, «L'utopie globalitaire», *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 5, 1996.

bénéfiques de la croissance ou en profitent proportionnellement peu et moins, alors il faut réincorporer l'objectif de croissance dans une stratégie intégrée de développement et le conditionner à l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations. La croissance ne serait alors qu'une composante parmi d'autres de la stratégie de développement au même titre que la création d'emplois productifs, la distribution plus équitable du revenu, la protection sociale et la satisfaction des besoins essentiels matériels et immatériels.

## La relation entre croissance et développement

Dans le cadre de la formulation des OMD, on ne peut que déplorer le manque de prise en considération des enseignements tirés dans les années 1970 de la persistance, voire de l'aggravation, de l'extrême pauvreté et des inégalités dans les pays en développement<sup>5</sup>. La perception alors dominante que la croissance avait été inégale et sans effet du point de vue de l'amélioration du sort des plus démunis, s'était traduite par un vaste effort de réflexion visant à problématiser et à enrichir le concept de développement mais aussi à le distancier du concept de croissance. Le courant de la modernisation pragmatique – fortement influencé par la pensée social-démocrate et néo-keynésienne – reconnaissait, d'une part, l'existence d'importants problèmes structurels qui affectaient les pays du Sud et, d'autre part, que la croissance en tant que telle ne pouvait résoudre ces grands problèmes et qu'au contraire elle pouvait même les aggraver. Dans ce cadre, la priorité était donnée aux relations entre croissance économique et distribution des revenus, c'est-à-dire à la question du modèle de croissance, et aussi à la création d'emplois et à la satisfaction des besoins essentiels des masses.

La perception par toute une catégorie de spécialistes du développement que la croissance avait été inégale et sans effets du point de vue de l'amélioration du sort des plus démunis, s'est traduite par le développement d'un nouveau courant de pensée qui va mettre en avant le concept de mal-développement. Celui-ci était défini comme la résultante de la croissance par inégalité qu'avaient privilégiée la plupart des pays du tiers-monde en adoptant une voie de développement mimétique par rapport à celle des pays maintenant développés. La croissance rapide avait conduit à l'émergence d'enclaves de production modernes bénéficiant à une élite au style de vie et de consommation occidentalisé, et à la marginalisation du reste de la population. Il s'ensuivit une croissance per-

5. F. LAPEYRE, «Objectifs du millénaire pour le développement : outil de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales», *Alternative Sud*, Vol. 13, n°1, 2006.

verse basée sur l'importation et la production de produits de luxe pour le marché intérieur, alors même que la majorité de la population n'avait pas accès aux biens essentiels dont le secteur était sous-développé faute de demande solvable<sup>6</sup>.

Ce constat va être à l'origine de la multiplication des travaux afin de définir de nouvelles stratégies de développement visant à améliorer les conditions de vie et de travail des populations et, en premier lieu, des plus pauvres. Dans le cadre du Programme mondial pour l'emploi mis en place au BIT, de nombreuses recherches ont été menées à partir de missions de terrain afin de définir des stratégies orientées vers l'emploi dans lesquelles celui-ci ne serait pas une variable dépendante des choix de politiques de développement mais serait au contraire au cœur même du processus de formulation des politiques<sup>7</sup>. C'est à partir de ces travaux que seront développées au sein des organisations internationales des stratégies centrées sur la «*redistribution avec croissance*» et les «*besoins essentiels*»<sup>8</sup>.

Dans les années 1970, les critiques radicales de la théorie de la croissance ont aussi défendu l'idée d'un découplage plus grand entre sphère d'accumulation et sphère de développement car le développement apparaissait avoir pour elles, non pas pour objectif l'accumulation du capital, mais bien la satisfaction des besoins élémentaires de l'homme – qu'ils soient matériels ou immatériels. Toute cette école de pensée était caractérisée par une interprétation radicale de l'approche en termes de besoins essentiels. Celle-ci se traduisait par une vision fortement participative au projet de développement, selon laquelle les réformes quant à l'accès aux ressources, les politiques redistributives et les autres changements structurels devaient permettre aux pauvres de prendre le contrôle de leur propre développement et de définir eux-mêmes leurs besoins et les moyens de les satisfaire.

Au début des années 1980, avec la crise de l'endettement au Sud et la contre-révolution néolibérale au Nord, la dimension sociale et la réflexion critique sur la croissance ont de nouveau quasi disparu de la formulation des politiques de développement. Les programmes d'ajustement structurel étaient dominés par les objectifs de rééquilibrages macro-écono-

6. Dag Hammarskjöld Foundation, *What now? Another development*, Uppsala, 1975.

7. BIT, *Employment, incomes and equality : A strategy for increasing productive employment in Kenya*, Genève, 1972 ; *Meeting basic needs : Strategies for eradicating mass poverty and unemployment*, Genève, 1976.

8. H. CHENERY *et al.*, *Redistribution with growth*, Oxford University Press, 1974.

miques et de transformations micro-économiques afin de créer un environnement favorable aux forces de marché dorénavant vues comme les moteurs de la croissance et d'une voie «rationnelle» de développement. Puis dans les années 1990, l'idéologie de la croissance à travers l'intégration s'est affirmée comme la grille de lecture hégémonique des restructurations en cours à l'échelle mondiale et de leurs enjeux. Les restructurations des conditions de l'accumulation ont été facilitées par le discours dominant qui est marqué par sa très forte fonctionnalité par rapport aux nouvelles exigences du système capitaliste. Or la légitimité de ce discours sur la mondialisation et de son versant prescriptif – programmes d'ajustement structurel visant à remplir les conditions d'une intégration avantageuse dans l'économie mondialisée – repose sur le dynamisme de l'économie capitaliste mondialisée.

## La croissance est bonne pour les pauvres...

Après une longue période de désintérêt au sujet de la relation entre croissance et pauvreté, on a toutefois assisté dans les années 1990 à une multiplication des travaux portant sur la question de savoir si les pauvres bénéficiaient ou pas des fruits de la croissance et dans quelle proportion en comparaison aux autres groupes de la société. Nous nous concentrerons ici sur la contre-offensive intellectuelle récente visant à renforcer le dispositif de justification du projet néolibéral d'intégration au marché mondialisé à partir de la démonstration de deux relations positives entre, d'une part, croissance et pauvreté et, d'autre part, libéralisation et croissance. Ces travaux tendent alors à mettre en avant l'existence d'un enchaînement vertueux libéralisation, croissance et réduction de la pauvreté qui justifierait le versant prescriptif du discours dominant, et notamment la place centrale des politiques de libéralisation dans les politiques d'ajustement structurel.

L'article emblématique de cette contre-offensive intellectuelle est celui de Dollar et Kraay en 2000<sup>9</sup>. Les auteurs vont fournir tous les éléments de justification nécessaires à la Banque mondiale pour continuer à pousser les pays en développement à mettre en œuvre les politiques d'intégration au marché mondialisé. Le principal résultat de l'analyse empirique de Dollar et Kraay est une forte corrélation entre le revenu des pauvres et le taux de croissance général. Ces résultats sont présentés comme une réponse aux objections formulées par les mouvements critiques de la mondialisation qui remettent en cause la distribution des gains de la

9. D. DOLLAR et A. KRAAY, «Growth is good for the poor», *Policy Research Working Paper*, n° 2587, World Bank, Washington, 2000.

croissance et la suprématie de l'objectif de croissance dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Ravallion<sup>10</sup> nuance toutefois fortement l'hypothèse de retombées positives de la croissance sur les pauvres qui seraient dans les faits loin d'être aussi automatiques que postulé dans les résultats de Dollar et Kraay. Ainsi, la distribution initiale du revenu, plus ou moins inégalitaire, et les politiques de promotion de la croissance, plus ou moins redistributives, vont jouer un rôle déterminant en ce qui concerne les retombées des fruits de la croissance pour les pauvres<sup>11</sup>. Ravallion montre dans ce cadre que le taux médian de baisse de la proportion de la population vivant avec moins de 1 \$ par jour était de 1.3 % par an dans les pays qui avaient connu une hausse moyenne du revenu par tête et une augmentation des inégalités alors que cette baisse atteignait près de 10 % parmi les pays qui avaient connu à la fois une croissance de leur revenu par tête et une réduction des inégalités.

Mais Dollar et Kraay insistent sur le fait qu'il faudrait une situation vraiment exceptionnelle et fortement improbable pour que les pauvres soient complètement privés des fruits de la croissance. Excepté ce cas très hypothétique de distribution du revenu, les pauvres bénéficient toujours au moins en partie de la croissance du PIB par tête : leur revenu augmente en valeur absolue et cela même lorsque la distribution du revenu se détériore pour eux. La principale conclusion qui ressort de leur étude est que la croissance serait bonne pour les pauvres qui, dans le pire des cas, en récoltent toujours quelques miettes. Par conséquent, quiconque se soucierait du sort des pauvres devrait soutenir la mise en œuvre de politiques de promotion de la croissance. C'est dans la suite logique de cette argumentation que ces auteurs vont défendre la deuxième relation fondamentale du nouveau dispositif de justification : la relation entre ouverture au commerce international et croissance.

Bien qu'il existe une forte controverse dans les milieux académiques sur la nature de cette relation – la Banque mondiale<sup>12</sup> reconnaît elle-même qu'il est toujours difficile d'établir de manière très rigoureuse un lien entre ouverture et croissance – les partisans du projet d'intégration des PVD au marché mondialisé s'appuient sur un ensemble d'études empiriques et sur les résultats des régressions effectuées à partir d'analyses com-

10. M. RAVALLION, «Growth, inequality and Poverty : Looking beyond averages», *Development Research Group, Working Paper to the 2000 World Development Report*, World Bank, Washington, 2000, p. 10.

11. *Ibidem*, p. 17.

12. World Bank, *Globalization, Growth and Poverty*, World Bank, Washington, 2002, p. 37.

paratives<sup>13</sup>. Dans un article récent qui a servi de base à la Banque mondiale pour son rapport intitulé *Mondialisation, croissance et pauvreté - Construire une économie mondiale inclusive*, Dollar et Kraay<sup>14</sup> montrent, à partir d'une étude empirique portant sur 100 pays, que les changements dans le rythme de croissance sont fortement corrélés avec les changements dans le volume des importations et des exportations. Selon eux, il existe de nombreux éléments – issus aussi bien des études de cas individuels que des études comparatives – à l'appui de la thèse qu'une libéralisation du commerce extérieur est non seulement souhaitable mais constitue un élément central d'une bonne gouvernance et de politiques de croissance durable.

Pour arriver à ces conclusions, Dollar et Kraay ont séparé les PVD de leur panel en deux groupes : d'une part ceux qui se sont considérablement ouverts ces vingt dernières années et, d'autre part, ceux qui sont restés relativement fermés. Le premier groupe est composé du tiers supérieur de l'ensemble des PVD considérés en termes de croissance de la part du commerce extérieur dans le PIB à prix constants entre 1975-79 et 1995-97. Parmi les pays de ce groupe, on trouve l'Inde, la Chine, le Bangladesh, la Malaisie et la Thaïlande mais aussi le Vietnam, l'Ouganda, la Hongrie et des pays d'Amérique latine tels que le Brésil, l'Argentine et le Mexique. Selon la Banque mondiale, le groupe des pays « plus mondialisés » serait composé de près de 3 milliards de personnes contre 2 milliards de personnes dans le groupe des pays « moins mondialisés » composé notamment de la plupart des pays africains et de l'ex-URSS. Le groupe des « pays les plus mondialisés » a connu en moyenne un doublement de la part du commerce dans le PIB (de 16 % à 33 % sur la période) et une forte réduction des taxes (de 57 % à 35 %) et cette évolution s'est accompagnée d'un taux de croissance moyen de 5 % par tête dans les années 1990 et d'une réduction significative de la pauvreté d'environ 120 millions d'individus entre 1993 et 1998. Dans le même temps, l'autre groupe de PVD connaissait une baisse de la part du commerce dans leur PIB (de 60 % à 49 %), une réduction plus modeste de leurs taxes (de 31 % à 21 %), un taux de croissance par tête faible de 1.4 % et une augmentation du nombre de pauvres. Compte tenu que, de

13. J. SACHS et A. WARNER, «Economic reform and the process of global integration», *Brooking Papers on Economic Activity*, vol. 96, n° 1, 1995 ; D. DOLLAR, «Outward-oriented developing countries really do grow more rapidly : Evidence from 95 LDCs, 1976-1985», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 40, n°3, 1992 ; J. FRANKEL et D. ROMER, «Does trade cause growth», *The American Economic Review*, vol. 89, n° 3, 1999.
14. D. DOLLAR et A. KRAAY, «Trade, Growth and Poverty», *Policy Research Working Paper*, n° 2199, World Bank, Washington, 2001.

leur côté, les pays développés ont connu un taux de croissance par tête de 2.2 %, on a donc assisté dans les années 1990 à un processus dual par lequel une partie des PVD s'est engagée sur la voie du rattrapage progressif des pays développés alors que l'autre partie des PVD a vu l'écart qui les sépare des pays développés et de l'autre groupe de PVD s'accroître<sup>15</sup>.

De sérieuses critiques ont été élaborées au sujet des indicateurs utilisés pour mesurer le degré d'ouverture et les conclusions qui résultent de leur comparaison avec les performances en termes de croissance et de réduction de la pauvreté. Rodrik et Rodriguez ont montré qu'ils étaient des indicateurs peu convaincants car beaucoup trop sensibles aux variables politiques et institutionnelles. Ils seraient donc plus une mesure d'un bon environnement institutionnel et de bonnes politiques en général que de la libéralisation commerciale à proprement parler<sup>16</sup>. Il y a en effet un large consensus pour dire que la stabilité économique et politique est bonne pour le revenu des pauvres tout comme une politique de promotion des exportations basée sur des activités intensives en travail ou encore les politiques visant à promouvoir les infrastructures, l'accès au crédit des pauvres et les secteurs de l'éducation et de la santé. Par contre, la question du type de politiques commerciales qui seraient favorables à la croissance reste encore très largement à explorer. Dès lors, Rodrik insiste sur le fait que la priorité devrait être donnée non pas aux politiques de libéralisation, qui se sont souvent montrées déstabilisantes, mais aux politiques qui renforcent la stabilité de l'environnement institutionnel et créent des conditions favorables à la croissance<sup>17</sup>.

Il apparaît nécessaire de ré-encadrer la politique commerciale dans une stratégie intégrée et séquentielle de développement et de l'associer dans ce cadre à une politique industrielle visant une intégration bénéfique dans l'économie mondialisée. L'analyse du «miracle asiatique» montre que les stratégies de développement réussies ont reposé sur un processus d'intégration contrôlé combinant des politiques de promotion des exportations et de protection des industries domestiques dans un contexte d'innovation institutionnel très important. Or les règles actuelles de l'OMC interdisent toutes ces politiques menées avec succès par Taiwan

15. *Ibidem*.

16. F. RODRIGUEZ et D. RODRIK, «Trade Policy and Economic Growth : A skeptic's guide to the cross-national Evidence», *National Bureau of Economic Research Working Paper Series*, n°7081, 1999.

17. D. RODRIK, «How structural adjustment programs be designed», *World Development*, vol.18, n°7, 1990.



et la Corée du Sud dans les années 1970. L'enjeu est à nouveau ici la capacité de maîtriser un processus d'intégration dont la détermination des séquences serait guidée par l'objectif d'amélioration des conditions de vie et de travail des populations et non par l'objectif de libéralisation *per se*. On peut à ce sujet exprimer un doute sur l'objectivité des critères de classification de la Banque mondiale et de Dollar et Kraay qui ont classé la Chine et son milliard et demi d'habitants dans le groupe des pays «le plus mondialisé» alors même qu'elle est l'exemple d'une stratégie ouverture contrôlée où l'Etat joue un rôle fondamental afin d'éviter les effets déstabilisants de ce processus.

Pourtant le projet d'intégration dans l'économie mondialisée constitue dans la doctrine dominante un élément incontournable et indiscutable de toute stratégie de développement. Désormais, il n'y a plus qu'une voie possible vers la croissance et la réduction de la pauvreté, c'est celle de l'intégration dans l'économie mondialisée. La croissance n'est pas problématique dans le discours dominant véhiculé par la Banque mondiale et l'OMC à condition que tout soit fait pour intégrer l'économie mondialisée et si toutes les ressources viennent se concentrer dans ces noyaux d'activités performants. Les opportunités de développement, qui sont offertes à tous, dépendent du succès de l'ouverture de l'espace national et de la convergence vers les normes de l'internationalisation. Il existe dès lors deux niveaux de responsabilité dans le cadre de l'économie mondialisée : celui relatif à la responsabilité de chaque pays de s'adapter aux normes de la mondialisation et celui du nouvel ordre mondial de garantir les bonnes conditions de l'accumulation à l'échelle mondiale à travers un droit d'intervention ou de sanction destiné à faire revenir à la raison ceux qui perturberaient l'ordre mondial sur lequel repose la dynamique de la mondialisation. Seuls les pays qui, premièrement, feront en sorte de créer un environnement favorable à la venue des firmes transnationales et, deuxièmement, seront capables de s'inscrire dans la nouvelle division du travail au sein de l'économie mondialisée, pourront faire progresser leur économie : «*les autres pays devront revoir leurs politiques et stratégies afin de comprendre où et comment ils peuvent établir un lien avec le système de production internationale qui émerge*»<sup>18</sup>.

Or il est intéressant de montrer le décalage spectaculaire qui existe entre la vision du monde diffusée par les élites favorables au projet néolibéral de mondialisation et la réalité des phénomènes sociaux régressifs à l'échelle mondiale<sup>19</sup>.

18. M. CAMDESSUS, «Les leçons économiques de 1995», *Le Monde*, 18 janvier 1996.

19. Voir dans ce numéro des CM la contribution de Xavier Dupret.

• D'un coté nous avons le discours dominant basé sur les idées de convergence, de croissance et d'amélioration des conditions de vie de la population à travers la mondialisation : « *Sous réserve que des orientations politiques efficaces soient adoptées, il existe actuellement un fort potentiel qui permet d'espérer, pour les décennies à venir, des gains significatifs pour la population active de plus en plus nombreuse à l'échelle mondiale* »<sup>20</sup>.

• De l'autre coté, nous avons le constat – au sein-même du système des Nations-Unies – de l'intensification de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion à l'échelle mondiale : montée des inégalités, informalisation des économies, précarisation, montée de la pauvreté et dégradation du lien social.

## Montée de la critique

Aux yeux-mêmes des tenants de la mondialisation, la montée des inégalités, de l'insécurité et de la fragmentation sociale sape les bases d'un consensus social construit autour de la seule logique de l'accumulation. Le développement d'une vision conflictuelle du monde – entre gagnants et perdants des politiques d'adaptation aux normes de la mondialisation – augmente le risque de rupture du lien social et de refus de coopération aux réformes proposées. Cette situation fragilise les conditions de l'accumulation, remet en question l'ordre global et assombrit, par conséquent, les perspectives de croissance de l'économie mondialisée.

C'est pourquoi le discours autoritaire des années 1980 sur l'ajustement structurel a vécu une métamorphose sémantique majeure au cours des années 1990. Cette métamorphose, toujours en cours, cherche à imposer un discours le plus consensuel possible, débarrassé de toute référence à la notion de conflit et s'appuyant sur les concepts de « *partenariat* », « *démocratie* », « *participation* », « *appropriation* », etc. On assiste ainsi depuis quelques années à une floraison de nouveaux concepts qui enrobent l'objectif de croissance et d'intégration dans l'économie mondialisée<sup>21</sup>. La volonté déclarée de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international de promouvoir une stratégie de lutte contre la pauvreté à laquelle les pauvres participeraient traduit donc non seulement un besoin d'efficacité mais aussi un besoin de justification face à la montée

20. M. BRUNO, cité par M. Walton dans le communiqué de presse n°B95/S98, Rapport sur le développement dans le monde - 1995, Bureau Européen, Banque Mondiale, 1995.

21. F. LAPEYRE, « Le rêve d'un développement sans conflit », *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°13, 2002.

de la protestation à l'encontre du bien-fondé de leurs prescriptions. Les organisations de Bretton Woods ont ainsi internalisé un pan de la critique qui leur reprochait de mépriser la dimension participative lors de l'élaboration de leurs programmes.

Les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) mis en place conjointement par la Banque mondiale et le FMI – mais dans le cadre desquels la coopération bilatérale au développement se moule – apparaissent dans cette perspective comme une nouvelle offensive de contrôle social sur les communautés qui ont jusqu'à maintenant plus ou moins réussi à préserver une certaine autonomie par rapport à la contrainte externe du marché. L'objectif des DSRP est de faciliter les changements requis par l'adaptation aux nouvelles exigences de l'internationalisation de l'économie en réduisant les sources de résistance et de freinage. Les DSRP matérialisent donc un discours d'acteurs dominants qui veulent réaménager les différents niveaux de pouvoir de façon à assurer l'adhésion d'un certain nombre d'acteurs locaux et nationaux aux objectifs présélectionnés dans le cadre du projet d'intégration et d'en renforcer ainsi la légitimité<sup>22</sup>.

Les processus d'élaboration des DSRP sont à ce titre l'expression de rapports de force qui doivent être rapportés à des logiques d'acteurs bien réels. Le non-dit dans l'approche fonctionnelle de la participation par les organisations de Bretton Woods, c'est que la distribution du pouvoir d'initiative n'est jamais égale et que l'on ne s'en empare pas librement. La nature stratégique des DSRP apparaît clairement si l'on reconnaît l'existence de pratiques populaires dans le champ économique qui échappent au projet néo-modernisateur. L'intégration des organisations populaires dans les dispositifs participatifs fixés par les organisations de Bretton Woods a pour but de les entraîner sur un terrain nouveau et de changer leur logique de fonctionnement. C'est une tentative d'imposer une logique économique et technique à des organisations qui répondent avant tout à une logique de sécurisation des conditions de reproduction de leurs membres. Cette régulation de contrôle d'un type nouveau traduit une évolution dans l'exercice du pouvoir des acteurs dominants<sup>23</sup>. La relation de pouvoir ne se traduit plus seulement par le fait de donner des ordres. Elle passe désormais par un travail de persuasion, d'information

22. F. LAPEYRE et I. YEPEZ, «Les processus participatifs dans les PRSPs : Quelles perspectives pour les pratiques populaires», ouvrage coordonné par Jean Brot, Géraldine Froger Hubert Gerardin et Claire Mainguy, *Quels acteurs pour quel développement ?*, Khartala, Paris, 2005.

23. J-D. REYNAUD, *Les règles du jeu*, Armand Colin, Paris, 1997.

et de formation ayant pour objectif de faire partager à des groupes d'acteurs l'analyse d'une situation et à les orienter vers un nouveau monde d'action et de réaction. Les pratiques populaires qui ont su tant bien que mal échapper dans le passé aux efforts d'homogénéisation par rapport à la logique du marché sont donc confrontées à un nouveau défi. Des tensions apparaissent entre, d'une part, les acteurs qui sont prêts à jouer avec les nouvelles règles du jeu et à entrer dans le dispositif participatif afin de capter les ressources qui y sont disponibles et, d'autre part, les acteurs qui veulent continuer à s'opposer aux régulations de contrôle et à préserver leur autonomie.

Intégrer ces dispositifs vecteurs d'une logique de l'accumulation, c'est donc d'abord en accepter les règles du jeu et les relations de pouvoir. Pour les communautés, cela signifie se conformer aux règles de contrôle et adopter une logique économique et technique (la priorité donnée aux notions de coût et d'efficacité) au détriment de leur capacité de régulation autonome basée sur d'autres logiques. L'enjeu est dès lors la capacité des communautés à résister à ce danger de contrôle social et de perte d'autonomie. On ne connaît pas encore l'issue de ce processus et les dangers sont réels, mais par le passé les communautés ont souvent résisté aux offensives de ceux qui voulaient les régler de l'extérieur à partir d'autres systèmes de valeurs.

Finalement, nous sommes face à un nouveau type de conditionnalité selon lequel le pays est obligé de «s'approprier» un cadre normatif et prescriptif de lutte contre la pauvreté défini par les acteurs de l'accumulation mondialisée mais que la population est censée valider à travers des parodies de mécanismes participatifs. Il n'est donc pas étonnant de constater l'utilisation abusive des termes «*participation*» et «*participatifs*» alors que, le plus souvent, il n'est question que d'un effort de communication. Cet effort important de communication autour des vertus de la croissance, c'est avant tout la manifestation de la mise en place d'un nouveau système de contrôle basé sur une série de mots d'ordre qui, comme le soulignait Deleuze, délimitent «*ce que nous sommes censés devoir croire, ce que nous sommes tenus de croire, ou même ne pas croire, mais de faire comme si l'on croyait. On ne nous demande pas de croire, on nous demande de nous comporter comme si nous croyions*»<sup>24</sup>.

24. G. DELEUZE, «Qu'est-ce que l'acte de création ?», Conférence donnée dans le cadre des mardis de la fondation Femis, 17 mai 1987.

## En guise de conclusion

Aux apôtres de la croissance et de l'expansion de la logique de l'accumulation à toutes les sphères de l'activité humaine, l'histoire longue des pratiques populaires montre que les gens vivent qu'il y ait ou pas de la croissance. Les acteurs populaires ont été plus ou moins intégrés à la croissance suivant les périodes historiques mais avec ou sans croissance, ils ont montré leur capacité à sécuriser de manière plus ou moins efficace leurs conditions de vie et à gérer un espace de vie quotidien. Remettre en question le mythe croissance, c'est aussi porter un autre regard sur ces acteurs populaires. Ce déplacement radical du regard vers les «acteurs oubliés» de la modernisation – c'est-à-dire ceux qui ont pendant longtemps été considérés comme les non-acteurs du développement – doit amener à une toute autre conception des enjeux actuels du développement. On ne peut, en effet, que constater le décalage abyssal qui existe *«entre, d'une part, les demandes de développement des populations telles qu'elles sont révélées à travers la multitude des pratiques développées par celles-ci et, d'autre part, les ambitions de modernisation du monde des élites»*<sup>25</sup>.

Les processus de modernisation puis de néo-modernisation qui ont porté l'idée de la croissance comme indicateur de développement «fuiet» de partout, comme le montre l'analyse des processus de développement réel marqués par la diversité des dynamiques de changement social résultant de la confrontation des pratiques des acteurs populaires et des offensives modernisatrices des élites<sup>26</sup>. Contrairement aux mythes de la convergence ou de la fin de l'histoire associés aux théories de la modernisation, les pratiques populaires sont le signe le plus visible d'espaces d'autonomie que les populations arrivent à préserver ou à recréer en termes de gestion des ressources, organisation du travail, des modes de production et de style de vie. Les organisations internationales, gardiennes de l'ordre mondial et des bonnes conditions de l'accumulation dans un cadre mondialisé, se trouvent ainsi confrontées à la question du pouvoir grandissant du refus, de l'indocilité et de la dérobade par lesquels les acteurs populaires tentent de définir des lignes de fuite et de se soustraire à la logique de l'accumulation. Ces luttes et pratiques populaires ne se posent donc pas simplement contre le projet néo-modernisateur – c'est-à-dire comme une force simplement négative et réactive –

25. J-P. PEEMANS, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Academia/L'Harmattan, Paris, 2002, p. 247.

26. F. LAPEYRE, «Mondialisation, néo-modernisation et 'devenirs' : un autre regard sur les pratiques populaires», ouvrage coordonné par G. Froger, *La mondialisation contre le développement durable ?*, PIE Peter Lang, collection Ecpolis, Paris, 2006.

mais «elles expriment, nourrissent et développent leurs propres projets de développement constituants»<sup>27</sup>.

De l'analyse de cette multitude de pratiques génératrices de revenus et d'emplois liées à un paquet de biens et services répondant aux besoins de ces acteurs «du bas» et encastrés dans une sociabilité populaire qui interdit la domination de la pure logique capitaliste, on peut appréhender les contours d'un autre style de développement. Compte tenu des éléments constitutifs de ce style de développement, la croissance n'est plus ici un objectif, ni même un indicateur mais une résultante de choix car, selon la nature des biens et services identifiés comme essentiels par les communautés elles-mêmes, il y aura plus ou moins de croissance. La logique de développement est ici autonome par rapport à la logique de l'accumulation ; non dans le sens où elle serait complètement déconnectée de celle-ci mais dans le sens d'une capacité de régulation des processus d'accumulation au moyen de structures et de processus propres aux systèmes de contrôle social dont se dotent les communautés.

---

27. M. HARDT et T. NEGRI, *L'Empire*, Exils Editeur, Paris, 2000, p. 93.

# Pour la décroissance de la consommation

Jean-Baptiste Godinot\*

## La croissance économique infinie : non souhaitable et impossible

Le mode de développement qui a été celui de l'Occident jusqu'à aujourd'hui a été accompagné de nombreuses évolutions notamment sociales, politiques et scientifiques. C'est ce mouvement «vers le haut» que l'on appelle généralement «le progrès». Pourtant, ce progrès-là prend l'eau. A côté des évolutions positives observées, l'Occident a pris soin de ne pas regarder les effets nocifs et délétères qu'impliquait et implique toujours davantage la continuation de cette idéologie développementiste : pillage de pays entiers et des peuples par la colonisation, dépendance croissante à la technique et perte d'autonomie, mise en concurrence généralisée, marchandisation et destruction du vivant<sup>1</sup>, creusement des inégalités sociales<sup>2</sup>, croissance du stress et troubles de l'identité<sup>3</sup>, épuisement des ressources.

\* Sociologue, fonctionnaire. Milite contre l'envahissement publicitaire à l'asbl Respire.

1. Voir la Convention sur la biodiversité (qui dépend du Programme des Nations Unies pour l'Environnement) <http://www.biodiv.org>
2. *Rapport Mondial sur le Développement humain 2003*, Programmes des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Economica, Paris, 2003.
3. M. BOUTSEN, J-M. LAASMAN et N. REGINSTER, *Données socio-économiques et étude longitudinale de la prescription des antidépresseurs*, Mutualité Socialiste, Bruxelles, 2006.

sement des ressources naturelles<sup>4</sup>, surpollutions dangereuses, crise climatique<sup>5</sup>, etc., autant de conséquences qu'il n'est pas possible de séparer de la folle course occidentale. Ces effets nocifs du développement ne sont en effet pas des effets pervers qu'il serait possible de corriger par la mise en œuvre de nouvelles techniques ou le truchement de politiques davantage redistributives. Ils sont une conséquence première de ce développement pensé sur le mode de la puissance de l'Homme, sur-naturelle, infinie.

### Un monde surnaturel ?

Cette illusion d'une puissance humaine qui serait sans limites s'organise dans un système de domination où la science est supposée dépasser la nature, chacun est sommé d'être meilleur que son voisin, chaque peuple plus productif que l'autre, toute technique plus rapide que la précédente, l'économie plus « riche » d'une année sur l'autre. Naturellement, cette pensée du toujours-plus organise le déclassement, la péremption, l'exclusion de ce qui ne contribue pas directement et activement à ce mouvement frénétique de fuite en avant.

Cette idéologie développementaliste<sup>6</sup> est ce qu'elle dit et ce qu'elle fait, pas seulement ce qu'elle prétend être dans la bouche de quelques-uns. De même que le socialisme réellement existant ne fût pas le communisme théorique, que le capitalisme est opposé par bien des côtés au libéralisme de bureau, les rêves du développement se sont transformés en cauchemars dans le développement réellement existant<sup>7</sup>.

Aucun ajustement, aucune mesure ne peut nous permettre de nous extraire de cette logique destructrice si ses fondements ne sont pas remis en cause.

4. Sur l'eau, voir par exemple : *Eau – Une responsabilité partagée, Deuxième Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*, mars 2006. Sur le pétrole, voir les analyses du groupe d'experts indépendants réunis au sein de l'ASPO, la *newsletter* de mars 2007 accessible à l'adresse : <https://aspoireland.org/newsletter/en/html/Newsletter75.htm>

5. IPCC, *Climate Change 2007 : The Physical Science Basis, Summary for policymakers*, Genève, 5 février 2007, accessible à <http://www.ipcc.ch> - Voir dans ce n°235 des CM, l'article d'Edgar Szoc.

6. Il ne s'agit pas ici de s'opposer à tout développement, mais bien de dénoncer la forme productiviste et économiste qu'il a pris.

7. Voir Serge LATOUCHE, *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Mille et Une Nuits, Paris, 2004.



La crise est observée aux trois niveaux constitutifs de la vie humaine : celui de l'individu, de la société (comprenant le politique) et de la nature. Si l'histoire nous apprend que l'humanité présente cette étrange caractéristique de pouvoir s'adapter dans des proportions importantes à une injustice criante qu'elle crée elle-même (on pense à Primo Levi qui rapporte dans *Si c'est un homme* qu'un commerce s'était mis en place au cœur même des camps de la mort), elle nous apprend également que des sociétés entières ont disparu après avoir saccagé l'environnement dans lequel elles évoluaient.

La nouveauté de la situation actuelle ne réside donc pas tant dans l'injustice organisée que dans le fait que, pour la première fois de son histoire, l'humanité en tant qu'espèce est confrontée, du fait même de ses activités, à sa possible disparition de la surface du globe<sup>8</sup>.

En séparant la culture de la nature dans le développement de sociétés hors-sol, l'homme semble s'être coupé également de sa propre nature. L'errance parmi les représentations essentiellement réductrices par rapport à ce qu'elles sont supposées re-présenter, le spectacle plutôt que l'expérience, l'événement plutôt que le présent impliquent une distance cognitive croissante avec ce qui fonde la vie-même. La séparation d'avec la totalité, «*un certain mépris de la nature, de la part de l'esprit qui se sent supérieur à elle*» comme le dit Hans Jonas<sup>9</sup>, l'éloignement des principes naturels nous en a fait oublier les limites, qui se rappellent à nous dans une crise écologique sans précédent.

Cette question des limites se trouve présentée de façon utilement pédagogique dans l'outil de «*l'empreinte écologique*». C'est de cette mesure qu'est né ce qui est devenu un adage : si tout le monde consommait comme nous, il y faudrait trois planètes. L'évolution des courbes de l'empreinte écologique mondiale et de la biocapacité de la Terre indique le danger<sup>10</sup>.

Les capacités de renouvellement de la planète sont dépassées depuis environ deux décennies. L'outil de l'empreinte écologique l'indique clairement : le «*développement*», en faisant l'impasse sur les limites naturelles de l'écosystème Terre nous conduit à un cul-de-sac. Alors que les

8. «*Brusquement ce qui est tout bonnement donné, ce qui est pris comme allant de soi, ce à quoi on ne réfléchit jamais dans le but de l'action ; qu'il y ait des hommes, qu'il y ait la vie, qu'il y ait un monde fait pour cela, se trouve placé sous l'éclairage orange de la menace émanant de l'agir humain*». HANS JONAS, *Le principe responsabilité*, Flammarion, Paris, 2003, p. 264.

9. HANS JONAS, *Pour une éthique du futur*, Payot et Rivages, Paris, 1998, p. 40.

10. Voir [www.globalfootprint.org](http://www.globalfootprint.org) (World Trend and Overshoot).

pays « riches » n'ont pu le devenir qu'au prix d'une surexploitation de l'environnement qui restait possible – quoique profondément injuste – tant que le reste du monde ne participait pas à ce qu'il convient d'appeler un pillage, l'entrée dans la course folle des pays émergents rend patentes l'impossibilité de poursuivre sur cette voie comme par conséquent l'adaptation fondamentale du mode d'organisation de nos sociétés.

La course folle dans laquelle la quasi totalité des nations du monde s'est désormais jetée est celle de « la croissance », indissociable du développement productiviste. Chacun peut l'entendre ou le lire quotidiennement, « la croissance » serait une condition de bonne santé de l'économie et par là de la société. « La croissance » permettrait de développer l'emploi, la recherche, la sécurité. Elle constituerait l'objectif central des entreprises et des pays et par conséquent devrait également être l'une des motivations sinon la motivation centrale des personnes, devenues « consommateurs ». « La croissance » serait autant la condition que la solution, le moyen que le but. Cette croissance n'est bien entendu pas celle des pâquerettes, des enfants, de la justice ou de la conscience. Il s'agit de la croissance économique, et plus précisément de celle du PIB, mesure de l'évolution du nombre d'échanges monétaires d'une période à une autre dans une région donnée.

Cette croissance économique est produite par la transformation des ressources naturelles en biens et services par le travail humain. Son principe-même, celui du toujours plus, suppose qu'elle soit sans fin. Georgescu-Roegen a bien montré en quoi une croissance infinie est impossible sur Terre. D'autres pages de ce volume<sup>11</sup> étant consacrées à ses analyses, nous nous bornerons ici à en rappeler le principe. Georgescu-Roegen pose les bases d'une bio-économie, dans laquelle l'économie n'est plus séparée de son substrat naturel et est par conséquent elle aussi régie par des déterminants d'ordre physique. Ce grand savant américain d'origine roumaine souligne que le processus économique répond aux principes de la thermodynamique : conservation de l'énergie-matière et entropie. Ainsi déclare-t-il :

*« Rien ne saurait donc être plus éloigné de la vérité que l'idée du processus économique comme d'un phénomène isolé et circulaire ainsi que le représentent les analyses tant des marxistes que des économistes orthodoxes. Le processus économique est solidement arrimé à une base matérielle qui est soumise à des contraintes bien précises. C'est à cause de ces contraintes que le*

11. Voir dans ce numéro des CM, la présentation d'Emmanuelle De Caluwé et la présentation critique de Wallenborn et Gillis.

*processus économique comporte une évolution irrévocable à sens unique*»<sup>12</sup>.

Ce processus économique a pris une telle ampleur, que l'on observe désormais au niveau macroscopique une pénurie à son entrée (*peak-oil* par exemple) et une saturation à sa sortie (bouleversement climatique).

La décroissance de la consommation, plus qu'une utopie, est donc une nécessité impérieuse. C'est une obligation d'ordre physique. Si elle n'est pas volontairement initiée, la décroissance de la consommation arrivera «par la force naturelle des choses», puisqu'il n'est pas réaliste d'espérer continuer à surconsommer les ressources naturelles plus rapidement qu'elles ne se renouvellent et de polluer au-delà des capacités de charge de la planète.

D'alternative entre le chemin difficile de la décroissance de la consommation et un avenir décomposé pour nos sociétés de surconsommation, il n'y en a pas plus qu'entre la sortie (partiellement aléatoire) de route ou la collision frontale d'un véhicule lancé à vive allure contre un mur. C'est ce que résume Paul Ariès dans le titre de son ouvrage : *Décroissance ou barbarie*<sup>13</sup>.

## La décroissance de la consommation

Cet article s'inscrit dans le mouvement, composite, généralement appelé «de la décroissance». Ce mouvement rassemble des pensées diverses qui font écho à des préoccupations millénaires comme la tempérance, l'auto-limitation, la sobriété, la solidarité, l'autonomie, réfléchies de façon renouvelées par confrontation aux réalités de la modernité<sup>14</sup>. Pourtant, le mot décroissance fédère des écritures depuis peu de temps, ce qui retient l'attention et suscite le débat.

*La décroissance* est le titre de l'ouvrage donné à la traduction en français d'une sélection de travaux de Georgescu-Roegen. C'est cette traduction qui a fourni aux objecteurs de croissance ce que Paul Ariès a appelé leur

12. N. GEORGESCU-ROEGEN, *La décroissance. Entropie - Ecologie - Economie*, Sang de la terre, Paris, 1995, trad. J. Grinevald et I. Rens, p. 61.

13. Paul ARIÈS, *Décroissance ou barbarie*, Golias, Villeurbane, 2005.

14. Par des auteurs comme Ivan Illich, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, André Gorz hier (pour la francophonie) ; François Brune, Serge Latouche, Pierre Rabhi, Jacques Grinevald, Alain Gras, Jean-Claude Besson-Girard, et les animateurs du journal *La Décroissance* notamment aujourd'hui. D'autres pensées sont proches ou équivalentes à ce courant en Italie, au Canada, aux Etats-Unis et en Australie notamment.

«*mot-obus*»<sup>15</sup> qui permettrait de «*pulvériser la pensée économiste dominante*». Pourtant, dans la théorie bio-économique du savant roumain, l'acception qui était faite de ce terme était relativement restreinte et concernait au premier chef l'application des principes de la thermodynamique au processus économique.

Sont venues se condenser sur ce mot d'ordre un ensemble de revendications d'ordre social, politique, démocratique, philosophique, qui bien que certainement complémentaires de la pensée du fondateur de la bio-économie, n'en sont pas moins fort différentes de ce que le mot décrivait à l'origine. Il semble bien y avoir là une confusion, qui interroge sur l'opportunité d'employer le terme esseulé «la décroissance» pour fédérer l'ensemble des nombreuses revendications des «décroissants». A mobiliser ce mot pour symboliser des espérances aussi diverses que nécessaires, ne prend-on pas le risque d'en faire un *buzz-word* qui perd de son sens à force d'être prononcé à toutes les sauces ?

Il nous semble préférable de ne pas vouloir faire dire à ce mot plus que ce qu'il peut signifier : la décroissance ne permet sans doute pas de représenter correctement un projet global de société.

Nous parlerons donc ici de «décroissance de la consommation», étant entendu qu'il s'agit en réalité de la décroissance de la consommation des ressources naturelles non-renouvelables<sup>16</sup>, formule qui peut être résumée étant donné l'organisation économique actuelle<sup>17</sup>.

L'effort de cette décroissance de la consommation concerne tout le monde puisqu'il s'agit d'une mesure de sortie de l'économie capitaliste

15. Paul ARIÈS, «La décroissance, un mot-obus», *La Décroissance*, n°26, avril 2005.
16. Jacques Grinevald, traducteur et introducteur de Georgescu-Roegen en Europe, rapporte que : «*L'idée de la décroissance - c'est à dire l'après-croissance ! - venait assez souvent dans nos discussions [avec Georgescu-Roegen], notamment à propos de la critique que Georgescu-Roegen faisait de la thèse de l'économie stationnaire reprise par son ancien élève Herman Daly. L'anti-thèse de la croissance n'était pas l'état stationnaire mais tout simplement la décroissance. L'exemple du pétrole, dont il avait une connaissance intime par son expérience roumaine, était l'un de ses exemples préférés, mais c'est à l'ensemble du stock géologique des ressources minérales accessibles et utilisables qu'il faisait référence, tout en précisant qu'il s'agissait de la moitié du problème, l'autre moitié étant la pollution et les déchets. Georgescu-Roegen parlait souvent du déclin, decline en anglais. (...) L'idée de la décroissance, qu'il accueillait très favorablement, n'a cependant pas été un titre de Georgescu-Roegen lui-même*». Jacques GRINEVALD «Histoire d'un mot. Sur l'origine historique de l'emploi du mot décroissance», in *Entropia*, vol.1, automne 2006, Lyon, Parangon, p.187.
17. Tout bien ou service incorpore en lui sa part de ressources naturelles, de consommation d'énergie et de pollution. Soulignons ici qu'une économie croissantiste «de services», dans laquelle les points de PIB seraient réalisés en valorisant les J..

dévastatrice, mais ne doit pas être supporté de façon identique par chacun : pour répondre à une traditionnelle et bêtifiante objection, il ne s'agit pas de demander à ceux qui n'ont rien ou presque de consommer encore moins.

La décroissance de la consommation concerne avant tout les pays riches, mais également à moyen terme les pays dont l'empreinte écologique n'est pas soutenable, bien qu'il y ait là un problème de justice : historiquement, ces pays n'auront eu qu'un accès beaucoup plus restreint que les pays riches aux ressources naturelles ; la seule façon concevable de combler partiellement cette dette est de transférer gratuitement et massivement les savoirs et technologies utiles qui permettent une meilleure utilisation-transformation des ressources accessibles.

L'accès aux ressources devrait être identique pour tous, ce qui implique également que personne ne devrait pouvoir (sauf pour des raisons décidées collectivement par exemple) s'attribuer un accès privilégié à celles-ci. C'est l'idée que l'on trouve dans une proposition suggérée dans *Le Soir*<sup>18</sup> selon laquelle un quota de carbone devrait être attribué à chaque famille.

La décroissance de la consommation n'est pas infinie, pas plus que ne peut l'être la croissance. Elle constitue une nécessaire période de transition, un chemin vers une société sobre, plus raisonnable et plus heureuse.

## Comment faire ? Propositions de balises

Pourtant, une fois cela dit, tout reste à faire. Et l'on sait que l'absence d'alternative visible et praticable rend presque impossible la sortie d'une situation problématique. Comment faire, donc, pour initier la décroissance de la consommation ? Comment passer d'un système économique de croissance à une période de décroissance de la consommation ? Quel chemin praticable peut être rendu visible, qui nous permettrait de descendre le flanc du gouffre vers lequel courent nos sociétés ?

La croissance économique est une condition *sine qua non* de fonctionnement du mode d'organisation actuel : moins de croissance écono-

..1. services «dématisés» n'est ni souhaitable ni réaliste. Elle n'est pas souhaitable parce que la financiarisation des services revient à mettre de l'argent entre les personnes, détruisant les liens de solidarité habituels pour y substituer un rapport marchand ; elle n'est pas réaliste puisque la financiarisation de ces services ne peut pas être infinie, pas plus par conséquent qu'une croissance qui reposerait sur elle.

18. *Le Soir*, 2 avril 2007 ; cette idée recueille l'assentiment des personnes sondées par le journal.

mique c'est potentiellement moins de pollution, moins de stress, mais c'est aussi moins de flux financiers, moins d'emplois, moins d'impôts, moins de sécurité sociale, etc. En d'autres termes, la décroissance économique incontrôlée, c'est la récession. Se pose donc la question de savoir comment sortir du système destructeur pour éviter l'effondrement sans engendrer un autre type d'effondrement (économique).

Nous essaierons d'identifier quelques balises de ce qui pourrait peut-être constituer une voie praticable, en s'interrogeant sur certains objectifs à remplir pour éviter cet effondrement, sur quelques conditions nécessaires pour initier la décroissance de la consommation sans entrer en récession et enfin de lister quelques moyens pour rencontrer les objectifs<sup>19</sup>. Ces différents niveaux sont proposés de façon relativement arbitraires dans la mesure où la complexité des relations qu'ils entretiennent les rend en réalité presque complètement interdépendants. Mais tout problème doit être saisi par un bout.

Il va de soi que ce petit effort de réflexion de type déductif reste largement insuffisant face à l'ampleur de la tâche intellectuelle (et pratique) à accomplir. Peut-être pourra-t-il humblement contribuer à l'objectif de rendre moins inconcevable la décroissance de la consommation à quelques lecteurs intéressés et bienveillants.

## Principes

Cinq principes basiques peuvent être mobilisés.

1. Une civilisation soutenable a été possible durant des millénaires, un mode d'organisation soutenable reste possible.
2. Des sommes d'argent et des richesses considérables ont été créées, elles constituent un stock qui doit être rendu disponible et utilisé à bon escient. Les moyens existent, il s'agit notamment de faire passer l'argent dans d'autres tuyaux.
3. Cette transition correspond au besoin du plus grand nombre, et constitue un défi et une opportunité pour améliorer l'état du monde.
4. Cette transition est nécessaire, si elle n'est pas entreprise, l'effondrement est inéluctable.

19. De multiples propositions environnementales sont formulées par les partis politiques. Elles ne semblent cependant pas suffisantes dans la mesure où il n'y est jamais envisagé de sortir de l'économie de croissance. Le très récent «*pacte écologique belge*» soutenu par Nicolas Hulot et porté par un collectif d'associations environnementales pose lui ouvertement cette question et constitue à ce titre une avancée importante (*Pour un pacte écologique belge*, Luc Pire, Bruxelles, 2007).

Voir aussi [www.pacte-ecologique.be](http://www.pacte-ecologique.be)

5. La situation actuelle est telle qu'il nous faut aller vite, ce qui suppose d'initier le mouvement sans tarder et de façon décidée.

## Objectifs

Cette transition revient à passer progressivement et rapidement d'un état de déséquilibre insoutenable à un état soutenable équilibré. La conduite de cette transition demande l'engagement individuel mais aussi, et surtout, un pilotage politique, une planification<sup>20</sup>, sans lesquels la sortie du système actuel autrement que par le chaos est unimaginable.

A titre indicatif et (très) minimal, on peut identifier quatre objectifs que cette période de transition devrait permettre d'atteindre.

1. Limiter le bouleversement climatique : réduire les émissions de CO<sub>2</sub> d'au moins 80 % d'ici 2050.
2. Assurer l'autonomie énergétique : sortir des énergies fossiles, effectuer un sevrage du pétrole d'ici 15 ans<sup>21</sup>.
3. Garantir la souveraineté alimentaire (comprenant l'accès à l'eau potable) de 9 milliards d'êtres humains en 2050.
4. Assurer une stabilité sociétale suffisante : éviter la récession économique qui frapperait d'abord les personnes les moins favorisées.

Rencontrer ces quatre objectifs suppose que de nombreuses conditions soient remplies. Encore une fois à titre de réflexion et de façon minimale, on peut identifier quelques-unes de celles-ci qui, renvoyant l'une à l'autre dans une relation systémique, sont présentées ci-après et développées – par nécessité linéaire de l'écriture et de la lecture – dans un ordonnancement particulier.

## Conditions

Cinq conditions semblent nécessaires pour entreprendre la période de transition dont il est ici question sans passer par la case récession :

- Relocaliser l'économie
- Sortir de la concurrence/dépendance généralisée
- Préserver la biocapacité de la planète
- Garantir une sécurité socio-économique suffisante aux personnes

20. Voir Bernard GUIBERT, «Programmer l'espérance», in *Entropia*, *op.cit.*, pp. 118-130.

21. Suivant l'exemple de la Suède qui a débuté son programme *Making Sweden an OIL-FREE Society*, Commission on Oil Independence, Sweden, 21 June 2006. La Suède dispose cependant de ressources en biomasse bien supérieures à celle de la Belgique, qui devrait donc organiser son sevrage d'une autre manière.

- Changer les objectifs sociétaux et modifier les conventions économiques.

### *Relocaliser l'économie*

Cette condition est nécessaire pour les quatre objectifs : les échanges rapides et croissants qui font l'économie mondialisée ne sont possibles que par le transport incessant des marchandises et des hommes. Ces transports sont principalement effectués grâce à des engins à moteur thermique (automobile, camion, avion, bateau) qui impliquent une consommation excessive de pétrole et par conséquent des niveaux d'émissions de gaz à effets de serre (entres autres) écologiquement insoutenables. L'approche du pic pétrolier – alors que le pétrole représente la principale source d'énergie dans le monde et presque la seule pour les transports<sup>22</sup> – et la menace du bouleversement climatique nous imposent de diminuer drastiquement ces transports. Moins de transport signifie que le consommateur doit être plus proche du producteur, et que ce dernier n'utilise pas ou peu de ressources en provenance de régions éloignées. Il s'agit donc de relocaliser l'économie, ce qui offre par ailleurs les possibilités d'un meilleur contrôle des filières productives et réechasse les activités au niveau local, facteur potentiel de cohésion sociale.

Pour ces raisons énergéto-climatiques, la relocalisation de l'économie, qui comprend la relocalisation de l'agriculture, est nécessaire pour pouvoir nourrir neuf milliards d'hommes en 2050. L'agriculture intensive, impossible sans un recours massif aux hydrocarbures (motorisation, intrants et pesticides), s'inscrit en effet également dans une logique de globalisation incorporant du transport. Les grandes exploitations sont le plus souvent spécialisées dans la production de telle ou telle denrée en énormes quantités qui sont mises sur le marché mondial à des prix (artificiellement diminués par des aides financières étatiques) qui sapent les productions locales et vivrières. Ce type d'*agro-business* ravage la planète (l'augmentation des surfaces destinées à la culture du soja, par exemple, accélère la déforestation et par conséquent aggrave la crise climatique, la surexploitation épuise les sols), plonge des millions de petits producteurs dans la misère (l'Inde connaît une vague de suicides chez les paysans qui ne peuvent rembourser les dettes contractées pour louer leurs terres et acheter les intrants) et est en outre extrêmement fragile dans la mesure où il est presque complètement dépendant du pétrole<sup>23</sup>. En cette matière, relocaliser l'économie signifie donc aussi passer à l'agriculture de type biologique, en filière courte, pour assurer des pro-

22. INTERNATIONAL ENERGY AGENCY, World Energy Outlook 2006, [www.iea.org](http://www.iea.org)

23. La totalité du pétrole consommé en Belgique est importé.



ductions adaptées à l'environnement local et répondant aux besoins nutritifs de la population. C'est aussi l'une des conditions pour limiter le gaspillage (irrigation intensive) et la pollution des eaux (par les engrais et pesticides notamment) qui constituent un facteur central de la crise de l'or bleu.

Dans la mesure où la relocalisation est nécessaire aux trois objectifs précités (climat, énergie, alimentation), elle l'est également pour maintenir une stabilité socio-politique indispensable : sans contrôle de la crise énergétique-climatique et sans l'assurance que les habitants de la planète puissent se nourrir, la stabilité sans laquelle la mise en place de cette relocalisation est irréaliste, ne peut être au rendez-vous.

Relocaliser l'économie est donc une nécessité pour rencontrer les quatre objectifs. Deux objections «classiques» à cette nécessité de relocalisation, auxquelles nous opposerons d'autres objections, doivent être soulignées : (a) cela reviendrait selon certains à s'enfermer, à s'isoler du monde et tiendrait d'un nationalisme ou régionalisme régressif ; (b) cela impliquerait des pertes financières et d'emplois importantes ici mais également dans les pays «en voie de développement» qui trouvent dans le commerce international une source de revenus indispensables à leurs économies.

(a) Relocaliser l'économie n'implique pas l'arrêt complet des échanges commerciaux avec d'autres régions, et moins encore l'arrêt de relations d'échanges et de collaborations avec elles. Jusqu'à l'avènement de la révolution industrielle et du transport de masse, les différentes régions du monde parvenaient à tirer de leur environnement le plus gros des ressources utiles à leur épanouissement, sans s'enfermer dans un rapport de dépendance aussi avancé que le nôtre vis-à-vis d'autres économies et des ressources d'autres régions de la planète.

Les échanges entre civilisations, comprenant les échanges marchands, ont toujours existé et il ne s'agit pas de revenir là-dessus. Mais ces échanges historiques n'avaient rien à voir avec le bougisme organisé et généralisé sur lequel repose l'économie mondialisée d'aujourd'hui : les volumes échangés, la rapidité avec lesquels ils circulent et leur centralité dans le fonctionnement économique sont sans commune mesure avec les échanges historiques, effectués avec peu ou pas de transports motorisés. L'accélération des échanges et leur dépendance à la ressource quasi-unique du pétrole est récente et crée une vulnérabilité nouvelle<sup>24</sup> (pensons à l'agriculture) qui s'additionne à la vulnérabilité des tra-

24. «Ni les lois de la physique ni l'imagination ne nous garantissent contre un premier scénario catastrophe qui verrait une crise économique durable et profonde frapper J...

vailleurs jetés dans une guerre économique dévastatrice. La concurrence exacerbée entre les peuples qu'a permis le recours massif au pétrole révèle le versant caché par les puissants de ces échanges présentés comme source de progrès.

La mondialisation des échanges, plus que de rapprocher les peuples, les oppose. Pour qu'il y ait effectivement «échange», il faut que des conditions minimales d'égalité organisent la transaction, sans quoi la relation reposant sur la dépendance de l'un à l'autre consiste davantage en un rapport de spoliation.

(b) Cela nous mène à la deuxième objection soulevée, qui voudrait que mettre un terme à ces échanges constituerait une attaque contre les pays du Sud, qui perdraient là une source vitale de revenus.

Cet argument repose sur un double oubli : celui des conditions historiques dans lesquelles ces échanges se sont organisés ; celui des conditions actuelles de leur mise en œuvre.

L'organisation actuelle du commerce international découle notamment des rapports de forces historiques entre les pays, parmi lesquels la colonisation a une importance cruciale. On sait que notre richesse d'aujourd'hui (celle des pays occidentaux) repose historiquement sur le pillage des ressources naturelles des pays colonisés, l'exploitation de populations entières et parfois leur massacre. Ainsi par exemple, une part très importante de l'or qui repose dans les coffres de nos banques centrales a été volé en Amérique Latine et en Afrique<sup>25</sup>.

Des civilisations entières, sur tous les continents, qui avaient développé des cultures et des sociétés adaptées à leur environnement, ont été détruites par l'Occident armé de ses machines et technologies qui sont en passe désormais d'asservir la planète entière.

Oublier la dette historique de nos sociétés «riches» vis-à-vis des peuples que nous considérons «en voie de développement» après les avoir appelés «sous-développés»<sup>26</sup>, en plus de constituer une insulte à la mémoire de l'humanité, empêche de penser des alternatives à l'impasse

..1. *les pays industrialisés comme conséquence d'un pétrole de plus en plus rare, et donc de plus en plus cher, engendrant un chômage de masse, l'arrivée au pouvoir de despotes et de dictateurs, le tout se terminant par une conflagration mondiale. C'est exactement le scénario qui s'est déroulé de 1929 à 1945, à ceci près que la grande crise de 1929 n'a pas été provoquée par un choc pétrolier* (Jean-Marc JANCOVICI et Alain GRANDJEAN, *Le plein s'il vous plaît !*, Seuil, Paris, 2006, p. 48).

25. C. BERTRAND, «Impérialismes ibériques», in M. Ferro, éd., *Le livre noir du colonialisme*, Robert Laffont, Hachette Littérature, Paris, 2003, pp. 179-236.

26. Voir S. LATOUCHE, *Survivre au développement*, op.cit.

actuelle dans laquelle nous continuons à précipiter ces pays, non contents de nous y être nous-mêmes jetés.

Les pillages historiques sur lesquels nous avons accumulé nos richesses, sont au principe des relations économiques inégales entre les pays avec lesquels certains dirigeants prétendent développer des relations commerciales libres et progressistes.

Loin d'être terminés, ces pillages se poursuivent aujourd'hui de façon systématique et organisée, notamment au travers de la « dette odieuse »<sup>27</sup> que nos pays somment le Sud de nous rembourser. Cette dette odieuse, contractée par des élites véreuses souvent mises en place et entretenues par les pays « développés », maintient les pays du Sud dans une relation de dépendance profonde vis-à-vis de l'économie dont le Nord impose les règles à tous. Pour rembourser cette dette, les pays du Sud sont contraints de passer d'économies traditionnelles et locales à la production de biens et services rentables sur le marché mondial, c'est-à-dire payables en dollars et euros. Une partie de ces biens et services assimilables sur le marché entrent directement en concurrence avec les productions du Nord (le textile par exemple) et mettent les populations en concurrence. Une autre partie plus spécifique des productions (comme le café et le cacao par exemple, qui ne sont cultivés que sous certaines latitudes) est soumise aux lois du marché, qui, manipulées par les multinationales subventionnées par les Etats riches au travers d'aides diverses, débouchent sur l'effondrement des revenus des petits producteurs et leur mise en dépendance accrue.

Cette situation insupportable, qui alimente « la croissance » économique – révélant là encore ses principes profondément abjects – rend pour le moins périlleuse l'accusation économiste qui taxe ceux qui prônent une relocalisation de l'économie d'atteinte aux intérêts des pays du Sud.

Cependant, et pour autant que la dette historique immense que le Nord a contractée auprès des pays du Sud soit reconnue, il convient de constater que les relations de dépendance que le marché a bétonnées entre les nations ne peuvent pas être défaites d'un coup de baguette magique et sont lourdes de conséquences pour les peuples qui y sont liés.

27. Pour une présentation générale des enjeux liés à l'annulation de la dette, voir d'Eric TOUSSAINT, *La bourse ou la vie – La finance contre les peuples*, Bruxelles, Luc Pire, 1999.

### **Sortir de la concurrence/dépendance généralisée**

Relocaliser l'économie suppose que les peuples se libèrent du jeu destructeur de la concurrence dans lequel ils sont jetés et qu'ils renouent avec une autonomie collective – par opposition à l'individualisme de l'*homo economicus* – organisée localement, à partir de laquelle des relations plus solidaires et égalitaires entre les pays pourraient voir le jour.

«*Qu'on fasse de l'Inde et de la Chine des amis plutôt que des menaces dépendra de ce qu'on fera sur l'énergie et sur l'environnement*» déclare, sous couvert de l'anonymat, un général américain<sup>28</sup>. On pourrait aussi bien inverser les termes de cette proposition.

L'économie de croissance et son insatiable besoin de rentabilité et d'efficacité met les hommes et les peuples en concurrence, aggravant du même coup la précarité et le pillage des ressources. Dans le contexte de pénurie qui approche, la concurrence organisée constitue un obstacle aux possibilités de répartition plus équitable des richesses naturelles devenant rares. Il semble effectivement particulièrement difficile d'imaginer une sortie non chaotique (objectif 4) de la crise énergétique (objectifs 1 et 2) si, par exemple, telle ou telle nation décide de s'arroger par la force l'accès à tel gisement d'hydrocarbures, comme les Etats-Unis l'ont fait en Irak.

De la même façon, la non-ratification du Protocole de Kyoto par les Etats-Unis et l'Australie – qui ne voulaient pas courir le risque de voir leur compétitivité économique faiblir – ont dissuadé la Chine notamment de se contraindre à des objectifs de réductions d'émissions de gaz à effet de serre, ralentissant du même coup la lutte internationale contre le changement climatique (objectif 1).

Il ne s'agit pas ici de rêver d'un monde utopique dans lequel l'humanité (l'Occident en particulier) aurait réussi à dépasser le stade existentiel primitif de l'égoïsme soumis à la pulsion de domination<sup>29</sup>, mais plus sim-

28. Hervé KEMPF, «L'armée américaine étudie les répercussions géostratégiques du réchauffement climatique», *Le Monde* du 3 avril 2007. Voir l'étude *National security and the threat of climate change*, The CNA corporation, 2007, accessible sur <http://securityandclimate.cna.org/>

29. Pour une analyse existentialiste très intéressante des soubassements comportementaux de l'*homo economicus* en milieu croissant, voir : Christian ARNSPERGER, *Critique de l'existence capitaliste – Pour une éthique existentielle de l'économie*, Éditions du Cerf, Paris, 2005, coll. «La nuit surveillée».

plement d'arrêter la folle concurrence<sup>30</sup> entre les nations en établissant des pactes comme il en existe de «non-agression», de coopération au développement, d'alliances diverses, etc.

### **Préserver la biocapacité de la planète**

Ce qui est en fait un devoir en soi et une conséquence espérée de la décroissance de la consommation est présenté ici comme une condition de la réalisation des objectifs 3 et 4 (souveraineté alimentaire et stabilité). Sans préservation de la biodiversité, l'humanité s'expose à des effondrements brutaux lors de franchissements de seuils écosystémiques. Par exemple, la rupture de la chaîne alimentaire halieutique par extinction de quelques espèces peut anéantir la quasi-totalité du stock de poissons de vastes zones maritimes. Or, le poisson constitue la principale source de protéines des peuples pêcheurs de la planète<sup>31</sup>.

De même, par extension, la chute de la biocapacité générale de la Terre menace la possibilité de nourrir l'humanité (objectif 3), tout comme par conséquent, la stabilité (objectif 4).

### **Garantir une sécurité socio-économique suffisante aux personnes**

La stabilité (objectif 4) sans laquelle la décroissance de la consommation serait inacceptable aux yeux de tous, suppose une certaine continuité dans la rupture. La réorganisation nécessaire demande donc par exemple que le taux d'emploi ne chute pas brutalement, que les garanties de sécurité sociale – qui, telles qu'organisées dans les pays riches, constituent un privilège historiquement bâti sur l'exploitation – soient conservées, ce qui ne signifie pas, au contraire, qu'elles ne puissent pas être organisées autrement. On verra dans la discussion sur les moyens que la décroissance de la consommation ouvre un important gisement d'emplois.

La sécurité d'existence qu'offrent notamment les services publics et la sécurité sociale des pays riches est garantie par solidarité via l'impôt. La sortie de l'économie de croissance remet le mode de financement de ce système en question, mais non son principe dans la mesure où la collectivisation et la redistribution d'une partie de la richesse ne demande pas nécessairement l'augmentation de la production. Au contraire, l'économie

30. Ingmar GRANSTEDT, *Peut-on encore sortir de la folle concurrence ? Petit manifeste à l'intention de ceux qui en ont assez*, La ligne d'horizon, 2006, [www.lalignedhorizon.org](http://www.lalignedhorizon.org).

31. Le poisson est la principale source de protéine pour une personne sur cinq dans le monde. COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE, *Le rôle de l'aquaculture dans l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le monde*, FAO, Rome, 12-16 mai 2003.

de croissance et son obligation de rentabilité mettent ce système sous pression comme en témoignent les privatisations progressives et les rapetissements des services rendus. Soulignons encore que l'organisation économique actuelle engendre un mal-être et un mal-vivre ruineux pour la sécurité sociale (maladies de civilisation comme les cancers, l'obésité et certains diabètes<sup>32</sup>, médicalisation excessive) et des « besoins » inutiles (pour quelle raison le train aurait-il besoin d'atteindre bientôt les 600 km/h ?) qui, d'un point de vue du service rendu au collectif, se révèlent *in fine* contre-productifs, comme nous l'apprend Ivan Illich. Le développement « *hétéronomique* » de nos sociétés, dans lesquelles certaines fonctions sont centralisées dans des institutions, uniques (l'école pour l'éducation, l'hôpital pour la santé) mène à un renversement des causes et une espèce d'effondrement sur elles-mêmes de ces institutions, qui en viennent à créer ce qu'elles devaient initialement contribuer à faire disparaître (l'ignorance pour l'école, la maladie pour l'hôpital)<sup>33</sup>. Sortir de cette logique de dépendance institutionnelle croissante est une nécessité, y compris pour organiser la solidarité collective.

### **Changer les objectifs sociétaux et modifier les conventions économiques**

Aucune de ces conditions ne peut être remplie, et si le raisonnement n'est pas faux, aucun des objectifs atteint, dans le cadre d'une économie de croissance infinie. Entamer la nécessaire décroissance de la consommation implique de réévaluer et de revoir les objectifs politiques et économiques, de changer de logique et de programme pour prendre la direction d'une société soutenable, qui ne peut pas être croissantiste. Ce changement d'orientation – passage de l'appel incessant à la consommation à l'appel à la sobriété, de la concurrence acharnée à une coopération suffisante – demande que les indicateurs économiques permettent de rendre compte positivement de la décroissance de la consommation et que des mesures politico-économiques y incitent.

### **Moyens**

Quatre leviers parmi d'autres pourraient être actionnés conjointement pour initier la décroissance de la consommation :

32. Nos modes de vie remettent en cause jusqu'à ce qui constitue l'un des progrès les plus célèbres : *Espérance de vie – La fin des illusions*, Claude AUBERT, Terre vivante, Mens, 2006.
33. Ivan ILLICH, *Némésis médicale – L'expropriation de la santé*, in *Œuvres complètes*, Volume 1, Fayard, Paris, 2003.

- mettre en place un protectionnisme coopératif,
- changer les indicateurs et les incitants,
- renforcer la recherche dans les domaines «soutenables»,
- modifier les structures d'opportunités individuelles et investir dans la sobriété.

### **Vers un protectionnisme coopératif**

Pour sortir de la concurrence généralisée, annuler la dette du tiers-monde, en plus d'être une obligation morale, est une nécessité pratique qui, si elle n'est pas remplie, enfoncera toujours plus les pays endettés dans la spirale de la dépendance financière et de l'impasse productiviste qui, pour des raisons écologiques est notre impasse à tous.

L'annulation de cette dette coloniale doit être accompagnée de la suppression des aides de type néo-colonialiste que sont les aides à l'exportation des pays riches qui permettent de diminuer artificiellement le prix de vente de produits du Nord et d'inonder les marchés du Sud, cassant les productions locales et privant des millions de petits producteurs de leur source de revenu. C'est le cas, par exemple, pour les producteurs de coton africains submergés par le coton américain subventionné à coups de millions de dollars ; ou encore pour les producteurs de canne à sucre d'Amérique latine qui ne peuvent faire face à la concurrence européenne dont la production de betteraves sucrières, largement soutenue par la Politique agricole commune, oblige les petits exploitants boliviens – l'évolution de leur condition étant à l'égal du choix qui leur est laissé – à se tourner vers la culture de soja ou à se mettre au service de propriétaires de méga-exploitations qui investissent le secteur ouvert par l'émergence des biocarburants<sup>34</sup>.

34. Bien que restant enfermée dans le paradigme de la croissance, la Banque mondiale s'apprête à revoir sa stratégie en sortant du «consensus de Washington» notamment en réhabilitant le rôle de l'Etat. «[Le] prochain Rapport mondial annuel sur le développement, qui doit être rendu public en septembre, encourage les gouvernements des pays pauvres à encadrer et à soutenir leurs paysanneries, prenant à contre-pied la doctrine néo-libérale 'd'ajustement structurel' défendue par le bailleur de fonds international depuis une génération. Pour la première fois depuis 1982, ce rapport, qui oriente la stratégie de la Banque mondiale, se concentre sur l'agriculture. Délaissée par les politiques de lutte contre la pauvreté, l'aide au secteur agricole redevient un enjeu majeur. (...) A l'heure où selon les Nations Unies, l'exode rural n'a jamais été aussi rapide dans l'histoire, la nouvelle ligne adoptée par le rapport de la Banque mondiale trouve son origine dans le constat de nouveaux périls. 'L'accélération du changement climatique, l'imminence d'une crise de l'eau, la lente adoption des nouvelles biotechnologies, et le bourgeoinement de la demande de biocarburants et d'aliments pour le bétail créent de nouvelles incertitudes sur les conditions dans lesquelles la nourriture sera disponible dans l'économie mondiale', prévient la Banque mondiale», *Le Monde* du 20 avril 2007.

La suppression de ces aides néocoloniales devrait être accompagnée de la protection des productions locales. Dans un contexte de concurrence générale exacerbé, il serait vain de penser pouvoir relocaliser l'économie sans prémunir les marchés locaux des exportations conquérantes de grands groupes voire de pays qui exportent leurs marchandises adaptées aux « besoins » des consommateurs des marchés ciblés, à des prix rabaissés. Ces agressions ne sont possibles que parce que les ressources, au premier rang desquelles le pétrole, ne sont pas valorisées comme la crise écologique nous impose de le faire et parce que la mise en compétition des travailleurs du monde entier joue sur les inégalités socio-économiques historiquement construites entre différentes régions du monde. Pour les raisons énergétiques et climatiques présentées plus haut, ces exportations qui incorporent d'énormes quantités de transports, ne sont pas souhaitables ni durables. Le simple fait de moins transporter les marchandises même sans en diminuer la quantité, constituerait une économie très importante de ressources. Pour arrêter de faire circuler les ressources du monde tout autour de la planète et protéger les productions locales, une fiscalité adaptée (voir ci-après) et un protectionnisme coopératif et généralisé sont nécessaires et complémentaires.

Simple à mettre en œuvre en pratique, à l'aide d'outils tels que les quotas ou les taxes, ce protectionnisme<sup>35</sup> devrait permettre de favoriser et valoriser l'accès aux ressources locales utilisées localement pour protéger les ressources en général. L'échelle pourrait être celle de régions (pour nous il s'agirait de l'Europe) de sorte que les biocapacités et capacités productives dans différents secteurs des différents pays qui y sont regroupés se complètent utilement et pallient les manques de chacun, la relocalisation étant nécessairement progressive.

Il ne s'agit pas là de fermer les frontières comme le proposent les politiques libérales, qui mettent en place la libre concurrence forcée entre les hommes, tout en voulant se prémunir de l'immigration de millions de personnes qui fuient les existences misérables et/ou opprimées que ces politiques concurrentielles précipitent. Pour les raisons énergétique et climatique déjà évoquées, ce protectionnisme devrait être coopératif de sorte qu'il permette, en même temps que la protection des ressources mondiales, le transfert gratuit des technologies « propres » utiles aux pays qui en ont besoin. Ce protectionnisme coopératif devrait également être

35. Voir le forum «*Pour un protectionnisme européen*» : [www.protectionnisme.eu](http://www.protectionnisme.eu) sur lequel sont accessibles de nombreuses études spécialisées, dont Jacques SAPIR, «*Libre-échange, croissance et développement : quelques mythes de l'économie vulgaire*». Notons toutefois que le protectionnisme n'y est pas présenté dans le cadre de la décroissance de la consommation et prend peu en compte la dimension écologique.



accompagné de l'ouverture des frontières aux migrants, pour trois raisons au mois.

D'abord parce que, en Europe notamment, des millions «d'illégaux» contribuent activement au fonctionnement de nos sociétés et devraient immédiatement avoir accès à l'ensemble des droits prévus par les lois des pays dans lesquels ils vivent. Pour que les «réfugiés environnementaux», ensuite, issus pour la plupart de pays qui historiquement ne sont pas responsables du désastre écologique et dont le nombre va exploser dans les années qui viennent<sup>36</sup>, aient la possibilité de s'installer dans des régions où ils puissent mener une vie conforme à la dignité humaine. Enfin, parce que la réorganisation socio-économique profonde à laquelle nous oblige la crise environnementale appelle une redistribution de la carte des capacités humaines de production et donc à la mobilité momentanée des hommes<sup>37</sup>.

### **Changer les indicateurs et les incitants**

#### **• Indicateurs**

Dans l'idéologie croissanciste, ce qui croît, ce sont les chiffres du PIB. Nous ne nous attarderons pas sur la nécessaire critique de cet indicateur, effectuée dans d'autres pages de ce volume<sup>38</sup>. Soulignons simplement que l'outil a pris ici le contrôle de son maître et que sa fonction de mesure partielle et partiale s'est transformée en prison de la pensée. L'indicateur déterminant la nature du résultat qu'il permet d'obtenir puisqu'opérant sur des variables déterminées, le PIB constitue le verrou du dogme croissanciste qui l'organise.

Il y a donc là un enjeu tout à fait central pour la possibilité d'initier et de piloter la période de transition de décroissance de la consommation : la prise en compte du bien-être, des inégalités sociales, et de l'état de l'environnement dans un indice de la comptabilité nationale qui servirait d'aide à la décision et serait rendu public aurait un effet direct de réorientation politique<sup>39</sup>.

36. Selon l'ONU, 50 millions de personnes pourraient être contraintes à migrer pour des raisons climatiques d'ici la fin de la décennie.

37. Qui n'auront bientôt plus la facilité de déplacement que permet le pétrole peu cher.

38. Voir aussi : Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, collection Repères, Paris, 2005.

39. Le Bureau fédéral du Plan a débuté la mise en place de comptes satellites qui devraient être prêts à la fin de cette année. Ces comptes présentent l'avantage d'être «compatibles» avec le reste de la comptabilité nationale et permettent par conséquent de fournir des éclairages nouveaux par recoupement avec les différentes ..

• **Incitants : une fiscalité verte pour internaliser les externalités**

La fiscalité telle qu'elle est orientée aujourd'hui favorise le capital et ses revenus au détriment du travail, ce qui a notamment pour effet d'augmenter la précarité des travailleurs et les pressions qu'ils subissent sous les assauts des actionnaires, d'une part, et d'autre part d'accélérer encore la surexploitation des ressources et la surpollution en alimentant la frénésie du marché mondialisé. Cette orientation est un choix politique, intenable.

Réorganiser la fiscalité pour la rendre «verte» et davantage redistributive est une nécessité. Si, comme le veut la théorie libérale, les prix doivent refléter la rencontre de la demande de biens et services et l'offre correspondante disponible, on voit par exemple que le prix du pétrole, qui va commencer à manquer, devrait être fortement et rapidement augmenté pour rendre compte de sa valeur véritable. Toute combustion d'énergie fossile entraîne l'émission de gaz à effet de serre et a donc des coûts écologiques et sociaux «cachés» (externalités), qui devraient également être incorporés au prix d'achat de cette énergie (internalisés) pour rendre correctement compte de son coût réel<sup>40</sup>. Les revenus de ces taxes, qui complètent d'autres mesures de limitation comme les quotas décidés dans le cadre du Protocole de Kyoto, pourraient être partiellement redistribués de façon à rendre leur mise en œuvre socialement juste<sup>41</sup>.

• **Limiter les incitants négatifs** : Interdire toute publicité commerciale pour les produits et services qui ont un impact nocif sur la santé des

.../... activités économiques. La relative facilité d'intégration de ces comptes satellites mérite sans aucun doute qu'ils soient au plus vite médiatisés et employés par les pouvoirs publics comme outils d'aide à la décision, tout en étant complétés d'autres «mesures nécessaires». «Les comptes satellites constituent à la fois un complément et une extension par rapport aux comptes nationaux et ils doivent servir pour des analyses de support à la prise de décision politique. Le BfP établit des comptes satellites pour le transport et l'environnement. Pour la construction des comptes environnementaux, souvent aussi appelés 'comptes verts', des données environnementales comme les quantités d'émissions de polluants de l'air sont réparties sur les différents acteurs économiques identifiés dans les comptes nationaux (régionaux), c'est-à-dire les ménages et les différentes branches d'activité». Les comptes satellites transports, qui ne prennent pas en compte les transports pour compte propre, devraient être prêts à la fin de l'année 2007. Voir <http://www.plan.be>

40. Pour Jean-Marc JANCOVICI, *op. cit.*, le prix des énergies fossiles devrait augmenter de 3 % par an jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée à la crise énergéico-climatique.

41. Pauline DE WOUTERS et Anne DE VLAMINCK, *Les aspects sociaux de la fiscalité environnementale – Points de vue de la société belge francophone*, Inter-environnement Wallonie, 2006, [www.lewonline.be](http://www.lewonline.be)

personnes et l'environnement, interdire toute publicité commerciale non sollicitée.

Promouvoir les comportements écologiquement responsables n'a pas beaucoup de sens dans une société soumise à une agression publicitaire permanente<sup>42</sup>. Dans les pays industrialisés, chaque individu est «*impacté*» (selon le mot des publicitaires) par environ 2 500 messages commerciaux par jour. On sait que ces messages sont efficaces, ils sont d'ailleurs élaborés pour assurer à l'annonceur qui les commande un retour sur investissement. Pour augmenter leur pouvoir de manipulation, l'industrie publicitaire a recours aux dernières connaissances en sciences humaines, sciences de la communication et du langage, psychologie, médecine. Ainsi, le «*neuromarketing*», qui emploie notamment les techniques d'imagerie médicale pour étudier l'activité cérébrale de «*patients*» soumis à des messages publicitaires divers, connaît un développement important depuis quelques années. Dans le même temps, l'envahissement publicitaire de tous les interstices spatio-temporels (affichage, télévision, radio, cinéma, presse, vêtements, internet, toutes-boîtes, etc.) continue. Cette surpression efficace à la consommation est injustifiable sur tous les plans.

D'abord la manipulation des esprits, et notamment des plus jeunes, pour les «*marquer*» commercialement par un matraquage permanent et des techniques de manipulations avancées est contraire au respect de la liberté individuelle.

Ensuite, ces messages, loin d'être de la communication, sont à sens unique, unilatéraux et dans l'immense majorité des cas il n'est pas possible d'y répondre<sup>43</sup>. La sacro-sainte liberté d'expression des publicitaires, qui ne justifie en rien leur capacité de manipulation et de matraquage, bute radicalement contre la liberté individuelle de ne pas être exposé de force aux campagnes publicitaires. En ce sens, la publicité commerciale imposée est anti-démocratique.

Enfin, le torrent publicitaire qui inonde tous les pans de la société et de nos vies distille en tous lieux et en tout temps une ambiance consumériste et le message du «*tout est à vendre*». La publicité commerciale cultive l'illusion d'un monde sans limite dans lequel la consommation serait la clé

42. Voir l'analyse à couteaux tirés : Groupe MARCUSE, *De la misère humaine en milieu publicitaire : Comment le monde se meurt de notre mode de vie*, La Découverte, Paris, 2004.

43. Seule la technique de «*l'opt-in*» développée par certaines grandes entreprises diffère très légèrement : il s'agit d'entrer en contact avec le consommateur de façon personnalisée pour essayer d'établir un «*échange*». Bien entendu, le but exclusif de ce «*dialogue*» est l'obtention d'informations-clients pour vendre plus de marchandises.

du bonheur et, ce faisant, ralentit voire empêche l'apparition et la mise en œuvre d'alternatives nécessaires à nos modes de vie.

Il est extrêmement difficile d'imaginer une sortie de la surconsommation tant que la publicité commerciale règne dans l'espace public. La diminution drastique de la pression publicitaire est une condition *sine qua non* de l'entreprise de «*décolonisation de l'imaginaire*»<sup>44</sup> nécessaire pour initier la décroissance de la consommation.

### ***Encourager la recherche dans les domaines cruciaux***

Le défi environnemental appelle en premier lieu la sobriété générale. Cependant, dans la mesure où il n'est pas envisageable de parvenir à la sobriété en renonçant en une fois au traître confort que nous procurent nos sociétés de consommation, il faut d'urgence encourager la recherche dans les secteurs de production moins sales (et non «propres»). De nombreuses connaissances et applications doivent être développées par exemple en matière d'énergies alternatives, de recyclage, de traitement des déchets nucléaires, de dépollution chimique, etc.

C'est peu dire que le financement de la recherche est aujourd'hui mal orienté. Dans son programme qui couvre les années 2007 à 2012, l'Union européenne<sup>45</sup> a ainsi décidé d'investir, entre autres postes, 9 milliards d'euros pour la recherche dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (l'urgence est-elle au téléphone ?), 3.5 milliards d'euros pour les nanotechnologies (dont on ne connaît pas les effets notamment en termes de santé publique) et 2.7 milliards d'euros (Euratom) dans le programme ITER de fusion nucléaire (dont les chances de réussites sont d'autant plus lointaines que la crise énergétique et climatique est proche). Seuls 1.6 milliards ont été alloués à la recherche sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Ce déséquilibre est d'autant plus absurde que même la logique profitable court-termiste (dont il est impératif de se libérer) qui oriente le financement de la technoscience devrait conduire à favoriser les investissements dans les secteurs «durables» dont les perspectives de développement (!) sont énormes.

Cet illogisme est là encore de façon évidente le résultat de l'inféodation du politique au dogme de la croissance économique infinie, incapable de

44. Selon le mot de Serge Latouche.

45. Conseil de l'Union Européenne, *Programme «FP7»*, 16887/06.

se projeter dans le temps. Réorienter la recherche dans le sens de la soutenabilité devrait donc être accompagné de la mise en place d'un contrôle citoyen accru, de sorte que les investissements et les choix techno-scientifiques soient débattus et correspondent aux nécessités de la société et non aux profits de sociétés.

### ***Modifier les structures d'opportunités individuelles et investir dans la sobriété***

Pour se diriger vers une société sobre et soutenable, la conjonction d'actions aux niveaux individuel et collectif est nécessaire. Ces deux niveaux ne s'opposent pas, ne sont pas exclusifs l'un de l'autre<sup>46</sup>. On entend souvent dire qu'il faudrait d'abord un changement des mentalités sans lequel, point de salut. Comme en écho, un autre argument voudrait que sans impulsion venant d'en haut, les évolutions individuelles seraient vaines. Pourtant, ces deux niveaux renvoient l'un à l'autre, ce que le politique rend assez patent : sans réorientation de l'économie, tous les efforts individuels, même les plus sincères et les plus vigoureux, ne pourront rien contre les forces destructrices du marché. Simultanément, il est assez difficile d'espérer que les responsables politiques décident d'investir le champ de la décroissance de la consommation s'ils ne sentent pas une pression électorale suffisante. Niveaux individuels et collectifs sont complémentaires et entretiennent un lien de conditionnement dialectique, de même que les individus composent et construisent le collectif et que le collectif est composé des individus et les construit. De très nombreuses alternatives pratiques à la consommation de masse sont connues des « décroissants » dans tous les domaines de la vie<sup>47</sup>.

Les propositions au niveau macroscopique, de type politique, sont par contre moins nombreuses ce qui, comme souligné plus haut, pose un sérieux problème de praticabilité de la sortie du capitalisme. La phase de transition vers une société soutenable doit comprendre des éléments actifs à ces deux niveaux.

Une grande partie de la modification des comportements peut être menée par chacun avant même que des changements plus généraux soient entrepris. Il est par exemple possible à un grand nombre de personnes de se passer de leur voiture dont la fonction première se rapporte souvent davantage au confort et à la frime sociale<sup>48</sup> qu'à l'efficacité d'un

46. Cette opposition conceptuelle fait écho au réflexe dualiste occidental.

47. Voir l'article de E. DECALUWÉ dans ce numéro des *CM*.

48. Selon Thorstein Veblen, l'ostentation est l'un des principes directeurs de l'organisation sociale de nos sociétés modernes, et le moteur de la croissance par la consommation.

moyen de transport. Il ne coûte strictement rien, au contraire, d'éteindre les appareils électriques lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Bien souvent, un panier de produits biologiques et locaux ne revient pas plus cher *in fine* qu'un panier de produits alimentaires industriels, moins nutritifs et nocifs à tous points de vue, *etc.* Un très grand nombre de ces «mesurettes» sont facilement praticables et constituent une étape vers un mode de vie moins aliéné à la globalisation économique.

Cependant, les personnes qui essayent d'adopter des modes de vie plus sains savent bien que plus on avance dans la sobriété, plus les obstacles peuvent être difficiles à franchir – ou plus ils impliquent des décisions qui modifient profondément la vie.

Pour faire en sorte que ces modes de vie deviennent praticables et qu'ils ne soient plus des parcours du combattant dévalorisés par la logique économiste qui les confine dans des niches restreintes (certains écolos bobo ; certains «écolos radicaux» qui sont parfois confrontés à la désocialisation que leurs choix impliquent ; certains groupes moins soumis à la logique productiviste, comme les religieux ; ou encore mais cette fois de façon inacceptable, les personnes vivant la précarité ou l'exclusion), il est donc nécessaire de modifier les structures d'opportunité, c'est-à-dire de créer les conditions pratiques de sortie de l'enfermement sur-consumériste.

Cette nécessité (modifier les structures d'opportunité) implique que les pouvoirs publics investissent massivement dans la sobriété. Ces investissements constituent en même temps des conditions et des réponses à la mise en œuvre des moyens précédemment listés. Les secteurs sont nombreux dans lesquels une activité soutenable (peu énergivore et peu polluante) devrait être (re)déployée et ils couvrent toutes les activités humaines basiques comme l'alimentation (de type biologique), le déplacement (renforcement des transports en commun, développement d'une industrie de la bicyclette), l'habillement (le chanvre par exemple peut constituer une ressource de qualité pour une production textile locale), le logement (l'isolation thermique du parc immobilier et l'éco-construction). L'investissement dans ces secteurs permettrait de diminuer très fortement et à court terme l'empreinte écologique régionale. Dans le même temps, on voit que cela ouvre des possibilités très importantes d'activités peu pratiquées, et donc un gisement d'emploi (condition et objectif 4)<sup>49</sup>.

49. Sur les relations entre décroissance et travail, voir *Entropia*, n°2, Paragon, Lyon, 2007, et en particulier la présentation générale de Serge LATOUCHE : «Décroissance, plein emploi et sortie de la société travailliste», pp. 11-23.

Soulignons encore que le réinvestissement du local, s'il était initié à temps, pourrait créer des potentialités de croissance du PIB, tout en permettant le début de la décroissance de la consommation. Cette étape de la transition vers une économie sobre ne peut qu'être courte dans la mesure où, une fois les gains énergétiques réalisés et la soutenabilité organisée, les sources de croissance de la consommation se tarissent. Ce que l'on pourrait appeler un «délai de PIB» au cours duquel de nombreux aménagements peuvent être initiés (comme la mise en place d'indicateurs alternatifs) est cependant très bienvenu puisqu'il pourrait faciliter la mise en route urgentement nécessaire de la décroissance de la consommation.

## Conclusion

Comment passer d'une économie de croissance insoutenable à une économie raisonnable et soutenable ?

Une période transitoire de décroissance de la consommation est absolument nécessaire. Elle pourrait peut-être comprendre trois «grandes» étapes :

- une période de croissance continuée, assurée par la réorientation des investissements dans les secteurs de la sobriété (bâtiment, transport, industrie, agriculture, recherche), qui initierait le décrochage de la courbe de l'empreinte écologique, préparerait l'indépendance énergétique et orienterait la modification des objectifs politiques ;
- une période de décroissance de la consommation générale dans les pays riches, au cours de laquelle les indicateurs alternatifs constitueraient les outils d'aide à la décision en lieu et place du seul PIB, et qui ouvrirait la voie à une réorganisation économique et sociale ;
- une période d'organisation de la stabilité socio-économique dans une société se dirigeant vers la sobriété, moment auquel il deviendrait probablement nécessaire d'initier une réorganisation de la représentation politique.

Ce que l'on peut présenter sommairement dans le tableau qui suit.

Peut-être, c'est notre souhait, la formulation de cette proposition-hypothèse permettra-t-elle modestement d'alimenter les discussions sur les chemins de la nécessaire transition que doivent opérer sans tarder nos sociétés insoutenables.

	J	J+10 ans	J+20 ans	J+50 ans
<b>PIB</b>	Croissance économique	Croissance du PIB continuée	Décroissance du PIB	PIB stable, indicateur marginal
<b>Indicateurs</b>	PIB	PIB + mise en place indicateurs alternatifs	Indicateurs alternatifs de transition	Indicateurs de stabilité
<b>Consommation des ressources fossiles</b>	Croissance	Croissance au ralenti décroissance débutée	Décroissance forte (Plus de pétrole)	Sobre, stable
<b>Echanges économiques</b>	Mondialisés	Moins mondialisés + croissance du local	Moins mondialisés + croissance du local	Locaux + échanges limités de ressources matérielles avec des régions lointaines
<b>Consommation (empreinte écologique)</b>	Croissance	Croissance	Décroissance	Sobre, stable
<b>Discours</b>	- Développement durable - Croissance - Compétition/concurrence	- Décroissance de la consommation - Maintien et réorientation de l'emploi - Développement de la solidarité et de la collaboration	Sobriété - Réorganisation socio-économique - Solidarité et collaboration	Stabilité - Réorganisation socio-économique - Solidarité et collaboration
<b>Publicité commerciale</b>	Croissante	Décroissante	Rare	Inutile
<b>Espérance de bien-être (solidarité, autonomie, sécurité, santé, confort de vie)</b>	Diminution	?	?	Vers l'épanouissement



## Sept propositions pour une économie économe

Jean-Marie Harribey\*

*«Etant donné l'intensité et la productivité du travail, le temps que la société doit consacrer à la production matérielle est d'autant plus court, et le temps disponible pour le libre épanouissement des individus d'autant plus grand que le travail est distribué plus également entre tous les membres de la société, et qu'une couche sociale a moins le pouvoir de se décharger sur une autre de cette nécessité imposée par la nature.»*

*«L'économie vraie, l'épargne, consiste à économiser du temps de travail.»*

Karl Marx<sup>1</sup>

---

\* L'auteur est enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux IV. Membre du conseil scientifique de l'association Attac, il est devenu co-président de celle-ci en 2006. Il a accepté, à la demande des CM, de réviser, adapter et regrouper pour une nouvelle édition l'introduction et les conclusions d'un livre de 1997 issu de sa thèse : Jean-Marie HARRIBEY, *L'économie économe*, l'Harmattan, Paris, 1997 (sous-titre : *Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*).

1. Karl MARX, *Le Capital*, Livre I, dans *Œuvres*, tome 1, Gallimard, La Pléiade, Paris, 1965, p. 1023 ; *Principes d'une critique de l'économie politique*, dans *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, Paris, 1968, tome 2, p. 310.

La rupture intervenue au début de la décennie 1970 aura eu le mérite de disqualifier les analyses d'une croissance économique prétendument infinie et de faire une place à des interrogations sur les finalités et les contraintes du développement, considéré jusqu'alors comme le seul vecteur du progrès humain.

Cette rupture qui a ouvert une phase de croissance très ralentie dans les vieux pays industriels, comparativement à la phase précédente de l'après-guerre, ne peut être analysée comme une simple crise économique traditionnelle. Il y a eu certes, pour une part, une crise de suraccumulation et de rentabilité du capital dans la mesure où les formes de régulation et de gestion de la force de travail sont devenues progressivement moins efficaces. Mais la crise est aussi le produit d'un modèle de développement qui conduit dans une voie sans issue parce qu'il menace les mécanismes régulateurs conditionnant la survie de la planète. Il ne s'agit plus d'une crise **économique** mais d'une crise **sociale** dans le sens de **sociétale** parce que les rapports de production trouvent leurs limites dans des rapports de répartition devenus insoutenables : insoutenable répartition des richesses produites, insoutenable répartition du temps au travers de l'affectation des gains de productivité, insoutenable répartition des ressources naturelles entre les générations.

Le modèle de développement, tout particulièrement depuis la seconde guerre mondiale, était fondé sur l'affectation de la majeure partie des gains de productivité à des fins d'augmentation de la production et sur la croissance de la consommation essentiellement marchande de biens et de services, en vertu d'une équation simple, plus = mieux.

Ce développement est entré dans une impasse caractérisée par l'exclusion humaine et sociale et par la dégradation écologique dont voici les principales manifestations.

- L'impossibilité d'endiguer la montée du chômage et la précarisation qui frappe plusieurs dizaines de millions d'individus au sein même des pays développés.
- La concentration des richesses et des revenus dans le monde : au cours des trois dernières décennies, la part des 20 % les plus riches est passée de 70 à 85 % du produit mondial et celle des 20 % les plus pauvres de 2.3 à 1.1 %.
- La déculturation de masse : parallèlement à l'instauration de la rareté matérielle qui fait miroiter l'abondance à des milliards d'êtres humains, sont peu à peu détruites les racines culturelles dans lesquelles ils puisaient le sens de leur existence et trouvaient leur dignité.
- L'accentuation des menaces pesant sur l'environnement, évaluée encore avec plus ou moins de certitude, provenant de la pollution, de

l'effet de serre, de prélèvements abusifs sur les ressources naturelles, des atteintes à la biodiversité animale et végétale. Ces dangers trouvent historiquement leur première origine dans l'industrialisation depuis deux siècles des pays aujourd'hui développés, et ils ne pourraient que s'aggraver si ces pays devaient poursuivre leur croissance selon le même modèle et si les pays du tiers-monde devaient les imiter, d'autant plus que ces derniers connaissent souvent une croissance démographique encore forte.

L'inventaire des impasses desquelles le monde éprouve des difficultés à sortir nous amène à interpellier les définitions traditionnelles du développement et à définir la crise du développement. François Perroux écrivait : «*Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global*». Le développement ne pouvait être celui «*de tout l'homme et de tous les hommes*»<sup>2</sup>.

Or, les critères définissant le développement, que les théoriciens considéraient comme indissociables, apparaissent aujourd'hui éclatés. Le développement économique a vu la productivité du travail s'accroître selon un processus cumulatif mais il n'a jamais été celui de tout l'homme pour tous les hommes. Nous définirons alors la **crise du développement** comme la rupture entre un processus d'accumulation et l'ensemble des procédures de régulation des rapports sociaux et des rapports entre l'homme et la nature instrumentalisée. La crise du développement englobe et dépasse une crise du capitalisme. Cette dernière est une interruption de la valorisation du capital liée à la difficulté de produire et réaliser de la plus-value mais sans que soit remise en cause l'adhésion aux valeurs du progrès matériel. La crise du développement se produit parce que les conditions **matérielles, sociales et culturelles** du développement ne sont plus garanties et parce que la tentative de les réunir de nouveau à tout prix pour perpétuer le même développement aurait peut-être des conséquences encore plus graves.

L'ampleur et la persistance de cette crise témoignent de la difficulté à trouver de nouvelles formes de régulation, rappelant ainsi qu'un développement sans finalité humaine serait vide de sens (1). Face à cette crise, le renouveau de la réflexion théorique est indispensable (2).

2. François PERROUX, *L'économie du XX<sup>e</sup> siècle*, PUF, Paris, 1961, 3<sup>e</sup> éd. 1969, dans *Œuvres complètes*, tome V, Grenoble, PUG, 1991, p. 191 ; *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier-Presses de l'Unesco, Paris, 1981, p. 321.

## Quel développement ?

Le concept de **développement durable** ou **soutenable**, est une tentative de réponse à cette crise à la fois socio-économique et écologique, depuis que le *Rapport Brundtland* en a proposé la définition : «*Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs*»<sup>3</sup>. D'emblée, la double question de l'équité intra et intergénérationnelle est posée.

Le développement soutenable, selon ses concepteurs, s'inscrit dans le temps et suppose la poursuite d'une croissance économique, considérée comme condition nécessaire quoiqu'insuffisante, qui permette un meilleur partage des richesses. La soutenabilité est en outre conditionnée par une maîtrise de la démographie et par le respect des écosystèmes appréciés uniquement en tant que potentiel productif.

Or, ces principes sont controversés car ils soulèvent des interrogations majeures. La première limite du concept de développement durable tient à l'ambiguïté sur ce qui doit être **durable**. Est-ce le modèle de développement qui dure déjà depuis deux siècles ? Dans ce cas, la profondeur de sa crise conduit à n'en plus souhaiter la poursuite. Est-ce un modèle de développement, qui prendrait en compte à l'avenir la promotion de tous les êtres humains et le respect de l'environnement ? Dans ce cas, le développement humain durable, dont la responsabilité de la mise en œuvre incombe en premier lieu aux pays industrialisés, devrait se fonder sur le renoncement à la croissance économique illimitée au sein de ces pays pour affecter les gains de productivité, lorsqu'ils sont eux-mêmes obtenus sans porter atteinte à l'environnement naturel, en priorité à l'amélioration de la qualité de la vie dont la diminution du temps de travail pourrait constituer un aspect fondamental.

Les enjeux de ce débat sont théoriques et politiques. Ils sont théoriques parce qu'ils donnent lieu dès l'abord à deux approches largement étrangères l'une à l'autre. La première est celle de l'économie de l'environnement qui est aujourd'hui une branche de l'économie en pleine extension depuis que fut reconnu le risque d'épuisement des ressources naturelles. Elle tente d'intégrer l'environnement dans le modèle d'équilibre général néo-classique et propose une méthode de gestion des ressources naturelles consistant à internaliser les effets externes, soit par

3. Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), *Rapport Brundtland - Notre avenir à tous*, Fleuve, Montréal, 1987, p. 511.

une tarification incitant à prendre des mesures de protection, soit par la mise sur le marché de droits à polluer. Mais cette approche pose de graves problèmes logiques et méthodologiques.

La seconde démarche est celle de l'économie **dans** l'environnement qui replace l'économie dans la biosphère. Sa méthode est née de l'approche systémique et des principes de la thermodynamique : celui de conservation de l'énergie et celui d'entropie, ce dernier ne conduisant pas nécessairement à la destruction mais à des phénomènes de destruction-création-complexification. Dans ce cadre, la préservation des ressources se fonde sur des critères physiques et non pas monétaires car les mécanismes biologiques ne relèvent pas du marché.

Les enjeux de ce débat sont également politiques car le concept de développement durable et la stratégie du même nom peuvent aboutir à des choix radicalement opposés. D'un côté, la logique de l'économie de l'environnement conduit à promouvoir sans cesse la création d'activités économiques nouvelles de réparation des dégâts causés à l'homme et à l'environnement, notamment sous le prétexte fallacieux que l'écologie crée des emplois. Ainsi, le développement durable devient le support d'une nouvelle impulsion donnée à la logique du profit et du productivisme en restant soumis au libéralisme et aux règles internationales du libre-échange. D'un autre côté, la logique de l'homme ou, selon l'heureuse formule de René Passet, la logique du **vivant** conduit à subordonner les prétendus impératifs économiques à la vie de l'espèce humaine et des autres espèces et à favoriser toute entreprise de désaliénation de l'être humain<sup>4</sup>.

Théorie et politique sont à ce point liées que le chercheur et le citoyen du monde sont en droit de se demander comme Jean Chesneaux : *« la notion de développement durable ne vise-t-elle, en dernière analyse, qu'à sauvegarder un 'développement' seulement aménagé par la prise en considération de nouveaux paramètres écologiques ? Ou, au contraire, la priorité désormais accordée à nos responsabilités tant envers l'environnement qu'envers les générations futures conduit-elle à remettre en cause le principe même de ce développement si souvent présenté comme une fin en soi ? »*<sup>5</sup>.

4. René PASSET, *L'économie et le vivant*, Payot, Paris, 1979 ; 2<sup>e</sup> éd., Economica, Paris, 1996.

5. Jean CHESNEAUX, « Quel développement ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.

En allant plus loin, doit-on considérer comme Serge Latouche que le développement durable est le «*dernier avatar du développement*» ou bien encore un «*concept alibi*»<sup>6</sup>? Cela est sans aucun doute vrai si l'on assimile le développement durable à la vision réductrice de l'économie de l'environnement vers laquelle cherchent à l'entraîner les principaux protagonistes de ce débat, au premier rang desquels figurent les responsables des grandes entreprises ainsi que les grandes instances internationales soutenues par la plupart des économistes de l'environnement.

Mais la discussion théorique et les choix politiques ne sont peut-être pas réglés. En ce cas, il n'y aurait, à notre sens, pas lieu d'abandonner déjà aux tenants de cette vision le terme de développement durable ni celui de développement, sauf à considérer que toute forme de développement est à proscrire parce que le développement ne pourrait être autre que ce qu'il a été, **le développement réellement existant**, disqualifiant pour toujours tout développement. Nous n'adoptons pas ce dernier point de vue parce qu'il nous paraît comporter deux risques. D'abord, celui de considérer comme inéluctable le destin de l'humanité : à cet égard, le «*sens de l'histoire*» et la «*fin de l'histoire*» se rejoignent. Ensuite, celui de dire, en tant que chercheur et citoyen de pays développé ayant goûté aux délices de l'amélioration du niveau de vie matériel, à l'adresse des immenses populations du tiers-monde vivant encore dans le dénuement le plus extrême : «*surtout, n'attendez rien de l'augmentation de la production et de la consommation*». Nous faisons donc le choix d'explorer les formes que pourrait prendre un développement qualitatif.

Il apparaît que le développement durable n'a de sens qu'accompagné de la remise en cause du développement existant lui-même, c'est-à-dire de la remise en cause des conditions qui l'ont fait devenir nécessaire. Dans le cas contraire, il serait alors le moyen de survie de ce développement existant qui s'est révélé dévastateur.

## Quelle recherche théorique ?

Notre point de départ est que les conditions de réalisation des gains de productivité et les conditions de leur répartition contribuent à l'exacerbation des contradictions du monde et ne sont donc pas indifférentes aux (dés)équilibres sociaux et naturels.

6. Serge LATOUCHE, «*Développement durable : un concept alibi - Main invisible et main-mise sur la nature*», *Revue Tiers-Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars 1994, pp. 77-94.

## Les contradictions à surmonter

La volonté de poursuivre le développement exacerbe les contradictions entre les forces sociales et nationales pour lesquelles il représente toujours un enjeu matériel, politique et symbolique. Peut-on entrevoir le dépassement de ces contradictions ?

- L'affrontement entre puissances capitalistes pour le partage des marchés est apparu sans voile au sein des négociations du GATT puis de l'OMC, et contribue à écarter toutes les préoccupations humaines et environnementales dont la Conférence de Rio avait affirmé l'importance. La cristallisation des désaccords autour de l'agriculture illustre parfaitement le choix de s'engager dans une guerre commerciale (en faisant le pari qu'on la gagnera et que le voisin la perdra) sans jamais remettre en cause le productivisme de l'agriculture intensive.
- L'accumulation du capital étant incapable d'intégrer le progrès technique autrement que par la mise à l'écart d'une fraction de plus en plus grande des populations actives, l'impasse des théories et des politiques traditionnelles pour expliquer et endiguer la montée du chômage n'est plus niée, même par les économistes les plus attachés à celles-ci. Toutefois, les contradictions théoriques et politiques ne sont pas résolues pour autant puisque, d'un côté, la croissance économique est désormais réputée ne pouvoir créer que peu d'emplois, mais, de l'autre, cette même croissance continue d'être espérée. Le paradoxe est tel qu'il ne peut pas ne pas être perçu par ses auteurs et le fait qu'il soit donc assumé par ces derniers suggère l'interprétation suivante : la croissance de l'économie est souhaitée moins parce qu'elle est susceptible de créer des emplois que parce qu'elle engendre des profits capitalistes et qu'elle permet d'éviter largement la question des profondes inégalités de la répartition des richesses produites en concentrant l'attention sur la simple répartition du supplément périodique, les célèbres et mythiques «*fruits de la croissance*».
- La nécessité de poser le problème de l'emploi dans les pays développés en dehors du paradigme de la croissance, c'est-à-dire en termes d'utilisation des gains de productivité non plus à des fins d'augmentation de la production, mais à celles de diminution du temps de travail, constitue la voie de recherche privilégiée d'une stratégie de développement humain durable au sein de ces pays.

La transformation des pratiques quotidiennes de consommation dans les pays développés que suppose un développement durable de tous les hommes implique l'acceptation des interrogations de «*l'éthique du renon-*

*cement*»<sup>7</sup> et la réhabilitation de la notion de «suffisant»<sup>8</sup>. Ainsi, la préservation des écosystèmes, l'accès plus facile des plus pauvres aux ressources de la planète, le moindre gaspillage des plus riches, le choix d'un développement qualitatif et la libération partielle et progressive du travail aliéné sont-ils intimement liés.

### La problématique de l'utilisation des gains de productivité

Depuis le début de l'histoire du développement industriel jusqu'à nos jours, parmi les quatre éléments liés par la relation *productivité = production / (emploi x durée du travail)*, la production et la productivité ont été considérées comme des finalités immédiates au service d'une finalité ultime (la rentabilité du capital), le temps de travail et l'emploi, alternativement, comme des contraintes presque immuables sauf à très long terme ou bien comme des variables régulatrices d'ajustement. Dans une perspective d'amélioration essentiellement qualitative, le développement durable pourrait se définir comme une stratégie d'inversion des variables d'ajustement et de régulation sociale : la croissance faible de la production deviendrait la contrainte, non plus subie mais acceptée compte tenu de la raréfaction des ressources naturelles, la productivité deviendrait le moyen d'atteindre les nouveaux objectifs que sont l'emploi et le temps de travail, ce dernier pouvant être à la fois un objectif et un moyen. Cette inversion soulève immédiatement la question de la probable incompatibilité de la soutenabilité et de la logique de l'accumulation du capital, celle-ci étant gouvernée par le critère du profit qu'un peu plus de social et d'écologie ne suffirait pas à infléchir.

#### *Une proposition théorique concernant la valeur*

Pour reproduire et étendre sa domination et, de plus, la faire apparaître comme légitime, le capital a besoin d'évacuer du **champ des représentations du réel** le point de départ et le cœur du système productif : le travail humain. La logique de la théorie économique dominante s'attache donc à nier le travail comme fondement de la valeur et à nier même la nécessité et l'utilité d'une théorie de la valeur, alors que le processus de développement capitaliste consiste à généraliser l'emprise de la marchandise et de la valeur d'échange et à soumettre progressivement la totalité des forces de travail au régime du salariat.

7. Hans JONAS, *Le principe responsabilité - Une éthique pour la civilisation technologique*, 1979 ; éd. fr., Cerf, Paris, 1990.

8. André GORZ, *Métamorphoses du travail - Quête du sens - Critique de la raison économique*, Gallilée, Paris, 1988.



La double contradiction de l'idéologie se situe à cet endroit : premièrement, le travail fut présenté comme le facteur principal, sinon exclusif, de socialisation dans les sociétés modernes, tout en étant nié en tant que seul facteur productif au sens propre ; deuxièmement, c'est au moment même où un nombre croissant d'individus sont exclus de toute possibilité d'insertion sociale et où apparaissent les dangers de la non-prise en compte du «patrimoine» naturel que resurgit le problème de la valeur, autant sous sa forme économique que sous sa forme éthique.

L'analyse critique du concept et des projets de développement durable est l'occasion d'interpeller l'économie prétendument scientifique. Celle-ci, après un siècle de néo-classicisme, a évacué toute théorie de la valeur qui pourtant est au centre de deux questions concernant le développement durable :

- L'attribution d'une valeur aux biens environnementaux qu'il s'agit de protéger peut-elle se faire dans le cadre du corps théorique néo-classique ?
- La mesure des gains de productivité, strictement inverse de la baisse de la valeur des marchandises, est-elle autre chose que la mesure de la réduction progressive des besoins en travail dans le processus de production ?

D'une part, la théorie économique a exclu du champ du calcul économique les éléments du patrimoine naturel réputés sans valeur car inépuisables. D'autre part, le développement économique conduit à l'exclusion progressive du travail vivant du processus de production, ce qui se traduit par une augmentation de la productivité du travail et donc par une baisse des coûts de production et de la valeur des marchandises.

Cette double exclusion conduit d'un côté au gaspillage et à la détérioration des ressources naturelles et de l'environnement, et d'un autre côté à un gâchis humain et social dans la mesure où des populations entières et de plus en plus nombreuses sont rejetées à l'écart du monde de l'économie, tant dans les pays pauvres que dans les pays riches. Il y avait les «*superflus et les surnuméraires*»<sup>9</sup>, les «*damnés de la terre*»<sup>10</sup>, il y a désormais les bannis de la société ou encore les «*inutiles au monde*»<sup>11</sup>.

Sur le plan théorique, une stratégie de développement humain véritable et durable se fonde donc sur une remise en cause de la rationalité éco-

9. Karl MARX, *op. cit.*, 1965, p. 1146.

10. Franz FANON, *Les damnés de la terre*, Maspéro, Paris, 1969.

11. Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale - Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 1995, pp. 16, 90 et 386.

nomique traditionnelle. Sur le plan pratique, une telle stratégie pourrait consister, dans les pays développés, à abandonner l'espoir d'une croissance perpétuelle de la production et de la consommation marchandes, recherchée jusqu'ici parce qu'elle permet d'élargir constamment le champ potentiel de réalisation de profits, gage de rationalité et d'efficacité, et à poursuivre la diminution de l'implication du travail humain dans le processus de production, à condition que cette diminution soit plus également partagée en même temps que les revenus, puisque seule la réduction des inégalités peut permettre de financer les créations d'emplois sans que celles-ci reposent sur les plus bas revenus, et à condition également que l'**économie** du travail n'entre pas en contradiction avec celle de la nature. L'augmentation du temps libéré pourrait être, par le biais d'activités autonomes non nécessairement marchandes, une voie de transformation de l'imaginaire des individus susceptible de faire évoluer les pratiques quotidiennes et le mode de consommation dévastateur qu'elles supposent et qu'elles fondent.

La diminution du temps de travail et l'augmentation du temps libéré ne constituent pas seulement une réponse possible à la montée du chômage. Elles sont une manière de frayer la voie à une autre logique que celle du capital et de son accumulation, tout en étant amorcées par celle-ci. L'humanisation du travail salarié s'avérant difficile sinon impossible parce que la division croissante du travail dans la société moderne capitaliste a vidé ce travail de tout sens, la désaliénation ne peut se construire que par la prise de possession individuelle et collective du temps. Cependant, la proposition ne signifie pas qu'au mirage et à l'illusion du développement économique infini on pourrait substituer une nouvelle utopie de la réduction illimitée du temps de travail des hommes qui tendrait ainsi vers zéro. Il y a des limites sociales et écologiques au développement ; il y en a aussi à l'automatisation des processus de production. La perspective du développement soutenable ou durable prend un sens si celui-ci est conçu comme une **économie**, au sens premier du terme, des ressources rares et du travail humain. Economiser les premières, c'est donner du temps à la biosphère, économiser le second, c'est donner du temps à l'homme.

***Une proposition théorique à replacer  
dans une perspective de critique sociale***

La domination du mode de production capitaliste ayant pour corollaires la subordination à l'économie de tous les autres aspects de la vie sociale et la subordination aux catégories économiques de tous les outils d'analyse, il est possible de renouer avec les fondements de la critique de l'économie politique de Marx : le travail comme point de départ de la

valeur et comme point ultime de l'activité humaine. Peut-être sera-t-il possible de montrer que Marx reste l'un des penseurs les plus utiles pour comprendre le processus qui conduit le rapport social qu'il appelle capital à rendre le travail **abstrait** et pour permettre la subversion de ce travail. Il apparaît cependant alors un paradoxe qui tient au fait que la loi de la valeur, catégorie de l'économie marchande, soit l'instrument de régulation de l'activité économique et qu'en même temps elle puisse être l'instrument de mesure d'un développement véritablement humain contradictoire avec le cadre de l'économie marchande. Ce paradoxe peut aussi être exprimé d'une autre façon : la crise du modèle de développement est une crise de la valeur, en tant que phénomène social, mais la loi de la valeur, en tant qu'expression du développement de l'économie, c'est-à-dire de l'accumulation du capital, ne cesse pas de se manifester. Inexorablement, la loi de la valeur capitaliste conduit à la rationalisation des processus de production et à une forme d'économie de travail par l'exclusion de celui qui ne peut valoriser le capital. Economie de travail signifie alors gâchis humain symétrique du gaspillage de la nature. Mais, à condition que la diminution du travail nécessaire à la production se répercute dans la vie de chaque individu de telle sorte que emplois et revenus soient partagés le plus équitablement possible, et à condition que les prélèvements sur les ressources naturelles soient toujours inférieurs aux capacités de renouvellement, l'**économie réalisée** peut être traduite par ce que nous appellerons la **loi de la valeur soutenable** : la valeur économique diminue au fur et à mesure que l'économie du travail et celle de la nature prennent le pas sur leur gaspillage. C'est dire que l'économie économe ne peut plus être une économie capitaliste.

## **Théorie et action**

Le concept de développement soutenable ou durable visant à promouvoir le bien-être de tous les humains actuels et futurs tout en respectant les écosystèmes fait l'objet d'interprétations différentes, certaines réductrices, d'autres riches de sens. Parce que le développement économique reste la matrice commune à la plupart des recherches théoriques, celles-ci n'ont pas pris l'exacte mesure de l'ampleur de la crise sociale, faite de pauvreté, de précarité, d'exclusion et de déracinement culturel, ni de celle de la crise écologique dont on discerne mal les retombées futures si les pollutions de toutes sortes devaient s'aggraver encore et si l'épuisement des ressources naturelles se confirmait. Le danger serait de laisser la rationalité économique conduire à l'élargissement constant du champ des activités marchandes. Elle aboutirait logiquement à **détruire l'environnement pour avoir à le produire ensuite**.

Nous pensons qu'il est possible de sortir théoriquement et pratiquement du dilemme enfermant et réducteur constitué par les deux conceptions les plus répandues du développement soutenable :

- celle qui consacre l'hégémonie de la valeur économique, valeur dont la mesure pourrait être donnée par un marché censé garantir une exploitation optimale des ressources naturelles privatisées mais au prix d'une soumission de la nature à la rationalité économique du profit, et d'un assujettissement de l'être humain à une production et une consommation toujours accrues ;
- celle qui semble hésiter entre l'hégémonie de la valeur économique ou de la valeur au sens éthique, mais qui, en fait, a tendance à ramener la seconde à la première, à considérer que la seconde peut être exprimée au moyen des critères de la première, la conséquence étant que le déséquilibre écologique n'est ni éliminé ni même significativement réduit.

Au-delà de ces deux conceptions, il y a place, à notre avis, pour une troisième qui consacre sans confusion possible la primauté de la valeur au sens éthique en affirmant que la valeur économique est une catégorie sociale et que la société humaine s'insère elle-même dans la biosphère. La rationalité de la reproduction des systèmes vivants prend le pas sur la rationalité économique parce que les écosystèmes ont une existence dont le respect est un principe de vie et non un principe économique au sens habituel, et parce que la reproduction des systèmes vivants inclut le respect de la vie matérielle et culturelle des êtres humains. L'organisation sociale **économise** alors les ressources naturelles et l'homme dans son effort du travail en cessant de faire de l'augmentation de la consommation par tête l'objectif ultime, l'unique moyen d'accomplissement et d'épanouissement de l'individu. Dans les deux cas, minimisation de la consommation de ressources naturelles et minimisation du travail par tête, la valeur économique diminue au fur et à mesure que les valeurs éthiques de vie sont davantage respectées. L'éventuelle tarification marchande des externalités n'est plus alors un substitut au respect physique des équilibres écologiques, elle s'ajoute éventuellement à celui-ci pour le faciliter. Parallèlement à l'**économie** générale qu'elle tente, la société ne se contente pas de définir un modèle idéal de justice de type rawlsien mais s'organise pour agir en faveur de plus de justice ici et maintenant.

Deux types de conclusions peuvent être dégagées que nous résumerons en sept propositions : des conclusions d'ordre théorique et d'ordre politique, mais il va de soi qu'elles sont liées entre elles car, ici comme tou-

jours, la **compréhension** des enjeux d'une soutenabilité sociale et écologique est inséparable de l'**action** en faveur de cette soutenabilité.

## Conclusions théoriques

L'entrée dans l'ère de la modernité, le décollage du développement industriel jumelé avec l'instauration de rapports sociaux capitalistes et l'entreprise de domestication de la nature ont conduit la théorie économique dominante dans le cadre du paradigme classique puis surtout néo-classique à exclure de son programme de recherche les éléments naturels réputés sans valeur et à nier le travail humain comme fondement de la valeur d'échange des marchandises. Cette double exclusion s'est révélée être une contradiction théorique insurmontable parce que l'irruption de la question de la soutenabilité écologique et sociale du développement a remis en lumière la nécessité d'une théorie cohérente de la valeur économique et d'une réflexion éthique sur ce que l'on peut considérer comme ayant une valeur, mais dans un sens tout à fait différent, parce que non réductible, non agrégeable à l'objet de la mesure économique.

Face à cette double incapacité de penser la valeur (en confondant ses deux acceptions) de la nature et de penser la place du travail dans le fondement de la valeur économique et dans la vie de chaque être humain, nous suggérons une reformulation de la théorie dite **loi de la valeur**, c'est-à-dire **théorie macro-sociale de la valeur-travail**, cohérente avec une exigence de soutenabilité.

### Proposition 1 :

#### **la valeur économique ou loi macro-sociale de la valeur**

La production est un acte exclusivement humain accompli dans un cadre social. Cela signifie que toute production provient et ne provient que du travail humain. A un moment donné, le stock de richesses matérielles disponibles est le résultat du travail passé. C'est une autre manière de dire que tout capital est du travail accumulé. Les ressources naturelles, à l'exception de l'air, mais hélas pour peu de temps encore, ne sont rendues disponibles que par l'exécution d'un travail humain.

Pour une période donnée, le flux de valeur ajoutée est le résultat du travail de la période. La valeur sociale, c'est-à-dire la valeur économique pour l'ensemble de la société, est donc mesurée par le travail social de la période. Dès lors qu'une activité économique est validée, c'est-à-dire jugée utile socialement (et par conséquent, dès lors que le travail qui a été accompli est utile socialement) parce qu'elle est soit sanctionnée

positivement par le marché s'il s'agit d'une activité marchande, soit décidée et validée *a priori* collectivement s'il s'agit d'une activité non marchande, une unité de temps de travail social, définie comme une fraction du travail social total, crée autant de valeur qu'une autre unité de temps de travail social, et cela d'autant plus que la production ne cesse de devenir un acte de plus en plus social et que la croissance de la productivité est de plus en plus le fruit d'une collectivité et non d'individus isolés. Cette socialisation n'est pas un argument circonstanciel : elle est le phénomène même de l'abstraction du travail. Ainsi, il n'y a pas de correspondance entre les quantités de travail concret et les valeurs d'échange monétaires ; la cohérence et la régulation du système viennent alors de l'abstraction du travail dont Marx a eu la formidable intuition. C'est à ce niveau que l'équivalence une heure de travail abstrait contre une heure de travail abstrait prend ses droits. Il y a donc un changement de dimension : le capital exige la redistribution dans l'espace des prix du travail concret effectué dans le temps réel.

Il en résulte que la justification théorique d'inégalités de rémunérations des travaux concrets, au nom de l'apport productif prétendu différent ou de l'efficacité, perd le peu de pertinence qu'elle avait pour se découvrir comme une pure idéologie confortant les positions sociales établies. Cela découle de la conception du salaire, et par extension de tout revenu, comme sanction d'un rapport de forces et non comme panier de marchandises. Dans la société capitaliste, non seulement la rémunération moyenne de l'unité de travail social s'écarte de la valeur qu'elle a créée (phénomène macro-social de la plus-value), mais les positions sociales acquises, maintenues et reproduites par l'instauration de rapports de forces déterminés par la possession, souvent simultanée, de capital économique, social ou culturel, permettent de réallouer le revenu social (soustraction faite de la part du surplus social réinvestie) en faisant s'écarter les rémunérations des unités de travail concrètes, individuelles, de la rémunération moyenne de l'unité de travail social, et cela proportionnellement à l'échelle des positions sociales.

### **Proposition 2 : la valeur éthique**

La proposition que nous venons d'énoncer (une unité de travail social crée autant de valeur qu'une autre) opère dans l'espace de l'économie. Cette proposition possède une symétrie opérant dans l'espace de l'éthique : une unité de temps de vie d'un individu vaut éthiquement autant qu'une unité de temps de vie d'un autre individu, et par extension aucune vie humaine ne peut se situer hiérarchiquement au-dessus d'une autre. Une différence entre les deux propositions symétriques est que la première est quantifiable par le biais d'un équivalent général monétaire

et que la seconde ne l'est pas. Il en découle que la possibilité de la vie, la possibilité d'être, est la valeur éthique de référence en vertu du principe de responsabilité.

Les deux espaces ne sont pas connectables sauf tendanciellement ou asymptotiquement : au fur et à mesure que l'inégalité des rémunérations régresse, la société reconnaît de plus en plus **économiquement** l'égalité **éthique** des temps de vie.

Remettre en cause les rapports sociaux capitalistes signifierait donc remettre en cause l'abstraction du travail de telle sorte que la société reconnaisse que toutes les vies humaines sont également dignes et qu'une unité de temps de vie passée à travailler vaut économiquement autant qu'une autre unité de vie passée à travailler.

### **Proposition 3 : la soutenabilité**

Le caractère de soutenabilité ne peut être attribué au mode de vie que si celui-ci se transforme qualitativement et également, mais aussi, et simultanément, si le taux d'utilisation des ressources naturelles est réduit en deçà du seuil d'auto-renouvellement de celles-ci en vertu du principe d'économie. La transformation du mode de vie remplit alors les conditions de qualité et d'égalité vis-à-vis des générations présentes et futures et respecte les trois principes de responsabilité, de solidarité et d'économie. La **loi macro-sociale de la valeur soutenable** peut s'énoncer ainsi : la valeur économique diminue au fur et à mesure que sont économisés travail et ressources dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle.

La soutenabilité au regard des critères sociaux s'inscrit dans une soutenabilité plus large au regard des équilibres de la biosphère. Aussi l'économie du travail humain a-t-elle pour limite la capacité des écosystèmes à la supporter. Si un arbitrage doit être rendu entre l'économie du travail et l'économie des ressources naturelles, la soutenabilité exige que ce soit en faveur de la seconde. En effet, si la rationalité économique magnifiée par le capitalisme a conduit au développement sans fin, la raison commande sans doute la fin du développement ; symétriquement, si une certaine rationalité de la réduction du temps de travail conduisait à faire tendre celui-ci vers zéro, la raison amènera à subordonner cet objectif au respect de la vie sous toutes ses formes et de ses conditions. Autrement dit, il pourrait s'avérer que la poursuite de la réduction de la durée du travail ne puisse se faire qu'en la déconnectant d'un accroissement de la productivité si celui-ci était impossible sans porter atteinte aux écosystèmes ; à ce moment-là, l'acceptation d'une limitation de la

production en serait la condition. C'est ce que nous appelons la tension de la soutenabilité entre la rationalité économique (celle de la rentabilité), la justice sociale et l'équilibre écologique.

#### Proposition 4 : place du travail et valeur

La réhabilitation de la loi de la valeur issue de la théorie de la valeur-travail pour fonder la réduction du temps de travail et donc la soutenabilité sociale et écologique est totalement étrangère à la sacralisation du travail inhérente à l'idéologie économique habituelle puisqu'elle vise à diminuer la valeur économique, diminution au fur et à mesure de laquelle l'homme s'affranchit peu à peu de la contrainte du temps passé à produire et jouit plus librement de son temps de vie. La loi de la valeur et une éthique de vie fondée sur un recul progressif du travail sont donc parfaitement compatibles sur le plan théorique, contrairement à ce que prétendent l'idéologie économique et la critique vulgaire de celle-ci. Mieux, le recul du travail a immédiatement une traduction dans le champ d'application de la loi macro-sociale de la valeur. Le recul de l'un entraîne la restriction du champ d'application de l'autre mais en aucune manière la négation de son effet à l'intérieur de ce champ.

La diminution de la sphère des activités marchandes porte en elle la limitation du salariat en tant que rapport salarial. Cette évolution positive doit être radicalement distinguée de la régression des protections (ce que certains appellent la «*fin du salariat*») dont bénéficient les salariés à l'intérieur du rapport social salarial.

### Conclusions politiques

Les conclusions politiques que nous tirons ont trait à l'organisation de la cité, de la collectivité humaine. Elles ont une portée pratique immédiate mais elles énoncent surtout des principes éthiques, puisque depuis Aristote nous savons que politique et éthique sont inséparables, alors que pourtant l'idéologie économique s'est attachée à dissimuler, en raison même de cette inséparabilité, les liens unissant économie et politique. La mise au premier plan des principes de responsabilité, de solidarité et d'économie qui fonde notamment le passage à ce que nous appelons l'**économiquement raisonnable** est un premier pas vers la prééminence du raisonnable sur le rationnel. Curieusement mais de façon salutaire, le renouveau de la critique de l'économie politique passe par une forme de réhabilitation de l'économie politique.



### **Proposition 5 : l'économie économe et la transformation des rapports sociaux**

La croissance économique doit céder le pas à la croissance économe conçue comme **transition** dont la durée dépend de la progression de la satisfaction des besoins essentiels des habitants des pays pauvres.

Les pays développés et ceux qui sont sur le point de les rejoindre en abondance matérielle et aussi en dégâts écologiques et sociaux devraient renoncer progressivement à la croissance économique, en organisant un **processus de décélération** de la croissance économique, pour assurer la soutenabilité à l'échelle mondiale, comme première étape d'une déconnexion du développement qualitatif par rapport à la croissance. Seules les productions concourant à l'amélioration de la qualité de vie (logement, services de santé, éducation et transports collectifs notamment) seraient encouragées, les autres seraient orientées vers la longévité des biens et non leur renouvellement accéléré. Il s'agit de **se penser en devenir** en dehors de la croissance de l'économie, laquelle deviendrait économe.

### **Proposition 6 : la répartition soutenable**

A court terme, les pays développés ont les moyens de réduire en leur sein le chômage et la pauvreté par la réduction du temps de travail financée par la diminution des inégalités de revenus ; l'ampleur actuelle des inégalités dans un pays comme la France donne une marge de manœuvre considérable pour que le financement de la réduction du temps de travail ne repose pas sur les bas et moyens salaires. A court, moyen et long terme, ils utiliseraient les gains de productivité raisonnables pour diminuer la durée individuelle du travail et favoriser le développement des activités autonomes. L'objectif ne serait plus de partager, selon l'expression consacrée, « les fruits de la croissance » c'est-à-dire les quelques points de pourcentage supplémentaires annuels mais l'ensemble des richesses produites et des moyens de les obtenir (ressources naturelles si l'on raisonne en termes d'équité intergénérationnelle et emplois si l'on intègre en plus la dimension intragénérationnelle).

Le principe de solidarité appliqué à la répartition du revenu social issu du travail social trouve sa justification théorique dans le caractère collectif de l'acte productif. Il s'agit donc d'une politique raisonnée, c'est-à-dire qui a un fondement parce qu'elle est observée dans la réalité et théorisée par la raison. Le raisonnable est raisonné et il inaugure de ce fait une rationalité supérieure à la rationalité de la rentabilité qui ne fut jamais que celle de la domination des uns sur les autres et de tous sur la nature.

Cette proposition remet en cause l'un des dogmes établis par le marxisme, et ce pratiquement depuis Marx lui-même : les rapports de répartition découleraient mécaniquement des rapports de production et s'occuper de répartition laisserait intact le facteur déterminant. Or, cette coupure théorique est irrecevable. Il n'y a pas d'abord les rapports de production et ensuite les rapports de répartition : les deux types de rapports sont les deux faces d'une même réalité, l'organisation sociale. La crise des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire du salariat, et du développement que permettent ces rapports, s'exprime par la crise des rapports de répartition devenus insoutenables tant au niveau des richesses produites et de l'emploi aujourd'hui que des ressources naturelles entre les générations. Récuser la prise en compte des problèmes de répartition reviendrait à abandonner toute action en faveur de la justice. Inversement, la justice sans la transformation des rapports de production ne serait que de la charité.

### Proposition 7 : la logique de paix

L'application à l'échelle mondiale des propositions précédentes implique une régulation mondiale démocratique qui s'attache à promouvoir une logique de paix à la place d'une logique de guerre, fût-elle simplement commerciale. Cette régulation mondiale est aujourd'hui totalement à construire. Elle nécessitera vraisemblablement la constitution d'entités géographiques relativement homogènes différentes des pôles régionaux actuels seulement gouvernés par un libre-échange sans retenue.

Le **développement** durable n'a de sens que si c'est celui qui permet de disposer de temps pour nouer d'autres rapports humains et pas seulement de consommer davantage. Du temps gagné peut alors être «perdu» et regagné pour l'amour, la solidarité, l'art, les arts, une simple marche à pied dans une nature point trop dénaturée, bref pour l'éthique et l'esthétique. Le temps, le travail, la valeur, les valeurs restent au cœur des interrogations de la pensée contemporaine. L'économie (la discipline) peut continuer de feindre de les ignorer, gageons que la société a la capacité de les réhabiliter. Cette réhabilitation sera alors partie prenante de la domestication de l'économie (l'activité) dans l'espace qui nous est donné. Domesticquer l'économie et non la nature, promouvoir l'homme et non l'asservir, seraient une manière d'introduire le troisième, mais en fait premier, sens du mot économie que le verbe économiser restitue sans ambiguïté. Aujourd'hui le conflit entre l'économie (deuxième sens ci-dessus) et la nature a éclaté et doit être résolu par l'économie (troisième sens) de l'homme et celle de la nature, mais la tension entre ces deux dernières subsistera. Soumettre la nature pour réduire le travail à néant conduirait aux mêmes contradictions que la soumettre pour aug-

menter sans fin la production : que servirait à l'homme de gagner du temps s'il venait à perdre son espace ? «*Le temps du monde fini commence*»<sup>12</sup> écrivait déjà Paul Valéry en réunissant dans un raccourci brillant les deux limites à l'action humaine : le temps et l'espace.

Il n'y a pas d'avenir prédéterminé, il n'y a pas d'éthique préalablement conçue. Ils seront ce que les sociétés en feront, en gérant des contradictions incontournables : comment assurer et dépasser le développement sans gâchis humain et naturel ? comment instaurer d'autres rapports sociaux par la démocratie ? comment être écologiste tout en assumant la modernité, ce qui implique de rompre avec le mythe prométhéen et avec celui du bon sauvage ? comment progressivement cesser de produire plus et essayer de produire mieux avec moins, et peut-être un jour produire moins pour mieux ? Si l'objectif restait de toujours produire davantage, il n'y aurait jamais assez de tout.

---

12. Paul VALÉRY, «La France travaille», 1932, dans *Regards sur le monde actuel et autres essais*, tome 2, Gallimard, La Pléiade, Paris, 1960.



# L'économie et la thermodynamique : analyse critique des thèses de Georgescu-Roegen

Pierre Gillis et Grégoire Wallenborn\*

Etant donné que le «mouvement de la décroissance» fait régulièrement référence aux travaux de Nicholas Georgescu-Roegen (NGR) – réputés très techniques puisqu'ils mêlent physique et économie – il nous a semblé utile d'analyser les arguments développés par cet auteur afin d'en comprendre les hypothèses et la portée<sup>1</sup>.

- 
- \* Pierre Gillis est physicien et enseigne à l'Université de Mons-Hainaut. Grégoire Wallenborn est physicien et philosophe, il travaille au Centre d'études du développement durable (IGEAT - ULB).
1. Nous avons étudié attentivement l'ouvrage *La décroissance. Entropie-écologie-économie* qui est un recueil de textes traduits en français et destinés à un public non versé dans l'économie (on le trouve sous forme électronique sur le site <http://classiques.uqac.ca/>). Remarquons que ce recueil n'est pas exempt de contradictions, et qu'il n'est pas toujours facile de se faire une idée précise des thèses avancées. La numérotation des citations reprise dans cet article suit cette édition. Afin de vérifier l'une ou l'autre hypothèse, nous avons également consulté *La science économique, ses problèmes et ses difficultés*, Dunod, 1970 et *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press, 1971.

## Quelle est la cible des critiques de Georgescu-Roegen?

NGR s'en prend aux économistes, (presque) toutes obédiences confondues, à qui il reproche de s'appuyer sur des modèles mécanistes, alors qu'ils pourraient faire beaucoup mieux, selon lui, en s'inspirant des acquis de la thermodynamique<sup>2</sup> – surtout s'ils s'appuyaient sur le second principe, trop souvent négligé (celui qui établit l'irréversibilité des phénomènes pour lesquels il y a échange de chaleur), alors que seul le premier leur est familier (la conservation de l'énergie). Cet «oubli» de l'irréversibilité se traduit par l'absence de prise en compte par les économistes du coût des matières premières, extérieures à la loi de la valeur, chez les économistes classiques comme chez les marxistes. Georgescu-Roegen a en effet pour souci principal l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables. Cette critique précise s'inscrit dans un cadre plus général, déniait à l'économie le statut de science théorique – elle ne saurait l'être car elle n'est pas universelle. L'économie dépend de la société et des institutions de celle-ci dont elle est censée donner une description. La discipline économique est avant tout un opportunisme pratique<sup>3</sup>.

On notera pour commencer que les économistes visés sont d'abord des analystes du capitalisme, plus ou moins enthousiastes, plus ou moins critiques, tous ne portant pas le même jugement sur ses performances<sup>4</sup>.

2. Cette critique a été développée par P. MIROWSKI, *More Heat than Light Economics as Social Physics : Physics as Nature's Economics*, Cambridge University Press, 1989.

3. Voir *The Entropy Law and the Economic Process*, op. cit., pp. 322-330.

4. C'est évidemment le nom de Marx auquel on pense d'abord quand on évoque les analystes critiques. L'œuvre de Marx a en effet permis de révéler un rapport social de domination comme fondant les règles qui président aux échanges économiques, y compris (et surtout !) ceux qui concernent la force de travail, alors que ces règles sont plus souvent présentées comme un fait de nature. Mais soyons de bon compte, la critique marxienne est essentiellement extrinsèque au point de vue écologique. On conteste parfois cette extranéité en invoquant le passage suivant, extrait du livre III du Capital, et en l'interprétant comme le témoignage de préoccupations écologiques : «La production capitaliste a pour conséquence de donner plus d'importance à l'utilisation des résidus de la production et de la consommation. [...] Comme résidus de la consommation, nous avons la gadoue, les chiffons, etc., dont certains sont de la plus haute importance pour l'agriculture, bien que leur utilisation donne lieu, dans la société capitaliste, à un gaspillage considérable. C'est ainsi qu'à Londres, les déjections de 4 1/2 millions d'hommes ne sont employées qu'à empestier la Tamise et cela moyennant une dépense énorme». Nous faisons une autre lecture de ce texte, moins anachronique : c'est d'abord le fait que les déjections des Londoniens ne sont pas valorisées pour augmenter les rendements agricoles qui chagrine Marx, avant les retombées urbaines désagréables que ce gaspillage entraîne.

C'est en étudiant le capitalisme que des analystes ont été amenés à constater que le marché a toujours fonctionné en associant à un produit la quantité de travail nécessaire à sa fabrication, toutes étapes confondues, quantité qui fixe sa valeur, au-delà des fluctuations du marché et de l'offre et de la demande momentanées. Certes, ces fluctuations autorisent régulièrement des pratiques spéculatives qui jouent sur des effets de rareté temporaires, ou plus ou moins durables – à ne pas confondre, à nos yeux, avec une authentique prise en compte d'une «valeur» intrinsèque des matières premières que le marché ignore (il ne connaît, au mieux, que le travail pour les produire et transporter).

En d'autres termes, la critique de Georgescu-Roegen prend tout son sens comme critique radicale du capitalisme, sous un angle qu'on peut qualifier d'écologiste : à suivre Georgescu-Roegen, on pourrait croire que le capitalisme est un mode de production dont quelques théoriciens ont dessiné et imposé les règles, plutôt que le résultat d'une domination sociale. Les critiques de Georgescu-Roegen sont relativement «académiques» puisque ce sont les analystes qui sont visés, plutôt que les industriels par exemple. La critique de Georgescu-Roegen adopte un point de vue normatif – «il faudrait» que les choses se passent autrement, et l'économie «devrait» tenir compte du caractère fini des ressources matérielles à la disposition de l'humanité, sans quoi nous allons à la catastrophe. Bien sûr, et surtout au XX<sup>e</sup> siècle, les «théories» (on les qualifierait peut-être plus justement de légitimations du capitalisme réel) élaborées par les économistes orthodoxes, souvent sanctifiées par l'octroi du pseudo prix Nobel en économie, ont eu un indéniable effet en retour sur le développement de ce capitalisme, puisqu'elles ont inspiré les pratiques d'instances mondiales extrêmement puissantes, comme le FMI ou la Banque Mondiale. Mais il nous semble que Georgescu-Roegen oublie les rapports de force sociopolitiques qui ont permis l'instauration du capitalisme et son maintien.

Disons-le d'emblée : la mise en garde de Georgescu-Roegen emporte notre adhésion, en tant qu'elle vise les impasses écologiques du capitalisme et du productivisme. Les impacts du développement industriel sur l'environnement sont nombreux et exigent des efforts considérables pour répondre aux urgences croissantes et aux cris d'alarme de plus en plus perçants. Le problème le plus immédiat concerne les combustibles fossiles<sup>5</sup> pour lesquels les données les plus récentes rapprochent brutalement l'échéance de la crise (voir données sur le «*pic de Hubbert*» ou *pic*

5. Mais un autre grave problème se profile : la perte de biodiversité. Liée en partie au changement climatique, cette perte pose des questions bien plus redoutables que le réchauffement climatique : notre rapport à la nature en tant que multiplicité de vivants.

### *La thermodynamique et ses principes*

Le second principe théorise une réalité physique bien connue depuis longtemps, bien avant qu'il ne soit formalisé : spontanément, les flux de chaleur se dirigent toujours des corps chauds vers les corps froids. Remarquons que le premier principe de la thermodynamique, celui qui énonce la conservation de l'énergie sous toutes ses formes, n'implique pas le second : on pourrait imaginer que lorsqu'on place un poêlon d'eau froide sur un bec de gaz allumé, l'eau devienne encore plus froide, alors que la flamme se réchaufferait. Le principe de conservation de l'énergie serait satisfait pourvu que les calories cédées par l'eau froide se retrouvent dans la flamme. Mais il faut bien en appeler au deuxième principe, car personne n'a jamais réussi à surgeler des pommes de terre en les mettant dans une casserole d'eau exposée à une flamme.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Carnot a produit la théorie de cette irréversibilité (les systèmes isolés évoluent spontanément vers l'équilibre thermique, et une fois qu'ils l'ont atteint, ils ne s'en écartent jamais d'eux-mêmes) ; les transformations réversibles apparaissent dans le fil de l'exposé comme des vues de l'esprit, faisant office de limite permettant d'estimer le rendement théorique maximal d'un moteur thermique.

Clausius a ensuite développé les premiers résultats de Carnot en introduisant la notion d'entropie d'un système, dont la variation est définie comme l'entrée de chaleur dans ce système par degré (soit le rapport entre l'entrée de chaleur et la température absolue). L'entropie d'un système augmente donc lorsqu'il reçoit de la chaleur, c'est-à-dire quand on le réchauffe, et elle diminue lorsqu'il cède de la chaleur, c'est-à-dire quand on le refroidit.

Le second principe peut se formuler en termes d'entropie : spontanément, l'entropie d'un système isolé ne peut qu'augmenter, elle ne diminue jamais, et elle se stabilise à une valeur maximale une fois l'équilibre thermique atteint. Le système en question n'est pas supposé être homogène en température, de sorte qu'il est le siège de flux de chaleur, et le mot « isolé » est essentiel pour éviter d'énoncer une sottise : isolé, cela signifie qu'aucune chaleur ne sort du système ou y pénètre, tous les transferts d'énergie thermique se déroulant à l'intérieur du système. Sans cette condition (« isolé »), le principe prétendrait qu'on ne peut jamais refroidir un système, ce qui surprendrait certainement tous les utilisateurs d'un frigo.



Sur cette base, et pour les états d'équilibre, les physiciens ont été capables de quantifier la valeur de l'entropie de différents systèmes (pas parmi les plus complexes!), et ces valeurs ont été identifiées par après comme une mesure de l'état d'ordre du système, dans le sens suivant : les paramètres typiques de l'état d'un système sont macroscopiques – pour un gaz, on évoquera le volume qu'il occupe, sa pression, sa température, et cet état macroscopique peut éventuellement correspondre à de nombreux ordonnancements microscopiques différents. L'entropie est alors d'autant plus élevée qu'est grand le nombre de manières différentes d'agencer microscopiquement le système. Un gaz est généralement moins ordonné qu'un liquide, qui est lui-même moins ordonné qu'un solide. Un état totalement ordonné se caractérise par le fait que les molécules qui le constituent ne peuvent s'agencer que d'une seule manière, et son entropie est nulle - ce qui n'arrive qu'en l'absence d'agitation thermique, soit à température absolue nulle. Cette fixation du zéro de l'entropie est connue comme le troisième principe de la thermodynamique.

de production du pétrole qui est imminent<sup>6</sup>) : d'une part, la production d'énergie à partir de combustibles fossiles accroît l'effet de serre et réchauffe le climat, et d'autre part, la pénurie annoncée va obliger à réduire la consommation et à trouver des sources d'énergie alternatives, l'agriculture et l'industrie en étant terriblement dépendantes. Nous pouvons même souscrire à la profession de foi de Georgescu-Roegen, s'exclamant que *«le véritable produit économique du processus économique n'est pas un flux matériel de déchets mais un flux immatériel : la joie de vivre»* (46-47).

Pour autant, la tentative de Georgescu-Roegen d'extrapoler le second principe de la thermodynamique nous semble discutable. En outre, Georgescu-Roegen propose une interprétation assez personnelle de la physique, interprétation qui nourrit son analyse thermodynamique mais qui place en fin de compte la physique en position paradoxale. Peut-être sera-t-on d'avis que la discussion de cette interprétation de la physique est inutile, dans la mesure où nous nous déclarons d'accord avec la conclusion finale de l'exposé de Georgescu-Roegen, celle qui affirme le caractère irréversible de l'épuisement des ressources minérales. Nous ne le croyons pas : la démarche de Georgescu-Roegen flirte malheureusement avec un scientisme mode XIX<sup>e</sup> siècle lorsque celui-ci tente d'appuyer sa démonstration sur des lois physiques, ni justifiées, ni nécessaires à l'établissement de ses conclusions. Pour la clarté du débat, nous

6. L'article de Patrick Brocorens dans ce numéro fait le point sur ce sujet.

nous livrerons donc à la critique de la version «Georgescu-Roegen» de la thermodynamique.

### **Pourquoi Georgescu-Roegen ajoute-t-il un «quatrième principe» à la thermodynamique ?**

Georgescu-Roegen part du constat que, pour les économistes, ce qui a de la valeur possède une basse entropie. «*La matière-énergie absorbée par le processus économique l'est dans un état de basse entropie et elle en sort dans un état de haute entropie*» (42). Les minéraux ou les combustibles fossiles sont de basse entropie, c'est-à-dire qu'ils contiennent à la fois une grande organisation moléculaire et une grande valeur économique ; tandis que les déchets et rejets sont de haute entropie, désordonnés et sans grande valeur. Selon NGR, l'entropie «produite» lors de la fabrication d'un artefact doit comprendre aussi bien l'entropie (basse) de l'artefact que l'entropie (élevée) des rejets tout au long de la chaîne de production. Dès lors, d'après Georgescu-Roegen, la quantité d'entropie faible incluse dans notre environnement décroît continuellement et inévitablement : «*nous ne pouvons utiliser qu'une fois une quantité donnée d'entropie faible*»<sup>7</sup>. En fait, la hantise de Georgescu-Roegen est l'épuisement des ressources minières, c'est-à-dire les stocks de matière de «basse entropie». «*Il faut continuellement puiser à certaines sources pour renouveler les artefacts qui sont à présent une partie essentielle de notre mode de vie*» (69).

Afin d'asseoir cette idée sur un socle théorique plus ferme, il énonce une «4<sup>e</sup> loi de la thermodynamique» : «*Une formulation intuitive de la quatrième loi est la suivante : Dans tout système clos, la matière utilisable se dégrade irrévocablement en matière non-utilisable*» (142). Ou encore : «*Dans un système clos, l'entropie de la matière doit tendre vers un maximum*» (127). Cette formulation est, selon Georgescu-Roegen, une extension du second principe de la thermodynamique.

On retiendra de l'encadré ci-dessus que les variations d'entropie, vers le haut ou vers le bas, sont associées à des flux d'énergie. Le 4<sup>e</sup> principe de Georgescu-Roegen dit tout autre chose : il parle de l'augmentation spontanée de l'entropie de la matière. Quand Georgescu-Roegen invoque la matière et parle de son entropie, il est toujours question des états d'équilibre de cette matière (Georgescu-Roegen compare ainsi l'entropie du cuivre pur et celle du minerai dont il est extrait). Georgescu-Roegen se montre d'ailleurs explicitement sceptique face aux travaux

7. La science économique, ses problèmes et ses difficultés, op. cit., p. 96.

impliquant des situations de déséquilibre dynamique (les structures dissipatives, celles dont l'étude a valu un prix Nobel de chimie à Ilya Prigogine) : *«Une hypothèse, soutenue par la thermodynamique statistique consiste à dire que l'entropie peut décroître en certains lieux de l'univers, de telle sorte que l'univers vieillisse et rajeunisse à la fois. Mais il n'existe aucune preuve observationnelle d'une telle possibilité»* (63).

On peut facilement imaginer un contre-exemple à la généralisation de Georgescu-Roegen, à condition de s'en tenir aux états d'équilibre, comme il le fait. Soit un verre d'eau, thermiquement isolé de son environnement, contenant un glaçon, l'eau comme la glace étant à la température de 0°C. Du point de vue de l'entropie, les deux composants du système diffèrent : la glace est plus ordonnée que l'eau, son entropie d'équilibre est plus basse. Mais notre système est à l'équilibre thermique, puisque sa température est uniforme (0°C), il n'est donc le siège d'aucun flux de chaleur, et les entropies spécifiques de la glace et de l'eau n'ont aucune raison de s'égaliser : l'eau, dont l'entropie est plus élevée, ne cédera aucune entropie à la glace, elle ne va pas faire fondre le glaçon. Si l'on considère la glace comme «matière utilisable», l'idée de Georgescu-Roegen apparaît donc comme hors du domaine de validité de la thermodynamique, et, contrairement au second principe, elle peut être mise en défaut.

En fin de compte, nous ne voyons pas ce que l'extension du second principe proposée par Georgescu-Roegen apporte. Le travail industriel transforme les matières premières, de manière irréversible au sens de la thermodynamique, et le bilan entropique de cette transformation est en effet positif, à condition d'y inclure l'ensemble du processus – modification d'état, production de déchets et de chaleur, consommation d'énergie. C'est déjà ce que le second principe nous dit.

La thermodynamique combine subtilement flux d'énergie et variation d'entropie, en les pensant comme des phénomènes en compétition. La construction théorique de Georgescu-Roegen isole l'entropie. L'activité industrielle transforme activement la matière, elle en modifie en effet l'entropie, au prix d'une consommation élevée d'énergie – c'est précisément là que se trouve le problème discuté. Dans bien des cas, on pourrait cependant imaginer une transformation industrielle inversée, réalisant un retour vers le composé initial, souvent de plus basse entropie d'équilibre. Mais il ne faut surtout pas se tromper sur un point : loin de récupérer l'énergie investie dans la première transformation, on serait contraint d'en injecter davantage.

Georgescu-Roegen ajoute implicitement que son 4<sup>e</sup> principe n'est pas vraiment nécessaire puisque «*la Loi de l'Entropie, sous sa forme actuelle, stipule que la matière aussi est soumise à une dissipation irrévocable*». (63, nous soulignons, GW & PG) Autrement dit, ce «4<sup>e</sup> principe» ne sert pas à modéliser les phénomènes, mais plutôt à garder à l'esprit une évidence. Il n'a donc pas le même statut que les trois autres principes. L'évidence que Georgescu-Roegen désire inculquer aux économistes est la nécessité de prendre en compte les ressources naturelles de valeur. Il insiste notamment sur les limites du recyclage, et il a formellement raison de dire que la valorisation des déchets ne peut compenser la dégradation générale. «*Pour les économistes, il est très important de reconnaître que la Loi de l'Entropie est la racine de la rareté économique*» (65).

Pourquoi Georgescu-Roegen veut-il formuler l'évidence décrite ci-dessus (l'épuisement des ressources naturelles) comme un pseudo-principe de physique ? D'un côté, il affirme à plusieurs reprises l'intérêt de la thermodynamique comme une «*science de l'ingénieur*», qui ne peut se réduire simplement à la formalisation de la physique théorique et qui a des parentés avec l'économie. Il revendique l'anthropomorphisme des définitions qu'il donne (entropie, et énergie libre, par exemple) et le fait qu'elles sont basées sur des intuitions. Mais si l'économie n'est pas une science théorique (comme le pense Georgescu-Roegen), quel est l'intérêt de puiser dans l'arsenal de la physique pour ajouter un principe théorique à l'économie ? En outre, cette intervention se retourne contre son auteur car, contrairement à sa construction théorique, la physique passe les concepts aux filtres des mathématiques et des dispositifs expérimentaux, et les éloigne ainsi des intuitions anthropomorphes *a priori*.

Un autre point appelle une discussion : NGR affirme que «*la loi de l'entropie [le second principe de la thermodynamique] est la seule loi naturelle dont la prédiction n'est pas quantitative*» (65). L'entropie relève bien d'une définition quantitative : nous avons rappelé plus haut la définition de la variation d'entropie par Clausius, et si on complète cette définition à l'aide du troisième principe, dû à Nernst (l'entropie d'un système physique à température nulle est nulle, de sorte que le zéro de l'échelle des variations est fixé), on dispose d'une définition parfaitement quantitative, ce qui permet de ranger «la loi de l'entropie» parmi les lois physiques : ce principe parle d'une grandeur mathématiquement définie. Stricto sensu, le second principe ne définit pas l'entropie ; il affirme que l'entropie d'un système isolé ne peut qu'augmenter, seules les transformations réversibles assurant l'invariance de l'entropie, et il précise comment l'entropie varie. Georgescu-Roegen repère donc bien une particularité du deuxième principe de la thermodynamique en physique : il s'exprime sous la forme d'une inéquation. Bien que fondamental quant à sa portée,

ce deuxième principe sert finalement surtout à poser une limite au rendement d'une transformation - celui qu'on pourrait atteindre en considérant une transformation réversible virtuelle dans le même système physique, mais il est pratiquement beaucoup moins utilisé que le premier, celui qui exprime la conservation de l'énergie. Cet argument est parfois utilisé pour montrer la limite de la mathématisation en physique.

## Incursions non maîtrisées en physique

L'ambiguïté de la cible de Georgescu-Roegen est particulièrement perceptible quand il s'attache à donner ses interprétations de la physique. Nous allons successivement analyser son interprétation réductrice de la formule d'Einstein  $E = mc^2$  et sa critique virulente de la mécanique statistique.

Georgescu-Roegen sous-estime profondément la portée de la fameuse formule d'Einstein  $E = mc^2$ , où  $E$  est l'énergie totale d'un objet,  $m$  sa masse et  $c$  la vitesse de la lumière. Voici, en guise d'illustration, ce qu'il écrit : *«Il existe une asymétrie même entre la masse et l'énergie, car s'il n'y avait aucune différence entre ces deux concepts, il n'y aurait aucune raison pour les distinguer dans le vocabulaire scientifique. Avec un choix convenable d'unités, l'équivalence d'Einstein pourrait s'écrire  $E = m$ . Pourtant, il serait absurde d'en conclure l'identité de l'énergie et de la masse»* (139). Paradoxalement, Georgescu-Roegen touche du doigt la réponse à son objection : ce qu'il dénonce comme absurde est précisément ce que font quotidiennement les physiciens théoriciens, lorsqu'ils formulent leurs théories en adoptant un système d'unités dans lequel la vitesse de la lumière  $c = 1$ . En physique des hautes énergies (ou des particules élémentaires), la masse des particules est donnée en unités d'énergie - dans le jargon des physiciens, la masse d'un proton, c'est 941 MeV, et celle de l'électron 0,51 MeV (1 MeV, c'est un million d'électronvolt, et un électronvolt est l'énergie conférée à une charge électrique élémentaire, celle négative de l'électron ou celle positive du proton, une fois qu'elle a été soumise à une différence de potentiel de 1 Volt).

La discussion de l'équivalence masse-énergie est abordée par Georgescu-Roegen sous un angle inattendu : il s'y engage pour écarter l'idée qu'on pourrait partir de l'énergie pour reconstituer les stocks de combustibles fossiles épuisés. Inattendu, dans la mesure où le nœud de la discussion concerne précisément notre approvisionnement en énergie : si nous disposions d'énergie en quantité suffisante pour en refaire de la matière (et Georgescu-Roegen a parfaitement raison de ne pas prendre cette idée au sérieux !), notre problème d'approvisionnement en énergie serait résolu. Par contre, lorsqu'on envisage la transformation en

sens inverse, la formule n'a rien de trompeur. Ainsi, on pourrait estimer la perte de masse provoquée par la combustion d'une bûche de bois (en n'oubliant pas les gaz de combustion !) – mais elle ne serait pas mesurable, tellement elle est faible.

Par ailleurs, Georgescu-Roegen s'en prend à l'interprétation statistique de la thermodynamique. Voici ce qu'il en dit (45) : «... le dogme mécaniste a maintenu son emprise (et la maintient encore) sur l'activité scientifique après même que la physique l'a renié. Il en est résulté que la mécanique a bientôt été réintroduite dans la thermodynamique en compagnie de la probabilité. Or, c'est la plus étrange compagnie qui se puisse trouver, car le hasard est l'antithèse même de la nature déterministe des lois de la mécanique. Bien sûr, le nouvel édifice, connu sous le nom de mécanique statistique, ne pouvait à la fois abriter la mécanique et exclure la réversibilité. Aussi la mécanique statistique doit-elle enseigner qu'une casserole d'eau pourrait se mettre à bouillir d'elle-même, idée qu'elle escamote toutefois en arguant qu'un tel miracle n'a jamais été observé en raison de sa probabilité extrêmement faible. Cette attitude a facilité la croyance en la possibilité de convertir de l'énergie liée en énergie libre<sup>8</sup>, ou, comme P-W. Bridgman le dit spirituellement, de 'faire de la contrebande d'entropie' ».

A notre connaissance, l'interprétation statistique de la thermodynamique en termes moléculaires n'est aujourd'hui plus du tout mise en cause. Prenons par exemple la température, grandeur macroscopique bien connue dont le rôle est central dans les questions que nous discutons. On peut définir la température, notamment en s'appuyant sur le second principe : c'est une grandeur qui détermine l'existence ou l'absence de flux de chaleur entre deux systèmes – si de la chaleur passe du premier au second, c'est que la température du premier est plus élevée que celle du second. On peut aussi dire, dans une version nettement instrumentaliste, que c'est ce qu'on mesure avec un thermomètre. Un important résultat de la mécanique statistique est de montrer que la température absolue est une mesure de l'énergie cinétique moyenne (c'est-à-dire la moyenne de l'énergie due au mouvement), moyenne prise sur l'ensemble

8. Les concepts d'énergie libre et d'énergie liée utilisés par Georgescu-Roegen ne sont pas ceux que les physiciens mettent d'habitude derrière ces termes. Pour lui, l'énergie libre est utilisable par l'homme, qui la maîtrise, alors que l'énergie liée ne l'est pas. En thermodynamique classique, ce que Georgescu-Roegen appelle de l'énergie libre est du travail, susceptible d'être recueilli à la sortie d'un moteur, et qui peut servir à actionner des machines-outils, alors que l'énergie liée est de la chaleur, qui ne peut servir aux mêmes fins. Cette distinction entre travail et chaleur est typiquement macroscopique, elle n'a pas de sens à l'échelle microscopique, et un des mérites de la mécanique statistique est précisément de permettre de comprendre la distinction.

des molécules formant notre système. S'il nous prenait la fantaisie de suivre une molécule dans son parcours, on verrait son énergie cinétique varier sans cesse, notamment lors de chacune des collisions qu'elle subit avec ses congénères. Cette constatation n'empêche pourtant pas la moyenne de cette grandeur fluctuante de s'avérer parfaitement stable à l'échelle d'un système isolé, et cette assimilation de la température à la moyenne de l'énergie des particules n'a jamais été mise en défaut.

*«Un esprit non anthropomorphique ne pourrait pas comprendre le concept d'entropie - ordre qui [...] ne peut être séparé de la compréhension intuitive des buts humains»<sup>9</sup>.* Or l'interprétation statistique a précisément pour ambition d'objectiver le second principe et de donner une définition formelle de l'entropie d'équilibre via le nombre de configurations possibles d'un système donné. En fait, s'opposer à l'interprétation statistique de la thermodynamique revient à contester que la matière est structurée en atomes et molécules, position assez répandue au début du XX<sup>e</sup> siècle, parmi ceux qu'on appelait les énergétistes (Mach, Ostwald), mais que les travaux de Perrin, acceptés comme une preuve de l'existence des atomes, ont précipitée dans l'oubli. Remarquons, toujours à ce sujet, que la possibilité de faire de la contrebande d'entropie n'est nullement autorisée par la statistique. Ici aussi, prenons un petit exemple : chacun sait que quand on joue à pile ou face, la pièce peut retomber du côté pile ou du côté face. Il n'y a donc aucune impossibilité matérielle à voir la pièce retomber mille fois du côté pile si on la lance mille fois. Mais il est tout aussi évident que celui qui aurait joué en procédant à mille lancers et qui serait confronté à ce résultat miraculeux (mille fois pile) en conclurait (à juste titre!) que la pièce est truquée.

La manière dont Georgescu-Roegen fige absolument la distinction entre énergie libre et énergie liée – comme si l'énergie liée nous était totalement inaccessible – relève de la même logique, celle du rejet de la mécanique statistique. Le fameux résultat de Carnot, celui par lequel il précise les limites qui pèsent sur le rendement des machines thermiques (*«Réflexions sur la puissance motrice du feu et sur les machines propres à développer cette puissance»*, 1824) nous apprend que le travail qu'une machine thermique<sup>10</sup> peut fournir ne peut jamais être égal à la chaleur qui lui est communiquée, mais que dans le meilleur des cas, il ne peut que s'approcher d'une proportion de cette chaleur, celle qu'on obtient en

9. *La science économique, ses problèmes et ses difficultés*, op. cit., p. 95.

10. A l'époque de Carnot, les machines visées étaient les machines à vapeur, mais la même limitation s'applique aux centrales électriques de type thermique (et peu importe quelle est la source de chaleur – combustion de charbon ou de pétrole, fission ou fusion nucléaire, moteur à explosion, etc.).

la multipliant par le rapport entre deux températures absolues, d'une part la différence entre la température de la source chaude et celle de la source dite froide, indispensable pour refroidir le système et le ramener à son état initial, et d'autre part la température de la source chaude. Dans une machine ordinaire, si la source chaude (celle de la vapeur chaude, suite au chauffage procuré par la chaudière) est à une température de 200°C, soit à peu près 500 K, et que le refroidissement s'effectue à température ambiante, soit à peu près 300 K, la limite en question représente  $(500 - 300) / 500 = 0,4$  fois la chaleur injectée. Peut-on en conclure que la chaleur évacuée avec le fluide de refroidissement est complètement perdue pour autant ? Non : puisqu'on produit de l'eau chaude, celle-ci pourrait par exemple être utilisée à des fins de chauffage, pour des habitations, des installations collectives, etc. Cette énergie que Georgescu-Roegen appelle liée reste donc utilisable par l'homme. C'est l'enjeu des diverses formes de co-génération.

Ces incursions non maîtrisées de Georgescu-Roegen en physique témoignent à notre sens d'une fascination mal placée pour la théorie physique, ce qui lui procure une attitude teintée de scientisme. Il octroie en effet beaucoup de pouvoir aux lois de la physique, et en particulier à l'entropie. *«En réalité, c'est la Loi de l'Entropie qui explique pourquoi une machine (et même un organisme biologique) finit par s'user»* (47). La pollution est également un oubli de l'entropie : *«nul ne paraît voir que la cause de [la pollution] réside dans le fait que nous avons négligé de reconnaître la nature entropique du processus économique»* (49). Georgescu-Roegen estime même que c'est *«l'indétermination entropique»* qui permet à la vie d'avoir lieu. *«La loi de l'entropie est la seule loi dont la prédiction n'est pas quantitative. Elle ne spécifie pas de combien sera l'accroissement à tel moment à venir ou quelle configuration entropique particulière surviendra. C'est pourquoi il existe dans le monde réel une indétermination entropique qui permet non seulement à la vie de se développer selon une infinité de formes, mais encore à la plupart des activités d'un organisme vivant de jouir d'une certaine marge de liberté»* (65).

L'affirmation que la loi de l'entropie ne donne pas d'indication quantitative n'est vraie que comme une généralité, tant que les propriétés spécifiques du système physique étudié ne sont pas précisées. Mais lorsque les interactions qui gouvernent l'évolution d'un système sont connues, il est parfaitement possible de calculer la variation d'entropie induite par les réactions dont ce système est le siège. Par ailleurs, ce que NGR appelle l'indétermination entropique correspond à un accroissement d'entropie, alors que l'émergence de la vie, associée à l'apparition de structures éminemment complexes, correspond à une diminution d'entropie...



Ici aussi, nous pensons que la répugnance de NGR à l'égard de l'interprétation statistique de la thermodynamique le pousse à des formulations fantaisistes. A suivre NGR, ce serait le caractère incomplet et partiel des lois physiques qui les rendrait compatibles avec l'existence de la vie. Ce «saut dans l'inconnu» n'est pas nécessaire si l'on met les statistiques en jeu : il n'est pas absurde de voir se réaliser des événements hautement improbables, pour autant que l'on s'entende sur ce qu'on appelle improbable. Dire qu'un événement est improbable, cela signifie que sa probabilité de réalisation par unité de temps est faible. Mais si on laisse un temps très long au système, la probabilité tout court qu'il advienne (cette fois, plus par unité de temps) cesse à la longue d'être négligeable. Et si l'événement débouche sur l'apparition d'une structure relativement stable, la fluctuation au cours de laquelle cette structure s'est matérialisée peut s'amplifier, pour changer qualitativement le système considéré – dialectique du hasard et de la nécessité, repérée de longue date, notamment par Jacques Monod, qui en a fait le titre de son *best-seller*, il y a plus de trente-cinq ans. Une transformation de ce type ne nous fait pas sortir de la physique : l'événement visé est peu probable, mais certainement pas impossible. Dans ce contexte, on n'établit aucune différence de nature entre matière vivante et matière inerte.

## Une philosophie de l'histoire pessimiste

La hantise de la décroissance des ressources minérales nourrit chez Georgescu-Roegen une approche pessimiste de l'histoire. «*Le destin ultime de l'univers n'est pas la 'Mort Thermique' (comme on l'avait d'abord cru) mais un état plus désespérant : le Chaos*» (63). La mort thermique de l'univers était la perspective offerte par les grands récits qui incorporaient le second principe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : l'univers mourrait par une uniformisation de la température. Cette perspective serait remplacée par la dégradation irréversible de la matière. Mais si l'univers va vers le chaos, c'est qu'il vient d'un ordre supérieur – ce qui pose par ailleurs la question de l'origine de toute création d'ordre.

Comme nous l'avons vu, Georgescu-Roegen récuse l'idée que l'entropie peut diminuer localement dans un système fermé, soit un système qui n'échange pas de matière avec son environnement, alors que l'échange d'énergie ne lui est pas interdit. Même les organismes vivants ne semblent pas échapper à cette affirmation. «*Tout organisme vivant s'efforce seulement de maintenir constante sa propre entropie. Et dans la mesure où il y parvient, il le fait en puisant dans son environnement de la basse entropie afin de compenser l'augmentation de l'entropie à laquelle son organisme est sujet comme tout autre structure matérielle. Mais l'entropie du système total, constitué par l'organisme et son environne-*

*ment ne peut que croître. En réalité, l'entropie d'un système croît plus vite s'il y a de la vie que s'il n'y en a pas»* (46). Le vivant s'alimente de basse entropie ; il dégrade la matière en transformant les matériaux de basse entropie en déchets de haute entropie. Les plantes ne font que ralentir la marche de l'entropie.

Pourtant un organisme vivant n'est-il pas le plus parfait exemple de la création locale d'ordre à partir de matières de haute entropie ? Les phénomènes du vivant – et particulièrement les plantes qui utilisent le rayonnement solaire – ne sont-ils pas des « mises en ordre » de la matière ? On retrouve ici le refus de NGR face à l'idée des structures dissipatives – structures qui transforment de l'énergie en entropie, et qui se définissent comme des systèmes fermés. L'entropie de certains systèmes fermés peut donc diminuer pendant la croissance des organismes vivants. Ainsi une plante dans une serre (en considérant donc le système « plante + terre + air »), capte de l'énergie solaire sans échange de matière, mais voit son « entropie de matière » diminuer. Mieux, l'histoire de la vie nous montre combien la création de nouveauté est associée à tout ce qui va à l'encontre de l'augmentation de l'entropie.

L'histoire que nous propose Georgescu-Roegen est essentiellement une eschatologie, une histoire de la fin du monde et du destin de l'humanité. Cette histoire ne comporte pas d'évaluation des durées : Georgescu-Roegen voit la fin de l'humanité, plutôt que la construction pas à pas d'une histoire. Ce faisant, il lève au passage un tabou : pourquoi l'espèce humaine ne serait-elle pas amenée à disparaître un jour, à l'instar de bien d'autres espèces animales ? La possibilité ne peut être écartée sans autre forme de procès, mais la remarque perd beaucoup de son intérêt dès lors qu'aucun pronostic d'échéance ne l'accompagne – quel est l'horizon temporel de cette éventuelle disparition, et quels sont les événements qui pourraient rendre la fin qu'il imagine moins inéluctable que son récit ? L'irruption de la nouveauté ne fait pas partie de ce récit. Ce récit rend incompréhensible l'apparition de l'humain – qui est pourtant la source du problème qu'il soulève.

Comment perpétuer l'espèce humaine si l'univers va vers le chaos ? En effet, le « *cœur du problème* » est la « *quantité de vie totale* » qu'il reste à l'humanité, ou autrement dit le nombre d'années pendant lesquelles l'humanité peut encore vivre et prospérer (88). La préservation de l'espèce humaine est donc le problème fondamental, la valeur absolue. Or, toujours selon Georgescu-Roegen, l'humanité vit sur des stocks non renouvelables, au lieu de ne puiser que dans le flux d'énergie solaire. L'accessibilité de la matière-énergie utilisable est forcément décroissante. Donc pour maintenir le niveau de vie, il faut soit travailler plus (ce qui

a des limites), soit innover toujours plus (et cela demande toujours plus de capital). *«Nous ne pouvons compter que sur des ressources minérales à la fois irremplaçables et non renouvelables, dont plusieurs ont été épuisées successivement dans différents pays. A présent d'importants minéraux - le plomb, l'étain, le zinc, le mercure, les métaux précieux - sont rares dans le monde entier»* (69).

Il est important de noter que la hantise de Georgescu-Roegen est construite théoriquement : elle ne s'appuie pas sur les données des stocks de minéraux restant, mais sur son interprétation de la «loi de l'entropie» : *«nous ne pouvons utiliser une quantité donnée de basse entropie qu'une seule fois»* (138).

Georgescu-Roegen est en faveur de ce qu'on appelle en économie la «soutenabilité forte» : le capital naturel est absolu et on ne peut y substituer d'autres formes de capital (technologique notamment)<sup>11</sup>. Il s'oppose à l'idée que *«nous trouverons toujours bien quelque chose»*. L'urgence de la situation implique selon lui que nous ne pouvons pas attendre que les technologies résolvent nos problèmes. Il explicite d'ailleurs son scepticisme en se référant aux transformations socio-techniques du passé : l'humanité a bénéficié de deux conquêtes prométhéennes, l'une inaugurant l'ère du feu et l'usage du bois, l'autre venue du charbon et de l'invention de la machine à vapeur. Un nouveau Prométhée viendra-t-il résoudre la présente crise de l'énergie de la même manière que Prométhée II a résolu la crise de l'âge du bois (149) ?

De manière surprenante, le seul projet prométhéen évoqué par NGR est le surrégénérateur, à cause de sa capacité à produire de l'énergie à partir des déchets nucléaires produits par les centrales nucléaires standard. Mais les difficultés inhérentes au fonctionnement du surrégénérateur (notamment le fait qu'il est refroidi au sodium, une substance hautement inflammable) ont amené l'abandon de fait des projets de développement de cette technologie. Par contre, NGR ne mentionne pas la fusion nucléaire, alors que son aboutissement rentrerait sans aucun doute dans la catégorie des réalisations que NGR qualifie de prométhéennes... Il se contente de contester fortement la possibilité physique de la fusion thermonucléaire, mais il énonce malgré tout : *«En attendant que l'utilisation directe de l'énergie solaire soit entrée dans les mœurs ou bien que l'on soit parvenu à contrôler la fusion thermonucléaire [...]»* (107).

11. Voir Edwin Zaccāi, *Le développement durable - Dynamique et constitution d'un projet*, Presses Interuniversitaires Européennes, Peter Lang, Berne-Bruxelles, 2002, pp. 241 sq. La soutenabilité faible consiste à l'inverse à affirmer qu'une partie importante du capital naturel peut être remplacée par d'autres formes de capital.

L'ambiguïté de Georgescu-Roegen par rapport aux technologies est aussi manifeste quand il aborde l'utilisation possible ou non du «flux solaire». D'un côté il affirme la nécessité de fonder l'économie sur l'énergie solaire. De l'autre, il nie la possibilité d'y faire massivement appel, au nom de la dispersion de sa répartition sur toute la surface terrestre. Les technologies sont donc tantôt décriées, tantôt appelées au secours. Pour notre part, nous pensons qu'un investissement et une réorientation profonde dans la recherche et développement pourraient contribuer à affronter le problème de la production d'énergie<sup>12</sup>.

Le cri de protestation de Georgescu-Roegen emporte notre adhésion, écrivions-nous au début de cet article. Ce n'est pas parce que nous ne croyons pas au quatrième principe de la thermodynamique selon Georgescu-Roegen que les combustibles fossiles pourraient voir leur disparition rapide contrecarrée, par Dieu sait quel miracle ; cette idée n'a pas l'ombre d'une vraisemblance. Oui, nous sommes probablement très proches du fameux *peak oil*, et l'ère du tout au pétrole est révolue. La constitution de stocks souterrains d'hydrocarbures relève de la géologie, dont l'évolution est scandée par un rythme perceptible à l'échelle de millions d'années<sup>13</sup>.

Il reste, au-delà de ces remarques critiques, que les considérations mettant en jeu l'entropie et le second principe de la thermodynamique sont loin d'être dépourvues d'intérêt pour autant. Notamment pour ce qui demeure au cœur de la thermodynamique, à savoir les effets thermiques, parmi lesquels figurent en bonne place l'effet de serre et le réchauffement de la planète. Même si l'on adopte une attitude résolument optimiste à propos de la fusion nucléaire<sup>14</sup>, qui constitue un enjeu majeur (parce que sa maîtrise nous mettrait pour un bon bout de temps à l'abri des problèmes d'approvisionnement), on doit être conscient que l'accroissement programmé de la production d'électricité créera d'inextricables problèmes de réchauffement.

12. Pour l'instant, environ deux tiers des fonds européens pour l'énergie sont consacrés à la recherche nucléaire, laissant peu de ressources aux recherches sur les énergies renouvelables (Renouveau 17, lettre de l'APERe, 2006).

13. Il est probable que les stocks du carbonifère ne puissent jamais être reconstitués, étant donné l'apparition depuis lors de décomposeurs xylophages plus efficaces, dont les termites.

14. Les pronostics quant à l'aboutissement des programmes de recherche qui lui sont consacrés sont inquiétants : plus le temps passe, et plus le délai annoncé s'allonge. En 1975, on parlait de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, alors qu'on nous dit aujourd'hui qu'un demi-siècle sera bien nécessaire... En outre, une économie basée sur l'énergie thermonucléaire implique une organisation sociale très centralisée, voire technocratique.

Si l'on se veut optimiste, on caractérisera les décennies qui sont immédiatement à venir comme une période de transition nécessaire pour faire le joint en attendant la fusion (et en espérant que cette attente ne soit pas celle du Messie). On peut penser pour cela aux réserves de charbon, moins menacées d'épuisement que celles de pétrole. Mais la combustion de grandes quantités de charbon produit du CO<sub>2</sub> en quantités elles-mêmes énormes et, sans autre précaution, un renforcement tragique de l'effet de serre. Sans autre précaution : on parle à ce sujet d'une captation du CO<sub>2</sub> produit dans les centrales thermiques, qui fonctionneraient alors en circuit fermé. Science fiction ? Sans doute pas, mais là aussi, il reste pas mal de pain sur la planche pour les chercheurs.

Revenons sur l'idée que Georgescu-Roegen se trompe de cible : alors qu'il s'adresse aux économistes, c'est fondamentalement le capitalisme et le productivisme qu'il vise. Reste cependant qu'on peut s'interroger, avec lui, sur la nécessité de fonder une autre science économique, qui n'exclurait pas de ses préoccupations la prise en compte de l'épuisement des ressources naturelles. Si l'on se tourne vers des définitions classiques de l'économie, elles ne sont pas incompatibles avec cette prise en compte. Littré nous dit par exemple que *«l'économie politique est la science qui traite de la formation, de la distribution et de la consommation des richesses»*, et que *«l'économie sociale traite des conditions de l'existence, du travail, des droits civils et politiques des différentes classes de la société»*. Formation des richesses, cela ressemble à une entrée possible... D'autres définitions, plus récentes, parlent de production en lieu et place de formation. Mais les définitions s'arrêtent généralement là, tout comme les modèles théoriques de l'économie : on ne parle pas de la disponibilité des ressources naturelles. Georgescu-Roegen a donc raison d'insister sur ce point.

L'absence des ressources naturelles dans les théories économiques peut sans doute s'expliquer parce qu'aucune règle économique (en premier lieu, les règles qui régissent le commerce mondial) n'intègre cette donnée. Pourrait-il en être autrement ? Oui, mais cela passe par l'adoption et la mise en œuvre d'un projet politique planétaire, centré sur d'autres priorités que celle des marchés, et appuyé sur un pouvoir démocratique, par opposition au pouvoir des détenteurs de capitaux. En s'engageant dans cette voie, on quitte ainsi radicalement la sphère académique, même si les mécanismes de fonctionnement d'un système soucieux de l'avenir de la planète et socialement juste méritent des études... scientifiques sérieuses. Mais nous ne pensons pas que celles-ci puissent se penser uniquement comme une extension de la thermodynamique.



## Ce qui compte, c'est surtout le contenu de la croissance

*Interview de Felipe Van Keirsbilck\**

**CM** : Au motif d'interroger un syndicaliste à propos de la décroissance, il y a la convergence apparente et souvent revendiquée entre les «décroissants» et des luttes anticapitalistes : les uns et les autres s'entendent pour caractériser et critiquer le capitalisme comme système d'accumulation. *A contrario*, on observe une divergence, tout aussi souvent soulignée, où les syndicats et en gros le mouvement ouvrier traditionnel sont dépeints comme les complices de l'accumulation à travers le compromis fordiste keynésien.

**FVK** : En première analyse, c'est plutôt la divergence qui me frappe, dans la mesure où le discours d'une grande partie du mouvement syndical continue à faire de la croissance une des réponses majeures aux problèmes que l'on rencontre. Que ce soit pour créer des emplois ou pour donner des marges de négociation salariale, les mouvements syndicaux, de la même manière que les partis politiques socio-démocrates, ont jusqu'ici beaucoup mis la croissance à l'avant-plan des solutions proposées.

Mais une autre chose me frappe, c'est la convergence entre les tenants purs et durs de la croissance et les tenants purs et durs de la décroissance dans leur manière de chosifier la croissance sans interroger son contenu. Quand on dit que l'on est pour ou contre la croissance sans plus

\* Permanent syndical à la CNE, il s'exprime ici à titre personnel.

de précision, on présuppose que son contenu est univoque, ou que nous n'avons pas pris dessus. Qu'on nous vante la croissance parce qu'elle contient des biens et des services nécessaires, ou qu'on la vilipende parce qu'elle croît avec la pollution et les accidents de la route, on se rend complice, selon moi, d'un double aplatissement : on rabat la notion de développement sur celle de croissance, ce qui revient à confondre « plus » avec « mieux » ; et on rabat la croissance sur l'évolution des chiffres du PIB, mesurés selon les standards de la comptabilité nationale, qui se refusent à identifier ce qui croît, ou à prendre en compte les dettes cachées, ou les investissements porteurs d'avenir. Evidemment, les tenants informés de la décroissance sont plus malins que ça. Ils ne se contentent pas de dire qu'il faudrait que le PIB diminue de 2 % par an et que tout irait mieux...

**CM** : Cela, presque personne n'ose le dire. Les décroissants disent même souvent le contraire : que la décroissance n'est pas et ne doit pas être la récession.

Peut-être faudrait-il préciser en quoi il y a eu des accords entre syndicats et capital.

**FVK** : Il faudrait ici distinguer les accords formels, et une sorte de pacte plus implicite. Il y a en effet eu, après l'accord national de sécurité sociale de 1944, un accord essentiel quoique moins connu, en 1954 : l'accord sur la productivité. Implicitement, c'est vrai que cela s'est traduit par une sorte d'union sacrée autour de la croissance, mais rappelons quand même que productivité ne signifie pas nécessairement croissance.

Je crois que, même face aux impasses actuelles de la croissance, le mouvement syndical pourrait – et devrait – rester fidèle à l'esprit de l'accord sur la productivité de 1954. Je reste persuadé que le développement de la productivité, notamment par l'amélioration des moyens techniques et l'automatisation reste une bonne chose pour le milieu du travail. La nostalgie du bon vieux travail manuel vient en général de ceux qui n'en font pas... Car la productivité non seulement permet d'augmenter la taille du gâteau mais surtout de diminuer le temps de travail nécessaire pour produire la même chose ; et on verra tout de suite que c'est aussi à partir de là – travailler moins – qu'on peut précisément choisir de produire autre chose ! Je pense donc que là-dessus nous avons un accord qui a été en partie dévoyé : dire que si, grâce à la productivité, il y a croissance, la part de richesses produites qui vont aux travailleurs doit rester au moins constante, ça ne signifie pas qu'il doive y avoir une course aveugle à la croissance.



**CM** : On peut ajouter que cette part a même augmenté pendant une vingtaine d'années.

**FVK** : Elle a augmenté surtout sous forme de salaire socialisé. En effet, la part du revenu national allant au capital a diminué ou plafonné pendant une vingtaine d'années. C'est dans ce sens là qu'il y a une charnière au début des années 1970. Bien avant la crise du pétrole et la crise du chômage qui suivront, il y a d'abord une crise de l'accumulation et une crise du profit, d'abord aux USA puis en Europe : le compromis de 1954 fonctionne bien du point de vue des travailleurs (Reginald Savage le montre dans son bouquin sur l'économie belge), mais les détenteurs de capitaux, qui n'ont concédé l'accord de 1954 que sous la pression d'un rapport de forces très défavorable pour eux, ne peuvent en accepter les conséquences sur le rythme de l'accumulation. Et donc à un certain moment, l'espèce de compagnonnage entre les intérêts du capital (l'accumulation) et les intérêts des travailleurs trouve sa limite.

**CM** : Tu situes cette inflexion au milieu des années 70 ?

**FVK** : A la fin des années 1960, le taux de profit diminue aux Etats-Unis, le financement à crédit de la guerre du Vietnam coûte cher à l'économie américaine, et oblige à faire des choix : soit il fallait augmenter la fiscalité et orienter la croissance vers le bien-être des citoyens étatsuniens davantage que vers la guerre et les bénéfices du complexe militaro-industriel, soit il fallait briser les règles du jeu. C'est ce second choix qui va être fait autour de 1970 avec la restauration monétariste : le décrochage du dollar par rapport à l'or (en 1969). Quelques années plus tard, la réserve fédérale étatsunienne décide de faire exploser les taux d'intérêts, ce qui représente une intervention sur le rapport de forces capital-travail en faveur des détenteurs de capitaux. A partir du moment où on élève le taux d'intérêt réel que donne la rente, les exigences de rentabilité des industriels vont s'aligner à la hausse : si tu obtiens 5 % de taux d'intérêt en plaçant ton argent, tu vas vouloir 5+x % dans ton entreprise, sinon ce n'est pas la peine. D'après moi, le chômage qui grimpe au début des années 70, les grandes restructurations de cette époque-là résultent de la décision des grandes entreprises de ne pas investir à partir du moment où le cadre monétaire a changé et qu'elles ont pu gagner plus d'argent en spéculant qu'en investissant. Les courbes entre le profit et l'investissement sont très synchronisées jusqu'au milieu des années 70 et puis elles décrochent : c'est le passage à la financiarisation.

La financiarisation – qui résulte essentiellement de choix politiques, choix de M. Thatcher, R. Reagan et Helmut Schmidt d'abord, et qui vont faire tache d'huile rapidement – c'est l'arme absolue contre le compromis sur

le partage des richesses produites. On se trouve dans une situation que j'ai décrite un jour comme ceci : le compromis fordiste, c'est « *Taylor et Keynes sont dans un bateau...* », mais dans les années 70, Keynes tombe dans l'eau et ne reste de la productivité que le pire, c'est-à-dire le taylorisme dans ses habits nouveaux. Le taylorisme a toujours eu un double visage : les experts, pour le compte des actionnaires, confisquent le savoir-faire ouvrier ; d'une part pour en extraire un maximum de productivité (éventuellement partagée – on l'a vu plus haut), d'autre part pour retirer aux travailleurs des compétences essentielles dans la construction du rapport de forces. Dans le néo-taylorisme, les entreprises n'investissent presque plus dans les machines et font peser les gains de productivité sur les hommes et les femmes : intensification du travail, cadences intériorisées par le logiciel ou le rapport à la clientèle, d'où souffrance au travail, stress, etc. On continue à dire, par un espèce d'automatisme, que les robots tuent l'emploi, mais les robots sont vieux aujourd'hui. Les entreprises ne font plus beaucoup d'investissements techniques majeurs.

**CM** : On retombe sur la question que tu évoquais à savoir : que demandent les travailleurs, qu'est-ce que la richesse, et qu'est-ce qui croît ? Cela débouche sur des questions de qualité du travail, de qualité du non-travail et de réduction du temps de travail...

**FBK** : Pendant une génération, croissance de l'économie et amélioration de la qualité de vie ont pu aller de pair parce qu'on était dans cet encadrement disons social-démocrate, et aussi parce qu'on n'était encore loin de percevoir les limites écologiques de la planète. Les salaires augmentaient et surtout la partie socialisée – j'y reviendrai parce que la socialisation des richesses me semble un levier important qui permet d'avoir une prise politique sur le contenu de la croissance. Entre 1954 et 1975 le PIB belge (à franc constant) triple, mais dans ce triplement, la part socialisée elle-même triple. Augmentation par neuf, donc, de la quantité de richesses qui fait l'objet d'une politique publique, soit en termes de services publics, soit en termes de salaire social. Au début des années 70, dans les pays d'Europe de l'Ouest, le total des richesses socialisées (Sécu et services publics) approche ou dépasse 50 % du PIB : on aurait peut-être pu s'évader en douce du capitalisme... Avec la monétarisation et l'explosion du chômage qui suit, on continue sur la lancée de la croissance supposée salvatrice et toute puissante, mais sans maintenir la hausse de la partie redistribuée de la richesse. Le renversement du rapport de forces et l'exigence de rentabilité des entreprises se traduisent par une baisse du revenu réel (entre autres, suite à la dégradation des services publics), plus de souffrance au travail, et un chômage de masse.

**CM** : On garde la formule selon laquelle les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et l'emploi d'après-demain. Arnaque absolue puisque les profits d'aujourd'hui sont les délocalisations de demain et le chômage d'après-demain.

**FVK** : Oui – ou bien on pourrait corriger Helmut Schmidt en disant que la réalité, c'est que les investissements (publics ou privés !) d'aujourd'hui sont les emplois de demain et la consommation d'après-demain. Tout indique que les investissements déterminent l'emploi, et jamais le profit : seul un capitaliste fou investira aujourd'hui parce qu'il a gagné hier ; les autres investissent uniquement parce qu'ils croient gagner demain.

**CM** : Mateo Alaluf disait qu'il ferait volontiers un référendum pour demander aux travailleurs ce qu'ils veulent, et pariait que la réduction du temps de travail viendrait sûrement en tête. Il y a donc une question de vision du salariat au sens large et d'amélioration de la qualité de vie où on pourrait retrouver une certaine convergence avec lesdits décroissants.

**FVK** : Je pense qu'une conception juste de ce qu'est le salariat devrait permettre en effet de tomber d'accord là-dessus. Les apôtres de la croissance nous vendent comme synonymes croissance, industrialisation, salariat, et consommation. Or, le salariat comme nous l'entendons dans le mouvement syndical, en tout cas à la CNE, c'est le fait que les richesses sont, *de facto*, de plus en plus socialisées. Au niveau de leur production, qui peut dire aujourd'hui « *c'est moi qui ai produit ça* » ? De nos jours, les biens, les richesses et, plus encore, les services sont co-produits à travers des réseaux extrêmement complexes dans lesquels interviennent les travailleurs mais aussi parfois les consommateurs. Le jour où les consommateurs font la grève des terminaux bancaires, l'économie s'arrête. Or, si la production est ainsi très largement socialisée, dire « *tout travail mérite salaire* » n'a plus vraiment de sens, individuellement. On ne sait pas ce que mérite le travail individuel de Monsieur Dupont. La solution – à moins de ne plus payer personne ! – c'est de faire de la rémunération, non plus le prix du travail, mais l'objet d'une décision collective d'affectation des richesses selon les besoins des gens. Bon, il reste bien entendu une part de salaire personnel, incitant à aller travailler, mais une très large part de la rémunération est socialisée sous forme d'assurance maladie, d'allocations familiales, de paiements de soins de santé, d'allocations de chômage, de pension, etc.

**CM** : Et elle s'accompagne d'une partie qui n'est même pas individualisée : à travers les services publics.

**FVK** : L'évolution des salaires nominaux est une très mauvaise mesure de la richesse réelle dont bénéficient les gens. On voit bien des réformes fiscales diverses nous augmenter nos revenus, on voit bien nos salaires augmenter, mais si par ailleurs les transports publics, l'électricité, l'école, les soins de santé coûtent plus cher, au final nous sommes plus pauvres qu'avant.

Le salariat, c'est assumer politiquement le fait que dans nos sociétés le travail indépendant et le travail artisanal sont voués à être des survivances, à opérer dans des interstices. Autrement dit, assumer que, pour l'essentiel des biens et des services, il est possible, en organisant collectivement la production des biens et services, de travailler moins, mieux, avec moins de fatigue, moins de danger, des produits moins toxiques, etc. Dans ces conditions, la rémunération directe et indirecte n'est plus le prix individuel du travail – d'où l'importance de barèmes appuyés sur des critères d'ordre public : qualification, classification, âge, ancienneté, etc. Tout ce qu'on décrit aujourd'hui comme discriminatoire, pour faire place à l'infinie liberté du marché.

**CM** : Cela débouche-t-il aussi sur une extension du salariat ? La question des soins et de l'aide aux vieux, par exemple, déclenche souvent des réactions assez virulentes. Le temps heureux où les vieux étaient pris en charge par leur famille et où on s'en occupait est opposé à la situation d'aujourd'hui où les vieux sont abandonnés, mal traités et/ou mis dans des hospices. Un des problèmes étant de savoir qui est ce «on» qui s'occupait des vieux.

**FVK** : Oui, on peut souhaiter l'extension du salariat – du moins à partir de la définition positive que l'on en donne ici – où être salarié c'est avant tout accéder à un certain nombre de droits collectifs parce qu'on participe à la constitution de richesses. Peu importe qu'on ait un emploi, qu'on en cherche un, qu'on se forme, ou qu'on soit retraité ; et peu importe qu'on travaille dans une maison de repos ou dans une aciérie ultramoderne : la société a besoin des deux, et la question n'est donc pas de mesurer la valeur monétaire d'un ouvrier spécialisé ou d'une infirmière de maison de repos. Dès lors, je crois qu'on peut être très serein par rapport à la professionnalisation et la salarisation d'un certain nombre de fonctions, par exemple de soins aux personnes âgées.

Si on est – c'est mon cas – pour une croissance de l'emploi qui s'accompagne d'une décroissance de la consommation des matières premières et des énergies non renouvelables, d'une décroissance de la pollution, etc., alors ce qu'il faut proposer c'est surtout une croissance des services qui procurent du bien-être, de la culture, des relations riches.

Les petits enfants, les personnes âgées, les malades, les usagers de la ville, ont besoins de services. Alors soit les femmes le font gratuitement parce que « bien entendu » c'est leur destin de femmes ; soit ce sont des services qui doivent être rémunérés dans les règles du salariat. Quand on nous renvoie le slogan « Vous envoyez les vieux à l'hospice », c'est une image sinistre ; mais que des dizaines de milliers de personnes travaillent à produire du bien-être pour les personnes âgées à domicile, en centre de jour, ou à l'hôpital, ou en maison de repos, sans que ce soient nécessairement des femmes peu qualifiées et mal payées ou des clandestines, c'est tout différent. Une vision positive du développement du salariat, c'est que l'on paye correctement des gens formés pour rendre des services de bien-être. Ceci n'oblige pas à professionnaliser la totalité des services relationnels, ni à réduire à rien ce que les écologistes appellent la sphère autonome : il y a encore dans l'environnement familial, dans le voisinage, de façon militante, des choses qui vont se faire en dehors d'un travail rémunéré, de manière non professionnelle. Mais ce serait un peu naïf – ou particulièrement pernicieux – de dire qu'on va confier au bénévolat et au voisinage les soins à donner aux trois millions de vieux que l'on aura dans quelques années en Belgique. Le résultat de cela, ce serait massivement le retour au travail gratuit des femmes.

**CM** : Il y a donc des gisements d'emploi dans les services ?

**FVK** : Oui, mais attention : beaucoup plus d'emplois, pas beaucoup plus de travail ! Ce travail, de toute façon, il devra être fait ; la question c'est de l'intégrer dans la sphère de l'emploi. Le plaidoyer pour un renforcement du salariat doit, je pense, se protéger d'une confusion avec la morale du travail. Un discours syndical tourné vers l'avenir doit être « *plus d'emploi et moins de travail* », si l'emploi est compris comme un statut auquel j'accède par ma participation à la vie économique et sociale. « *Je travaille* », « *j'ai travaillé* », « *je cherche du travail* », « *je me forme* », tout cela doit suffire, selon moi, pour faire partie de l'emploi. C'est cela – cet ensemble de conventions collectives, de lois – c'est le système de sécurité sociale et jamais le contrat de travail – qui donne accès à un vaste ensemble de droits, dont le salaire n'est que le plus primaire. L'emploi, c'est aussi le droit d'arrêter de travailler, le droit de prendre des vacances, le droit d'être représenté collectivement sur le lieu de travail, le droit d'être payé pour me former...

Le travailleur au noir sur un chantier, il a un travail mais il n'a pas d'emploi. La conséquence de cela : il ne peut pas s'arrêter s'il est malade, il n'a pas de congés payés, il ne peut prétendre à aucune forme d'expression démocratique sur le lieu de travail, etc. L'emploi, compris comme accession à des droits collectifs du simple fait de la participation au

monde du travail, est donc la meilleure protection contre le travail. Les indépendants, qui ont un travail et quasiment pas d'emploi – quoique paradoxalement ils revendiquent de plus en plus l'assurance perte de revenus, l'augmentation de leur sécurité sociale, et donc veulent les avantages de l'emploi sans payer les cotisations sociales – sont beaucoup plus que nous victimes du travail. En jouant sur les mots, les indépendants sont en fait hyper-dépendants du travail – du travail compris comme contrainte, selon l'étymologie du travail comme torture ou, pour prendre d'autres références, selon la malédiction biblique *« puisque vous avez désobéi, que vous avez été chassés du paradis terrestre, c'est maintenant à la sueur de votre front que vous devrez gagner votre pain »*. J'entends dire que les salariés sont dépendants de leur entreprise parce qu'ils ont un contrat de travail ; je prétends que comme salarié de n'importe quelle entreprise, je dépends assez peu de mon patron – sauf, précisément, dans des PME où le salariat est très lacunaire. Moi, après avoir presté mes 35 heures, je ne suis plus obligé de travailler ; le samedi et le dimanche, il ne faut pas m'em... Un indépendant, si son revenu est trop faible, il devra travailler le samedi et le dimanche ; il ne pourra pas refuser les délais de ses clients, etc.

La distinction très claire entre l'emploi et le travail, qui fait du travail – pendant la plus courte partie possible de la vie – le prix à payer pour entrer dans la sécurité collective de l'emploi, cette distinction, qui ne les dissocie pas complètement puisque ce sont deux choses différentes mais qui s'échangent l'une pour l'autre – je donne mon travail parce que je reçois un emploi – me permet de dire que le projet syndical doit être d'obtenir un emploi pour tout le monde. On peut élaborer des utopies réalistes qui consisteraient à « salariser » davantage qu'il ne l'est aujourd'hui le début de la vie – comme on l'a fait très bien pour la fin de vie. Pourquoi ne pas imaginer qu'à partir de 18 ans, une fois le jeune devenu adulte, tout ce qu'il fait pour se former, chercher un emploi, etc., c'est déjà du travail en tant que participation à la vie sociale et économique, et considérer que cela devrait être salarié, tout aussi bien que la fin de vie.

**CM** : Un salariat étudiant... ?

**FKV** : Oui, d'accord, ce n'est pas très nouveau...

**CM** : Mais cela le reste, dans la mesure où, depuis les années 60, on n'est jamais vraiment passé à l'acte, sauf récemment par des manœuvres bizarres où l'étudiant supposé en rupture avec sa famille peut faire une demande au CPAS...

**FVK** : On peut à la fois revendiquer l'emploi pour tout le monde, tout en revendiquant de travailler moins. Puisque dans l'équation croissance et bonheur, ou croissance et bien-être, on constate que la plupart des études sur le bien-être subjectif montrent qu'il progresse parallèlement à la croissance économique jusque dans les années 1970, et qu'à partir de là, la croissance a continué tandis que le sentiment de bien-être a diminué constamment.

Au fond, à quoi aspirent les gens ? Je crois que ce n'est pas d'abord à travailler ! D'où la cohérence de revendiquer la diminution du temps de travail en même temps que la croissance de l'emploi. Si on opte résolument pour une richesse qui s'appuie sur la satisfaction du maximum des besoins collectifs et individuels par des fonctions collectives, alors on obtient un levier pour piloter la croissance. En créant beaucoup d'emplois dans les soins aux personnes âgées ou dans les soins dentaires aux enfants – pour prendre un exemple de ce gouvernement-ci où on a rendu gratuits les soins dentaires jusqu'à 12 ans – on donne une impulsion à la croissance, non seulement quantitativement, mais aussi qualitativement : l'argent affecté à de la prévention en santé publique ne le sera pas à des cadeaux fiscaux sur les baignoies de société... Quand on paye le dentiste avec les instruments du salariat – en l'occurrence le budget de l'INAMI – on peut piloter la croissance, dire qu'on préfère la croissance des soins dentaires plutôt que celle des baignoies...

On pourrait conclure en disant que chaque fois qu'on affaiblit les fonctions collectives en diminuant les moyens des autorités publiques en général, ou en diminuant le financement de la sécurité sociale, on se prive des leviers qui permettraient de dire, non pas pour ou contre la croissance, mais ce qui est utile et ce qui l'est moins – ou est carrément nuisible.

C'est en particulier un défi pour le mouvement syndical : si on a une forte capacité de négociation interprofessionnelle on peut jouer sur ces grands mécanismes ; mais si, comme les patrons le souhaitent de plus en plus, la négociation des salaires et des conditions de travail est éclatée, devient une affaire d'entreprise – voire individuelle – alors ces leviers-là disparaissent.

*Propos recueillis par Michel Godard et Thomas Perissino*





## «*Ennemi combattant*» ou ennemi du gouvernement ?

Jean-Claude Paye\*

Pour le pouvoir exécutif des Etats-Unis, la lutte contre le terrorisme est une guerre et non une simple opération de police. Grâce à cette lecture, il a installé un ensemble de mesures liberticides, justifiées au nom de l'état d'urgence. Cette situation autorise la suppression de l'*habeas corpus* des étrangers soupçonnés de terrorisme et la mise en place d'une surveillance permanente de l'ensemble de la population.

La référence à un état de guerre a permis au gouvernement de traiter les «terroristes» étrangers comme des ennemis et ainsi de les incarcérer administrativement, sans inculpation et sans jugement, jusqu'à la fin du conflit. Comme il s'agit d'une guerre permanente et indéfinie, la détention de ces personnes est indéterminée. Ces «*ennemis combattants*» ne peuvent, non plus, bénéficier des protections accordées aux prisonniers de guerre. Comme ils «*violent les lois de la guerre*», ils ne sont pas des combattants réguliers, mais des «*combattants illégaux*» non protégés par les conventions internationales. En conséquence, l'étranger, nommé comme «*ennemi combattant illégal*» par le pouvoir exécutif, est entièrement soumis à l'arbitraire de ce dernier.

\* Sociologue, auteur de *La fin de l'Etat de droit* aux éditions La Dispute, Paris, 2004. Voir dans le n°234 des CM, son précédent article «Un état d'urgence permanent» (pp. 149-158).

## Un état de guerre

Le point de vue gouvernemental, considérant que les attentats du 11 septembre sont un acte de guerre et pas seulement un crime, s'appuie sur une résolution du Congrès du 18 septembre 2001, *the Authorization for Use of Military Force*, qui donne des pouvoirs spéciaux à l'exécutif. Le texte stipule «*que le président est autorisé à utiliser tous les moyens nécessaires et appropriés contre les nations, organisations ou personnes qu'il désigne comme ayant planifié, autorisé, commis ou aidé les attaques terroristes qui se sont déroulées le 11 septembre 2001...*»<sup>1</sup>.

La lecture que fait l'administration de cette résolution est celle d'un Etat qui est en guerre, non pas contre d'autres nations, mais contre des organisations qui ne sont pas liées à un gouvernement étranger ou contre de simples individus. Cette interprétation redéfinit la notion de guerre. Elle lui donne un caractère asymétrique, celle d'une «lutte à mort» entre la super-puissance mondiale et des personnes désignées comme ennemis. Ce nouveau concept s'affranchit de l'existence de toute menace réelle sur la nation américaine. Elle est un pur produit de la subjectivité du pouvoir : l'état de guerre existe dans son énonciation.

Au nom de la lutte «*du bien contre le mal*», l'Etat américain nie le caractère politique de son action et en confondant ennemi et criminel, il fusionne souveraineté externe et interne.

Dépasant les pouvoirs accordés par l'autorisation abstraite du Congrès, le président promulgua un acte administratif, le *Military Order* du 13 novembre 2001, qui permet le jugement des étrangers soupçonnés de terrorisme par des tribunaux militaires spéciaux. Les termes d'ennemi combattant ou de combattant illégal ne font pas partie du texte même de l'acte juridique de l'exécutif, mais de la lecture qui en est faite par l'administration.

En votant le *Military Commissions Act*, les 28 et le 29 septembre 2006, la Chambre et le Sénat ont fortement étendu le champ d'application de l'incrimination d'ennemi combattant puisque, maintenant, les étrangers résidant aux Etats-Unis et les citoyens américains peuvent être désignés comme tel. L'incorporation de la notion «*d'ennemi combattant illégal*» dans la loi a pour conséquence que cette notion ne s'inscrit plus dans l'état d'urgence, mais dans la permanence. L'exception devient la norme, elle acquiert un caractère constituant.

1. US Congress' joint resolution of September 18, 2001 *Authorization for Use of Military Force (AUMF)* ; public law 107-40, 115 Stat. 224

Les Chambres ont ainsi légalisé un nouvel ordre juridique et politique qui fusionne acte de guerre et fonction de police et qui donne à l'administration le pouvoir de transformer en ennemi tout citoyen américain ou tout membre d'une nation étrangère avec laquelle les USA ne sont pas en guerre.

Ainsi, le gouvernement modifie le rapport entre intérieur et extérieur. Les citoyens des Etats-Unis peuvent devenir des ennemis et être placés en dehors de la nation américaine. En pouvant désigner, comme «*ennemi combattant*», tout habitant de la planète et faire de celui-ci un «*combattant illégal*», c'est-à-dire un criminel, les Etats-Unis se donnent une fonction de police qui s'exerce mondialement. Les autres Etats, à travers les différents accords d'extraditions signés avec les USA, ne remettent pas en cause ce droit que s'accordent les Etats-Unis et leur abandonnent une part de leur souveraineté. En acceptant de remettre leurs nationaux, ainsi nommés, aux autorités américaines, il leur reconnaissent un pouvoir juridictionnel impérial.

Ainsi, la notion «*d'ennemi combattant illégal*» occupe une place centrale dans la mutation de l'ordre juridique et politique. Elle porte aussi bien sur le rapport existant entre l'Etat américain et ses résidents, que sur les relations entre les Etats-Unis et les autres nations. La notion «*d'ennemi combattant illégal*» se trouve au confluent du droit militaire et du droit pénal. Elle s'inscrit aussi à l'intersection du droit national américain et du droit international. En conséquence, l'élaboration de cette notion enregistre les différents déplacements qui se sont opérés dans l'exercice de la souveraineté des USA, aussi bien dans leurs relations avec le reste du monde que dans leur rapport avec leurs populations résidentes, étrangères et nationale. Elle permet de spécifier tant la nouvelle forme de l'Etat américain que celle des autres Etats nationaux.

## L'étranger ennemi combattant

La première utilisation des notions d'ennemi combattant ou de combattant illégal, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, se trouve dans la lecture faite par l'administration de l'*Executive Order* du 13 novembre 2001. Le texte autorise que «*des individus soient détenus et, si ils sont jugés, soient jugés pour violation des lois de la guerre [...] par des tribunaux militaires*»<sup>2</sup>.

2. *President G-W. Bush's Military Order of November 13, 2001* : «Detention, Treatment, and Trial of Certain Non-Citizens in the War against Terrorism», Section 4, [www.law.uchicago.edu/tribunals/exec\\_order.html](http://www.law.uchicago.edu/tribunals/exec_order.html)

La formule «*individu soumis à cet arrêté*» concerne toute personne qui n'est pas un citoyen des Etats-Unis et dont il y a «*une raison de croire*» qu'il «*est membre d'une organisation connue comme Al Qaida*»<sup>3</sup>. Cette première définition crée un délit d'appartenance, mais limité à Al Qaida. Le soupçon qu'une personne soit membre de l'organisation incriminée, sans qu'elle ait commis un délit matériel, autorise sa détention administrative indéfinie ou permet de la faire juger par une commission militaire. Il en est de même si le ministre de la Justice soupçonne la personne «*d'être engagée dans des actions, d'avoir tenté ou d'avoir eu l'intention de commettre des actes, qui ont produit des effets défavorables sur la politique étrangère ou le système politique et économique des Etats-Unis*». Cette marge d'interprétation indéterminée permet de justifier n'importe quelle arrestation.

Le gouvernement a utilisé de manière extensive la possibilité de désigner des étrangers comme ennemis combattants illégaux. Cette labellisation fut utilisée pour désigner, non seulement les membres d'Al Qaida, tel que le prévoit l'*Executive Order* de 2001, mais aussi tous les prisonniers Talibans capturés lors de la guerre en Afghanistan. Selon l'interprétation donnée par l'ancien conseiller de la Maison Blanche, Alberto Gonzales, le non-respect de la Convention de Genève serait justifié du fait que l'Afghanistan serait un «*failed State*»<sup>4</sup>.

L'extension du champ d'application de cette notion s'est poursuivie dans le cadre des Tribunaux de Révision du statut de combattant<sup>5</sup>, mis en place en 2004 afin de juger les prisonniers de Guantanamo. Dans ce cadre, est un ennemi combattant tout étranger, capturé dans le cadre de la lutte antiterroriste, n'importe où dans le monde.

Un jugement de la Cour suprême du 28 juin 2004, *Rasul v. Bush*<sup>6</sup>, opère une première rationalisation de ce droit entièrement créé par le pouvoir exécutif. Il précise que les combattants illégaux étrangers ont le droit de contester, devant une juridiction civile, le fait que cette incrimination leur soit applicable. Mais, en ne remettant pas en cause le caractère incons-

3. *Ibid.*, section 2.

4. Terry GILL and Elies VAN SLIEDREGT, «Guantanamo Bay : A reflection on the Legal Status and Rights of Unlawful Enemy combatant», *Utrecht Law Review*, volume 1, issue 1 september 2005, [www.utrechtlawreview.org/publish/articles/000003/article.pdf](http://www.utrechtlawreview.org/publish/articles/000003/article.pdf)

5. [www.defenselink.mil/news/Combatant\\_Tribunals.html](http://www.defenselink.mil/news/Combatant_Tribunals.html)

6. U. S. Supreme Court, *Rasul v. Bush* CA C 321 F. 3d 1134, [www.supremecourtus.gov/opinions/03-334.pdf](http://www.supremecourtus.gov/opinions/03-334.pdf)

tutionnel de l'incrimination, elle opère une reconnaissance de cette notion administrative et l'inclut dans la jurisprudence<sup>7</sup>.

Quant à la possibilité, pour un étranger, de contester la base factuelle de la détention devant une juridiction civile, elle fut complètement annihilée par le *Detainee Treatment Act* de 2005<sup>8</sup>. Cette loi enlève toute compétence aux cours fédérales pour examiner la situation des détenus de Guantanamo et lui substitue un mécanisme exclusif de révision des décisions prises par les Tribunaux de Révision du statut de combattant.

## L'Américain ennemi combattant

En violant le *Military Order*, qu'il a lui même promulgué, le pouvoir exécutif a immédiatement utilisé la notion d'ennemi combattant pour désigner des Américains. Ainsi, la détention, sans charge, pendant trois ans de Yaser Esam Hamdi capturé en Afghanistan en 2001 fut justifiée par le fait qu'il était désigné par l'administration comme «*illegal enemy combatant*». Le ministère de la Justice précisa que la situation de Hamdi ne différait pas de celle d'un étranger puisqu'il avait été capturé sur le champ de bataille. Cependant, en juin 2002, l'administration a aussi utilisé ce terme afin de justifier la détention administrative indéterminée d'un autre Américain, José Padilla, capturé quant à lui sur le sol des Etats-Unis et de lui refuser toute protection prévue par le Code pénal américain ou par les Conventions de Genève.

Le pouvoir que s'est accordé l'exécutif de transformer ses propres citoyens en ennemis sera intégré dans l'ordre juridique par une *Opinion de la Cour suprême* du 28 juin 2004, *Hamdi v. Rumsfeld*. Au lieu d'affirmer que tout citoyen doit bénéficier des garanties offertes par la Constitution, la Cour stipule qu'il n'y a aucun obstacle pour désigner un citoyen américain comme ennemi. Ce tribunal fait référence à un de ses précédents jugements : le cas *Ex parte Quirin*<sup>9</sup>... Il portait sur des saboteurs au service de l'Allemagne, capturés sur le sol des Etats-Unis durant la seconde guerre mondiale. Un des prisonniers disposait de la nationalité américaine. La Cour stipulait que certains actes, en raison de leur nature – ici des violations des lois de la guerre – ne peuvent être soumis à des juridictions civiles et doivent être portés devant des juridictions militaires.

7. «Guantanamo and the New Legal Order», *Monthly Review* 57, may 2005.

8. *Detainee Treatment Act of 2005*, December 31, 2005, [www.justicescholars.org/pegc/detainee\\_act\\_2005.html](http://www.justicescholars.org/pegc/detainee_act_2005.html)

9. U.S. Supreme Court, *Ex Parte Quirin* 317 U.S.(1942), [www.law.umkc.edu/faculty/projects/trials/conlaw/quirin.html](http://www.law.umkc.edu/faculty/projects/trials/conlaw/quirin.html)

Ce faisant, la Cour opérait un renversement<sup>10</sup> d'un autre de ses précédents jugements, le cas *Ex parte Milligan*<sup>11</sup> datant de 1866, relatif à un civil du Nord accusé de «conspiration» et de «violation des lois de la guerre» au profit de l'armée du Sud (*Union Army*). La Cour précisa que l'utilisation de juridictions militaires était étroitement réservée aux soldats de l'armée fédérée et aux ressortissants, militaires ou civils, d'un Etat ennemi. Elle avait clairement rejeté l'argumentation du gouvernement selon laquelle un citoyen américain pouvait être un ennemi. La Cour ajouta qu'un tel cas devait pouvoir être jugé pour trahison devant un jury dans une cour civile et non devant une cour militaire.

Dans son jugement de 2004, la Cour suprême confirme le renversement de la jurisprudence opéré par le jugement *Ex parte Quirin* et autorise le gouvernement à désigner comme ennemi un de ses citoyens. Cependant l'opinion *Hamdi v. Rumsfeld* opère un déplacement du champ d'application de cette incrimination, du terrain d'une guerre réelle à celui de la lutte permanente et indéterminée contre le terrorisme. Ce jugement de 2004, salué par les organisations de défense des libertés individuelles comme un retour de l'Etat de droit, est en fait un véritable coup d'Etat au niveau judiciaire, qui offre au gouvernement la possibilité de faire appel au Congrès pour se construire un nouvel ordre juridique à sa mesure.

## Ennemi du gouvernement

C'est la voie que va suivre le pouvoir exécutif. Le 17 octobre 2006, le président Bush a signé le *Military Commissions Act*<sup>12</sup>. Cette loi fait suite à un nouveau jugement de la Cour suprême datant du 29 juin 2006<sup>13</sup> qui rendait les commissions militaires illégales, en stipulant que leurs structures et leurs procédures violent les droits de la défense, contenus dans le code militaire des Etats-Unis et dans la Convention de Genève de 1949. Cependant, la Cour suprême n'a pas modifié le statut de ces prisonniers et a permis à l'administration de mettre en œuvre d'autres moyens afin de pouvoir juger ces détenus.

10. Dirt Rhodes Scholar, «Understanding Enemy Combatant Status and the Military Commissions Act, Part 1, <http://stewart-rhodes.blogspot.com/2006/10/enemy-combatant-status-no-more.html>
11. U.S. Supreme Court, *Ex Parte Milligan* 71 U.S. 2, [www.law.uchicago.edu/tribunals/docs/milligan.pdf](http://www.law.uchicago.edu/tribunals/docs/milligan.pdf)
12. S.3930 *Military Commissions Act of 2006*, [www.govtrack.us/data/us/bills.text/109/s/s3930.pdf](http://www.govtrack.us/data/us/bills.text/109/s/s3930.pdf)
13. Supremecourt of the United States, *Hamdan v. Rumsfeld* (n° 05-184), [www.supremecourt.us/opinions/05pdf/05-184.pdf](http://www.supremecourt.us/opinions/05pdf/05-184.pdf)

Ce texte inscrit, pour la première fois, la notion d'ennemi combattant illégal dans la loi et étend le champ d'application de l'incrimination. Alors que le *Military Order* de novembre 2001, ainsi que la définition utilisée par les Tribunaux de Révision du Statut de Combattant, portaient uniquement sur des étrangers capturés en dehors de Etats-Unis, le *Military Commissions Act* autorise de nommer «ennemi combattant illégal» tout Américain ou tout étranger vivant aux Etats-Unis. Il ne s'agit pas seulement d'une extension de nature géographique, mais d'une mutation qualitative. En désignant comme ennemis des personnes qui n'ont jamais quitté le sol américain et qui n'ont pas fréquenté un quelconque champ de bataille, l'incrimination porte sur des personnes qui n'ont pas été engagées dans des actions de guerre ou de police conduites à l'extérieur des Etats-Unis, mais sur des individus, dont des Américains, qui s'opposent sur le territoire national à la politique du gouvernement.

Le *Military Commissions Act* désigne comme «ennemi combattant illégal» une personne qui «a engagé des hostilités ou qui a, consciemment et matériellement, supporté un état de guerre contre les Etats-Unis ou ses alliés et qui n'est pas un combattant légal» ou «une personne qui a été désignée comme un combattant illégal par un Tribunal de Révision du Statut de Combattant ou par tout autre tribunal établi sous l'autorité du Président ou du Secrétaire de la Défense».

Ainsi, la loi donne à cette incrimination un caractère directement politique en désignant, comme ennemis combattants illégaux, des personnes engagées dans ou supportant des hostilités envers les Etats-Unis. Cette définition existait déjà dans l'*Executive Order* de 2001, mais le contexte en réduisait la portée aux étrangers capturés sur le champ de bataille afghan. Dans le *Military Commissions Act*, cet élément s'applique, partout dans le monde, Etats-Unis inclus, dans un environnement qui n'a plus rien à voir avec un engagement militaire, mais dans le contexte, libre de toute détermination territoriale, de la lutte antiterroriste mondiale. Dans un tel environnement abstrait, cette définition est tellement large qu'elle peut s'appliquer à des mouvements sociaux ou à des actions de désobéissance civile, en fait à toute action de contestation de la politique du gouvernement américain ou de pouvoirs alliés.

Si, à la lumière de la jurisprudence du jugement *ex parte Quirin*, on considère que c'est la nature même de ses actes qui font de la personne un ennemi combattant, on doit en conclure que, dans le contexte du *Military Commissions Act*, c'est le caractère politique de ceux-ci qui désigne leur auteur comme un ennemi. Quant à la deuxième partie de la définition, elle présente un caractère d'arbitraire absolu. On est un ennemi combattant, non pas parce qu'on est soupçonné d'avoir commis un

acte ou d'en avoir eu l'intention, mais seulement parce que l'on est nommé comme tel par le pouvoir exécutif. Ici, l'administration n'a même pas à justifier sa décision. Cette dernière devient le seul réel possible. Une lecture rapide pourrait laisser supposer que seuls des étrangers pourraient être concernés par cette procédure, puisque les Tribunaux de Révision du Statut de Combattant ne portent que sur des non-américains. Cependant, le texte prévoit la possibilité d'une telle désignation par d'éventuels nouveaux tribunaux administratifs et rien n'interdit que ces derniers s'appliquent aux nationaux.

## Légalisation des commissions militaires

Le *Military Commissions Act* légalise les commissions militaires, ces tribunaux militaires spéciaux mis en place par l'*Executive Order* de 2001. Ils étaient destinés à juger les étrangers capturés en Afghanistan, contre lesquels il n'y avait pas le moindre début de preuve qui aurait permis de les traduire devant une juridiction civile. Cette loi étend la compétence de ces tribunaux aux ressortissants du monde entier, y compris aux étrangers résidant aux Etats-Unis.

Le système des commissions militaires réduit les droits de la défense à une peau de chagrin. L'accusé n'a pas le choix de son avocat. Celui-ci est un militaire désigné par le pouvoir exécutif. Ces tribunaux opèrent un renversement de la charge de la preuve. C'est à l'accusé de prouver son innocence, alors qu'il peut être exclu de certaines phases de son procès et qu'il n'a pas accès à l'entièreté du dossier, notamment aux «preuves» avancées contre lui si ces éléments sont classées secret défense. La loi n'accorde pas au détenu le droit d'être jugé rapidement, même devant une commission militaire. Ce faisant, elle pérennise la possibilité, accordée par le *Patriot Act*, de maintenir indéfiniment en détention administrative tout étranger soupçonné de terrorisme.

La loi prévoit un système formel de révision des jugements devant un tribunal civil. La Cour d'appel du District de Columbia est l'unique juridiction supérieure compétente pour connaître ces affaires. Mais elle est seulement autorisée à vérifier la conformité de la procédure suivie. Il n'y a pas de vérification de la véracité des faits avancés par l'accusation. Comme ce tribunal a, le 20 février 2007<sup>14</sup>, rejeté toute possibilité pour les prisonniers de Guantanamo de pouvoir contester leur détention devant une juridiction civile, cette dernière possibilité formelle d'un contrôle judiciaire est désormais close.

14. Josh WHITE, «Guantanamo Detainees Lose Appeal», *Washington Post*, february 21, 2007, <http://letters.washingtonpost.com/W1RT02324F408DEA41679308E885DO>



Les commissions militaires peuvent accepter des preuves par oui-dire et des aveux arrachés par des mauvais traitements. Si la torture est formellement interdite, un «*certain degré de coercition*» est permis et c'est le Président qui est chargé de fixer le niveau de dureté des interrogatoires. Des «*preuves*» obtenues sur base d'aveux, obtenus dans des pays qui pratiquent la torture, sont également recevables.

Dans le même temps, la loi empêche toute poursuite d'agents américains pour torture ou mauvais traitement, pour des actes commis avant la fin de l'année 2005. Cela permet au président Bush de déclarer, lors de la signature de la loi, que ce texte autorise la CIA à continuer son programme de détention et d'interrogation de personnes suspectées de terrorisme dans des prisons secrètes situées en dehors des Etats-Unis<sup>15</sup>.

## Un système prévu pour les nationaux

Seuls les ennemis combattants illégaux étrangers peuvent être traduits devant des commissions militaires. Les Américains pourront, quant à eux, recourir aux juridictions civiles pour faire valoir une requête en *habeas corpus*. Cependant, cette loi a été conçue pour que ces tribunaux spéciaux puissent s'appliquer à l'ensemble de la population, nationaux inclus. Le premier projet est particulièrement explicite à cet effet<sup>16</sup>. Vu la rapidité avec laquelle elle fût votée, la loi garde encore des traces de l'objectif initial. Ainsi, parmi les infractions qui peuvent être jugées par une commission militaire, on trouve celle qui punit toute personne qui, «*dans une position d'allégeance ou de devoir vis-à-vis des Etats Unis*»<sup>17</sup>, soutient intentionnellement des actions hostiles aux USA ou à leurs alliés. Qui, à part un citoyen américain, peut se trouver dans une position d'allégeance ou de devoir vis-à-vis des Etats-Unis ?

Pour caractériser les infractions, qui peuvent être jugées par les commissions militaires, on trouve des définitions qui s'attaquent directement aux luttes sociales, telle la notion d'attaque à une propriété protégée ou celle relative au pillage, qui toutes deux transforment une occupation illégale en action terroriste. Le caractère directement politique de ces délits est aussi indicatif de l'intention du gouvernement de présenter des Américains devant ces commissions.

15. William BRANIGAN, «*Bush Signs Bill Authorizing Detainee Interrogations, Military Commissions*», *Washington Post*, October 17, 2006.

16. «*The Enemy Combatant Military Commissions Act of 2006*», <http://balkin.blogspot.com/PostHamdan.Bush.Draft.pdf>

17. *Military Commissions Act of 2006*, article 950v. (b)26.

## Un nouvel ordre politique impérial

Si le *Military Commissions Act* jette l'ensemble des étrangers, soupçonnés de terrorisme, dans un système de violence pure, cela ne concerne pas uniquement les personnes capturées à l'extérieur du territoire américain par l'armée ou la CIA et les étrangers résidant aux Etats-Unis, mais aussi, par exemple, tout habitant de l'Union européenne. Dans le cadre des accords d'extradition signés en juin 2003<sup>18</sup>, tout résident d'un Etat membre de l'Union européenne soupçonné de terrorisme, pourrait être remis aux autorités américaines pour être soumis à l'arbitraire du pouvoir exécutif américain. Les accords conclus avec les Etats-Unis ont pour conséquence l'acceptation des lois et dispositions d'exception de ce pays. Les USA ont la capacité d'imposer leurs propres critères et leurs juridictions spéciales destinées à juger les étrangers. Dans l'abandon de leur propre légalité, les pays européens acceptent de soumettre leurs ressortissants à ces procédures. Ces procédures insèrent les ressortissants européens dans le système américain de dérogation au droit. Ils révèlent ainsi une véritable structure impériale à travers laquelle l'exécutif américain a le droit de déterminer l'exception et d'en faire la base d'un nouvel ordre juridique.

La première condamnation prononcée par une commission militaire, le 27 mars 2007, celle du «*taliban australien*» David Hicks, révèle la capacité dont dispose l'exécutif des Etats-Unis de faire légitimer, par les autres nations, son pouvoir de supprimer l'*habeas corpus* de tout non-américain. En acceptant que ce prisonnier de Guantanamo puisse purger sa peine en Australie<sup>19</sup>, le gouvernement de ce pays opère, de fait, une reconnaissance des commissions militaires qui violent tout autant le droit international que les Constitutions américaine et australienne.

Le *Military Commissions Act* procède à une mutation dans l'organisation de l'Etat qui met fin à la séparation formelle des pouvoirs. Il crée un droit purement subjectif qu'il place aux mains du pouvoir exécutif. Ce dernier peut désigner toute personne comme ennemi combattant, décider la détention administrative, à vie, de tout étranger ou, s'il décide de le juger, il peut nommer les juges militaires et déterminer le niveau de coercition des interrogatoires. Le texte légalise des pressions, physiques ou psychiques, qui relèvent de la torture. Il procède ainsi à une réintégration de la violence pure dans un contexte juridique. Celle-ci devient la base d'

18. «Draft Agreement on Extradition between the United States of America and the European Union», Council of the European Union, 8295/1/03, Rev. 1, 2 June 2003.

19. «Le tribunal militaire de Guantanamo rend sa première condamnation», *Le Monde*, 31/3/2007.

un nouvel ordre politique qui donne, en permanence, des pouvoirs de magistrat au Président.

La légalisation des commissions militaires ne s'inscrit plus que formellement dans la tradition judiciaire développée en Occident, celle d'un double système juridique<sup>20</sup> : Etat de droit restreint pour les nationaux et violence pure pour les étrangers. L'objectif de l'administration est de généraliser, au niveau de l'ensemble de la population, les procédures qui lui permettent de se saisir des étrangers, des les torturer et de les maintenir en détention selon son bon vouloir.

Le projet *Domestic Security Enhancement Act* de 2003<sup>21</sup>, connu sous le nom de *Patriot II*, constitue la précédente tentative du gouvernement d'aboutir à ce résultat. Il avait pour but d'enlever leur nationalité aux Américains soupçonnés de terrorisme et ainsi de les traiter comme des étrangers.

En ce qui concerne le *Military Commissions Act*, l'objectif initial du gouvernement de pouvoir supprimer l'*habeas corpus* de l'ensemble de la population, n'est pas encore atteint. Mais, pouvoir caractériser comme ennemi tout habitant de la planète constitue un bon début dans la mise en place d'un Etat impérial. Celui-ci n'aurait plus de distinction intérieur/extérieur et toutes les populations pourraient être entièrement à la merci du pouvoir exécutif des Etats-Unis.

- 
20. Giorgio AGAMBEN, *Homo sacer : le pouvoir souverain et la vie nue*, Seuil, Paris, 1995.
  21. *Domestic Security Enhancement Act of 2003*, [www.eff.org/Censorship/Terrorism\\_militias/patriot2draft.html](http://www.eff.org/Censorship/Terrorism_militias/patriot2draft.html)



# L e c t u r e s

## **Mulele et la révolution populaire au Kwilu (RDC)**

DE BENOÎT VERHAEGEN  
AVEC LA COLLABORATION DE  
J. OMASOMBO, E. SIMONS  
ET F. VERHAEGEN

350 pp. - 31 euros

L'étude sur Pierre Mulele que publie conjointement L'Harmattan et le Musée royal d'Afrique centrale, s'inscrit dans une longue série de recherches de Benoît Verhaegen sur le Congo. Toutes se réclament de l'histoire immédiate, laquelle se centre sur des situations de crise, de rupture, à propos desquelles sont convoquées autant les sources orales – «le récit le plus proche possible du vécu», interviews, chansons... – que les sources écrites, parmi lesquelles les chroniques de *La Relève* ou les ouvrages de Ludo Martens. La méthode ambitionne de dégager «l'esprit collectif» à l'œuvre dans la crise et son dénouement, et de «stimuler la prise de conscience populaire du passé récent et du présent en cours». Il s'agit donc d'une «histoire immédiate», qui se

veut à la fois rigoureuse et militante. On retrouve ce fil conducteur dans *Les Rébellions au Congo* (trois tomes) parus depuis 1966.

Pourquoi les ouvrages précédents titraient-ils avec «rébellion», alors que le dernier paru se sert du terme «révolution populaire»? Voici comment Benoît Verhaegen éclaire les deux termes : «Nous avons employé tantôt le mot 'rébellion', tantôt celui de 'révolution' pour désigner le mouvement déclenché par Mulele. Il est évident que les objectifs de Mulele étaient révolutionnaires et qu'il a adopté dès le début dans la mesure de ses possibilités une stratégie et des moyens révolutionnaires. Il est également évident que Mulele a échoué et que son échec est en partie dû à son incapacité de transformer une insurrection populaire en mouvement révolutionnaire organisé. C'est en tenant compte de cette distinction que nous avons eu recours à l'un et l'autre terme».

Pierre Mulele a voulu une révolution, c'est-à-dire une transformation radicale de la société congolaise, d'abord dans sa région, ensuite dans l'ensemble du pays. «Il voulut confier le pouvoir au peuple et limiter celui de la nouvelle bourgeoisie africaine», observe BV. Mais

ce projet, qui n'a pas été formalisé, a été détruit par des adversaires puissants, organisés localement, nationalement et internationalement. Bref, un rapport de forces extrêmement inégal a mis à mort la rébellion au Kwilu, et son *leader* Mulele. Cette inégalité extrême était une donnée connue, même à l'époque du maquis rebelle, mais on ne pouvait en mesurer toute l'ampleur et en deviner toutes les conséquences. Resituons brièvement l'action de Mulele dans l'ensemble des rébellions qui se sont déployées en 1964 au Congo, formellement indépendant depuis le 30 juin 1960.

L'année 1964 a en effet alimenté le mythe d'une «*deuxième indépendance*», après l'échec sanglant et la terrible déception de la première. En même temps qu'au Kwilu, une insurrection s'est développée au Maniema, où Kindu tombe le 21 juillet, ainsi qu'à l'Est où les partisans (les «*Simba*») de Soumialot ont pris Uvira. Le 4 août Stanleyville, troisième ville du pays, est conquise par les rebelles ; le parachutage des troupes belges sur Stan et l'intervention des soldats katangais allaient mettre fin à la victoire des Simba à Stan, et préluder au règne de Mobutu.

Revenons au Kwilu. Sur les six préfectures que comptait la province du Kwilu (créée en 1962), deux d'entre elles, Idiofa et Gungu, ont été profondément touchées par l'insurrection muleliste. Ces territoires totalisent quelque 30 000 km<sup>2</sup>. Les principales ethnies présentes dans ces provinces sont les Pende et les Mbunda et le facteur ethnique a eu un poids non négligeable. Le pouvoir politique coutumier y est faible, ce qui va de pair avec une centralisation du pouvoir politique – colonial pendant longtemps – et du Parti solidaire africain (PSA) en 1959. Antoine Gizenga, président du PSA, est un Pende et Mulele était un Mbunda. Pour rappel, le premier fut vice-premier ministre, le second ministre de l'Éducation nationale du gouvernement central présidé par Patrice Lumumba. Kasavubu les révoqua en septembre 1960<sup>1</sup>.

1. Sur l'histoire du PSA, BV renvoie à HERBERT WEISS, *A case study of a Congolese political party, the Parti Solidaire africain*, traduit en français et paru chez L'Harmattan en 1994. En mai 1931, une révolte éclata parmi les Pende qui fournissent le gros des effectifs des Huileries (*Lever*) du Congo belge. La répression a fait au moins 550 morts et a laissé des traces durables dans la mémoire populaire.

C'est en janvier 1964 que commence la phase ouverte de rébellion muleliste, précédée par une phase de recrutement et, fin 1963, par des actions d'abord sporadiques. Il est établi que les partisans ont bénéficié pendant un premier temps d'une certaine bienveillance, sinon de complicités de la population, face au comportement brutal et arbitraire de l'armée.

Les 22 et 23 janvier plusieurs opérations des rebelles se soldent par la mort de trois missionnaires étrangers, la destruction de ponts et divers incendies. Bientôt avions et hélicoptères des Nations Unies interviennent pour évacuer des missionnaires menacés. Une Américaine, missionnaire protestante, sera tuée par une flèche empoisonnée.

Le 24 janvier, les mulelistes lancent le mot d'ordre *«Tous ceux qui travaillent avec les Blancs partiront avec les Blancs»*. L'état d'exception au Kwilu est proclamé par Kasavubu. Adoula obtient dès le 1<sup>er</sup> février l'appui des NU dans sa lutte contre la rébellion : 300 paracommandos ont quitté Elisabethville pour le Kwilu. Les combats se succèdent, avec des pertes importantes pour l'ANC et pour les mulelistes. Ils vont se poursuivre, en s'affaiblissant, jusque 1966. Le 25 octobre déjà, la tête de Mulele a été mise à prix par l'Assemblée provinciale du Kwilu.

Ainsi encouragés, les militaires se sont livrés à toutes les exactions.

Vers la même époque, Mulele réorganise en le décentralisant le camp de Lukamba qui compte près de mille recrues. Des équipes de village sont formées, mais laissées à elles-mêmes. Très tôt de graves faiblesses sont apparues dans l'organisation du maquis. Si les maquisards se recrutent facilement, ils sont sans moyens de défense face à l'ANC. *«A chaque patrouille, Mulele perd plusieurs recrues»*. Et, une fois arrêté, le partisan ne peut compter que sur lui-même. Peut-il encore compter sur la protection de la magie ? La fiction de l'invulnérabilité du guerrier respectueux de certains tabous n'a pas longtemps résisté aux épreuves. Plusieurs témoignages apportent à cet égard aussi des précisions intéressantes.

On ne s'étonnera pas que les défections des partisans se soient intensifiées au cours de la dernière année de maquis ; une guerre interne commençait, la peur gagnait du terrain. Et la famine menaçait les populations. De plus en plus isolé, Mulele finit par devenir un fugitif. Il sera exécuté en octobre 1968, à Léopoldville, livré par Bomboko à Mobutu.

Les auteurs de la biographie de Mulele analysent les rapports entre leur héros et les Églises. La méfiance des rebelles envers les missionnaires étrangers était manifeste, mais les rebelles s'en prenaient aux collaborateurs (en général prospères) de l'armée plutôt qu'aux religieux. Deux abbés congolais ont pendant un temps fait partie de la rébellion. Par ailleurs, plusieurs interviews de l'abbé Placide Tara, à l'époque missionnaire itinérant au Kwilu, confirment cette interprétation. Certes, six Blancs ont perdu la vie au cours des combats, mais ce sont surtout les Congolais qui ont souffert, certains exécutés par les rebelles, en vertu de nécessités tactiques. D'autres, beaucoup plus nombreux, ont été les victimes de la répression militaire.

Le mouvement muleliste a eu pendant un temps certaines caractéristiques qui justifient la qualification de populaire : des adhésions nombreuses, une forte présence de jeunes ainsi qu'une participation active de femmes, des soutiens extérieurs, et de surcroît la conviction de servir sa région, son pays et même, au-delà du Congo, la cause anti-impérialiste. En dépit de son caractère rural, le mouvement portait la marque de la guerre froide et ses dirigeants avaient choisi leur camp. *«La révolution initiée par Mulele au*

*Kwilu apparaît ainsi au Congo comme un nouveau mode de contestation politique, écrivent les auteurs. Si d'une part, elle se revendique d'une idéologie révolutionnaire radicale, elle trouve aussi son origine dans une réaction à des contradictions locales».*

On aurait souhaité en savoir plus sur le bref séjour que Mulele fit en Chine et sur la portée des leçons ou conseils qu'il y reçut. On peut aussi se demander si le fait que les buts et l'idéologie des mulelistes n'ont fait l'objet d'aucune proclamation explicite est bien, comme l'écrit BV, le signe d'une novation. En faisant la part qui leur est due – une part immense – à l'écartèlement du Congo de 1964, à la confusion politique et à la fluidité des événements, à la puissance déjà avérée de ses adversaires, on peut aussi se demander si l'action de Mulele ne relevait pas autant de l'utopie que de la révolution.

Richesse documentaire, nombreuses notes biographiques et bibliographiques, chronologies : indépendamment de la réflexion qu'il nourrit sur l'avenir de la République démocratique du Congo, ce livre recèle des trésors sur le passé.



## **Décroissance : révolutionner nos modes de ville ?**

Actes de la 37<sup>e</sup> Ecole urbaine (2006)

ARAU

Bruxelles, 2007, 167 pp., 8 euros

Industrialisation et urbanisation, ces deux processus en tout cas ont été largement liés depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : la «croissance» fut dans une longue période celle des villes, parfois même à partir de presque rien, un hameau, un carrefour, une mine,...

Les débats entre aménageurs du territoire et urbanistes n'ont pas manqué. À partir des années 1950 en Europe de l'Ouest, la place de l'automobile individuelle dans le modèle keynésien et fordiste y ajouta deux problèmes : la menace de destruction des villes anciennes (et la démolition effective de rues entières et de quartiers sacrifiés aux autoroutes urbaines, ainsi que l'asphyxie des habitants) ; l'expansion sur les campagnes et la destruction de celles-ci en lotissements résidentiels.

On savait d'emblée que le choix du «tout à la voiture» et de la «urbanisation» était très coûteux (notamment en infrastructures), mais l'optimisme de l'opulence et les dynamiques de

profits particuliers furent bien plus forts.

Aujourd'hui que tout cela coince et sachant que cela coïncera davantage demain, les militants d'hier qui ont plaidé pour le droit à la ville et les transports en commun dès le début des années 1970 se trouvent évidemment de nouveaux alliés et bénéficient d'une argumentation élargie et confortée.

L'Atelier de recherche et d'action urbaines – ARAU a ainsi consacré les douze conférences de sa semaine annuelle de formation du printemps 2006 au thème de la décroissance, manière d'examiner quelques articulations entre approches anciennes et nouvelles. Par exemple, en matière de rénovation de bâtiments (l'article de Bernard Deprez), où il importe plus que jamais de ne pas gaspiller-démolir le gros-œuvre, qui représente environ 50 % du coût du neuf en même temps que des paquets d'énergie fossile en brique, ciment, acier,...

À l'enseigne de la décroissance-même, la contribution de Christian Comélieu mérite spécialement le détour. Contre les imprécations catastrophistes, elle rappelle l'exigence incontournable de progrès social «*au moins pour la majorité de la population*

*mondiale* - il s'agit d'une «nécessité à repenser», ce pourquoi CC propose plusieurs pistes en indiquant les difficultés à franchir.

**Michel Godard**

Info : info@arau.org ou  
00 32 2 219 33 45

### **Socialist Register 2007 Coming to Terms with Nature**

LEO PANITCH et COLIN LEYS, ed.

Merlin Press, Londres, 2006, 363 pp.

Dans un épisode précédent, les *CM* publiaient une traduction maison d'un article de Leo Panitch paru initialement en 2004 dans les colonnes de *Socialist Register*, très sérieuse revue annuelle qui a récemment sorti son volume 2007 : *Coming to Terms with Nature*. Sous ce très beau titre – qui pourrait se lire en français «trouver un arrangement avec la nature» sont rassemblés les dix-sept articles d'un dossier que les éditeurs (Leo Panitch et Colin Leys) n'hésitent pas à présenter comme une des questions les plus importantes et les plus ardues aux-

quelles la revue se soit attelée. Une difficulté qui dans une certaine mesure est à mettre au compte de la multiplicité et de la complexité scientifique des problèmes environnementaux, mais qui n'est pas moins dépendante de l'histoire de la pensée marxiste, laquelle, jusqu'à récemment, a plutôt traité l'écologie et le risque environnemental comme des questions lointaines et périphériques – attitude qu'il serait pour le moins imprudent de conserver aujourd'hui.

#### **Repolitiser la nature**

Pour les éditeurs de *Socialist Register*, le défi de «trouver un arrangement avec la nature» consistera dès lors à construire une compréhension éco-socialiste du capitalisme contemporain et du problème de l'environnement, comme des actions politiques pour y faire face en tâchant d'éviter les écueils les plus évidents : un catastrophisme écolo qui annoncerait la fin inévitable du capitalisme, un psycho-moralisme adapté au comportement des grandes entreprises qui ignorerait le fonctionnement systémique du marché, la réponse tout-terrain condescendante et décourageante qui ferait du mystérieux «système» le responsable invisible et absolu de tout les problèmes – *it's capitalism, stupid!* Au-delà du fait que la réponse n'épuise pas la question et qu'il reste du chemin à faire une fois

le volume refermé, il apparaît que trouver un arrangement éco-socialiste avec la nature suppose d'abord de la (re)politiser.

Depuis le «*bulletin-météo*» qui ouvre l'ouvrage, jusqu'à l'analyse des «*limites de l'éco-localisme*», chaque contributeur à sa manière s'emploie à faire sortir l'environnement de la neutralité politique et à montrer ce que feignent d'ignorer les partisans de «*l'écologie de marché*», à savoir l'injustice sociale qui conditionne les droits de tirage sur la nature comme l'exposition aux catastrophes, à la pollution, à la désertification, etc.

Neil Smith à travers son article «*Nature as accumulation strategy*» cherche à définir plus précisément le type de relation socio-économique que nous entretenons avec la nature pour nous expliquer que si sa transformation globale en marchandise est sans doute inscrite dans les gènes du capitalisme (intégration extensive), la nouveauté de la situation actuelle tient à son intégration intensive, l'absorption de plus en plus poussée de la nature à l'intérieur des circuits du capital, notamment à travers l'ingénierie génétique. «*Le capital, dit-il, ne se contente plus simplement de piller une nature disponible mais s'attache de plus en plus à produire une nature par essence sociale comme fondement*

*de nouveaux secteurs de production et d'accumulation*». La question brûlante qu'il pose devient celle de savoir sur quelle base sociale et sur quelles institutions faire reposer alors une production véritablement démocratique de ladite nature.

### Idées sur le pétrole

Les trois contributions suivantes sont centrées sur la question épineuse de l'énergie. Avant l'étude détaillée par Barbar Harriss-White et Elinor Harriss de l'attitude aussi incohérente qu'emblématique du gouvernement britannique face au réchauffement climatique et à la pénurie de pétrole, le papier d'Elmar Altvater s'attache à montrer combien est importante la congruence des propriétés physiques des énergies fossiles et de la logique socio-économique du capitalisme. Sans le charbon et le pétrole, dit-il en substance, le capitalisme ne serait jamais devenu la forme d'organisation sociale dominante qu'il est aujourd'hui : il n'aurait pas pu s'affranchir des frontières spatiales, ni des normes sociales et biologiques du temps. Toutefois cette congruence est également ce qui fait du «*régime fossile*» un obstacle au développement ultérieur du capitalisme puisqu'il transforme la planète en un système clos soumis non seulement à l'entropie – version Georgescu-Roegen – mais surtout,

plus simplement, à des dégradations écologiques majeures et à une instabilité politique mondiale fortement dépendante de la raréfaction du pétrole. La seule autre alternative réaliste à l'impérialisme pétrolier serait dès lors, selon l'auteur, de passer à une société solaire, laquelle nécessitera sûrement un progrès technologique approprié mais plus encore des institutions sociales et des formes économiques adaptées, radicalement différentes du capitalisme.

Une vision, nous semble-t-il, teintée d'historicisme et que vient tempérer le papier de Daniel Buck. Selon lui, l'intuition de la catastrophe écologique entraînant la chute du capitalisme ne tient pas compte de la plasticité de ce dernier : ni de sa souplesse par rapport aux conditions imposées, ni de la place importante qu'y occupe l'innovation. *«Ce que désire vraiment le capitaliste, dit-il, c'est le monopole [...] Une des façons les plus sûres de l'obtenir n'est pas de remporter la compétition petit à petit à l'intérieur d'un cadre donné, mais de transformer le cadre en une configuration totalement nouvelle dans laquelle gagner un avantage absolu plutôt que relatif»*. L'auteur poursuit en insistant sur le fait que le capitalisme n'est pas dépendant d'une force motrice particulière ou d'un unique régime technologique : il concerne d'abord et avant tout les

relations sociales ; et d'ajouter que la vision apocalyptique implique l'erreur selon laquelle le capitalisme existerait partout sur le même mode alors qu'il ne cesse de créer hors de lui et en son propre sein les sphères non-capitalistes dont il se nourrit. Aussi Daniel Buck suggère-t-il de penser la dynamique du capitalisme comme expansion-contraction (même si cette métaphore reste maladroite pour saisir la complexité de ses processus) de manière à bien comprendre qu'il est tout à fait capable de rebondir face à la crise énergéto-écologique et de la transformer en opportunité de développement. *«Le Capital en tant que valeur en mouvement se moque des formes passagères qu'il revêt aussi longtemps qu'il se valorise et s'agrandit [...]»*. Selon Daniel Buck la bataille semble donc se jouer aujourd'hui à la frontière de l'innovation technologique : sur l'infléchissement de la recherche-développement mais aussi et surtout sur les nouveaux *commons* qui se constituent dans son sillage.

### **Habiter, manger, boire,...**

Suivent d'intéressantes études de terrain. Sur la façon, par exemple, dont des *think tanks* d'inspirations très diverses mais également proches du pouvoir US ont refaçonné la catastrophe de l'ouragan Katrina. Manière de montrer que la (re)politisation de

la nature est déjà à l'œuvre à droite et de la pire façon : insidieusement, le drame de la Nouvelle-Orléans apparaît par association et rapprochement de discours comme la juste punition qui devait frapper une ville corrompue par les aides d'Etat et qui, pour être à la hauteur de ce que la destinée naturelle lui impose comme épreuve, ne devra plus dépendre que des capitaux privés pour renaître. Sur le développement exceptionnel de la Chine, autre exemple, et la double crise qui l'accompagne : du point de vue social puisque les «garanties» – de santé, d'éducation publique, notamment – que le maoïsme avait apportées à la majorité ont fait place à l'augmentation des inégalités ; du point de vue environnemental avec la dégradation accrues des terres arables (leur décollectivisation a multiplié monstrueusement l'usage de pesticides), la pollution atmosphérique (7 des 10 villes les plus polluées au monde sont situées en Chine), la pollution de l'eau, etc. On découvre aussi sans grande surprise que l'exposition des riches et des pauvres à ces pollutions est loin d'être égale et que la confusion d'intérêts qui travaille la classe politique chinoise a son rôle à jouer dans la gestion de l'environnement comme des affaires. Le constat est limpide et très documenté, reste que la solution semble incantatoire et usée : le cadre

institutionnel actuel étant inadapté pour répondre aux problèmes que traverse la Chine, il faudrait d'abord transformer radicalement l'entière structure de la structure sociale et économique pour se concentrer d'abord sur les besoins essentiels et pour stabiliser les dépenses énergétiques et la consommation environnementale.

Avec «*Feeding the world...*», Philip McMichael touche à un des thèmes majeurs qui animent la critique environnementale du capitalisme, un thème qui cristallise les contradictions du productivisme. L'auteur procède à un examen historique qui nous montre comment – à travers les périodes coloniales, développementalistes et mondialisatrices – le développement a servi d'alibi à l'*agrobusiness* et à son cortège de plaisantes conséquences : monoculture, délocalisation de la production agricole, exode rural des campagnes occidentales, prolétarianisation des paysans du tiers-monde, dépendance vis-à-vis du secteur énergétique, émissions polluantes pour le transport, appauvrissement nutritionnel des denrées, mise en dépendance via le génie génétique... Sous la bannière du développement, l'agriculture industrielle, le commerce international et la 'régulation' par le marché ont ainsi réussi à produire la famine au milieu de l'abondance, au

point de susciter aujourd'hui des alliances de mouvements sociaux et environnementaux, comme *Via Campesina*, qui luttent pour la souveraineté alimentaire et cherchent en même temps à repolitiser le commerce mondial de manière à ce qu'il offre des conditions démocratiques de production et de distribution des denrées. Selon Philip McMichael, les mobilisations paysannes et la promotion de programmes d'éducation au respect de l'environnement pourraient esquisser un chemin vers une agriculture post-capitaliste, surtout si elles tirent avantage des crises qui secouent le système alimentaire industriel pour proposer d'autres modèles de culture et d'approvisionnement.

La question de l'eau est ensuite abordée par Eric Swyngedouw. Il explique que le problème de l'accès à l'eau – qui reste une des causes majeures de mortalité dans le monde – reflète les rapports de forces sociaux à travers lesquels le capital est approprié, organisé et distribué. Une multiplicité de rapports de forces ont lieu sur ce nœud pouvoir/eau partout dans le monde ; et l'axe fondamental autour duquel il tourne est celui de l'accès au capital dont dépend largement la transformation de l'eau en marchandise consommable : sa standardisation, son homogénéisation,

son transport exigent d'énormes investissements en infrastructures. Au niveau mondial, un processus de concentration oligopolistique s'accélère, exigé d'une part comme réponse libérale à la prétendue rareté de l'eau, et d'autre part par la masse de capital nécessaire pour des investissements à long terme et aux profits incertains. Une incertitude qui encourage les compagnies hydrauliques à la stratégie du «*cherry picking*» : pousser à la privatisation des réseaux là où ils sont rentables et laisser le contribuable cracher au bassinet pour les services non profitables mais non moins essentiels dont dépendent les catégories les plus précaires de la population. Selon Swyngedouw, la pierre angulaire de la question n'est pas tant de se prononcer sur la marchandisation de l'eau que de savoir qui paie les investissements, qui profite de l'eau et qui organise sa distribution. On ne s'étonnera pas de voir l'auteur prôner la démocratisation radicale de ces questions.

De la même manière que son collègue Achim Brunnengraber, après une analyse du Protocole de Kyoto, appelle de ses vœux un large débat public qui aille au-delà des raccourcis qui ont jusqu'ici caractérisé les mesures de lutte contre le réchauffement climatique. A savoir : la définition du problème en termes scientifiques apparemment

neutres et objectifs ; la concentration des décisions et des mesures au niveau international alors que c'est là que le consensus pour agir est le plus faible et que les inégalités d'influence entre pays riches et pays pauvres sont les plus évidentes ; l'accent mis sur les instruments économiques, ce qui exclut d'autres approches du problème comme celle d'un changement structurel de production et de consommation d'énergie.

### *Eco-socialism*

Les articles qui closent cette livraison de *Socialist Register* sont de nature plutôt théorique et prospective. Les éditeurs ont choisi de conclure sur «*les limites de l'éco-localisme : dimensions, stratégie, socialisme*». Après le constat du succès de la notion même d'éco-localisme tant chez les altermondialistes qu'à la Banque mondiale et chez les socio-démocrates, après une description des différentes conceptions de la relocalisation de l'économie, Greg Albo passe alors à l'évaluation de ce qu'il entend être la position écologiste dominante, une position qui considère la pollution et l'exploitation des ressources naturelles comme indépendantes du marché et de la propriété capitalistes. Ainsi donc le capitalisme pêcherait essentiellement par démesure. Cette séparation entre mode de production,

propriété et relations sociales expliquerait beaucoup de choses selon l'auteur ; notamment l'attitude globalement positive des mouvements écologistes vis-à-vis de la décentralisation néolibérale, de même que leur perméabilité à l'égard de l'idée d'une société post-industrielle et informationnelle qui aurait le potentiel technologique pour réduire les dimensions matérielles de l'activité industrielle. Il concentre alors sa critique sur cinq points : 1) la confiance naïve de l'éco-localisme dans les mécanismes du marché pour régler les questions écologiques ; 2) l'illusion de la dématérialisation de l'économie (infrastructures indispensables à la société informationnelle, effet rebond,...) ; 3) la dépendance et la faiblesse des pratiques d'économie alternative vis-à-vis de l'économie formelle ; 4) l'absence de réponse au problème de la transition du capitalisme à des communautés auto-suffisantes, le romantisme qui accrédite l'idée que des entités productives sont nécessairement moins polluantes et que le souci de l'environnement sera partagé par tous au niveau politique local ; 5) le faux dilemme qui oppose la bonne démocratie locale directe aux mauvais niveaux de pouvoir sous régime représentatif.

Cette question de la mesure et du juste niveau sur lequel faire porter la lutte contre le néolibéralisme continue de diviser les rouges et les verts, dans les Forum mondiaux entre autres. Dont Greg Albo rappelle à juste titre qu'ils ne signifient pas grand chose s'ils ne sont pas articulés au niveau local et n'assurent pas la connection des différents mouvements de résistance afin d'en faire les briques dans

la construction collective d'un autre monde. On retrouve sous la plume de l'auteur l'appel à la constitution d'un large mouvement – ici, éco-socialiste – apte à lier entre elles les différentes luttes particulières sous la bannière d'un projet de transformation sociale et écologique contre l'universalisation du néolibéralisme.

**Thomas Perissino**





Actuel  
Marx  
2007

# CORPS *dominés,* CORPS *en* rupture

## DOSSIER

- S. HABER, E. RENAULT, Une analyse marxiste des corps ?  
B. ANDRIEU, Contre la désincarnation technique : un corps hybridé ?  
P. MOLINIER, Une souffrance qui ne passe pas. Mutation du corps féminin et création d'imaginaire dans une industrie pharmaceutique  
C. LOUVEAU, Le corps sportif : un capital rentable pour tous ?  
L. WACQUANT, Un trafiquant de chair à l'œuvre : passion, pouvoir et profit dans l'économie de la boxe professionnelle  
J.-M. LACHAUD et C. LAHUERTA, De la dimension critique du corps en actes dans l'art contemporain  
O. NEVEUX, L'état de victime. Quelques corps dans la scène théâtrale contemporaine

## INTERVENTIONS

- J.-C. ANGAUT, Le conflit Marx-Bakounine dans l'Internationale : une confrontation des pratiques politiques  
E. ZARETSKY, La psychanalyse et l'esprit du capitalisme  
B. TINEL, C. PERRAUDIN, N. THÉVENOT, J. VALENTIN, La sous-traitance comme moyen de subordination réelle de la force de travail

## ENTRETIEN

- S. A. RESNICK, R. D. WOLFF Un marxisme made in USA : Marx au-delà d'Althusser ?

n° 41

puf





Les Cahiers Marxistes  
sont déposés  
dans les librairies suivantes :

- ABELARD Bouquinerie  
Rue F. Dons, 5 (Quartier ULB) - 1050 Bruxelles
- AGORA Louvain-la-Neuve  
Agora, 11 - 1348 Louvain-la-Neuve
- A LIVRE OUVERT  
Rue St Lambert, 116 - 1200 Bruxelles
- LA DERIVE  
Grand'Place, 10 - 4500 Huy
- LIBRAIRIE FILIGRANES  
Av. des Arts, 39 - 1000 Bruxelles
- SHOP 171 vzw-asbl  
Bd. Lemonnier, 171 - 1000 Bruxelles
- LIBRAIRIE ANDRE LETO  
Rue d'Havré, 35 - 7000 Mons
- LIBRAIRIE ENTRE-TEMPS (Centre culturel Barricade)  
Rue Pierreuse, 19/21 - 4000 Liège
- LIBRIS - TOISON D'OR Espace Louise  
Av. de la Toison d'Or, 40/42 - 1060 Bruxelles
- POINT VIRGULE  
Rue Lelièvre, 1 - 5000 Namur
- PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES  
Av. Paul Héger, 42 - 1050 Bruxelles
- TROPISMES  
Galerie des Princes, 11 - 1000 Bruxelles
- WALLONIE - BRUXELLES  
Rue Quincampoix, 46 - F - 75004 Paris

REVUE BIMESTRIELLE ISSN : 0591-0633

Editeur responsable : Pierre Gillis  
6, N-D Débonnaire  
7000 - Mons

Production, propriété & copyright : FREE, mouvement  
d'éducation permanente non reconnu par la Communauté française  
Membre de l'Association des Revues scientifiques et culturelles

Dépôt : Bruxelles X

8 EUR